



# À ÉGALITÉ !

---

IL EST TEMPS DE METTRE  
FIN AUX INÉGALITÉS EXTRÊMES



**OXFAM**

# MESSAGES DE SOUTIEN

## KOFI ANNAN

Président de l’Africa Progress Panel, ancien Secrétaire général des Nations unies et lauréat du prix Nobel de la paix

Le décalage qui se creuse entre les riches et les pauvres a atteint un point de non-retour. Nous pouvons le laisser s’enraciner davantage, compromettant ainsi les efforts que nous déployons pour réduire la pauvreté, ou nous pouvons impulser dès maintenant des changements concrets pour inverser la tendance. Ce précieux rapport d’Oxfam explore les problèmes engendrés par les inégalités extrêmes et les choix politiques qui s’offrent aux gouvernements pour construire un monde plus juste, avec des opportunités égales pour nous tous. Ce rapport est un appel à l’action pour l’intérêt commun. Nous devons y répondre.

## PROFESSEUR JOSEPH STIGLITZ

Université de Columbia, lauréat du prix Nobel d’économie

Les inégalités extrêmes de revenus et d’actifs que nous constatons dans le monde d’aujourd’hui nuisent à nos économies, nos sociétés et diminuent l’impact de nos politiques. Pendant que nous devrions tous nous en inquiéter, ce sont bien entendu les plus pauvres qui en souffrent le plus, pâtissant non seulement d’inégalités criantes, mais aussi d’un manque d’opportunités égales. Le rapport d’Oxfam tombe à pic pour nous rappeler que tout effort visant véritablement à mettre un terme à la pauvreté doit se confronter aux choix politiques publics qui créent et entretiennent les inégalités.

## NAWAL EL SAADAWI

Écrivaine et militante égyptienne

Le rapport d’Oxfam révèle un nouveau défi pour le monde capitaliste patriarcal et son soi-disant marché libre. Nous devons nous battre ensemble, à l’échelle internationale comme à l’échelle locale, pour construire un nouveau monde fondé sur une véritable égalité entre les gens, quels que soient leur sexe, leur classe, leur religion, leur race, leur nationalité et leur identité.

## ANDREW HALDANE

Économiste en chef de la Banque d’Angleterre

Lorsque Oxfam nous a annoncé en janvier 2014 que les 85 personnes les plus riches au monde détenaient autant que la moitié la plus pauvre de l’humanité, l’organisation a fait vibrer la fibre morale chez la plupart d’entre nous. Exhaustif, ce rapport va désormais au-delà des statistiques pour explorer la relation fondamentale entre les inégalités et la pauvreté grandissante. Il présente également certaines solutions. En mettant en avant le problème des inégalités, Oxfam ne parle pas uniquement des intérêts des personnes les plus pauvres, mais bien de l’intérêt commun : des preuves de plus en plus nombreuses montrent que les inégalités extrêmes nuisent, durablement et significativement, à la stabilité du système financier et à la croissance économique. Elles retardent le développement du capital humain, social et physique nécessaire pour augmenter le niveau de vie et améliorer le bien-être. Les décideurs et responsables politiques commencent à en prendre conscience. Nous avons le devoir, moral, économique et social, d’élaborer des mesures politiques publiques visant à résoudre les inégalités croissantes. Le rapport d’Oxfam est un tremplin précieux pour atteindre cet objectif.

## JEFFREY SACHS

Directeur de l'Earth Institute à l'Université de Columbia

Oxfam l'a refait : lancer un appel à l'action puissant pour lutter contre la tendance croissante des inégalités dans le monde entier. Et son rapport arrive juste à temps, alors que les gouvernements s'apprêtent à adopter les objectifs pour le développement durable (ODD) en 2015. Le développement durable est synonyme d'une prospérité économique inclusive et durable sur le plan environnemental. Pourtant, une part trop importante de la croissance actuelle n'est ni inclusive ni durable. Les riches s'enrichissent pendant que les pauvres et la planète en paient le prix. Oxfam explique comment nous pouvons et devons changer les choses : une fiscalité plus juste, la fin des paradis fiscaux et du secret fiscal, un accès égalitaire des riches et des pauvres aux services de base, notamment la santé et l'éducation, et la rupture du cercle vicieux de la richesse et du pouvoir en vertu duquel les riches manipulent nos politiques afin de s'enrichir davantage. Oxfam établit une ligne directrice claire pour l'avenir. Nous devrions tous nous rallier à la cause de la croissance inclusive et durable, intégrée au cœur des ODD de l'an prochain.

## JAY NAIDOO

Président du Conseil d'administration et président du Conseil de partenariat de la Global Alliance for Improved Nutrition

Tous ceux qui s'intéressent à notre avenir commun devraient lire ce rapport. Les inégalités grandissantes sont devenues la principale menace à la paix dans le monde et, de fait, à la survie de l'espèce humaine. La concentration croissante des richesses dans les mains d'une petite minorité a aggravé les crises écologiques et économiques, qui, à leur tour, ont entraîné une escalade de la violence aux quatre coins de notre planète en feu.

## ROSA PAVANELLI

Secrétaire générale, Public Services International

Les réponses apportées par Oxfam sont simples, intelligentes et tout à fait réalistes. Ce qui empêche leur mise en œuvre et le véritable changement n'est qu'un manque de volonté politique. Notre travail, c'est de faire entendre ce cri pour le changement. D'agir de toute urgence. D'exposer sans cesse les injustices et d'en demander leur fin. Agissons dès maintenant.

## KATE PICKETT ET

## RICHARD WILKINSON

Co-auteurs de *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*

Ce rapport est la première étape pour amender des politiques qui ont enrichi la minorité au détriment de la majorité. C'est une lecture essentielle pour tous les gouvernements, les décideurs politiques et tous ceux qui ne veulent plus sacrifier le bien-être public au bénéfice des 1 % les plus riches de la population.

## HA-JOON CHANG

Économiste à l'Université de Cambridge

*À égalité !* est, à ce jour, la publication qui résume le mieux les raisons pour lesquelles la réduction des inégalités est essentielle au développement mondial. L'énorme fossé qui existe entre les démunis et les nantis est mauvais par nature et s'avère une source de gaspillage humain et économique inutile. Je vous invite vivement à le lire et à vous unir à la campagne internationale pour un monde plus juste.

# À ÉGALITÉ !

---

IL EST TEMPS DE METTRE  
FIN AUX INÉGALITÉS EXTRÊMES

**À ÉGALITÉ!**



OXFAM

# REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé et coordonné par Emma Seery et Ana Caistor Arendar, avec les contributions pour différents chapitres de Ceri Averill, Nick Galasso, Caroline Green, Duncan Green, Max Lawson, Catherine Olier, Susana Ruiz et Rachel Wilshaw.

De nombreux collègues ont également apporté leur contribution et aidé à la rédaction de ce rapport. Nous tenons à remercier tout particulièrement Gregory Adams, Ed Cairns, Rosa María Cañete, Teresa Caverro, Katharina Down, Sarah Dransfield, Kate Geary, Jessica Hamer, Deborah Hardoon, Mohga Kamal-Yanni, Didier Jacobs, Roberto Machado, Katie Malouf, Araddhya Mehtta, Pooven Moodley, Jessica Moore, Robbie Silverman, Katherine Trebeck, Daria Ukhova, Katy Wright et Andrew Yarrow.

Oxfam remercie également les personnes suivantes pour leur collaboration lors de la première ébauche du rapport, ainsi que pour leur aide et précieux commentaires : Andrew Berg (FMI), Laurence Chandy (The Brookings Institution), Professeure Diane Elson, Chris Giles (Financial Times), Professeure Kathleen Lahey, Professeure Kate Pickett, Michael Sandel (auteur de l'ouvrage «*What Money Can't Buy: The Moral Limits of Market*», Harvard), Olivier de Schutter (conseiller honoraire pour Oxfam), Mark Thomas (PA Consulting Services), Kevin Watkins (Overseas Development Institute).

La production du rapport a été gérée par Jonathan Mazliah. Le texte a été révisé par Mark Fried et Jane Garton. Design par Soapbox.

Le rapport a été traduit de l'anglais par Cécile Joffrin et eXcelLingua (Jérôme Richard et Pierre Le Grand), et révisé par Leila Bodeux, Samira Daoud, Catherine Olier, Barbara Scottu et Cécile Unternaehrer avec la participation de François Kergoat.

Couverture :

Un homme poussant son vélo chargé de pastèques passe devant un panneau publicitaire d'*Oman Air*, faisant la promotion de ses prestations en première classe, Népal (2013).

Photo : Panos/GMB AKASH

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DE GRAÇA MACHEL	3
AVANT-PROPOS DE WINNIE BYANYIMA	4
RÉSUMÉ	6
INTRODUCTION	28
<b>1</b> INÉGALITÉS EXTRÊMES : UNE HISTOIRE QUI A BESOIN D'UN NOUVEAU DÉNOUEMENT	<b>32</b>
1.1 La réalité des nantis et des démunis aujourd'hui	33
1.2 Les inégalités extrêmes nuisent à tous	40
1.3 Quelles sont les causes de l'explosion des inégalités ?	61
<b>2</b> QUE POUVONS-NOUS FAIRE POUR METTRE UN TERME AUX INÉGALITÉS EXTRÊMES ?	<b>78</b>
2.1 Deux visions de l'avenir	80
2.2 Nous employer à créer un monde plus égalitaire	83
2.3 Fiscalité et investissements pour uniformiser les règles du jeu	93
2.4 Santé et éducation : des leviers puissants pour lutter contre les inégalités	103
2.5 Briser les chaînes de la peur	116
2.6 Atteindre l'égalité économique pour les femmes	119
2.7 Le pouvoir du peuple : à l'assaut des 1 %	123
<b>3</b> L'HEURE EST À L'ACTION POUR METTRE FIN AUX INÉGALITÉS EXTRÊMES	<b>128</b>
NOTES	139



---

# AVANT-PROPOS

---

L'humanité a réalisé de formidables progrès lors des dernières décennies, en Afrique comme dans le monde entier. Mais ces progrès sont aujourd'hui menacés par un fléau : l'accroissement rapide des inégalités.

Ce rapport d'Oxfam dresse un portrait saisissant et actuel des inégalités croissantes, qui caractérisent aujourd'hui la plupart des pays d'Afrique et du monde entier. Sept personnes sur dix vivent dans des pays où les inégalités se développent rapidement, et les personnes en haut de la pyramide laissent le reste de la population en marge.

Nous devons impérativement nous attaquer aujourd'hui au fossé qui sépare les personnes les plus riches des plus pauvres ainsi qu'aux répercussions de ce fossé sur les autres inégalités omniprésentes entre les hommes et les femmes et entre les différentes races, rendant la vie insoutenable pour les personnes en bas de la pyramide. Trop d'enfants nés aujourd'hui sont d'ores et déjà pris en otage en raison de leur sexe, de leur race ou des faibles revenus de leurs parents.

La bonne nouvelle c'est que les inégalités croissantes ne sont pas une fatalité. Nous pouvons y remédier. Le présent rapport expose de nombreux exemples de succès dont nous pouvons nous inspirer. J'espère que de nombreux représentants gouvernementaux, dirigeants d'entreprises, organisations de la société civile, et institutions bilatérales et multilatérales étudieront ce rapport, se pencheront sur ses recommandations et adopteront des mesures durables pour faire face à l'explosion des inégalités.

**S.E. GRAÇA MACHEL**

Fondatrice, Graça Machel Trust



---

# AVANT-PROPOS

---

J'ai combattu les inégalités toute ma vie. Là où j'ai grandi, en Ouganda, ma famille possédait bien peu, mais nous étions parmi les plus riches du village. Ma meilleure amie et moi allions ensemble à l'école, tous les jours. J'avais une paire de chaussures, elle marchait pieds nus. Je ne comprenais alors pas pourquoi et ne le sais pas plus maintenant. Les inégalités doivent être combattues, pas à pas.

La plupart des pays les plus pauvres ont fait d'importants progrès dans la lutte contre la pauvreté ; des progrès que j'ai pu constater de mes propres yeux lorsque je me suis rendue dans les endroits les plus difficiles au monde. Toutefois, ces progrès sont menacés par la hausse des inégalités. L'argent, le pouvoir et les opportunités sont concentrés dans les mains d'une minorité, aux frais de la majorité.

Un enfant né dans une famille riche, même dans les pays les plus pauvres, fréquentera la meilleure école et recevra des soins d'une qualité optimale s'il ou elle tombe malade. Parallèlement, les familles pauvres se verront arracher leurs enfants, touchés par des maladies facilement évitables, car elles n'ont pas l'argent nécessaire pour payer le traitement. La réalité est celle-ci : dans le monde entier, les personnes les plus riches peuvent mener une vie plus longue, plus heureuse et en meilleure santé et utiliser leurs richesses pour faire en sorte que leurs enfants le puissent à leur tour.

Les inégalités persistant entre hommes et femmes ne font qu'exacerber ces différences. Partout où j'ai voyagé avec Oxfam et dès que je reviens en Ouganda, j'en vois les preuves. La moitié de toutes les femmes d'Afrique subsaharienne accouchent seules et dans des conditions dangereuses. Aucune de ces femmes n'est en bonne santé. Le faible statut accordé aux femmes a pour conséquence la négligence de la santé maternelle dans les affectations budgétaires, ainsi que le manque de ressources et de personnel dans les hôpitaux et établissements publics. Parallèlement, dans ces mêmes pays, les femmes, sœurs et filles des familles les plus riches et les plus puissantes accouchent dans des cliniques privées, prises en charge par des médecins et sages-femmes formés à ces fins.

Ceci ne peut plus durer. Notre capacité à nous faire entendre et à nous exprimer sur la manière dont nos sociétés sont dirigées est menacée par la concentration des richesses dans les mains d'une minorité. Les plus riches peuvent utiliser leur pouvoir financier et l'influence qui va avec pour faire pencher les lois et choix politiques en leur faveur, renforçant ainsi leur position. Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, l'argent confère pouvoir et privilèges à certains au détriment des droits de la majorité.

Les peuples ont été laissés pour compte pendant trop longtemps ; un fait qui a déjà déclenché des manifestations populaires et suscité l'indignation dans le monde entier. De l'indignation car les gouvernements élus représentent les intérêts de la minorité puissante et négligent la responsabilité qui leur revient d'assurer un avenir décent à chacun. De l'indignation encore car les banques et banquiers, dont l'imprudance a mené à la crise financière, ont fait faillite, alors que les plus pauvres devaient en payer les frais. De l'indignation enfin, car les grandes entreprises peuvent échapper aux impôts et s'en tirer en versant des salaires de misère.

Bon nombre d'entre vous se demanderont si nous pouvons agir pour changer les choses. La réponse est un « oui » ferme et définitif. Les inégalités ne sont pas une fatalité. Elles sont le fruit de choix politiques. Ce rapport tente d'explorer les choix et actions politiques qui peuvent les renverser : de la gratuité des services publics de santé et d'éducation qui aident l'ensemble des citoyens et citoyennes, tout en veillant à ce que les personnes pauvres ne soient pas laissées à la marge, aux salaires décents qui mettent un terme à la pauvreté, en passant par des impôts progressifs de manière à ce que les riches paient leur juste part et des espaces d'expression protégés où les gens peuvent faire entendre leur voix et s'exprimer sur les sociétés dans lesquelles ils vivent.

Oxfam est solidaire de toutes les personnes qui exigent un monde plus égalitaire et la fin des inégalités extrêmes.

## WINNIE BYANYIMA

Directrice générale, Oxfam



Une femme de ménage passant devant une affiche d'un appartement luxueux placardée au mur, au rez-de-chaussée d'un complexe résidentiel dans le district de Chaoyang, en Chine (2013).  
Photo : Panos/Mark Henley

# RÉSUMÉ

Nthabiseng est née dans une famille noire pauvre à Limpopo, une zone rurale d'Afrique du Sud. Le même jour, Pieter naissait non loin de là, dans une riche banlieue du Cap. La mère de Nthabiseng n'a jamais été scolarisée et son père est sans emploi, alors que les parents de Pieter ont tous deux fréquenté l'université de Stellenbosch et occupent des postes bien rémunérés.

Par conséquent, les chances de Nthabiseng et de Pieter dans la vie diffèrent considérablement. La probabilité que Nthabiseng décède pendant sa première année de vie est une fois et demie supérieure à celle que Pieter décède au même âge<sup>1</sup>. Ce dernier est susceptible de vivre 15 années de plus que Nthabiseng<sup>2</sup>.

Pieter ira à l'école pendant 12 ans en moyenne et fréquentera très probablement l'université, alors que Nthabiseng aura de la chance si elle est scolarisée ne serait-ce qu'un an<sup>3</sup>. Elle sera privée de ressources élémentaires telles que des toilettes propres, de l'eau propre ou des soins de santé décentes<sup>4</sup>. Si Nthabiseng a des enfants, il est très probable qu'ils deviennent des adultes tout aussi pauvres<sup>5</sup>.

Alors qu'il est impossible pour Nthabiseng et Pieter de choisir leur lieu de naissance, leur sexe ou le niveau de richesse et d'éducation de leurs parents, les gouvernements peuvent décider d'intervenir afin d'offrir les mêmes chances à tous. Sans action délibérée cependant, cette injustice se perpétuera dans le monde entier.

Cette réflexion est issue du « World Development Report » publié par la Banque mondiale en 2006. Oxfam a mis à jour les données relatives aux chances de survie en Afrique du Sud<sup>6</sup>.

Du Ghana à l'Allemagne, de l'Afrique du Sud à l'Espagne, le fossé entre les riches et les pauvres se creuse rapidement et les inégalités économiques\* atteignent des sommets. En Afrique du Sud, elles excèdent aujourd'hui celles déplorées à la fin de l'apartheid<sup>7</sup>.

Les conséquences sont corrosives pour tous. Les inégalités extrêmes corrompent la politique, freinent la croissance économique et entravent la mobilité sociale. Elles alimentent le crime et même des conflits violents. Elles dilapident les talents, anéantissent le potentiel et minent les bases de nos sociétés.

Surtout, l'augmentation rapide des inégalités économiques extrêmes fait obstacle à l'éradication de la pauvreté à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, des centaines de millions de personnes vivent sans avoir accès à de l'eau potable propre ni à des quantités de denrées alimentaires suffisantes pour nourrir leur

---

\* Les inégalités sont pluridimensionnelles et peuvent être raciales, sexuelles, géographiques et économiques, et très souvent interconnectées. Le présent rapport traite principalement de la concentration des ressources financières et des richesses dans les mains d'une minorité, ce qui peut influencer sur les processus politiques, sociaux et culturels au détriment des plus vulnérables. En tant que tel, dans ce rapport, nous utilisons le terme « inégalités » pour désigner des inégalités économiques extrêmes de richesses et de revenus. Lorsque nous faisons référence aux différentes dimensions des inégalités, nous le mentionnons explicitement.

famille. La plupart d'entre elles travaillent jusqu'à l'épuisement pour joindre péniblement les deux bouts. Nous pouvons améliorer la vie de la majorité si nous combattons l'extrême concentration de richesses et de pouvoirs aux mains des élites.

Les dizaines d'années d'expérience accumulées par Oxfam au sein des communautés les plus pauvres nous ont appris que la pauvreté et les inégalités ne sont ni inévitables ni accidentelles, mais qu'elles résultent de choix politiques délibérés. Il est possible de renverser les inégalités. Le monde a besoin d'une action concertée pour bâtir un système économique et politique plus juste qui valorise la majorité. Les règles et systèmes à l'origine de l'explosion actuelle des inégalités doivent changer. Il est indispensable d'agir de toute urgence pour aplanir les disparités en mettant en œuvre des politiques de redistribution de l'argent et du pouvoir des quelques privilégiés au plus grand nombre.

À l'aide de nouvelles recherches et de nouveaux exemples observés dans le monde entier, le présent rapport illustre la portée du problème des inégalités économiques extrêmes et révèle les multiples dangers qu'il pose pour les citoyens, où qu'ils se trouvent. Il identifie les deux puissantes forces motrices qui ont conduit à l'augmentation rapide des inégalités dans de nombreux pays : le capitalisme sauvage et la mainmise des élites sur le monde politique. Ce rapport met en avant quelques-unes des étapes concrètes qu'il est possible de suivre pour répondre à cette menace et présente des éléments qui prouvent que le changement est possible.

Les inégalités économiques extrêmes ont explosé dans le monde ces 30 dernières années, jusqu'à représenter l'un des plus grands défis économiques, sociaux et politiques de notre époque. Les éternelles inégalités fondées sur le sexe, la caste, la race et la religion (des injustices en elles-mêmes) sont exacerbées par le décalage qui se creuse entre les nantis et les démunis.

Alors qu'Oxfam lance sa campagne **À égalité !** au niveau mondial, nous nous unissons à un concert de voix diverses qui réunit des milliardaires, des leaders religieux et des directeurs et directrices d'institutions, notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, ainsi que des syndicats, des mouvements sociaux, des organisations de femmes et des millions de personnes dans le monde. Ensemble, nous demandons aux dirigeants du monde entier d'agir pour mettre fin aux inégalités extrêmes avant qu'il ne soit trop tard.

## UNE DISPARITÉ CROISSANTE ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES

Les tendances en matière de revenus et de richesses sont sans appel : le fossé entre les riches et les pauvres est aujourd'hui plus profond que jamais, et il continue de se creuser. Le pouvoir est de plus en plus concentré dans les mains de quelques élites.

Les inégalités entre les différents pays ont augmenté rapidement entre 1980 et 2002, jusqu'à atteindre un niveau très élevé<sup>8</sup>. Elles ont légèrement

//

Il y existe bel et bien **une lutte des classes** depuis une vingtaine d'années, mais **c'est ma classe qui la gagne.**

**WARREN BUFFET**  
QUATRIÈME FORTUNE MONDIALE<sup>8</sup>

//

diminué depuis, en raison de la croissance dans les pays émergents, tout particulièrement en Chine. Toutefois, ce sont les inégalités au sein de chaque pays qui comptent le plus pour la population, lorsque les plus démunis peinent à joindre les deux bouts tandis que leurs voisins prospèrent. Or, ces inégalités augmentent rapidement dans la plupart des pays du monde. Sept personnes sur dix vivent dans un pays dans lequel l'écart entre les riches et les pauvres est plus grand qu'il y a 30 ans<sup>10</sup>. Par ailleurs, dans différents pays, une minorité riche se partage une part sans cesse plus importante des revenus nationaux<sup>11</sup>.

À l'échelle mondiale, les inégalités de richesses sont encore plus marquées chez les particuliers. Oxfam a calculé qu'en 2014, les 85 plus grandes fortunes du monde détenaient autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité<sup>12</sup>. Entre mars 2013 et mars 2014, ces 85 personnes ont gagné 668 millions de dollars de plus par jour<sup>13</sup>. Si Bill Gates décidait de retirer la totalité de ses avoirs et dépensait 1 million de dollars par jour, il lui faudrait 218 ans pour venir à bout de sa fortune<sup>14</sup>. Mais en réalité, il ne se retrouverait jamais à court d'argent : même un modeste retour d'à peine moins de 2 % lui permettrait de percevoir 4,2 millions de dollars par jour uniquement en intérêts.

Depuis la crise financière, le nombre de milliardaires a plus que doublé et s'élève désormais à 1 645 personnes<sup>15</sup>. Par ailleurs, l'extrême richesse n'est pas uniquement l'affaire des pays riches. La plus grande fortune mondiale appartient au mexicain Carlos Slim, qui a dérobé la première place à Bill Gates en juillet 2014. On compte actuellement 16 milliardaires en Afrique subsaharienne, contre 358 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté<sup>16</sup>. Dans le monde entier, des niveaux de richesse absurdes coexistent avec une pauvreté intolérable.

Le bénéfice potentiel associé à la réduction de l'explosion des richesses, même minime, est également révélateur. Oxfam a calculé qu'un impôt de seulement 1,5 % sur la fortune des milliardaires du monde, si mis en place directement après la crise financière, aurait pu sauver 23 millions de vies dans les 49 pays les plus pauvres, en leur apportant les fonds nécessaires pour investir dans des soins de santé<sup>17</sup>. Le nombre de milliardaires et leur patrimoine cumulé a augmenté si rapidement qu'en 2014, un impôt de 1,5 % sur leur fortune pourrait combler les déficits annuels de financements nécessaires pour scolariser tous les enfants et fournir une couverture santé universelle dans les 49 pays les plus pauvres<sup>18</sup>.

Un certain niveau d'inégalités est inévitable pour rétribuer ceux qui ont du talent, des compétences, l'ambition d'innover et l'esprit d'entreprise. Toutefois, les extrémités atteintes actuellement en matière d'inégalités économiques nuisent à la croissance et aux progrès et ne permettent pas d'investir dans le potentiel de centaines de millions de personnes.

## LES INÉGALITÉS EXTRÊMES NUISENT À TOUS

### Les inégalités extrêmes : un obstacle à la réduction de la pauvreté

L'augmentation rapide des inégalités économiques extrêmes restreint considérablement la lutte contre la pauvreté. Oxfam a démontré dans une



**Les disparités extrêmes de revenus ralentissent le rythme de la réduction de la pauvreté** et nuisent au développement d'une croissance économique générale.

**KOFI ANNAN**

RAPPORT 2012 SUR LES PROGRÈS EN AFRIQUE<sup>19</sup>



nouvelle étude qu'au Kenya, en Indonésie et en Inde, des millions de personnes supplémentaires pourraient échapper à la pauvreté si les inégalités de revenus étaient réduites<sup>20</sup>. Si l'Inde mettait un terme à l'augmentation des inégalités, elle pourrait mettre fin à l'extrême pauvreté de 90 millions de personnes en cinq ans seulement. Si le pays allait plus loin en réduisant les inégalités de 36 %, il pourrait éradiquer presque entièrement l'extrême pauvreté<sup>21</sup>. The Brookings Institution a également développé des scénarios révélant comment les inégalités empêchent l'éradication de la pauvreté à l'échelle internationale. Selon un scénario où les inégalités seraient réduites, 463 millions de personnes supplémentaires pourraient échapper à la pauvreté par rapport à un scénario où les inégalités seraient accrues<sup>22</sup>.

Dans un pays, la répartition des revenus a des répercussions considérables sur les perspectives d'avenir de ses citoyens. Le Bangladesh et le Nigeria, par exemple, ont des revenus moyens similaires. Le Nigeria est seulement légèrement plus riche, mais il est bien moins égalitaire. Il en résulte qu'un enfant né au Nigeria est trois fois plus susceptible de mourir avant son cinquième anniversaire qu'un enfant né au Bangladesh<sup>23</sup>.

Les dirigeants du monde entier débattent actuellement de nouveaux objectifs internationaux, en vue de l'éradication de l'extrême pauvreté d'ici 2030. Toutefois, à moins de déterminer un objectif relatif aux inégalités économiques, leurs efforts sont voués à l'échec, et d'innombrables vies seront perdues.

### Les inégalités extrêmes nuisent à une croissance économique bénéficiant à la majorité

Il est courant de présupposer que réduire les inégalités nuira à la croissance économique. En réalité, un solide corpus de données récentes démontre que les inégalités extrêmes sont néfastes pour la croissance<sup>24</sup>. Dans les pays dans lesquels sévissent des inégalités économiques extrêmes, la croissance est de courte durée et la croissance à long terme est affaiblie<sup>25</sup>. Les économistes du FMI ont récemment documenté la manière dont les inégalités économiques ont contribué à causer la crise financière internationale<sup>26</sup>. L'argument de la « croissance » pour ne pas s'attaquer à la résolution des inégalités économiques ne tient clairement plus.

Les inégalités extrêmes atténuent également le potentiel de la croissance en matière de réduction de la pauvreté<sup>27</sup>. Dans de nombreux pays, la croissance économique n'est déjà plus qu'une manne réservée aux plus riches de la société. Par exemple, en Zambie, le PIB par habitant a progressé en moyenne de 3 % par an entre 2004 et 2013, hissant la Zambie dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de la Banque mondiale. Malgré cette croissance, la part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour est passée de 65 % en 2003 à 74 % en 2010<sup>28</sup>. Des recherches d'Oxfam<sup>29</sup> et de la Banque mondiale<sup>30</sup> suggèrent que le problème des inégalités est le chaînon manquant expliquant comment un taux de croissance identique dans plusieurs pays peut engendrer différents taux de réduction de la pauvreté.

//

L'effet de réduction de la pauvreté de la croissance... tend à décliner avec le niveau d'inégalité initial, comme avec la hausse des inégalités pendant le processus de croissance.

F. FERREIRA  
ET M. RAVALLION<sup>31</sup>

//

## Les inégalités économiques aggravent les inégalités entre hommes et femmes

L'une des formes d'inégalités les plus omniprésentes, et les plus anciennes, est celle entre les femmes et les hommes. Il existe un lien étroit entre inégalités économiques et celles de genre.

Les hommes sont surreprésentés au sommet de la pyramide des revenus et détiennent la plupart des positions de pouvoir, en tant que ministres et chefs d'entreprise. Seules 23 chefs d'entreprise des sociétés du classement « Fortune 500 » et trois des 30 plus grandes fortunes du monde sont des femmes. Parallèlement, les femmes constituent la vaste majorité des travailleurs à bas salaire et occupent une grande partie des emplois les plus précaires. Au Bangladesh par exemple, les femmes représentent près de 85 % de la main-d'œuvre dans l'industrie de la confection. Ces emplois, même s'ils sont souvent préférables pour les femmes que l'agriculture de subsistance, offrent une sécurité de l'emploi minimale et n'assurent pas toujours leur sécurité physique : la majorité des personnes ayant trouvé la mort dans l'effondrement de l'usine de confection du Rana Plaza en avril 2013 étaient des femmes.

Des études montrent que dans les sociétés les plus inégales d'un point de vue économique, les femmes qui suivent des études sont moins nombreuses, tout comme celles représentées dans les assemblées législatives, et les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes sont majorés<sup>32</sup>. Dans la plupart des pays, l'augmentation rapide des inégalités économiques représente un obstacle majeur à la promotion de l'égalité hommes-femmes.

## Les inégalités économiques nourrissent les inégalités en matière de santé, d'éducation et de perspectives d'avenir

Le sexe, la caste, la race, la religion, l'origine ethnique et un ensemble d'autres critères assignés aux personnes dès leur naissance jouent un rôle significatif dans les distinctions entre nantis et démunis. Au Mexique, le taux de mortalité maternelle chez les femmes indigènes est six fois plus élevé que la moyenne nationale et atteint les niveaux de nombreux pays d'Afrique<sup>33</sup>. En Australie, les Aborigènes et les insulaires du détroit de Torres sont affectés de manière disproportionnée par la pauvreté, le chômage, les maladies chroniques, le handicap. Ils ont une espérance de vie plus courte et des niveaux d'incarcération plus élevés.

Les inégalités économiques sont également à l'origine d'énormes différences en matière de perspectives d'avenir : les circonstances jouent en défaveur des personnes les plus pauvres lorsqu'il s'agit de l'éducation et de l'espérance de vie. Les dernières enquêtes nationales démographiques et sanitaires<sup>34</sup> ont montré comment la pauvreté interagit avec les inégalités économiques et les autres formes d'inégalités. On constate qu'elles forment des « pièges de désavantages » maintenant les plus pauvres et les plus marginalisés tout au bas de l'échelle.

Les 20 % les plus pauvres de la population éthiopienne sont trois fois plus susceptibles de manquer l'école que les 20 % les plus riches. Lorsque l'on prend en compte les répercussions des inégalités entre hommes et femmes

s'ajoutant aux inégalités entre zones urbaines et rurales et aux inégalités économiques, l'écart entre les nantis et les démunis se creuse nettement. Les femmes les plus pauvres vivant en milieu rural sont près de six fois plus susceptibles que les hommes les plus riches vivant en zone urbaine de ne jamais être scolarisées<sup>35</sup>. Sans un effort délibéré visant à réparer cette injustice, il en sera de même pour leurs filles et petites-filles.

### Condamnés à rester pauvres de génération en génération

*« Mes parents ne sont pas instruits. Ma mère n'est pas allée à l'école. Mon père a été scolarisé jusqu'à la fin du cycle primaire dans une école publique. Et il a compris l'importance d'aller à l'école, il m'a encouragé à travailler dur en classe. Je suis le premier de ma famille et de mon clan à poursuivre mon cursus dans l'enseignement secondaire public. Ensuite, j'ai suivi à l'université un cours de formation à l'enseignement avant de suivre une formation spécialisée dans le secteur des ONG, puis j'ai eu l'opportunité de poursuivre des études à l'étranger dans le secteur du développement.*

*D'après ce que j'ai compris, près de 75 % des admissions à l'université proviennent aujourd'hui des écoles privées. L'université est inaccessible pour le Malawien ordinaire. Je ne saurais en être certain, mais je crains que si je naissais aujourd'hui dans les mêmes circonstances, je resterais un pauvre agriculteur au village. »*

**John Makina**, directeur pays pour Oxfam au Malawi

//

Si les Américains veulent vivre le **rêve américain**, ils devraient **aller au Danemark**.

**RICHARD WILKINSON**  
CO-AUTEUR DE *THE SPIRIT LEVEL*<sup>36</sup>

//

Nombreux sont ceux qui pensent qu'un certain degré d'inégalités économiques est acceptable à condition que ceux qui travaillent et étudient dur puissent réussir et s'enrichir. Cette idée est profondément enracinée dans les récits populaires et renforcée par des dizaines de films hollywoodiens, dont les histoires de « self-made men » continuent de nourrir le mythe du rêve américain dans le monde entier. Toutefois, dans les pays fortement inégalitaires, les enfants de familles riches succéderont à leurs parents dans la hiérarchie économique, et il en sera de même pour les enfants pauvres, indépendamment de leur potentiel ou de leur acharnement au travail.

Des chercheurs ont démontré que, dans les 21 pays sur lesquels des données sont disponibles, il existe une forte corrélation entre les inégalités extrêmes et le manque de mobilité sociale<sup>38</sup>. Autrement dit, si vous êtes né(e) pauvre dans un pays très inégalitaire, vous mourrez très probablement pauvre et vos enfants et petits-enfants seront également pauvres. Au Pakistan par exemple, un garçon né en milieu rural d'une mère et d'un père faisant partie des 20 % les plus pauvres de la population a seulement 1,9 % de chance d'intégrer la tranche des 20 % les plus riches<sup>39</sup>. Aux États-Unis, près de la moitié des enfants nés de parents pauvres toucheront des revenus faibles à l'âge adulte<sup>40</sup>.

Dans le monde entier, les inégalités transforment en une mascarade les espoirs et ambitions de milliards de personnes très pauvres. Sans interventions politiques dans l'intérêt de la majorité, cette cascade de privilèges et de défavorisation se perpétuera pendant plusieurs générations.

//

Aucune société ne peut supporter ce genre **d'inégalités croissantes**. En réalité, dans l'histoire humaine, chaque fois que les richesses se sont accumulées de la sorte, **les fourches ont fini par sortir**.

**NICK HANAUER**  
MILLIARDAIRE ET ENTREPRENEUR  
AMÉRICAIN<sup>37</sup>

//

## Les inégalités menacent la société

Pour la troisième année consécutive, l'étude Global Risks du Forum économique mondial cite les « profondes disparités de revenus » parmi les risques majeurs pour le monde pour la décennie à venir<sup>41</sup>. Un corpus croissant de données probantes a également démontré que les inégalités économiques sont associées à un éventail de problèmes sanitaires et sociaux, notamment les maladies mentales et les crimes violents<sup>42</sup>. Cela se vérifie dans les pays pauvres comme dans les pays riches et a des conséquences néfastes pour tous, quel que soit leur niveau de richesse<sup>43</sup>. Les inégalités nuisent à tous.

Le taux d'homicides est près de quatre fois plus élevé dans les pays dans lesquels sévissent des inégalités économiques extrêmes que dans les nations plus égalitaires<sup>44</sup>. L'Amérique latine, la région la plus inégalitaire et la plus sujette à l'insécurité au monde<sup>45</sup>, illustre très clairement cette tendance<sup>46</sup>. Elle compte 41 des 50 villes les plus dangereuses au monde<sup>47</sup> et a été le théâtre d'un million de meurtres entre 2000 et 2010<sup>48</sup>. Les pays inégalitaires sont des lieux où il est dangereux de vivre.

La plupart des pays les plus inégalitaires sont également affectés par des conflits ou l'instabilité. Parallèlement à un ensemble de facteurs politiques, l'instabilité qui couvait en Syrie avant 2011 était en partie due aux inégalités croissantes, car la baisse des subventions gouvernementales et le recul de l'emploi dans le secteur public a davantage frappé certains groupes<sup>49</sup>.

Même si vivre dans un pays inégalitaire est sans aucun doute néfaste pour tous, les personnes les plus pauvres sont celles qui en souffrent le plus. Elles sont peu protégées par la police ou les systèmes juridiques, occupent souvent des logements précaires et sont incapables de financer des mesures privées pour assurer leur sécurité. Lorsque des catastrophes frappent, les personnes privées de richesses et de pouvoir sont celles qui souffrent le plus et s'en remettent le plus difficilement.

## L'instinct d'égalité

Des données probantes démontrent que, lors de tests, les personnes interrogées ont instinctivement l'impression que le bât blesse en cas de niveaux élevés d'inégalité.

Des recherches expérimentales viennent de prouver à quel point la justice est importante pour la plupart des gens, ce qui contredit l'hypothèse courante selon laquelle ils ont naturellement tendance à poursuivre leur intérêt personnel<sup>50</sup>. Selon une étude menée dans six pays en 2013 (Espagne, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis), la plupart des gens considèrent que le fossé entre les plus riches et le reste de la société est trop grand. Aux États-Unis, 92 % des personnes interrogées ont indiqué préférer une plus grande égalité économique, en choisissant une meilleure distribution des revenus, similaire à celle en vigueur en Suède, et en rejetant une distribution représentant la réalité américaine<sup>51</sup>.

À travers le monde, les religions, la littérature, le folklore et la philosophie considèrent le fossé entre les riches et les pauvres comme quelque chose d'intrinsèquement injuste et immoral. Le fait que ce consensus soit si répandu dans les différentes cultures et sociétés suggère une préférence fondamentale pour la justice et l'équité.

//

Être riche et honoré dans  
une société injuste est  
une disgrâce.

MAHATMA GANDHI

//

## Quelles sont les causes de l'explosion des inégalités ?

Nombreux sont ceux qui croient que les inégalités sont en quelque sorte inévitables, voire une conséquence nécessaire de la mondialisation et des progrès technologiques. Néanmoins, l'expérience de différents pays au fil de l'histoire a montré que, en réalité, des choix politiques et économiques délibérés ont conduit à des inégalités accrues. Il existe deux facteurs économiques et politiques qui expliquent en grande partie les inégalités extrêmes observées aujourd'hui : le capitalisme sauvage et la mainmise des élites économiques sur le pouvoir.

### Capitalisme sauvage : une recette des inégalités actuelles

Ces 300 dernières années, l'économie de marché a permis à des centaines de millions de personnes en Europe, en Amérique du Nord, et en Asie orientale de prospérer et de mener une vie digne. Toutefois, comme l'a démontré Thomas Piketty, économiste, dans *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, sans intervention du gouvernement, l'économie de marché a tendance à concentrer la richesse dans les mains d'une petite minorité, ce qui entraîne un accroissement des inégalités<sup>53</sup>.

Malgré cela, ces dernières années, la pensée économique est restée dominée par un « capitalisme sauvage », qui insiste sur le fait qu'une croissance économique durable n'est possible qu'en réduisant les interventions des États et en laissant les marchés livrés à eux-mêmes. Toutefois, ceci nuit à la régulation et aux politiques fiscales nécessaires pour maîtriser les inégalités.

L'histoire récente regorge d'enseignements éclairants. Dans les années 1980 et 1990, des crises de la dette ont soumis plusieurs pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et de l'ancien bloc soviétique à une douche froide de dérégulation, de réductions rapides de la dépense publique, de privatisation, de libéralisation financière et commerciale, de généreuses réductions d'impôts pour les entreprises et les riches particuliers, ainsi qu'à un « nivellement par le bas » visant à affaiblir les droits des travailleurs. Toutes ces mesures ont creusé les inégalités. En 2000, les inégalités en Amérique latine avaient atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré, la plupart des pays accusant une hausse des inégalités de revenus depuis deux décennies<sup>55</sup>. On estime que la moitié de l'augmentation de la pauvreté durant cette période était due à la redistribution de la richesse en faveur des plus riches<sup>56</sup>. En Russie, les inégalités de revenus ont presque doublé en 20 ans depuis 1991, après les réformes économiques centrées sur la libéralisation et la dérégulation<sup>57</sup>.

Les femmes sont les plus touchées par le capitalisme sauvage. Elles sont les plus pénalisées par l'affaiblissement de la réglementation du travail, par exemple le retrait du congé maternité rémunéré et des droits associés aux jours fériés payés, ou lors de la détérioration des services publics, qui s'ajoutent à leur fardeau déjà lourd et non rémunéré de « prendre soin » de leur entourage. Par ailleurs, étant donné que les femmes et les enfants bénéficient plus largement des services publics, tels que les soins de santé ou l'éducation gratuite, ils sont plus fortement touchés lorsque ceux-ci sont réduits.

Malgré le fait que le capitalisme sauvage ait joué un rôle important dans la survenue de la crise économique internationale récente, il demeure l'idéologie

//

L'un des **défauts du capitalisme sauvage** est qu'il n'accorde aucune attention à la répartition des revenus ou la notion d'une **société bonne ou juste**.

JOSEPH STIGLITZ<sup>52</sup>

//

//

Tout comme n'importe quelle **révolution mange ses enfants**, le **capitalisme sauvage peut dévorer le capital social** essentiel au dynamisme à long terme du capitalisme lui-même.

MARK CARNEY  
GOUVERNEUR DE LA BANQUE  
D'ANGLETERRE<sup>54</sup>

//

dominante à l'échelle mondiale et continue de creuser les inégalités. Il est au cœur des conditions imposées aux pays européens endettés, contraints à déréguler, privatiser et réduire l'aide sociale destinée aux plus pauvres, tout en réduisant les impôts pour les riches. Aucun remède aux inégalités ne sera mis au jour tant que les pays seront tenus d'avaler cette pilule.

### La mainmise des élites sur le monde politique et le pouvoir alimente les inégalités

L'influence et les intérêts des élites économiques et politiques renforcent depuis longtemps les inégalités. L'argent est un levier d'influence politique que les plus riches et puissants manœuvrent pour enraciner plus encore leur influence et leurs privilèges injustes. L'accès à la justice se monnaie bien souvent, de manière légale ou non, car le montant des frais de justice et le recours aux meilleurs avocats garantissent l'impunité des puissants. Les résultats sont évidents lorsque l'on regarde les politiques fiscales biaisées et les régimes réglementaires laxistes d'aujourd'hui, qui volent aux différents pays des revenus vitaux pour financer les services publics, qui encouragent la corruption et affaiblissent la capacité des États à lutter contre la pauvreté et les inégalités<sup>58</sup>.

Les élites des pays riches comme des pays pauvres utilisent leur influence politique exacerbée pour gagner les faveurs du gouvernement, notamment des exemptions fiscales, des contrats publics favorables, des concessions foncières et des subventions, tout en faisant obstacle aux politiques susceptibles de renforcer les droits de la majorité. Au Pakistan, le patrimoine net moyen des parlementaires s'élève à 900 000 dollars, mais peu d'entre eux paient des impôts<sup>59</sup>. Cette situation mine les investissements dans différents secteurs, notamment l'éducation, les soins de santé et l'agriculture à l'échelle locale, qui peuvent jouer un rôle essentiel dans la réduction des inégalités et de la pauvreté.

Le lobby exercé par les riches entreprises pour modifier les règles en leur faveur intensifie la concentration du pouvoir et de l'argent dans les mains de la minorité. Les institutions financières versent plus de 120 millions d'euros par an à des armées de lobbyistes afin d'influer sur les politiques européennes et de servir leurs intérêts<sup>60</sup>.

Une bonne partie des personnes les plus riches ont fait fortune grâce à des concessions gouvernementales exclusives et des vagues de privatisation ayant accompagné le capitalisme sauvage. Après la chute du communisme, les privatisations en Russie et en Ukraine ont transformé du jour au lendemain les proches du parti au pouvoir en milliardaires. Au Mexique, Carlos Slim a amassé ses milliards en accaparant les droits exclusifs sur le secteur des télécoms lors de sa privatisation dans les années 1990<sup>61</sup>.

Le capitalisme sauvage et la mainmise des élites sur le monde politique ont creusé les inégalités économiques et nuï aux règles et réglementations qui donnent aux personnes les plus pauvres et les plus marginalisées, ainsi qu'aux femmes et filles, une chance raisonnable de s'en sortir.

//

Nous pouvons établir la **démocratie** dans ce pays ou alors concentrer les **grandes richesses** aux mains de quelques-uns, **mais pas les deux à la fois.**

LOUIS D. BRANDEIS  
ANCIEN JUGE DE LA COUR  
SUPRÊME, ÉTATS-UNIS

//

//

Sans interventions politiques délibérées, un **degré élevé d'inégalités a tendance à s'autoperpétuer.** Il entraîne le développement d'institutions politiques et économiques qui servent à maintenir les **privilèges politiques, économiques et sociaux des élites.**

INSTITUT DE RECHERCHE  
DES NATIONS UNIES POUR LE  
DÉVELOPPEMENT SOCIAL<sup>62</sup>

//

## QUE POUVONS-NOUS FAIRE POUR METTRE UN TERME AUX INÉGALITÉS EXTRÊMES ?

L'augmentation continue des inégalités économiques dans le monde entier à l'heure actuelle n'est pas inévitable : elle résulte de choix politiques délibérés. Les États peuvent commencer à réduire les inégalités en rejetant le capitalisme sauvage, en s'opposant aux intérêts particuliers des puissantes élites, en modifiant les règles et les systèmes à l'origine de l'explosion des inégalités à laquelle nous assistons actuellement et en agissant pour aplanir les disparités en mettant en œuvre des politiques de redistribution de l'argent et du pouvoir.

### Nous employer à créer un monde plus égalitaire

Maria vit au Malawi, où elle travaille comme cueilleuse de thé. Son salaire est inférieur au seuil d'extrême pauvreté de 1,25 dollar par jour par ménage et elle peine à nourrir ses deux enfants, qui souffrent de malnutrition chronique. Mais les choses commencent à évoluer. En janvier 2014, le gouvernement malawien a augmenté le salaire minimum d'environ 24 %. Une coalition menée par l'Ethical Tea Partnership et Oxfam cherche de nouveaux moyens pour rendre le travail décent durable sur le long terme<sup>63</sup>.

### La voie du repli : le choix de l'immobilisme

Les revenus du travail déterminent le statut économique et les opportunités futures de la plupart des personnes<sup>64</sup>. Toutefois, peu importe l'ardeur de leur tâche au travail, la majeure partie des personnes les plus pauvres du monde n'arrivent pas à s'en sortir et beaucoup trop d'entre elles souffrent de l'ignominie de salaires de misère. Parallèlement, les personnes les plus riches touchent des salaires élevés, qui augmentent rapidement, ainsi que des primes et d'importants revenus dérivés de la richesse et du capital qu'ils ont accumulés. C'est la recette idéale pour exacerber les inégalités économiques.

Depuis 1990, les revenus du travail constituent une part décroissante du PIB dans tous les pays (à faible revenu, à revenu intermédiaire et à haut revenu). Dans le monde entier, les travailleurs ordinaires ramènent chez eux une part du gâteau de plus en plus maigre, alors que les personnes qui dominent la pyramide en accumulent toujours plus<sup>65</sup>.

En 2014, les 100 dirigeants d'entreprises les mieux payés du Royaume-Uni gagnaient 131 fois plus que leur salarié moyen<sup>66</sup>. Pourtant, seulement 15 de ces entreprises se sont engagées à accorder un salaire décent à leur personnel<sup>67</sup>. En Afrique du Sud, un ouvrier d'une mine de platine devrait travailler pendant 93 ans ne serait-ce que pour gagner le bonus annuel moyen d'un PDG<sup>68</sup>. Parallèlement, la Confédération syndicale internationale estime que 40 % des travailleurs sont englués dans le secteur informel, où aucun salaire minimum n'est garanti et où les droits des travailleurs sont ignorés<sup>69</sup>.

Dans ses recherches, Oxfam a mis en évidence l'existence de salaires de misère et d'emplois précaires dans des pays à revenu intermédiaire comme le Vietnam, le Kenya et l'Inde, et des salaires sous le seuil d'extrême pauvreté au Malawi, malgré l'existence de minimums légaux<sup>70</sup>. La vaste majorité des travailleurs des pays en développement rêvent de salaires suffisants. Les femmes perçoivent des salaires encore inférieurs à ceux de leurs homologues masculins. Au rythme auquel l'écart salarial entre les hommes et les femmes se réduit, il faudra 75 ans pour que le principe « À travail égal, salaire égal » devienne réalité<sup>71</sup>.

Les syndicats offrent aux travailleurs une meilleure chance de gagner un salaire décent. Les négociations collectives menées par les syndicats aboutissent généralement à une augmentation des salaires de 20 % et tirent les salaires du marché vers le haut<sup>72</sup>. Toutefois, de nombreux pays en développement n'ont pas une forte expérience en matière de syndicalisme, et dans de nombreuses régions le droit d'organisation des travailleurs est réprimé.

### La voie de l'ouverture : un autre chemin est possible

Certains pays renversent la tendance sur les salaires, le travail décent et le droit du travail. Au Brésil, le salaire minimum a augmenté de près de 50 % en valeur absolue entre 1995 et 2011, contribuant ainsi à un déclin simultané de la pauvreté et des inégalités<sup>73</sup>. Certains pays, comme l'Équateur<sup>74</sup> et la Chine<sup>75</sup>, ont également délibérément augmenté les salaires.

Les entreprises et coopératives avant-gardistes agissent également pour limiter les salaires des dirigeants. Par exemple au Brésil, SEMCO SA emploie plus de 3 000 personnes dans divers secteurs industriels et accorde un coefficient salarial de 10:1<sup>76</sup>. En Allemagne, la commission sur la gouvernance a proposé de plafonner la rémunération des dirigeants de toutes les entreprises publiques allemandes, admettant que l'indignation publique face à la rémunération excessive des dirigeants avait influé sur sa proposition.

### Fiscalité et investissements pour uniformiser les règles du jeu

Bernarda Paniagua vit à Villa Eloisa de las Cañitas, l'un des endroits les plus pauvres et les moins bien desservis de la République dominicaine, où elle vend du fromage pour gagner sa vie.

Victor Rojas vit dans l'une des zones les plus prospères du pays et dirige une entreprise prestigieuse. Pourtant, Bernarda consacre une plus grande part de ses revenus en impôts directs que Victor.

Les habitants du quartier de Victor peuvent offrir la meilleure éducation possible à leurs enfants, afin de leur permettre de décrocher un bon emploi et de leur dessiner un avenir prospère. Les perspectives des enfants de Bernarda ne sont pas aussi réjouissantes. Sa fille aînée, Karynely, ne peut pas continuer ses études ni trouver un bon emploi, car elle n'a pas les compétences nécessaires en informatique, son ancienne école n'étant pas équipée d'ordinateurs.

Le système fiscal est l'un des outils les plus importants à disposition des États pour lutter contre les inégalités. Des données compilées dans 40 pays attestent du potentiel d'une fiscalité progressive et d'investissements redistributifs pour réduire les inégalités de revenus provoquées par le marché<sup>77</sup>.

### La voie du repli : le grand échec fiscal

Les systèmes fiscaux des pays en développement, où les dépenses publiques et la redistribution sont tout particulièrement essentielles, ont malheureusement tendance à être les plus régressifs<sup>79</sup> et les moins à même d'exploiter leur potentiel d'augmentation des recettes. D'après Oxfam, si les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (hors Chine) comblaient la moitié de leur manque à gagner fiscal, ils pourraient récupérer au total près de 1 000 milliards de dollars<sup>80</sup>. Toutefois, en raison de l'influence disproportionnée des entreprises et particuliers fortunés et d'un manque intentionnel de coordination et de transparence internationales sur le plan fiscal, les systèmes fiscaux sont incapables de remédier à la pauvreté et aux inégalités.

Le nivellement par le bas en matière de perception des impôts sur les sociétés constitue une grande part du problème. Des organisations multilatérales et des institutions financières ont encouragé les pays en développement à proposer des mesures fiscales incitatives (dispenses fiscales, exemptions d'impôts et zones franches) afin d'attirer les investissements directs étrangers. Ces mesures incitatives ont monté en flèche, sapant l'assiette fiscale dans certains des pays les plus pauvres. En 2008–2009, par exemple, le montant des exonérations fiscales accordées par le gouvernement rwandais aurait permis, s'il avait été perçu, de doubler le budget de la santé et de l'éducation<sup>81</sup>.

Les gouvernements bien intentionnés du monde entier sont souvent paralysés par des règles fiscales internationales biaisées et par un manque de coordination. Aucun État à lui seul ne peut empêcher les grandes entreprises de tirer parti d'une coopération fiscale internationale défaillante. Les grandes entreprises peuvent recourir à des armées de comptables spécialisés pour réduire leurs impôts, ce qui leur donne un avantage injuste sur les petites entreprises. Les pratiques d'évasion fiscale (à hauteur de plusieurs milliards de dollars) de multinationales comme Apple<sup>82</sup> et Starbucks<sup>83</sup> ont été mises en lumière, conduisant à une pression publique sans précédent en faveur d'une réforme du système.

Les particuliers les plus riches sont également capables de tirer parti des mêmes échappatoires et du secret fiscal. En 2013, Oxfam a estimé que le monde perdait 156 milliards de dollars de recettes fiscales en raison des pratiques de particuliers fortunés, qui dissimulent leurs actifs dans des paradis fiscaux<sup>84</sup>. Warren Buffet a, dans une déclaration devenue célèbre, commenté l'injustice d'un système qui lui permettait de payer moins d'impôts que sa secrétaire.

Les citoyens ordinaires des pays riches comme des pays pauvres sont pénalisés par l'évasion fiscale. Pourtant, les paradis fiscaux sont volontairement structurés afin de faciliter ces pratiques. Ils offrent le secret fiscal, ainsi que des taux d'imposition bas. Ils ne requièrent par ailleurs aucune véritable activité commerciale pour l'enregistrement d'une entreprise ou d'un compte bancaire. L'immeuble Uglund House, dans les îles Caïmans, est un excellent exemple de cette triche fiscale flagrante.

//

**Aucun homme politique ne parle pour nous.** Il ne s'agit plus uniquement du prix des tickets de bus. Nous payons des impôts élevés et nous sommes un pays riche, mais **cette situation ne se reflète pas dans nos écoles, dans nos hôpitaux ni sur nos routes.**

JAMAIME SCHMITT  
MANIFESTANT BRÉSILIEN<sup>78</sup>

//

Comptant 18 857 entreprises domiciliées en son sein, il a fait l'objet d'un célèbre commentaire de la part de Barack Obama qui l'a appelé « soit le plus grand immeuble du monde, soit la plus grande escroquerie fiscale jamais observée »<sup>85</sup>. Les paradis fiscaux permettent de nombreuses escroqueries qui affectent les pays en développement, notamment avec la manipulation des prix de transfert ; pour le Bangladesh, ces pratiques sont à l'origine d'un manque à gagner annuel en impôts sur les sociétés de 310 millions de dollars d'impôts sur les sociétés. Cette somme suffirait à financer près de 20 % du budget consacré à l'enseignement primaire dans un pays où il n'y a qu'un seul enseignant pour 75 élèves<sup>86</sup>.

### La voie de l'ouverture : l'espoir d'un avenir plus juste

Certains pays suivent la voie de l'ouverture et adoptent actuellement des politiques fiscales visant à lutter contre les inégalités. Après l'élection d'un nouveau président au Sénégal en 2012, le pays a adopté un nouveau code fiscal afin de percevoir des recettes auprès des entreprises et particuliers fortunés pour financer les services publics<sup>87</sup>.

Le consensus international est également en mutation. Malgré les limites du processus de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices<sup>88</sup>, le fait que le G8, le G20 et l'OCDE aient porté cette question à l'ordre du jour en 2013 témoigne d'un consensus clair quant à la nécessité d'une réforme radicale du système fiscal. Le FMI réétudie actuellement la manière dont les multinationales sont imposées et, dans un rapport récent, a reconnu qu'il est nécessaire de transférer la base d'imposition vers les pays en développement<sup>89</sup>. L'organisation réfléchit également à un « système de taxation unitaire au niveau mondial » visant à garantir que les entreprises soient imposées dans les pays où elles ont leurs activités économiques réelles<sup>91</sup>. Les processus menés par l'OCDE, les États-Unis et l'Union européenne améliorent la transparence fiscale et l'échange automatique d'informations fiscales entre les différents pays, contribuant ainsi à lever le voile sur le secret qui facilite l'évasion fiscale.

Dix pays de l'UE ont, par ailleurs, accepté de collaborer pour établir une taxe sur les transactions financières, qui pourrait rapporter jusqu'à 37 milliards d'euros par an<sup>92</sup>. La mise en place d'un impôt sur la fortune est actuellement débattue dans certains pays et la discussion à propos d'un impôt international sur la fortune a été ravivée par les recommandations de Thomas Piketty dans *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, objet de toutes les attentions aussi bien dans l'opinion publique comme chez les politiques.

Oxfam a calculé qu'aujourd'hui, un impôt de 1,5 % sur la fortune des milliardaires du monde pourrait rapporter 74 milliards de dollars. Cette somme suffirait à combler les déficits annuels de financement nécessaires pour scolariser tous les enfants et fournir une couverture santé universelle dans les 49 pays les plus pauvres<sup>93</sup>.

Néanmoins, les intérêts en place opposés à la réforme sont très puissants. Il existe un véritable risque que les lacunes en matière de gouvernance fiscale internationale ne soient pas comblées, laissant les entreprises et particuliers les plus riches libres de continuer à tirer parti des échappatoires pour éviter de payer leur juste part.

//

La manière dont les personnes sont imposées, qui est soumis à l'impôt et la nature de ce qui est imposé en dit plus sur une société que quoi que ce soit d'autre.

CHARLES ADAMS<sup>88</sup>

//

## Santé et éducation : des leviers puissants pour lutter contre les inégalités

Babena Bawa était agriculteur au Ghana, dans le district de Wa East, une région dépourvue d'hôpitaux et de médecins qualifiés et ne comptant qu'un infirmier ou une infirmière pour 10 000 personnes. En mai 2014, Babena a succombé à la morsure d'un serpent, car les centres médicaux locaux n'avaient pas stocké l'antivenin qui aurait pu lui sauver la vie. En revanche, l'année précédente, Nana Akufo-Addo, candidat à la présidence du Ghana, a pu s'envoler vers Londres pour recevoir un traitement spécialisé alors qu'il souffrait de troubles cardiaques.

//

Je suis allée à l'hôpital pour être opérée de la cataracte. On m'a dit que cela me coûterait 7 000 livres égyptiennes. Je n'en avais que 7, j'ai donc décidé de devenir aveugle.

**UNE FEMME DE 60 ANS, VIVANT  
DANS UN VILLAGE RECLÉ  
EN ÉGYPTÉ**

//

Construire des centres de santé et des salles de classe et distribuer des médicaments ainsi qu'avoir du personnel médical permettrait de combler le décalage en matière de chances dans la vie et de donner à la population les outils nécessaires pour défier les règles qui perpétuent les inégalités économiques. L'accès gratuit aux soins de santé et à l'éducation n'est pas uniquement un droit de l'homme, il atténue également les pires répercussions de la distribution biaisée des revenus et des richesses.

Entre 2000 et 2007, les « revenus virtuels » fournis par les services publics ont réduit les inégalités de revenus de 20 % en moyenne au sein de l'OCDE<sup>94</sup>. Dans cinq pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Mexique et Uruguay), les revenus virtuels que représentent les services de santé et d'éducation ont, à eux seuls, permis une réduction des inégalités de l'ordre de 10 à 20 %<sup>95</sup>. L'éducation a joué un rôle clé dans la réduction des inégalités au Brésil<sup>96</sup> et a contribué au maintien de faibles niveaux d'inégalités de revenus en République de Corée<sup>97</sup>.

## La voie du repli : frais, privatisation et médicaments pour une poignée de privilégiés

L'emprise des intérêts particuliers et des mauvais choix politiques (plus spécialement les paiements des soins de santé et de l'éducation par les usagers, ainsi que la privatisation des services publics), peut accroître les inégalités. Malheureusement, de trop nombreux pays souffrent de ces politiques de repli.

Lorsque les services publics ne sont pas gratuits à la source, des millions de femmes et d'hommes sont exclus de tout accès aux soins de santé et à l'éducation. Pendant de nombreuses années, la Banque mondiale a encouragé les paiements par les usagers ; une erreur qui, de l'aveu de son président, a été motivée par des choix idéologiques. Pourtant, malgré les torts qu'ils causent, les paiements par les usagers persistent. Chaque année, 100 millions de personnes dans le monde tombent dans la pauvreté, car elles doivent payer leurs soins de santé de leur propre poche<sup>98</sup>. Au Ghana, les familles les plus pauvres utiliseront 40 % des revenus de leur ménage pour envoyer un seul de leurs enfants dans une école à bas coût du réseau Omega<sup>99</sup>. Les femmes et les filles sont les plus touchées par la facturation des services publics aux usagers.

De grosses sommes d'argent, qui pourraient être investies dans la prestation de services remédiant aux inégalités, sont non perçues par les allègements fiscaux ou déviées vers les partenariats public-privé (PPP). En Inde, de nombreuses cliniques privées ont bénéficié d'incitations fiscales afin de prendre en charge les patients pauvres, mais n'ont pas honoré leurs engagements<sup>100</sup>. Au Lesotho, le Queen Mamohato Memorial Hospital de Maseru, la capitale, fonctionne dans le cadre d'un PPP qui engloutit actuellement la moitié du budget de la santé par le gouvernement. Et ces coûts devraient encore augmenter. Cette situation épuise les budgets des services de santé en zone rurale, ceux-là mêmes qui sont utilisés par les personnes les plus pauvres, ce qui creuse encore le fossé entre les riches et les pauvres<sup>101</sup>.

Alors même que cela creuse indéniablement les inégalités, les gouvernements des pays riches et les bailleurs de fonds internationaux, notamment le Royaume-Uni, les États-Unis et la Banque mondiale, plaident en faveur d'une plus grande implication du secteur privé dans la prestation de services<sup>102</sup>. Mais le secteur privé est hors d'atteinte et sans importance pour les personnes les plus pauvres. Il peut également saper le soutien que les plus riches apportent aux services publics, en créant un système à deux vitesses, au sein duquel ils peuvent se désengager des services publics, et ils deviennent ainsi réticents à les financer par le biais des impôts. Dans trois pays asiatiques (Sri Lanka, Malaisie et Hong Kong) qui ont atteint ou presque atteint l'objectif de couverture santé universelle (CSU), les personnes les plus pauvres n'ont presque pas recours aux services de santé privés<sup>103</sup>. Ces derniers bénéficient aux plus riches plutôt qu'à ceux en ayant le plus besoin, ce qui creuse encore les inégalités.

Les règles internationales nuisent également aux politiques nationales. Les clauses relatives à la propriété intellectuelle des accords internationaux actuels en matière de commerce et d'investissement augmentent le coût des médicaments de telle manière que seuls les plus riches ont les moyens de payer le traitement. Les 180 millions de personnes infectées par l'hépatite C en subissent les conséquences, car ni les patients ni les gouvernements des pays en développement n'ont les moyens de payer des frais médicaux qui s'élèvent à 1 000 dollars par jour, du fait de ces règles<sup>104</sup>.

### La voie de l'ouverture : reconquérir l'intérêt public

Il existe néanmoins de bons exemples dans le monde entier de la manière dont l'extension des services publics peut réduire les inégalités.

La dynamique croissante autour de la CSU pourrait améliorer l'accès aux soins de santé et faire reculer les inégalités. Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, a clairement expliqué que la CSU est essentielle pour lutter contre les inégalités, en déclarant qu'elle est « l'élément indispensable à la réalisation des objectifs mondiaux [de la Banque mondiale] visant à éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et à stimuler une prospérité partagée »<sup>105</sup>. Les économies émergentes, telles que la Chine, la Thaïlande, l'Afrique du Sud et le Mexique, augmentent rapidement les investissements publics dans les soins de santé, et de nombreux pays à faible revenu ont réduit les inégalités en introduisant des politiques de gratuité des soins de santé et en les finançant par des politiques fiscales collectives. La première année, le système de couverture universelle thaïlandais a divisé par deux les dépenses en soins de santé des plus pauvres, tout en réduisant les taux de mortalité infantile et maternelle<sup>106</sup>.

//

Nous ne recevions que quatre ou cinq femmes sur le point d'accoucher par mois, alors que nous en voyons actuellement plus d'une vingtaine. Auparavant, se rendre à la clinique s'avérait très coûteux, mais **désormais les femmes peuvent accoucher ici gratuitement**, en toute sécurité, et n'ont plus besoin d'attendre que leur mari leur donne l'argent nécessaire à cette fin.

SAGE-FEMME, SURKHET, NÉPAL

//

Par ailleurs, certaines tentatives de grandes entreprises pharmaceutiques pour bloquer l'accès à des médicaments abordables ont été déjouées. Les patients leucémiques peuvent à présent prendre des génériques du traitement anticancéreux Glivec®/Gleevec® pour seulement 175 dollars par mois, soit près de 15 fois moins que les 2 600 dollars facturés par Novartis, grâce au refus de la Cour suprême indienne d'accorder un brevet à la compagnie pharmaceutique pour ce médicament<sup>107</sup>.

Depuis le mouvement Éducation pour tous et l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement en 2000, le monde a connu des avancées impressionnantes dans le domaine de l'enseignement primaire, qui ont permis à des dizaines de millions d'enfants pauvres d'aller à l'école pour la première fois. En Ouganda, les inscriptions ont augmenté de 73 % en un an seulement (passant de 3,1 millions à 5,3 millions) suite à la suppression des frais de scolarité<sup>108</sup>.

Il est désormais primordial d'améliorer la qualité de l'enseignement proposé grâce à des investissements adaptés pour des enseignants qualifiés, ainsi que des locaux et des équipements afin de tirer profit de ces avancées prometteuses, tout comme le sont les politiques visant à scolariser les enfants les plus marginalisés qui risquent d'être laissés pour compte. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, des exemples positifs existent. Le Brésil a par exemple adopté des réformes qui soutiennent l'accès à un enseignement de qualité et consacrent davantage de dépenses à l'éducation des enfants pauvres, notamment au sein des communautés indigènes et noires, ce qui a permis à ce pays de réduire les inégalités d'accès à l'éducation depuis le milieu des années 1990<sup>109</sup>. Par conséquent, le nombre moyen d'années passées à l'école par les 20 % d'enfants les plus pauvres est passé de quatre à huit ans<sup>110</sup>.

La fiscalité et l'aide internationale prévisible et à long terme sont essentielles pour permettre aux pays les plus pauvres d'augmenter leurs investissements dans les services de santé et d'éducation qui réduisent les inégalités. Elles peuvent également contribuer à prévenir la mainmise sur le monde politique qui concentre les richesses dans les mains des élites. Au Rwanda, par exemple, l'appui budgétaire a permis au gouvernement de supprimer les frais de scolarité et de traiter davantage de personnes séropositives et malades du sida<sup>111</sup>. Les États-Unis cherchent à verser l'aide en priorité aux conseils de district des régions pauvres du Ghana et à aider les agriculteurs à demander des comptes aux responsables de l'élaboration des politiques.

### Briser les chaînes de la peur

Tiziwenji Tembo a 75 ans. Elle vit dans le district de Katete, en Zambie. Jusqu'à récemment, elle n'avait pas de revenus réguliers ; elle et ses petits-enfants manquaient souvent de nourriture. La vie de Tiziwenji a été transformée lorsque de nouvelles mesures de protection sociale lui ont permis de commencer à percevoir régulièrement une pension de 12 dollars par mois<sup>112</sup>.

La protection sociale consiste en des versements d'argent ou des avantages en nature (allocations familiales, retraites et protection chômage, par exemple), qui permettent aux citoyens de mener une vie digne, sans être tétanisés par la peur, même dans les moments les plus difficiles. Ces filets de sécurité symbolisent une société solidaire, prête à se mobiliser pour venir en aide aux plus vulnérables. Comme les soins de santé et l'éducation, la protection sociale garantit une sorte de revenu pour ceux qui en ont le plus besoin, contrecarrant ainsi la distribution biaisée des revenus et atténuant les effets des inégalités.

Toutefois, des chiffres récents montrent que plus de 70 % de la population mondiale risquent de passer à travers les mailles du filet, car ils ne sont pas bien couverts par la protection sociale<sup>113</sup>. Même dans les pays les plus pauvres, tout indique que les régimes de base de protection sociale sont abordables<sup>114</sup>, et des pays comme le Brésil et la Chine affichent des revenus par habitant similaires aux revenus européens au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les systèmes universels de sécurité sociale y furent mis en place. La protection sociale universelle est indispensable pour veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte ni pénalisé, faute d'être arrivé assez haut sur l'échelle économique.

### Atteindre l'égalité économique pour les femmes

Les mauvais choix économiques risquent d'affecter principalement les femmes et le fait de ne pas prendre en compte les femmes et les filles dans l'élaboration des politiques peut conduire les États à amplifier involontairement les inégalités entre hommes et femmes.

En Chine, des politiques probantes de création d'emplois pour les femmes ont été contrebalancées par un recul du soutien de l'État et des employeurs pour la garde d'enfants et la prise en charge des personnes âgées, ce qui a eu pour effet d'augmenter la charge de travail non rémunéré des femmes<sup>115</sup>. D'après des recherches menées sur les répercussions de l'austérité en Europe<sup>116</sup>, les mères de jeunes enfants avaient encore moins de chances de trouver un emploi après la crise financière, et elles étaient plus susceptibles d'attribuer leur manque d'emploi à des réductions des services de garde<sup>117</sup>. Une récente étude menée au Ghana a également démontré que les impôts indirects appliqués sur le kérosène, utilisé pour cuisiner dans les ménages à faible revenu, sont principalement payés par les femmes<sup>118</sup>.

### Des politiques bien pensées peuvent promouvoir l'égalité économique des femmes

La plupart des politiques réduisant les inégalités économiques, notamment la gratuité des services publics ou un salaire minimum, réduisent également les inégalités entre hommes et femmes. En Afrique du Sud, le Child Support Grant, une nouvelle allocation pour enfant à charge destinée aux principaux aidants des jeunes enfants dans les foyers pauvres, bénéficie davantage que les mesures précédentes aux femmes pauvres, noires et vivant en zone rurale, car l'État a examiné attentivement les répercussions de cette politique sur les femmes et les hommes<sup>120</sup>. Au Québec, un programme de majoration des aides d'État a permis à environ 70 000 mères supplémentaires d'aller travailler, et l'augmentation des revenus fiscaux collectés auprès de ces femmes est supérieure aux coûts du programme<sup>121</sup>. Les États doivent mettre en œuvre des

//

La population ne tolère pas la manière dont un petit nombre de groupes économiques tirent parti du système.

**Économie de marché et société de marché sont deux choses bien distinctes.** Ce que nous demandons, par le biais d'une réforme de l'éducation, c'est que l'État assume un rôle différent.

**CAMILA VALLEJO**  
VICE-PRÉSIDENTE DE LA  
FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS DE  
L'UNIVERSITÉ DU CHILI<sup>119</sup>

//

politiques économiques visant à combler le fossé entre les hommes et les femmes, ainsi qu'entre les riches et les pauvres.

### Le pouvoir du peuple : à l'assaut des 1 %

Pour combattre efficacement les inégalités économiques galopantes, il faut contraindre les États à écouter le peuple et non les ploutocrates. Comme l'Histoire nous l'a montré, cela n'est possible qu'en cas de mobilisation publique. La bonne nouvelle est que, malgré la domination des élites fortunées sur les politiques et la répression citoyenne sévissant dans de nombreux pays, les peuples du monde entier exigent un changement. Dans leur majorité, les centaines de milliers de personnes descendues dans les rues lors des récentes manifestations voulaient exprimer leur colère vis-à-vis de l'insuffisance des services et du manque de tribune pour se faire entendre<sup>122</sup>. Les sondages d'opinion confirment ce sentiment de mécontentement dans le monde entier<sup>123</sup>.

Au Chili, pays le plus inégalitaire de l'OCDE<sup>124</sup>, les mobilisations populaires de 2011 ont tout d'abord été déclenchées par un mécontentement au sujet des frais de scolarité et se sont ensuite étendues pour englober également des préoccupations concernant les grands écarts de richesse et l'influence des grandes entreprises<sup>125</sup>. Une coalition d'étudiants et de syndicats a mobilisé 600 000 personnes lors d'une grève de deux jours pour exiger des réformes. Les élections organisées fin 2013 ont instauré un nouveau gouvernement incluant des membres clés du mouvement protestataire, engagés à réduire les inégalités et à réformer l'enseignement public<sup>126</sup>.

Début 2010, une série de manifestations populaires contre la proposition de renflouement massif des trois principales banques commerciales d'Islande a contraint le gouvernement nouvellement élu (qui s'était engagé à préserver les groupes à faible revenu et à revenu intermédiaire des pires répercussions de la crise financière) à organiser un référendum sur la question. 93 % des Islandais ont rejeté la proposition de faire payer le prix de la banqueroute au peuple plutôt qu'aux banques. Cette décision a entraîné la rédaction collaborative d'une nouvelle constitution, approuvée en 2012, avec de nouvelles dispositions relatives à l'égalité, la liberté d'information, le droit d'organiser des référendums, l'environnement et la propriété foncière publique<sup>127</sup>.

L'Histoire montre que la mainmise des élites peut être renversée par les actions des citoyens et la revendication soutenue de politiques progressives.

## IL EST TEMPS D'AGIR POUR METTRE FIN AUX INÉGALITÉS EXTRÊMES

À l'heure actuelle, les inégalités extrêmes nuisent à tous. Elles ne permettent pas aux personnes les plus pauvres dans la société, qu'elles vivent en Afrique sub-saharienne ou dans le pays le plus riche du monde, de sortir de la pauvreté extrême et de vivre dans la dignité.

Oxfam appelle à une action concertée pour bâtir un système économique et politique plus juste qui valorise chaque citoyen. Les États, les institutions et les entreprises ont le devoir de lutter contre les inégalités. Ils doivent

remédier aux facteurs qui sont à l'origine de leur explosion actuelle et mettre en œuvre des politiques de redistribution de l'argent et du pouvoir des quelques privilégiés au plus grand nombre.

### 1) Faire travailler les États pour les citoyens et lutter contre les inégalités extrêmes

L'intérêt public et la lutte contre les inégalités extrêmes doivent s'imposer comme les principes directeurs de l'ensemble des accords internationaux, ainsi que des politiques et stratégies nationales. Ils doivent aller de pair avec une gouvernance efficace qui représente la volonté du peuple, plutôt que les intérêts des grandes entreprises.

**Engagements spécifiques :** s'accorder pour que l'éradication des inégalités économiques extrêmes d'ici 2030 figure comme un des objectifs de l'agenda post-2015 ; créer des commissions nationales sur les inégalités ; divulguer les activités de lobbying sur la place publique ; promouvoir la liberté d'expression et de la presse.

### 2) Promouvoir l'égalité économique pour toutes et les droits des femmes

Les politiques économiques doivent s'attaquer simultanément aux inégalités économiques et aux discriminations fondées sur le genre.

**Engagements spécifiques :** dédommager le travail de soins non rémunéré ; mettre fin aux écarts salariaux entre hommes et femmes ; promouvoir l'égalité des femmes en matière de succession et de droits fonciers ; collecter des données pour évaluer la manière dont les femmes et les filles sont touchées par les politiques économiques.

### 3) Verser aux travailleurs un salaire décent et combler le fossé avec les primes vertigineuses des dirigeants

Les entreprises enregistrent des bénéfiques records dans le monde et les systèmes de récompense des dirigeants sont démesurés, alors que trop de gens n'ont pas de travail ou des conditions de travail décentes. Cette situation doit changer.

**Engagements spécifiques :** passer de salaires minimum à des salaires décentes ; passer à un ratio maximum de un à vingt entre le plus haut salaire et le salaire médian ; promouvoir la transparence sur les salaires ; promouvoir les droits des travailleurs à se rassembler et à faire grève.

### 4) Partager équitablement la charge fiscale pour uniformiser les règles du jeu

Trop de richesses sont concentrées dans les mains d'une minorité. Les citoyens ordinaires sont soumis à une pression fiscale trop forte, tandis que les particuliers et les entreprises les plus riches en paient trop peu. Les États doivent agir de manière concertée pour rétablir l'équilibre.

**Engagements spécifiques :** transférer la charge fiscale du travail et de la consommation vers la richesse, le capital et les revenus tirés de ces actifs ; promouvoir la transparence sur les mesures fiscales incitatives ; adopter un impôt sur la fortune au niveau national et discuter d'un possible impôt international sur la fortune.

### 5) Supprimer les échappatoires fiscales internationales et combler les lacunes en matière de gouvernance fiscale

Le système économique actuel est conçu pour faciliter l'évasion fiscale des multinationales et des riches particuliers. Jusqu'à ce que les règles changent et jusqu'à ce qu'une gouvernance internationale plus juste sur les questions fiscales soit mise en place, l'évasion fiscale continuera d'épuiser les budgets publics et de saper la capacité des États à lutter contre les inégalités.

**Engagements spécifiques :** mener des réformes auxquelles les pays en développement participent à armes égales et établir un organisme de gouvernance international pour les questions fiscales ; créer un système de reporting pays par pays accessible au public ; créer des registres publics sur les bénéficiaires effectifs des entreprises et trusts ; promouvoir un échange automatique et multilatéral des informations fiscales, y compris avec les pays en développement même s'ils ne peuvent pas rendre la pareille ; arrêter de recourir aux paradis fiscaux, en établissant par exemple une liste noire et des sanctions ; imposer les entreprises là où elles ont leur véritable activité économique.

### 6) Rendre les services publics gratuits et universels d'ici 2020

La santé et l'éducation peuvent contribuer à combler le fossé entre les nantis et les démunis, mais des dépenses insuffisantes, la privatisation de ces services et les frais à la charge des patients, ainsi que les règles internationales font obstacle à ces progrès et doivent être revus.

**Engagements spécifiques :** supprimer les frais à la charge des patients ; respecter les engagements en matière de dépenses ; arrêter d'introduire de nouvelles subventions publiques ou de réviser les formules existantes pour la prestation de services de santé et d'éducation par des sociétés privées à but lucratif ; exclure les services publics et les médicaments des accords sur le commerce et l'investissement.

### 7) Modifier le système international de R&D et la tarification des médicaments, de manière à ce que l'ensemble de la population ait accès à des médicaments adaptés et abordables

Le fait de s'appuyer sur la propriété intellectuelle comme unique stimulus pour la R&D confère aux grandes industries pharmaceutiques le monopole en matière de fabrication et de tarification des médicaments. Cela creuse le fossé entre les riches et les pauvres et met des vies humaines en jeu. Les règles doivent évoluer.

**Engagements spécifiques :** s'entendre sur un traité international relatif à la R&D ; renforcer les investissements dans les médicaments, notamment dans des génériques abordables ; exclure les règles de propriété intellectuelle des accords commerciaux.

### 8) Mettre en place un socle de protection sociale universelle

La protection sociale réduit les inégalités et garantit l'existence d'un filet de sécurité pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Ces filets de sécurité doivent être universels et permanents.

**Engagements spécifiques :** proposer des services universels de garde d'enfant et de soin des personnes âgées ; garantir une sécurité de revenu de base par le biais d'allocations universelles pour les enfants, d'allocations chômage et autres retraites.

**9) Cibler le financement du développement afin de réduire les inégalités et la pauvreté et de renforcer les relations entre les citoyens et leur gouvernement**

Le financement du développement peut contribuer à la réduction des inégalités lorsqu'il est ciblé afin de soutenir les dépenses consacrées par les États aux biens publics. Il peut également renforcer la redevabilité des États envers leurs citoyens.

**Engagements spécifiques :** augmenter les investissements des bailleurs de fonds dans la gratuité des services publics et la mobilisation des ressources nationales ; évaluer l'efficacité des programmes selon qu'ils aident les citoyens à lutter contre les inégalités et à promouvoir une participation démocratique.

Salena et Sahera marchent dans le quartier de Shanti Busti avec des bouteilles d'eau à la main et se dirigent vers le terrain vague utilisé en guise de toilettes. Inde (2008).  
Photo : Tom Pietrasik/Oxfam

# INTRODUCTION

Nthabiseng est née dans une famille noire pauvre à Limpopo, une zone rurale d'Afrique du Sud. Le même jour, Pieter naissait non loin de là, dans une riche banlieue du Cap. La mère de Nthabiseng n'a jamais été scolarisée et son père est sans emploi, alors que les parents de Pieter ont tous deux fréquenté l'université de Stellenbosch et occupent des postes bien rémunérés.

Par conséquent, les chances de Nthabiseng et de Pieter dans la vie diffèrent considérablement. La probabilité que Nthabiseng décède pendant sa première année de vie est une fois et demie supérieure à celle que Pieter décède au même âge<sup>129</sup>. Ce dernier est susceptible de vivre 15 années de plus que Nthabiseng<sup>130</sup>.

Pieter ira à l'école pendant 12 ans en moyenne et fréquentera très probablement l'université, alors que Nthabiseng aura de la chance si elle est scolarisée ne serait-ce qu'un an<sup>131</sup>. Elle sera privée de ressources élémentaires telles que des toilettes propres, de l'eau propre ou des soins de santé décents<sup>132</sup>. Si Nthabiseng a des enfants, il est très probable qu'ils deviennent des adultes tout aussi pauvres<sup>133</sup>.

Alors qu'il est impossible pour Nthabiseng et Pieter de choisir leur lieu de naissance, leur sexe ou le niveau de richesses et d'éducation de leurs parents, les gouvernements peuvent décider d'intervenir afin d'offrir les mêmes chances à tous. Sans action délibérée cependant, cette injustice se perpétuera dans le monde entier.

Cette réflexion est issue du « World Development Report » publié par la Banque mondiale en 2006. Oxfam a mis à jour les données relatives aux chances de survie en Afrique du Sud<sup>134</sup>.

//

**Les disparités extrêmes de revenus ralentissent le rythme de la réduction de la pauvreté** et entravent le développement généralisé de la croissance économique.

KOFI ANNAN<sup>128</sup>

//

//

Il y existe bel et bien une **lutte des classes** depuis une vingtaine d'années, mais **c'est ma classe qui la gagne**.

WARREN BUFFETT  
QUATRIÈME FORTUNE MONDIALE<sup>135</sup>

//

Les inégalités économiques\*\* (la répartition biaisée des revenus et des richesses) ont atteint des niveaux extrêmes et continuent d'augmenter. Sept personnes sur dix vivent désormais dans un pays dans lequel l'écart entre les riches et les pauvres est plus grand qu'il y a 30 ans<sup>136</sup>. L'Afrique du Sud, par exemple, est maintenant considérablement plus inégalitaire qu'à la fin de l'apartheid il y a 20 ans<sup>137</sup>. Ces inégalités sapent les efforts déployés à travers le monde pour lutter contre la pauvreté et nuisent à tous. Ce rapport se concentre sur les effets pernicieux des inégalités et sur les solutions possibles à ce fléau.

Le rapport **À égalité ! Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes** commence donc en soulignant que le fossé entre les riches et les pauvres est déjà très grand et s'amplifie encore davantage dans la plupart des pays. Le rapport démontre ensuite dans quelle mesure les inégalités économiques sont néfastes pour tous. Dans les sociétés les plus inégalitaires, les riches

\*\* Les inégalités existent sous une multitude de formes (raciale, sexuelle, géographique et économique) souvent cumulatives. Ce rapport porte principalement sur la concentration des ressources financières et des richesses dans les mains d'un petit nombre, susceptible d'affecter les processus politiques, sociaux et culturels au détriment de la majorité. Dans le cadre du présent rapport, le terme « inégalité » se rapporte donc aux inégalités économiques (des revenus et des richesses) extrêmes. Lorsque nous évoquons d'autres formes d'inégalités, nous le mentionnons spécifiquement dans le rapport.

comme les pauvres ont une espérance de vie moindre et sont plus exposés aux violences et à l'insécurité. Les inégalités freinent la croissance économique et limitent l'ascension sociale. Elles créent un terreau propice aux crimes et à la corruption. Elles sont à l'origine de nombreux conflits violents à travers le monde et entravent la lutte contre le changement climatique.

Ce rapport se propose de démontrer que la lutte contre l'extrême pauvreté ne pourra être remportée si le fossé entre les nantis et les démunis n'est pas comblé. L'injustice continuerait alors pour des millions de familles vivant dans l'extrême pauvreté, tandis que d'autres vivraient dans l'opulence et la prospérité. Aujourd'hui, les riches peuvent s'acheter des vies plus longues et plus sûres, ainsi qu'une meilleure éducation, et ils peuvent s'assurer que leurs enfants auront un emploi. Les personnes sans argent ni influence, à l'inverse, sont bien plus susceptibles de voir leurs droits fondamentaux bafoués. Lorsque des catastrophes frappent ou en cas de flambée des prix des denrées alimentaires, ces personnes sont celles qui souffrent le plus et s'en remettent le plus difficilement.

Le rapport s'intéresse ensuite à ce qui engendre cette augmentation des inégalités économiques extrêmes, en se concentrant sur deux causes majeures : le capitalisme sauvage et la mainmise de l'élite économique sur le pouvoir et les décisions politiques. Nombreux sont ceux qui considèrent le capitalisme sauvage comme le principal responsable de la concentration rapide de la richesse depuis une quarantaine d'années, y compris le milliardaire George Soros et Joseph Stiglitz, Prix Nobel de sciences économiques. Lorsque la politique et la législation sont aux mains des élites et des corporations, elles servent les intérêts économiques de celles-ci plutôt que ceux de la société dans son ensemble. Cela vaut autant aux États-Unis qu'au Pakistan ou au Mexique, et a donné naissance à des politiques et des actions bénéficiant à une poignée de personnes aux dépens du plus grand nombre, creusant encore le fossé des inégalités.

Après plusieurs décennies auprès des communautés les plus pauvres, Oxfam a pu constater que la pauvreté, l'inégalité et la multiplication des obstacles au développement ne sont pas des « accidents », mais le résultat de choix politiques délibérés par les États et les organisations internationales. Le monde a besoin d'une action concertée pour bâtir un système économique et politique plus juste, profitant au plus grand nombre. Les règles et les systèmes ayant engendré l'explosion des inégalités doivent changer. Il faut agir d'urgence pour aplanir les disparités en mettant en œuvre des politiques de redistribution de la richesse et du pouvoir, des quelques privilégiés au plus grand nombre.

La seconde moitié du rapport explore certains des choix politiques qui seront essentiels pour réduire les inégalités. Les États et les entreprises peuvent prendre des mesures pour garantir des conditions de travail décentes, le droit des travailleurs à s'organiser et le droit à un salaire suffisant, ainsi que pour modérer les revenus vertigineux des dirigeants. Les entreprises doivent faire preuve de plus de transparence et les politiques doivent se traduire dans les faits pour garantir que les entreprises et les personnes riches paient leur juste part d'impôts. Un accès universel aux soins de santé, à l'éducation et à la protection sociale atténuera les extrêmes qui caractérisent la répartition actuelle des revenus, et garantira que les plus vulnérables ne sont plus laissés pour compte.

Si des progrès ont été réalisés, le véritable changement n'aura lieu que si nous mettons fin à la mainmise de certains intérêts particuliers sur les États et les institutions, et si les citoyens exigent de leurs gouvernements qu'ils adoptent des politiques redistributives et équitables.

Les inégalités économiques extrêmes, thème central de ce rapport, ont explosé ces 30 dernières années. Il s'agit de l'un des plus grands défis économiques, sociaux et politiques de notre temps. Des inégalités ancestrales, comme celles fondées sur le sexe, la caste, la race et la religion, déjà des injustices en soi, sont exacerbées par le fossé qui se creuse entre les nantis et les plus démunis.

Alors qu'Oxfam lance sa campagne mondiale **À égalité !**, nous joignons notre voix à celles de nombreux autres, y compris des milliardaires comme Warren Buffet, des dignitaires religieux comme le Pape François, des responsables d'institutions comme Christine Lagarde du FMI, mais aussi la Banque mondiale, des syndicats, des mouvements sociaux, des organisations de femmes, des universitaires et des millions de citoyens ordinaires, pour exiger que nos dirigeants s'attaquent aux inégalités extrêmes avant qu'il ne soit trop tard.

1

# INÉGALITÉS EXTRÊMES

Une histoire qui a besoin  
d'un nouveau dénouement



Leonard Kufekeeta, 39 ans, vend des broches et des balais à Johannesburg, en Afrique du Sud (2014).  
Photo : Zed Nelson.

---

## 1.1

---

# LA RÉALITÉ DES NANTIS ET DES DÉMUNIS AUJOURD'HUI

Les tendances en matière de revenus et de richesse sont sans appel : le fossé entre les riches et les pauvres est aujourd'hui plus profond que jamais, et continue de se creuser. Le pouvoir est de plus en plus concentré dans les mains de quelques élites.

### MESURE DES INÉGALITÉS : GINI, PALMA ET LA BASE DE DONNÉES « THE WORLD TOP INCOMES DATABASE »

La mesure précise et régulière des inégalités est politiquement difficile et souvent négligée, en particulier dans les pays en développement. Les conclusions tirées des enquêtes auprès des ménages et des registres fiscaux sous-estiment systématiquement les revenus et la richesse des plus riches dans la société, car ceux-ci ont souvent les ressources nécessaires pour contourner la fiscalité et sont rarement couverts par les enquêtes. Le fait de s'appuyer sur des enquêtes au niveau des foyers signifie aussi que les inégalités hommes-femmes ne sont pas mesurées de manière appropriée.

Les inégalités de revenus, de richesses et d'autres actifs tels que les terres sont généralement mesurées par le coefficient de Gini, du nom du statisticien italien Corrado Gini. Il s'agit d'une mesure des inégalités où 0 désigne une égalité parfaite, chacun prenant une part égale, et 1 (ou parfois 100) représenterait une situation où une seule personne possède tout. Au fil de ce rapport, nous nous appuyons beaucoup sur des comparaisons utilisant les coefficients de Gini. Ils constituent en effet l'outil le plus utilisé dans la recherche et apportent un bon éclairage sur les inégalités économiques.

Toutefois, l'une des critiques vis-à-vis du coefficient de Gini est qu'il est plus sensible aux changements de distribution pour la tranche médiane de la population (comparé aux changements pour les plus riches et les plus pauvres)<sup>138</sup>. Le ratio de Palma, du nom de l'économiste chilien Gabriel Palma, vise à remédier à cela en mesurant le ratio de la part de revenus entre les 10 % supérieurs et les 40 % inférieurs. Cette mesure a de plus en plus d'attrait. Joseph Stiglitz l'a par exemple proposée comme base d'une cible dans le cadre d'un objectif post-2015 mondial de réduction des inégalités de revenus. Le ratio de Palma est essentiel pour estimer les augmentations de concentration des revenus et des richesses au niveau le plus élevé. Ce sera donc un outil précieux pour les recherches à venir.

Récemment, les registres fiscaux ont aussi permis d'appréhender de manière plus précise les revenus supérieurs. La base de données The World Top Incomes Database, co-fondée par Thomas Piketty, couvre 26 pays, avec des informations sur la part des revenus avant impôts allant aux 1 % les plus riches depuis les années 1980.

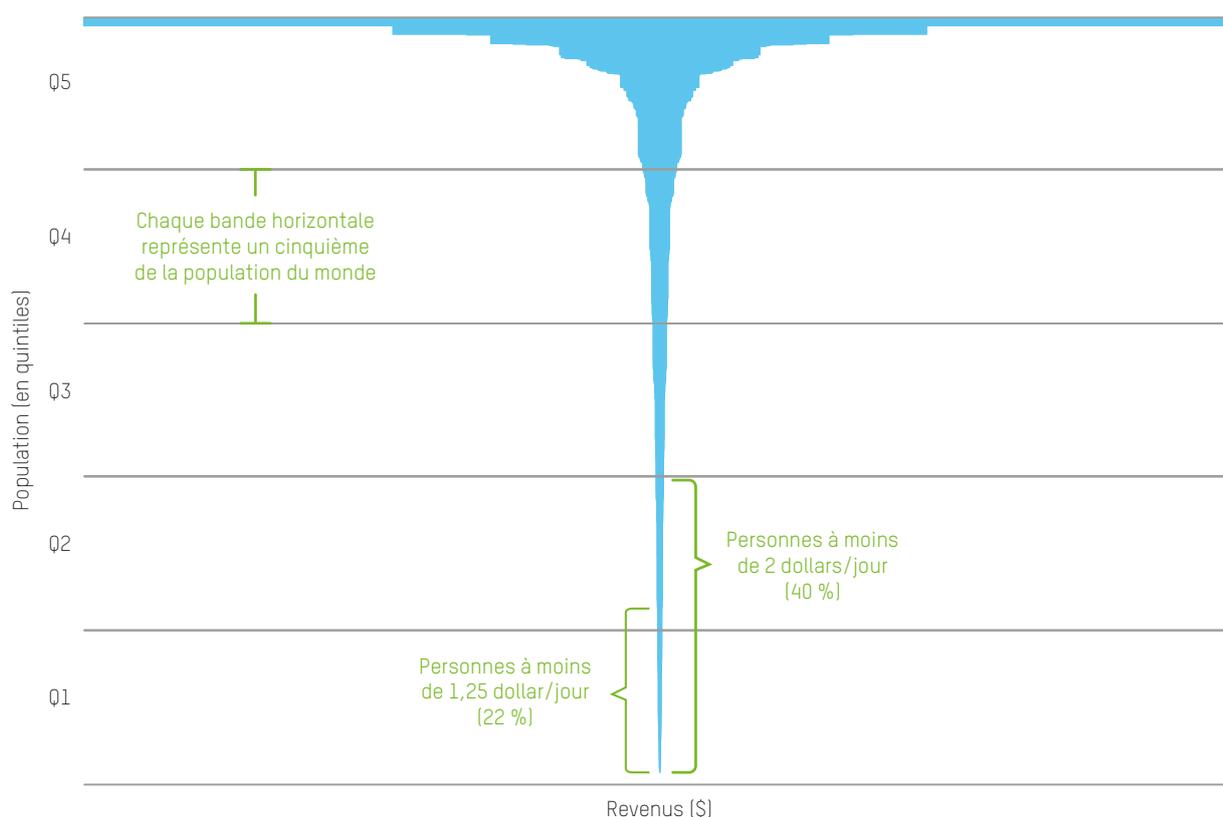
Il ne fait aucun doute que les États et les institutions comme la Banque mondiale doivent considérablement accroître et améliorer la mesure des inégalités comme socle fondamental pour lutter contre les inégalités extrêmes.

## LES REVENUS ET LES RICHESSES DANS LES MAINS DE QUELQUES ÉLITES

Les inégalités mondiales, c'est-à-dire les inégalités entre les pays, ont rapidement augmenté entre 1980 et 2002<sup>139</sup>, mais ont légèrement diminué depuis, grâce à la croissance des pays émergents, notamment la Chine.

Le milliard de personnes les plus démunies a accru sa part de revenus dans le monde de 0,2 % depuis 1990, pour approcher les 1 %. À ce rythme, il faudrait toutefois plus de huit siècles pour porter cette part à 10 %<sup>140</sup>. La Figure 1, surnommée « la coupe de Champagne », illustre bien la concentration des revenus mondiaux dans les mains de quelques élites, tandis que la grande majorité des gens ne perçoivent qu'une maigre part des revenus globaux (le « pied » de la coupe)<sup>141</sup>.

**FIGURE 1 :** Distribution mondiale des revenus par percentile de population (dollars)



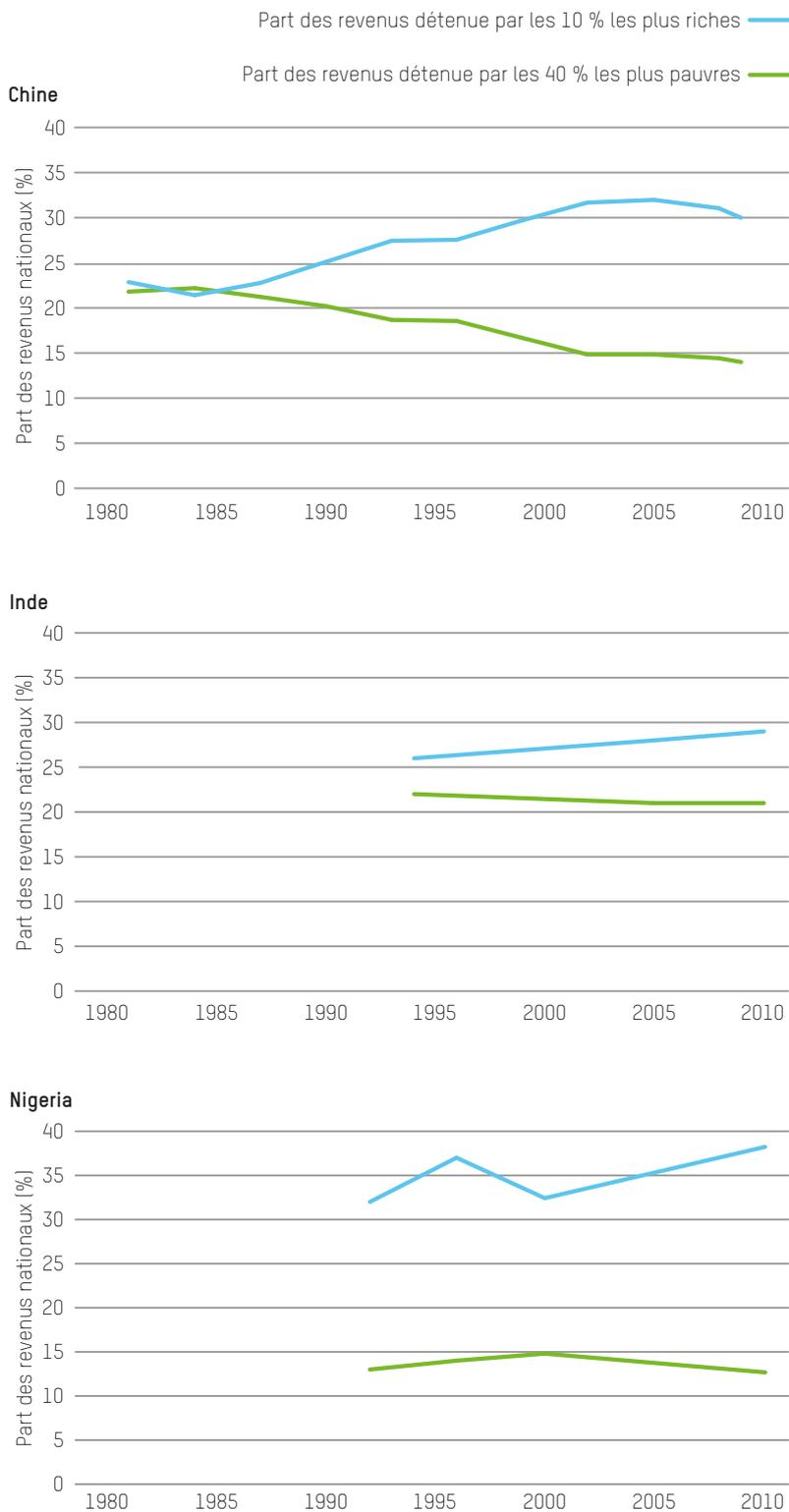
Ce sont toutefois les inégalités nationales qui influent le plus sur la vie des femmes et des hommes, et celles-ci augmentent rapidement, presque partout. Sept personnes sur dix vivent désormais dans un pays où les inégalités économiques sont pires qu'il y a 30 ans<sup>142</sup>.

Aujourd'hui, les riches gagnent plus, tant en termes absolus que comparativement au reste de la population. D'après la base de données The World Top Incomes Database, la part de revenus allant aux 1 % les plus riches a augmenté dans les vingt-six pays étudiés à part deux (la Colombie et les Pays-Bas). En Colombie, elle est restée stable autour de 20 %<sup>143</sup>.

L'Inde, la Chine et le Nigeria sont trois des pays en développement les plus peuplés et connaissant la croissance économique la plus rapide. La Figure 2 illustre la répartition des revenus nationaux entre les 10 % les plus riches et les 40 % les plus pauvres. On constate clairement que les avantages de la croissance ont surtout bénéficié aux membres les plus riches de la

société, amplifiant encore les inégalités. Rien que dans ces trois pays, plus de 1,1 milliard de personnes (16 % de la population mondiale) perçoivent une part sans cesse plus restreinte<sup>144</sup>.

FIGURE 2 : Inégalités croissantes dans trois pays à revenu intermédiaire<sup>145</sup>



## LE BOOM DES MILLIARDAIRES

Les inégalités de richesses sont encore plus extrêmes que les inégalités de revenus. Le nombre de millionnaires en dollars (on parle de « particuliers à valeur nette élevée ») est passé de 10 millions en 2009 à 13,7 millions en 2013<sup>146</sup>. Depuis la crise financière, le nombre de milliardaires dans le monde a pratiquement doublé et s'élève désormais à 1 645 personnes<sup>147</sup>. Le boom des milliardaires ne concerne pas que les pays riches : en Inde, ce nombre est ainsi passé de seulement deux dans les années 1990<sup>148</sup> à 65 début 2014<sup>149</sup>. Aujourd'hui, il y a 16 milliardaires en Afrique sub-saharienne<sup>150</sup>, côtoyant 358 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté<sup>151</sup>.

Les recherches menées par Oxfam début 2014 ont permis de déterminer que les 85 personnes les plus riches du monde détiennent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale<sup>153</sup>. Ce chiffre s'appuie sur la richesse des 85 milliardaires à la parution du rapport annuel de Forbes en mars 2013. Sur la période d'un an entre mars 2013 et mars 2014, leur richesse a encore augmenté de 14 %, soit 244 milliards de dollars<sup>154</sup>, ce qui équivaut à une augmentation de 668 millions de dollars par jour.

Une fois cumulée, la richesse des milliardaires à travers le monde connaît sa propre dynamique et, bien souvent, croît plus vite que l'économie dans son ensemble. Si Bill Gates décidait de retirer la totalité de sa richesse et de dépenser 1 million de dollars par jour, il lui faudrait 218 ans pour venir à bout de sa fortune<sup>155</sup>. Mais en réalité, les intérêts sur sa fortune, même avec un compte épargne modeste (avec un placement à 1,95 %), lui rapporteraient 4,2 millions de dollars par jour. Le retour moyen sur la richesse des milliardaires est d'environ 5,3 %<sup>156</sup>. Entre mars 2013 et mars 2014, la fortune de Bill Gates a augmenté de 13 %, passant de 67 à 76 milliards de dollars<sup>157</sup>. Cela représente un gain de 24 millions par jour, soit 1 million de dollars à chaque heure qui passe.

Pour les dix personnes les plus riches du monde, il serait tout simplement impossible de dépenser leurs richesses, comme le démontrent les calculs suivants.

//

Aucune société ne peut supporter ce genre **d'inégalités croissantes**. En réalité, dans l'histoire humaine, chaque fois que les richesses se sont accumulées de la sorte, **les fourches ont fini par sortir**. Montrez-moi une société très inégalitaire, je vous montrerai un État policier. Ou une révolte. **Il n'existe aucun contre-exemple.**

NICK HANAUER<sup>152</sup>

//



**ON COMPTE ACTUELLEMENT 16 MILLIARDAIRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, CONTRE 358 MILLIONS DE PERSONNES VIVANT DANS L'EXTRÊME PAUVRETÉ**

**TABLEAU 1** : Nombre d'années nécessaires aux dix personnes les plus riches pour dépenser leur fortune, et intérêts perçus en fourchette basse et en moyenne<sup>158</sup>

Nom	Fortune (milliards de dollars)	Années nécessaires pour tout dépenser à raison d'un million de dollars par jour	Intérêts quotidiens au taux ordinaire de 1,95 % (millions de dollars)	Intérêts quotidiens au taux moyen observé pour les milliardaires (5,3 %) (millions de dollars)
Carlos Slim Helu et sa famille (Mexique)	80	220	4,3	11,6
Bill Gates (États-Unis)	79	218	4,2	11,5
Amancio Ortega (Espagne)	63	172	3,3	9,1
Warren Buffett (États-Unis)	62	169	3,3	8,9
Larry Ellison (États-Unis)	50	137	2,7	7,2
Charles Koch (États-Unis)	41	112	2,2	5,9
David Koch (États-Unis)	41	112	2,2	5,9
Liliane Bettencourt et sa famille (France)	37	102	2,0	5,4
Christy Walton et sa famille (États-Unis)	37	101	2,0	5,3
Sheldon Adelson (États-Unis)	36	100	1,9	5,3

La décision de Bill Gates et de Warren Buffet de partager leurs fortunes montre l'exemple aux autres milliardaires du monde. En fait, nombre d'entre eux ont déclaré clairement que l'extrême richesse est un problème qui nous menace tous. Aux États-Unis, un groupe appelé Patriotic Millionaires fait activement pression sur le Congrès pour qu'il supprime les exonérations d'impôts pour les riches. Il écrit ainsi : « pour la santé fiscale de notre nation et pour le bien-être de nos concitoyens, nous demandons que vous augmentiez les prélèvements fiscaux sur les revenus supérieurs à 1 000 000 de dollars »<sup>159</sup>.

La richesse cumulée des milliardaires actuels a augmenté de 124 % ces quatre dernières années, pour atteindre désormais quelque 5 400 milliards de dollars. Cela équivaut à deux fois le PIB de la France en 2012<sup>160</sup>.

Oxfam a calculé qu'un impôt de seulement 1,5 % sur la fortune des milliardaires dans le monde, si mis en place directement après la crise financière, aurait pu sauver 23 millions de vies dans les 49 pays les plus pauvres au monde, en leur apportant les fonds nécessaires pour investir dans des systèmes de santé<sup>161</sup>. Le nombre de milliardaires et leur patrimoine cumulé a augmenté si rapidement qu'en 2014, un impôt de 1,5 % pourrait combler les déficits annuels de financements nécessaires pour scolariser tous les enfants et fournir une couverture santé universelle dans les 49 pays les plus pauvres<sup>162</sup>.

### LES TERRES : LA PLUS ANCIENNE FORME D'INÉGALITÉ DE RICHESSE

Dans l'histoire des pays riches, les terres étaient les premières richesses. Cela reste vrai dans les pays en développement. Les terres agricoles occupent une place cruciale dans les moyens de subsistance des personnes pauvres des pays en développement<sup>163</sup>. Mais trop de gens, dans les populations rurales, n'arrivent pas à gagner leur vie avec leurs petites parcelles. De nombreuses autres personnes ne peuvent pas faire valoir leurs droits sur les terres, en particulier les femmes, et risquent donc d'en être expulsées sans autre source de revenu. Dans une étude d'Oxfam à paraître, menée auprès d'organisations de femmes sur trois continents, le manque d'accès aux terres pour les femmes a été identifié comme l'une des principales menaces à la capacité d'adaptation et de rétablissement des communautés après un choc<sup>164</sup>.

La plupart des pays d'Amérique latine obtiennent un coefficient de Gini de plus de 0,8 concernant les inégalités foncières. En Asie, de nombreux pays obtiennent plus de 0,5. En Angola et en Zambie, les petites exploitations représentent 80 % de toutes les exploitations, mais ne couvrent que 2 % environ des terres agricoles<sup>165</sup>. La redistribution des terres à grande échelle dans les pays d'Asie de l'Est comme la République de Corée, le Japon et la Chine a joué un rôle majeur pour réduire les inégalités dans ces pays et y rendre la croissance favorable aux pauvres.

Dans certains pays comme le Brunei, l'Arabie saoudite, le Koweït et le Swaziland, les chefs d'État sont les plus grands propriétaires fonciers. En Russie, la société sucrière Prodimex détient à elle seule 20 % de toutes les terres privées<sup>166</sup>.

Les inégalités en matière de propriété foncière ne sont pas l'apanage des pays en développement, même si dans les pays riches, le phénomène des sans-terres est un problème social moins prononcé (car il existe des sources alternatives d'emploi). Selon une récente étude réalisée dans l'Union européenne, les grandes exploitations<sup>167</sup> ne représentent que 3 % du nombre total d'exploitations, mais contrôlent 50 % de toutes les terres agricoles<sup>168</sup>.



Une femme passe devant deux policiers lourdement armés gardant l'entrée d'un grand magasin à Manhattan (2008).  
Photo : Panos/Martin Roemers

---

## 1.2

---

# LES INÉGALITÉS EXTRÊMES NUISENT À TOUS

L'augmentation rapide des inégalités économiques constitue un obstacle de taille à la lutte contre la pauvreté et au partage de la prospérité en faveur des plus pauvres. Les inégalités extrêmes compromettent à la fois la croissance économique et la capacité même de la croissance à lutter contre la pauvreté. Elles réduisent notre capacité à vivre selon les limites des ressources planétaires et à remporter la lutte contre le changement climatique. Cela complique d'autant la lutte pour l'égalité hommes-femmes.

Si une personne est née pauvre dans un pays très inégalitaire, ses propres enfants seront selon toute vraisemblance pauvres eux aussi. Les sociétés les plus inégalitaires souffrent davantage d'une multitude de fléaux sociaux comme la criminalité et la violence, qui frappent à la fois les riches et les pauvres. Fondamentalement, les inégalités sont contraires aux convictions morales et au principe largement partagé d'équité, selon lequel toute personne aspire à une répartition des richesses et des revenus beaucoup plus égale qu'actuellement.

## LES INÉGALITÉS EXTRÊMES SONT UN OBSTACLE À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

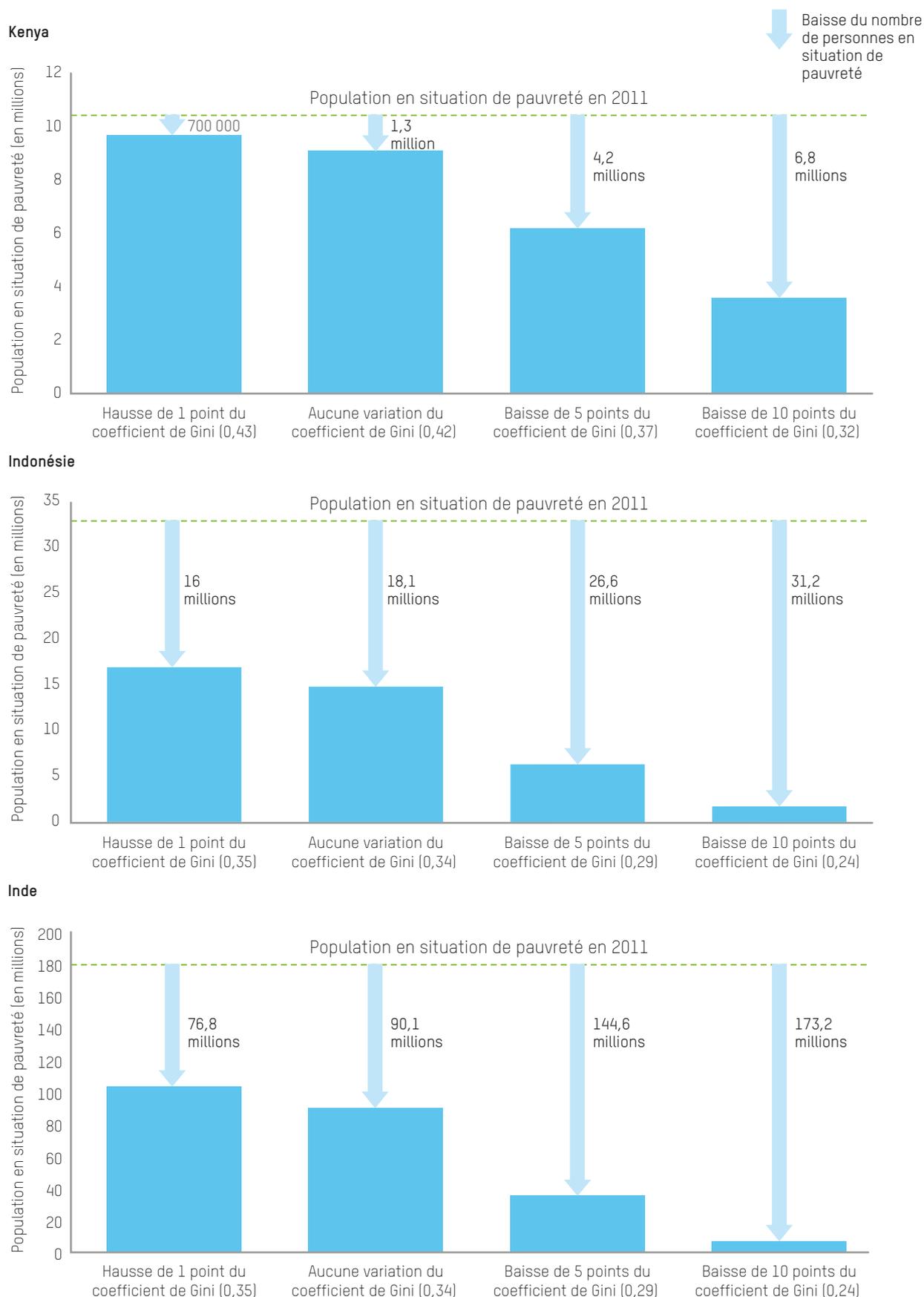
Sur les deux dernières décennies, le monde a connu de grandes victoires face à l'extrême pauvreté ; des millions de personnes supplémentaires ont maintenant accès aux soins de santé et à l'éducation, et quelque 150 millions d'hommes et de femmes ne souffrent plus de la faim<sup>169</sup>. Pour autant, les inégalités menacent de compromettre, voire d'inverser cette tendance. Les fruits de la croissance économique des dernières années ont rarement profité aux plus pauvres, les plus grands bénéficiaires étant ceux occupant le haut de l'échelle des revenus.

Une nouvelle recherche d'Oxfam propose de projeter les niveaux de pauvreté potentiels dans plusieurs pays à revenu intermédiaire sur les cinq années à venir, selon différents scénarios : le maintien, la réduction ou l'augmentation constante des inégalités<sup>170</sup>. Dans tous les cas, les résultats sont sans appel : les inégalités sont un obstacle à la lutte contre la pauvreté.

Prenons trois exemples :

- Au Kenya, si les inégalités restent au même niveau sur les cinq prochaines années, trois millions de personnes supplémentaires pourraient vivre en situation d'extrême pauvreté, par rapport à une situation dans laquelle le coefficient de Gini serait réduit de seulement cinq points, l'équivalent d'une réduction de 12 % des inégalités.
- Si l'Indonésie réduisait son coefficient de Gini de seulement 10 points, l'équivalent d'une réduction de 28 % des inégalités, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté pourrait diminuer de 1,7 million. Mais si les inégalités restent aux niveaux récents, 13 millions d'Indonésiens supplémentaires sombreront dans l'extrême pauvreté d'ici cinq ans.
- Les inégalités ont augmenté en Inde ces dernières années. Si l'Inde parvenait à juguler cette hausse des inégalités et à les maintenir au niveau actuel, 90 millions de personnes pourraient s'extraire de l'extrême pauvreté d'ici 2019. Une réduction des inégalités de 10 points, l'équivalent d'une réduction de 36 %, permettrait d'éradiquer presque entièrement l'extrême pauvreté en en faisant sortir 83 millions de personnes supplémentaires.

**FIGURE 3** : Projections de la pauvreté jusqu'en 2019 selon différents scénarios d'inégalités dans trois pays



Brookings Institution a développé des scénarios révélant la même problématique au niveau mondial : les inégalités freinent l'éradication de la pauvreté. Selon ses études, un scénario voyant les inégalités se réduire permettrait d'extirper de la pauvreté 463 millions de personnes supplémentaires à travers le monde, par rapport à un scénario où les inégalités augmenteraient<sup>171</sup>.

L'éradication de l'extrême pauvreté en Afrique est le plus grand défi. Selon les prévisions, le continent pourrait concentrer plus de 80 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté à travers le monde d'ici 2030. Si les pays africains continuent sur leur lancée de croissance sans que les inégalités de revenus ne fléchissent, le taux de pauvreté du continent ne passera pas sous la barre des 3 % (définition de l'éradication de la pauvreté par la Banque mondiale) avant 2075<sup>172</sup>.

### ÉTUDE DE CAS RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : UN INGRÉDIENT ESSENTIEL POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE DU SUD



Un garçon saute au dessus d'un canal de drainage, dans la cité de Masiphumelele, près du Cap (2014).  
Photo : Zed Nelson

En 2010, l'Afrique du Sud avait un coefficient de Gini de 0,66 la plaçant parmi les sociétés les plus inégalitaires au monde. Les deux personnes les plus riches d'Afrique du Sud possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population<sup>173</sup>. L'Afrique du Sud est maintenant considérablement plus inégalitaire qu'à la fin de l'apartheid.

Entre 1995 et 2006, la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté a légèrement reculé pour s'établir à 17 %. Toutefois, l'augmentation de la population sur la même période signifie que le nombre total de Sud-africains vivant dans l'extrême pauvreté n'a diminué que de 102 000. Malgré une croissance réelle du PIB par habitant à peine en dessous de 2 %, la réduction de la pauvreté est compromise par des niveaux déjà extrêmement élevés et croissants d'inégalité en Afrique du Sud<sup>174</sup>.

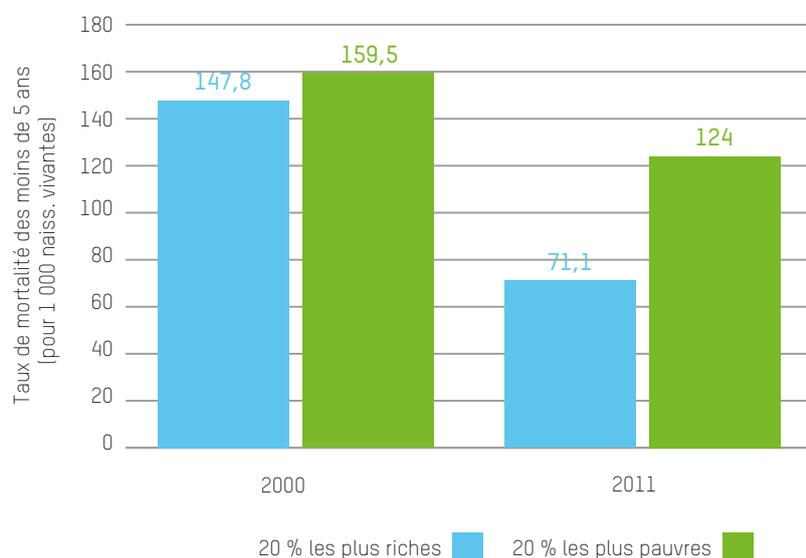
Selon les projections d'Oxfam, même avec un scénario très conservateur de stagnation des inégalités, seulement 300 000 Sud-africains de moins vivront dans la pauvreté absolue d'ici 2019, laissant huit millions de personnes sous le seuil de pauvreté. À l'inverse, si le coefficient de Gini continue d'augmenter ne serait-ce que d'un point, 300 000 personnes supplémentaires vivront dans la pauvreté d'ici cinq ans<sup>175</sup>.

Il est en outre clairement établi que la répartition nationale des revenus influence fortement d'autres résultats en matière de pauvreté. Lorsque l'on considère le revenu moyen, le Bangladesh et le Nigeria sont tous deux des pays à faible revenu. Le Bangladesh est le plus pauvre des deux<sup>176</sup>, mais la répartition des revenus y est beaucoup plus égalitaire qu'au Nigeria. Les différences en termes de résultats de développement parlent d'elles-mêmes :

- Le taux de mortalité infantile au Nigeria est près de trois fois supérieur à celui du Bangladesh<sup>177</sup>.
- Alors que le Bangladesh propose une éducation primaire universelle et a éliminé les disparités entre les sexes dans la scolarisation jusqu'aux niveaux secondaires inférieurs, plus d'un tiers des enfants nigériens en âge d'aller à l'école primaire sont déscolarisés<sup>178</sup>.

Dans de nombreux pays, les avancées sur les résultats en matière de développement ont été bien plus rapides pour les tranches les plus riches de la société, et les moyennes masquent le fossé qui se creuse entre les riches et les pauvres. En Ouganda, par exemple, la mortalité avant cinq ans a diminué de moitié pour les 20 % les plus riches, mais n'a reculé que d'un cinquième pour les 20 % inférieurs sur la même période. Dans d'autres pays, tels que le Niger, les avancées ont été plus homogènes, ce qui démontre qu'il existe différentes voies pour progresser<sup>179</sup>.

**FIGURE 4 :** Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naiss. vivantes) en Ouganda (2000–2011)<sup>180</sup>



## LES INÉGALITÉS EXTRÊMES FREINENT LA CROISSANCE

Pendant des décennies, la majorité des économistes du développement et des responsables de l'élaboration des politiques ont affirmé que les inégalités

avaient peu ou pas du tout d'impact sur les perspectives de croissance d'un pays. On considérait alors que les inégalités accompagnaient inévitablement les premières phases de la croissance économique, mais qu'elles ne dureraient pas car la croissance économique allait progressivement se répercuter dans les différentes couches de la société, des plus riches aux plus pauvres<sup>181</sup>. De nombreuses preuves ont récemment balayé cette hypothèse et démontré que les inégalités extrêmes sont en réalité néfastes pour la croissance<sup>182</sup>.

Par exemple, une analyse réalisée par des économistes du FMI sur plusieurs décennies et dans différents pays semble soutenir que les inégalités compromettent non seulement la capacité de la croissance à réduire la pauvreté, mais fragilisent aussi la croissance elle-même<sup>183</sup>. Le FMI souligne qu'une plus grande égalité peut prolonger les périodes de croissance domestique<sup>184</sup> et que les inégalités ont été un facteur non négligeable dans la crise financière de 2008<sup>185</sup>. La croissance reste possible dans les pays fortement inégalitaires, mais les inégalités réduisent les chances que cette croissance porte des fruits solides et durables. En outre, une analyse détaillée des pays développés et en développement depuis le milieu des années 1990 révèle que des inégalités élevées sont un obstacle à la future croissance économique<sup>186</sup>, car elles empêchent les investissements productifs, restreignent les capacités de production et de consommation du pays et sapent les institutions nécessaires pour bâtir une société équitable<sup>187</sup>.

Si les gouvernements nationaux se soucient effectivement d'une croissance solide et durable, ils doivent alors faire de la réduction des inégalités une priorité. Cela est particulièrement vrai pour les pays en développement, où l'inégalité est en moyenne plus élevée que dans les pays riches. La Banque asiatique de développement (ADB) va jusqu'à suggérer que la croissance et l'égalité peuvent « être considérées comme des composantes d'un cercle vertueux »<sup>188</sup>.

## LES INÉGALITÉS ATTÉNUENT LE POTENTIEL DE LA CROISSANCE À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

Lorsque les inégalités sont réduites, la lutte contre la pauvreté est plus efficace et la croissance plus solide. À l'inverse, si les inégalités empirent, la réduction de la pauvreté ralentit et la croissance est fragilisée<sup>189</sup>.

Pour lutter contre la pauvreté, la distribution de la croissance économique compte plus que la poursuite de la croissance en soi. Par exemple, en Zambie, le PIB par habitant a progressé en moyenne de 3 % par an entre 2004 et 2010, hissant la Zambie dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire inférieur de la Banque mondiale. Malgré cette croissance, la part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour est passée de 65 % en 2003 à 74 % en 2010<sup>190</sup>. Le Nigeria a connu une expérience similaire entre 2003 et 2009. La pauvreté a davantage augmenté que prévu, et les 10 % les plus riches ont vu leur part de la consommation nationale progresser de 6 % alors que la part de tous les autres Nigériens a régressé<sup>191</sup>.

Une recherche d'Oxfam suggère que l'inégalité est le chaînon manquant expliquant comment un taux de croissance identique dans plusieurs pays peut engendrer différents taux de réduction de la pauvreté<sup>193</sup>. La Banque

//

L'effet de réduction de la pauvreté de la croissance... tend à décliner avec le niveau d'inégalité initial, comme avec la hausse des inégalités pendant le processus de croissance.

F. FERREIRA ET M. RAVALLION<sup>192</sup>

//

mondiale a également constaté que dans les pays présentant de très faibles inégalités de revenus, comme plusieurs pays d'Europe de l'Est, chaque point de croissance économique réduit la pauvreté de 4 %<sup>194</sup>. À l'inverse, dans les pays fortement inégalitaires comme l'Angola ou la Namibie, la croissance n'a eu pratiquement aucun impact sur la pauvreté<sup>195</sup>. Même dans les pays à revenu intermédiaire, le niveau d'inégalité peut énormément influencer l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté<sup>196</sup>. Les chercheurs de la Banque mondiale ont conclu que « l'effet de la croissance sur la réduction de la pauvreté est fonction de l'inégalité » et dépend à la fois de son niveau initial et de son évolution<sup>197</sup>.

### LES EXTRÊMES EN MATIÈRE DE RICHESSES ET D'INÉGALITÉS SONT RAVAGEURS POUR L'ENVIRONNEMENT

Le monde s'approche de plusieurs des « limites planétaires », l'humanité utilisant autant de ressources naturelles que possible, telles que le carbone ou l'eau potable salubre. Plus nous approchons de ces limites, plus la répartition très inégale des ressources naturelles va importer<sup>198</sup>.

Les plus pauvres sont souvent les premiers à être frappés, et le plus durement, par la destruction de l'environnement et les impacts du changement climatique<sup>199</sup>. Ce sont pourtant les plus riches qui influent le plus sur les ressources finies et fragiles de notre planète. Narinder Kakar, observateur permanent de l'Union internationale pour la conservation de la nature auprès des Nations unies, a déclaré que le déclin environnemental pouvait être attribué à moins de 30 % de la population mondiale<sup>200</sup>. Les 7 % les plus riches de la population mondiale (soit un demi-milliard de personnes) sont responsables de 50 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, tandis que les 50 % les plus pauvres ne sont à l'origine que de 7 % des émissions dans le monde<sup>201</sup>.

Les schémas de consommation des plus riches sont une composante essentielle des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>. La majorité des émissions des foyers les plus aisés dans les pays riches est indirecte, à travers par exemple les denrées alimentaires, les biens de consommation et les services, dont une grande partie est produite au-delà des frontières de leur pays<sup>202</sup>. « La population ayant les plus hauts niveaux de consommation est susceptible d'être responsable de plus de 80 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre imputables à l'homme<sup>203</sup>. »

De telles inégalités dans les émissions se retrouvent aussi dans l'utilisation disproportionnée des ressources mondiales. 12 % de la population mondiale utilise 85 % de l'eau disponible dans le monde, par exemple<sup>204</sup>.



## LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES EXACERBENT LES INÉGALITÉS ENTRE HOMMES ET FEMMES

L'une des formes d'inégalités les plus omniprésentes, et les plus anciennes, est celle entre les femmes et les hommes. Il existe un lien étroit entre inégalités économiques et de genre. La discrimination fondée sur le sexe est un facteur important pour l'accès aux revenus et aux richesses, ainsi que pour leur contrôle. Si les raisons des inégalités entre les femmes et les hommes vont au-delà de simples considérations économiques, il ne fait aucun doute que ces deux types d'inégalités se recoupent largement.

Les hommes sont sur-représentés en haut de l'échelle des revenus, et les femmes au bas de cette même échelle. Sur les 2 500 personnes présentes au Forum économique mondial en 2014, il n'y avait que 15 % de femmes<sup>205</sup>. Seulement 23 des postes de directeurs généraux des sociétés du classement Fortune 500 sont occupés par des femmes. Sur les 30 personnes les plus riches du monde, on ne compte que trois femmes. Les personnes les plus riches de la société sont très souvent sur-représentées à d'autres postes de pouvoir (présidents, parlementaires, juges ou hauts fonctionnaires). Les femmes sont les grandes absentes de ces sphères du pouvoir.

Dans le même temps, à travers le monde, les travailleurs les moins bien payés et occupant les emplois les plus précaires sont presque toujours des femmes. L'écart de salaire entre les femmes et les hommes dans le monde reste obstinément haut : en moyenne, les femmes sont payées 10 à 30 % de moins que les hommes à travail égal, dans toutes les régions et tous les secteurs<sup>206</sup>. Le fossé est en train d'être comblé, mais au rythme actuel, il faudra 75 ans pour faire du principe « À travail égal, salaire égal » une réalité<sup>207</sup>.

Des ouvrières travaillent à la construction de bureaux pour des entreprises du secteur informatique dans le nouveau parc d'activités technologiques. Bangalore, Inde (2004). Photo : Panos/Fernando Moleres.

Seulement 23

PDG des entreprises du « Fortune 500 » sont des femmes



## AU RYTHME ACTUEL, IL FAUDRA 75 ANS POUR QUE LES FEMMES PERÇOIVENT UN SALAIRE ÉGAL À CELUI DES HOMMES POUR UN MÊME TRAVAIL

Les disparités salariales sont plus élevées dans les sociétés les plus inégalitaires du point de vue économique. Les femmes sont beaucoup plus susceptibles d'être employées dans le secteur informel, avec une sécurité de l'emploi largement inférieure à celle des hommes. Quelque 600 millions de femmes, soit 53 % des femmes ayant un travail à travers le monde, occupent des emplois précaires et généralement non protégés par le droit du travail<sup>208</sup>.

Au Bangladesh, les femmes représentent près de 85 % de la main-d'œuvre dans l'industrie de la confection. Ces emplois, même s'ils sont souvent préférables pour les femmes au travail dans l'agriculture de subsistance, offrent une sécurité de l'emploi minimale et n'assurent pas toujours leur sécurité physique. La majorité des personnes ayant trouvé la mort dans l'effondrement de l'usine de confection du Rana Plaza en avril 2013 étaient des femmes. Au Brésil, 42 % des femmes occupent des emplois précaires, contre 26 % d'hommes<sup>209</sup>. Des études au niveau national dans les pays en développement ont également démontré que la répartition des richesses, y compris les terres et l'accès au crédit, entre les femmes et les hommes, est bien plus inégalitaire que celle des revenus<sup>210</sup>.

<

**Seulement 3**

des 30 plus grandes fortunes du monde sont des femmes

>

La majeure partie du travail non rémunéré est assuré par des femmes. C'est l'une des principales raisons de la concentration de femmes dans les emplois précaires, non protégés et faiblement rémunérés. Dans de nombreux pays, les femmes « subventionnent » en fait l'économie avec en moyenne 2 à 5 heures par jour de travail non rémunéré de plus que les hommes<sup>211</sup>. Même lorsque les femmes sont employées, leur charge de travail à la maison diminue rarement en conséquence. Au Brésil, la contribution des femmes dans le revenu du foyer est passée de 38 % en 1995 à 45 % en 2009, mais leur part de responsabilité dans les tâches domestiques n'a diminué que de 2 % dans la seconde moitié de cette même période, passant de 92 % en 2003 à 90 % en 2009<sup>212</sup>. La même tendance est observée dans de nombreux autres pays.

La concentration des revenus et des richesses dans les mains des hommes leur confère un plus grand pouvoir décisionnel au niveau national, alors que les femmes ne sont généralement ni entendues, ni représentées. Les législations nationales adoptent souvent une approche décousue et incohérente face aux inégalités de genre. Par exemple, des politiques peuvent être mises en œuvre pour accroître les opportunités d'emploi pour les femmes, sans pour autant être accompagnées de politiques pour prévenir les bas salaires ou promouvoir des conditions de travail appropriées et des services de garde d'enfants de qualité.

Les lois et les pratiques discriminatoires en matière de propriété et de droits de succession empêchent les femmes de quitter le bas de l'échelle économique. Il en résulte un cercle vicieux : les femmes vivant dans la pauvreté sont plus susceptibles d'être privées des droits légaux, du temps et du pouvoir politique nécessaires pour augmenter leurs revenus. Les exigences des organismes de prêt et les lois discriminatoires constituent des obstacles supplémentaires à l'accès des femmes au crédit.

Dans son rapport sur le développement dans le monde de 2012, la Banque mondiale souligne que les femmes sont plus vulnérables aux chocs de revenu, comme le chômage ou la recrudescence de la pauvreté, précisément du fait qu'elles ont moins de pouvoir économique. Les femmes ont tendance à avoir moins d'actifs que les hommes, un moindre accès aux opportunités économiques pour affronter les chocs, et moins de soutien sous la forme d'allocations gouvernementales<sup>214</sup>.

L'augmentation rapide des inégalités économiques dans la plupart des pays représente donc un obstacle majeur à la promotion de l'égalité hommes-femmes.

//

En Inde, le salaire journalier moyen d'un **homme** est environ deux fois et demi plus élevé que celui d'une **femme**<sup>213</sup>.

//

## LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES NOURRISSENT LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ, D'ÉDUCATION ET DE PERSPECTIVES D'AVENIR

La dure réalité est que le statut économique conditionne les perspectives d'avenir ; les personnes pauvres vivent moins longtemps. Ce problème frappe aussi bien les pays riches que les pays pauvres. Par exemple, au Royaume-Uni, les personnes nées dans les régions les plus riches du pays ont une espérance de vie supérieure de 20 ans à celle des habitants des zones les plus défavorisées<sup>215</sup>. Le fossé qui se creuse rapidement entre les riches et les pauvres dans la plupart des pays est non seulement inquiétant en soi, mais il vient s'ajouter à d'autres types d'inégalités et de discriminations qui entravent plus lourdement encore la vie de certaines personnes.

Les inégalités économiques donnent une nouvelle dimension aux anciennes disparités telles que le genre, l'appartenance géographique et les droits ancestraux. Dans tous les pays, les taux moyens de survie infantile, d'éducation et d'accès à de l'eau salubre sont considérablement plus élevés pour les hommes que pour les femmes. Les femmes dans des foyers pauvres sont bien moins susceptibles de bénéficier de soins prénataux et périnataux que leurs voisines plus aisées. Leurs enfants sont plus susceptibles de souffrir de malnutrition et beaucoup d'entre eux n'atteindront pas l'âge de cinq ans. Pour ceux qui vivront au-delà, leur éducation primaire est loin d'être garantie. Une fois adultes, s'ils trouvent un emploi, ils toucheront vraisemblablement un revenu bien plus faible que les personnes issues de groupes à plus hauts revenus. Ce cycle de pauvreté et d'inégalités se transmet de génération en génération.

S'appuyant sur les derniers programmes nationaux d'enquêtes démographiques et sanitaires, Oxfam a calculé la manière dont la pauvreté interagit avec les inégalités économiques et les autres formes d'inégalités en Éthiopie. On constate qu'elles forment une « multiplication d'obstacles » maintenant les plus pauvres et les plus marginalisés tout au bas de l'échelle.

Plus de 50 % des femmes éthiopiennes ne sont jamais allées à l'école, contre seulement un tiers des hommes. Toutefois, comme le montre la Figure 5, lorsque l'on s'intéresse simultanément aux inégalités économiques et entre les femmes et les hommes, le fossé entre les nantis et les démunis est encore plus flagrant. Près de 70 % des femmes les plus pauvres ne sont pas allées à l'école, contre seulement 14 % des hommes les plus riches<sup>216</sup>.

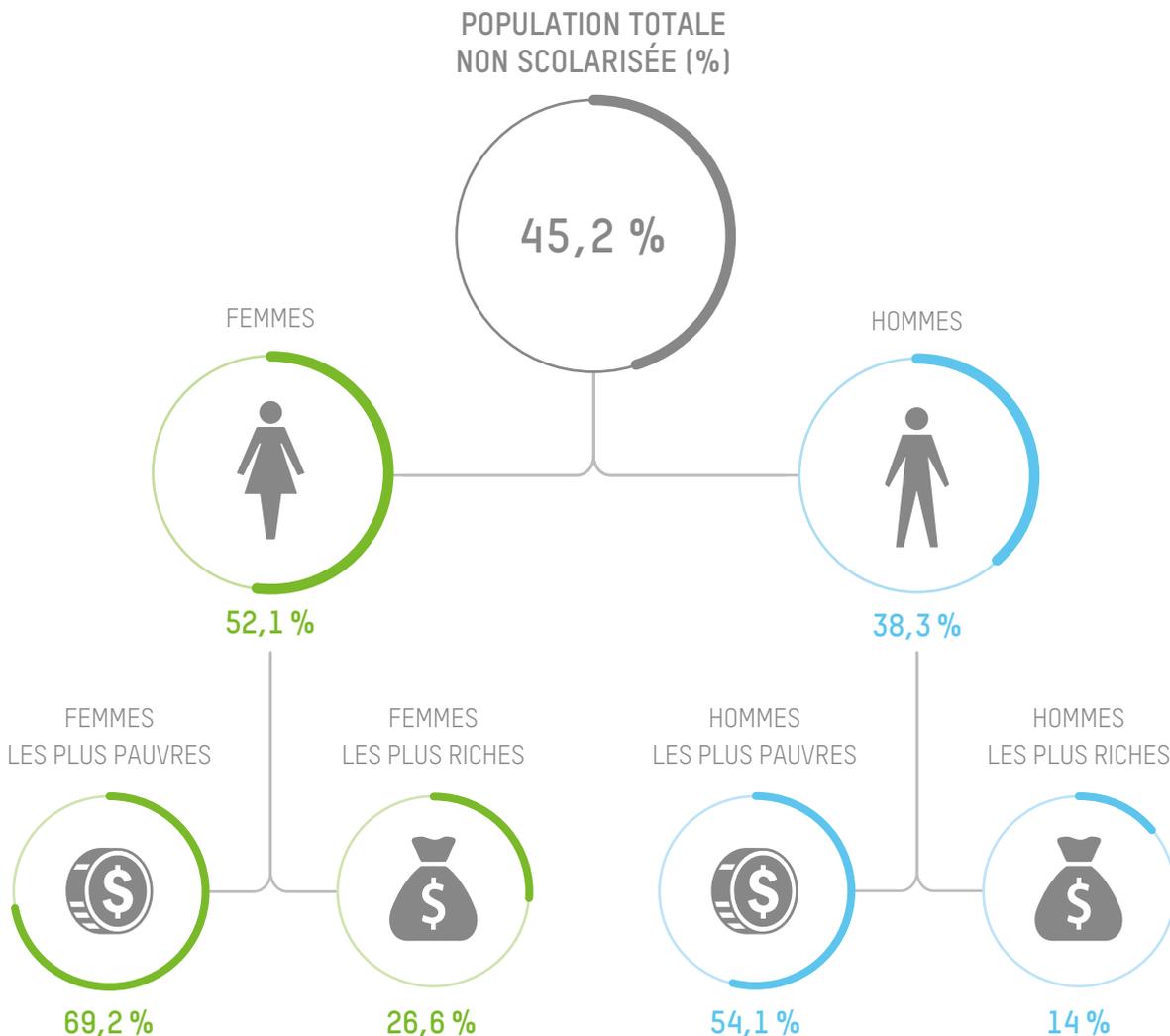
//

**La situation se détériore en Afrique du Sud.** Les écoles publiques sont mauvaises. Ceux qui gouvernent sont très riches, et nous, les autres, sommes pauvres.

LEONARD KUFEKETA, 39 ANS

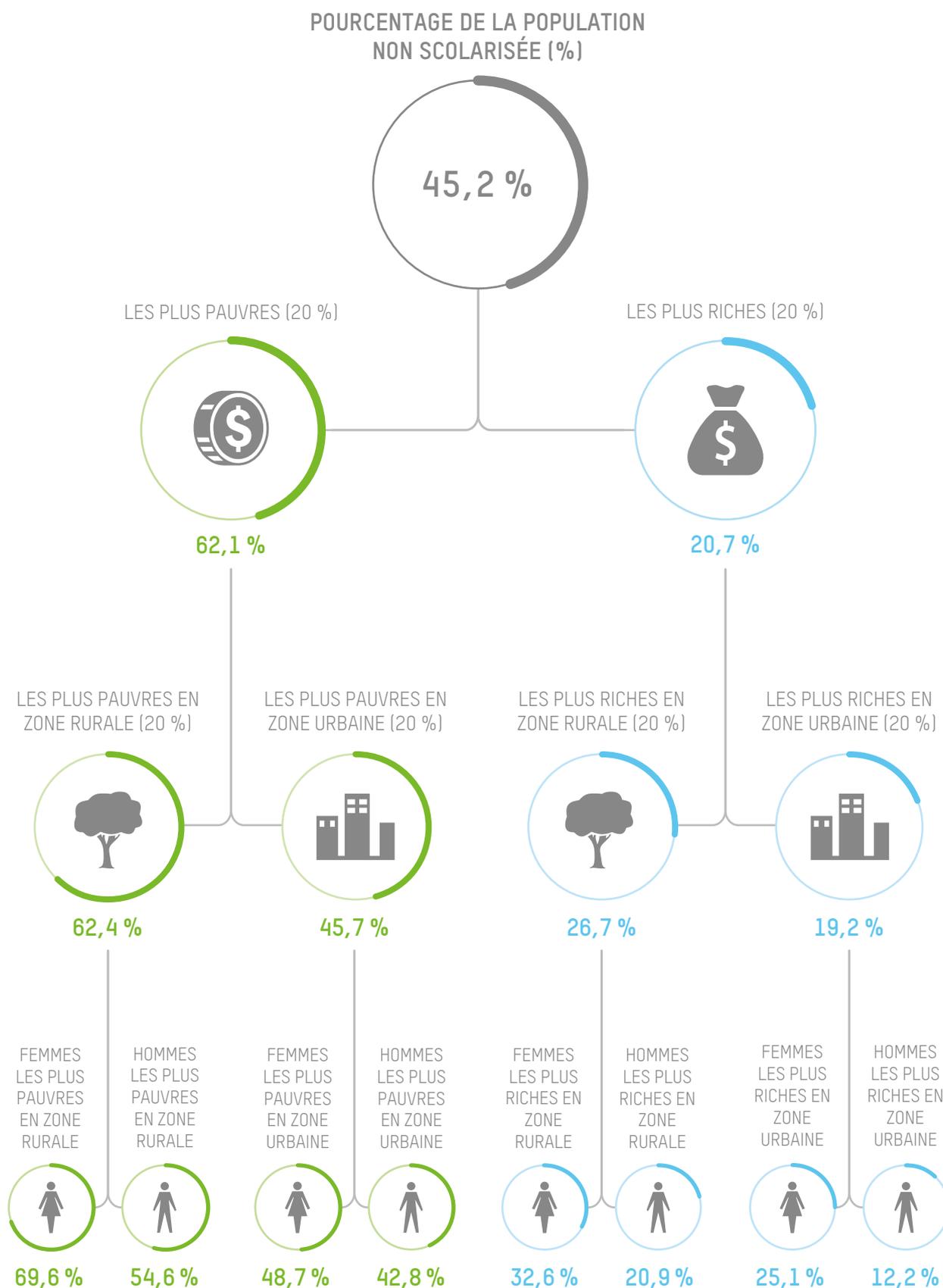
//

**FIGURE 5 :** Inégalités entre hommes et femmes et inégalités économiques : pourcentage d'Éthiopiens jamais scolarisés



Les personnes vivant dans des zones rurales sont aussi toujours les moins bien loties. Comme le montre la Figure 6, les Éthiopiens les plus riches et les plus pauvres vivant dans des zones urbaines ont davantage de chances d'aller à l'école que les personnes ayant des revenus comparables mais vivant dans des zones rurales. En tenant compte du genre, une fille née dans l'une des familles urbaines les plus riches a toujours deux fois moins de chance d'aller à l'école qu'un garçon né dans une famille comparable.

FIGURE 6 : Inégalités multiples : pourcentage d'Éthiopiens jamais scolarisés



La caste, la race, le lieu d'habitation, la religion, l'origine ethnique et un ensemble d'autres critères imputés aux personnes dès leur naissance jouent un rôle significatif dans les distinctions entre nantis et démunis. Au Mexique, les taux de mortalité maternelle des femmes autochtones sont six fois plus élevés que la moyenne nationale et atteignent les niveaux de nombreux pays d'Afrique<sup>217</sup>. En Australie, les aborigènes et les insulaires du détroit de Torres constituent le groupe le plus défavorisé. Ils sont touchés de manière disproportionnée par la pauvreté, le chômage, les maladies chroniques, le handicap. Ils ont une espérance de vie plus courte et des niveaux d'incarcération plus élevés.

Dans le monde entier, ces différentes inégalités concourent à définir les chances, le revenu, la richesse, les actifs et même l'espérance de vie de tout un chacun.

## CONDAMNÉS À RESTER PAUVRES DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION

Au-delà de l'impact de la hausse des inégalités économiques sur la lutte contre la pauvreté et la croissance, il est indéniable que le fossé entre les riches et les pauvres engendre une série de conséquences sociales négatives qui nous affectent tous.

Difficile de trouver qui que ce soit pour s'opposer à l'idée selon laquelle tout le monde devrait démarrer dans la vie avec les mêmes chances de réussite, et qu'un enfant né dans la pauvreté ne devrait pas être condamné au même destin économique que ses parents. L'égalité des chances est le préalable pour permettre à chacun de gravir l'échelle socioéconomique. En d'autres termes, la mobilité sociale devrait toujours être possible. Cette idée est profondément ancrée dans les récits populaires et renforcée par des dizaines de films hollywoodiens, dont les histoires retraçant des parcours fulgurants de self-made men continuent d'alimenter le mythe du rêve américain aux États-Unis comme dans le reste du monde.

Toutefois, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, les inégalités élevées ont réduit la mobilité sociale<sup>218</sup>. Dans les pays fortement inégalitaires, les enfants de familles riches succéderont à leurs parents dans la hiérarchie économique, et il en sera de même pour les enfants pauvres.

//

C'est pour cela qu'on parle de «rêve américain», parce qu'il faut être **endormi pour y croire.**

GEORGE CARLIN

//

« Mes parents ne sont pas instruits. Ma mère n'est pas allée à l'école. Mon père a été scolarisé jusqu'à la fin du cycle primaire dans une école publique. Et il a compris l'importance d'aller à l'école, il m'a encouragé à travailler dur en classe. Je suis le premier de ma famille ou de mon clan à poursuivre mon cursus dans l'enseignement secondaire public. Ensuite, je suis allé à l'université où j'ai suivi une formation à l'enseignement avant de suivre une formation spécialisée dans le secteur des ONG, puis j'ai eu l'opportunité de poursuivre des études à l'étranger dans le secteur du développement. D'après ce que j'ai compris, près de 75 % des admissions à l'université proviennent aujourd'hui des écoles privées. L'université est inaccessible pour le Malawien ordinaire. Je ne saurais en être certain, mais je crains que si je naissais aujourd'hui dans les mêmes circonstances, je resterais un pauvre agriculteur au village. »

**John Makina**, directeur pays pour Oxfam au Malawi

//

Si les Américains veulent vivre le **rêve américain**, ils devraient **aller au Danemark**.

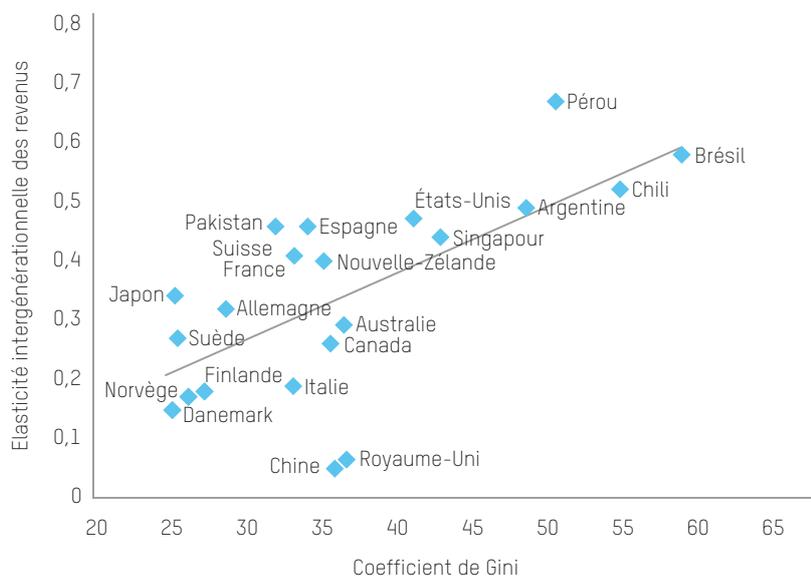
**RICHARD WILKINSON**  
CO-AUTEUR DE *THE SPIRIT LEVEL*<sup>219</sup>

//

Dans les pays où les inégalités sont les plus fortes, il est d'autant plus facile pour les parents de transmettre leurs privilèges à leurs enfants (des privilèges hors de portée des parents moins bien lotis)<sup>220</sup>. Les dépenses d'éducation en sont la meilleure illustration. Les parents les plus riches inscrivent souvent leurs enfants dans des écoles privées coûteuses, d'où ils accèdent plus facilement à des universités de renom qui les préparent pour les emplois les mieux rémunérés. À cela viennent s'ajouter d'autres avantages, tels que les ressources et les réseaux sociaux dont les parents riches font bénéficier leur progéniture et qui facilitent encore leurs opportunités d'éducation et d'emploi. Les plus riches confisquent ainsi les opportunités, qui deviennent inaccessibles à ceux qui n'ont pas les moyens de payer<sup>221</sup>.

La Figure 7 démontre la relation négative entre l'augmentation des inégalités et la réduction de la mobilité sociale dans 21 pays. Au Danemark, qui présente un coefficient de Gini très bas, seulement 15 % des revenus d'un jeune adulte sont déterminés par les revenus de ses parents. Au Pérou, qui a l'un des coefficients de Gini les plus élevés au monde, cette part atteint deux tiers. Aux États-Unis, près de la moitié des enfants nés de parents pauvres toucheront des revenus faibles une fois adultes<sup>222</sup>.

**FIGURE 7** : Courbe de Gatsby by Le Magnifique : mesure dans laquelle les revenus des parents déterminent les revenus de leurs enfants<sup>223</sup>



Au Pakistan, la mobilité sociale est un rêve lointain. Un garçon né d'un père<sup>224</sup> parmi les 20 % les plus pauvres de la population a 6,5 % de chance d'accéder aux 20 % les plus riches de la population<sup>225</sup>.

Dans de nombreux pays, la mobilité sociale pour les femmes et les groupes ethniques marginalisés est virtuellement impossible en raison des pratiques discriminatoires profondément ancrées, comme le système de castes en Inde, exacerbé par les inégalités économiques<sup>226</sup>.

Les politiques conçues pour réduire les inégalités offrent aux enfants pauvres des opportunités dont leurs parents ont été privés. L'éducation, par exemple, est très largement considérée comme le principal vecteur de mobilité sociale<sup>227</sup>, car les personnes avec un niveau scolaire plus élevé accèdent souvent aux emplois les mieux rémunérés. Les pays qui dépensent davantage pour l'enseignement public de qualité offrent aux étudiants pauvres les moyens de mieux se vendre sur le marché du travail, tout en réduisant l'intérêt que les parents riches auraient à scolariser leurs enfants dans le privé.

## LES INÉGALITÉS EXTRÊMES NUISENT À TOUS ET SONT UNE MENACE POUR LA SOCIÉTÉ

Un corpus de preuve de plus en plus étoffé confirme que les inégalités nuisent à la cohésion et au bien-être social. Dans leur ouvrage *The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better*, Kate Pickett et Richard Wilkinson démontrent que les pays présentant les plus hauts niveaux d'inégalités de revenus sont confrontés à davantage de problèmes sociaux et sanitaires que les pays plus égalitaires<sup>228</sup>. Les inégalités s'accompagnent d'espérances de vie plus courtes et de modes de vie moins sains et moins heureux, ainsi que

//

Les inégalités sont la cause de tout mal social.

LE PAPE FRANÇOIS

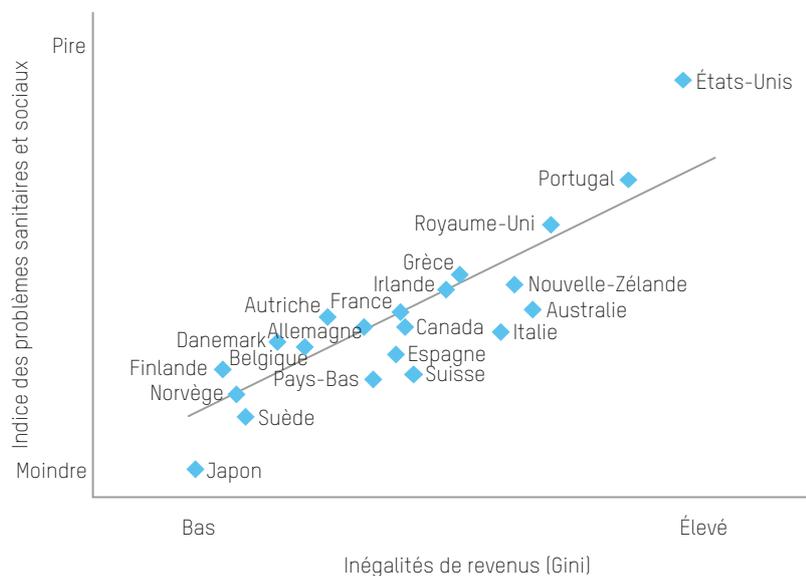
//

de plus hauts taux d'obésité, de grossesses précoces, de délinquance et de criminalité, de pathologies mentales, d'incarcération et d'addiction<sup>229</sup>.

Selon Wilkinson et Pickett, les inégalités sont aussi néfastes à cause de la « différenciation de statut social » : plus les inégalités sont grandes, plus la hiérarchie sociale, la classe et le statut comptent et sont importants, et plus les personnes ressentent le besoin de se comparer au reste de la société. Lorsqu'elles perçoivent de grandes disparités entre elles-mêmes et les autres, les personnes ont un sentiment de subordination et d'infériorité. Ces émotions déclenchent de l'anxiété, de la défiance et de la ségrégation sociale, découlant sur différents maux sociaux. Même si les impacts sont les plus forts au bas de l'échelle sociale, les mieux lotis en pâtissent également<sup>230</sup>.

Au final, ce sont les inégalités, bien plus que la richesse globale d'un pays, qui apparaissent comme le facteur le plus influent. Les pays riches très inégalitaires se révèlent aussi exposés à ces maux que les pays pauvres avec les mêmes niveaux élevés d'inégalités<sup>231</sup>. Ces maux sont deux à dix fois plus fréquents dans les pays à fortes inégalités que dans les pays plus égalitaires<sup>232</sup>. Comme le démontre la Figure 8, les États-Unis payent cher le fait d'avoir un si haut niveau d'inégalités de revenus.

**FIGURE 8** : Les problèmes sanitaires et sociaux sont pires dans les pays les plus inégalitaires<sup>233</sup>



Les divisions sociales renforcées par de hauts niveaux d'inégalités économiques s'auto-alimentent, car les riches partagent de moins en moins d'intérêts avec les personnes moins bien loties<sup>234</sup>. Lorsque ceux se trouvant en haut de l'échelle achètent leurs services de santé et d'éducation de manière individuelle et privée, ils sont moins concernés par la prestation publique de ces services à la population dans son ensemble. Cela finit par menacer la durabilité de tels services, les riches étant moins incités à contribuer aux

recettes fiscales car ils n'utilisent pas les services fournis. Encore un coup dur pour le contrat social<sup>235</sup>.

Lorsque les plus riches prennent physiquement leurs distances avec les moins bien lotis, le sentiment de crainte et de défiance a tendance à s'amplifier, comme le démontrent toutes les enquêtes d'opinions. Le World Values Survey pose la question suivante à des échantillons représentatifs de la population dans un grand nombre de pays : « D'une manière générale peut-on faire confiance à la plupart des gens ou bien n'est-on jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ? »<sup>236</sup>. Les réponses fournies varient beaucoup d'un pays à l'autre, avec néanmoins une corrélation claire entre le manque de confiance et les hauts niveaux d'inégalités économiques.

//

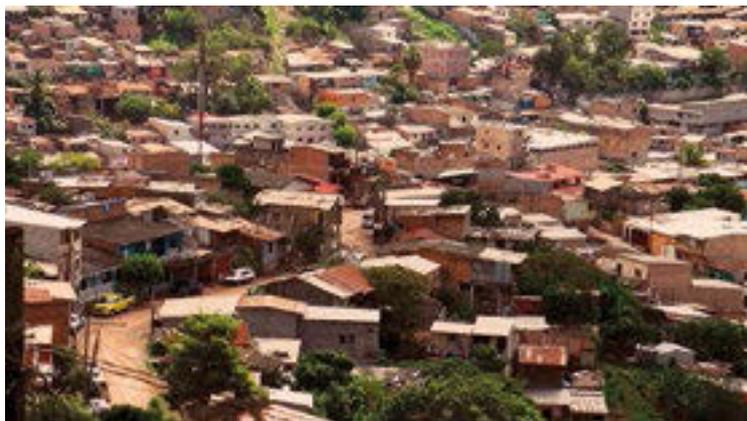
La persistance des inégalités pourrait déclencher des **tensions sociales et politiques** et conduire à des **conflits**, comme c'est le cas actuellement dans certaines parties d'Asie.

BANQUE ASIATIQUE  
DE DÉVELOPPEMENT<sup>241</sup>

//

## LES INÉGALITÉS ALIMENTENT LA VIOLENCE

### ÉTUDE DE CAS HONDURAS : INÉGAL ET DANGEREUX



Le Honduras est considéré comme le pays le plus dangereux au monde, avec un taux d'homicide de 79 pour 100 000<sup>237</sup> (contre moins de 1 pour 100 000 en Espagne<sup>238</sup>). L'insécurité empire depuis le coup d'État en 2009<sup>239</sup>, tout comme les inégalités<sup>240</sup>. Des taux extrêmement élevés de violence à l'encontre des femmes et des filles ont été enregistrés, y compris de nombreux crimes.

Regina, 26 ans, vit dans une communauté fermée, un quartier résidentiel de haute sécurité, dans la capitale du Honduras, Tegucigalpa. Ce quartier compte 150 habitants.

« Mes parents craignent pour ma sécurité et celle de ma sœur. Nous pouvons sortir en voiture, le soir, mais pas question de prendre les transports en commun. Je n'oserais pas me promener à pied le soir. [...] Il faut en permanence être sur ses gardes. Pour se protéger, il faut vivre dans des résidences fermées avec des agents de sécurité privés. Si vous n'avez pas de quoi vous payer cela, vous devez rester très vigilant. »

Le quartier Colonia Flor del Campo à Tegucigalpa, au Honduras (2014).  
Photo : Oxfam

## (ÉTUDE DE CAS – SUITE)

Carmen, 34 ans, vit dans un autre quartier de Tegucigalpa où il n’y a pas l’eau courante, pas d’éclairage public, et où les routes ne sont pas goudronnées pour permettre aux voitures de circuler. Plusieurs membres de sa famille et plusieurs de ses amis ont été tués. Deux ont même été abattus dans sa maison.

*« L’État ne nous offre pas la moindre protection, il ne se soucie pas de nous [les résidents de son quartier]. Au contraire, il nous stigmatise en nous affublant de «quartier chaud». C’est donc qu’il est conscient de la situation difficile dans laquelle nous vivons ici, mais il ne lève pas le petit doigt. J’ai essayé de dénoncer des actes de violence à l’encontre de femmes dans ma communauté, mais j’ai systématiquement été arrêtée par des gangs qui me disaient que je devais demander leur permission avant de signaler un abus. »*

Citations tirées d’entretiens menés par Oxfam (2014).

Plusieurs preuves établissent clairement un lien entre fortes inégalités et taux de criminalité et de violence plus élevés (y compris la violence domestique), en particulier les homicides et les agressions<sup>242</sup>. Dans les pays caractérisés par des inégalités économiques extrêmes, on déplore quatre fois plus d’homicides que dans les pays plus égalitaires<sup>243</sup>. Même si toutes les couches de la société sont touchées, la violence et la criminalité frappent de manière disproportionnée les personnes vivant dans la pauvreté, peu protégées par la police ou les systèmes légaux, occupant souvent des logements précaires et incapables de payer des agents de sécurité privés.

Les pays d’Amérique latine offrent une triste illustration de cette tendance<sup>244</sup>. Malgré les progrès économiques et sociaux des deux dernières décennies, l’Amérique latine reste la région la plus inégale et la moins sûre du monde<sup>245</sup>, avec 41 des 50 villes les plus dangereuses dans le monde, et une femme tuée toutes les 18 heures<sup>246</sup>. Un million, c’est le nombre ahurissant de personnes tuées en Amérique latine entre 2000 et 2010<sup>247</sup>.

L’amplification des inégalités s’est souvent accompagnée de conflits violents ou d’une menace de tels conflits<sup>248</sup>. Un grand nombre des pays les plus inégalitaires dans le monde sont frappés par les conflits ou la fragilité. Parallèlement à un ensemble de facteurs politiques, la fragilité qui couvait en Syrie avant 2011 était en partie due aux inégalités croissantes, car la baisse des subventions gouvernementales et le recul de l’emploi dans le secteur public a davantage frappé certains groupes<sup>250</sup>. Les inégalités ne sont pas plus la cause des conflits que les autres facteurs pris isolément, mais il est de plus en plus clair que les inégalités font partie des divers facteurs favorisant les conflits ou l’extrême violence<sup>251</sup>.

//

Aucune société ne peut prospérer et être heureuse, si **la plus grande partie de ses membres est pauvre et misérable**. La seule équité, d’ailleurs, exige que ceux qui nourrissent, habillent et logent tout le corps de la nation, aient, dans le produit de leur propre travail, une part suffisante pour être eux-mêmes passablement nourris, vêtus et logés.

ADAM SMITH<sup>248</sup>

//

## UNE VIE DANS LA PEUR

Dans des villes du monde entier, des personnes vivent dans la peur de marcher seules ; elles ont peur de s'arrêter aux feux rouges et ne peuvent plus profiter de leurs sorties en famille dans les parcs ou à la plage ; tout cela est dû à la crainte d'être attaqué<sup>252</sup>. Il s'agit de violations flagrantes des libertés humaines de base, avec de lourdes conséquences sur la qualité de vie des individus et des communautés, en particulier pour les femmes et les groupes marginalisés.

La violence, mais aussi la crainte de la violence, poussent souvent les gens à se couper du reste de la société, comme en témoigne le retranchement de certains dans des communautés fermées. Selon Joan Clos, Directeur d'UN-Habitat : « Les communautés fermées sont symptomatiques de la ségrégation de la population. Ceux qui s'y retranchent le font de plein gré, pour se différencier, se protéger du reste de la ville <sup>253</sup>. »

### LES INÉGALITÉS MENACENT LES VIES DES PLUS PAUVRES LORS DES CRISES ET DES CATASTROPHES

Le risque n'est pas réparti équitablement dans la société. Les plus vulnérables et marginalisés sont les plus durement frappés par les crises et s'enfoncent toujours plus dans la pauvreté. Les personnes les plus durement frappées en période de crise sont toujours les plus pauvres, car elles consacrent une plus grande part de leurs revenus à l'alimentation et n'ont pas accès à des programmes d'action sociale, de protection sociale ou d'assurance, ni d'économies pour faire face à une situation d'urgence.

Les inégalités extrêmes en termes de richesse et de pouvoir régissent également les dispositions nationales et internationales qui protègent les riches contre les risques, tout en transférant ceux-ci sur les pauvres et les faibles. Les pays au sein desquels les revenus sont les plus inégaux ont aussi une population plus vulnérable<sup>254</sup>.

Les inégalités entre les pays expliquent pourquoi 81 % des décès lors de catastrophes surviennent dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, alors même qu'ils ne sont frappés que par 33 % des catastrophes<sup>255</sup>.

//

Notre approche a été de chercher à réduire les inégalités. Cela est au cœur de nos politiques de réduction des risques de catastrophe, car **les inégalités engendrent la vulnérabilité.**

**MARÍA CECILIA RODRÍGUEZ**  
MINISTRE DE LA SÉCURITÉ,  
ARGENTINE<sup>256</sup>

//

## L'INSTINCT D'ÉGALITÉ

À travers le monde, les religions, la littérature, le folklore et la philosophie considèrent le fossé entre les riches et les pauvres comme quelque chose d'intrinsèquement injuste et immoral. Le fait que ce consensus concernant la répartition soit si répandu dans les différentes cultures et sociétés suggère une préférence fondamentale pour la justice et l'équité.

L'un des philosophes politiques modernes les plus influents, John Rawls, nous invite à nous imaginer que nous vivons derrière un « voile d'ignorance » et que nous ne savons rien des divers avantages, sociaux ou naturels, dans lesquels nous sommes nés. Quels seraient alors les principes d'une bonne société sur lesquels nous pourrions nous entendre ? L'un des principes les

//

Être riche et honoré dans une société injuste est une disgrâce.

**MAHATMA GANDHI**

//

plus convaincants qui émerge de cette expérience est que « les inégalités sociales et économiques doivent satisfaire à deux conditions : (a) procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus désavantagés de la société et (b) être attachées à des fonctions et à des positions ouvertes à tous, dans des conditions de juste égalité des chances »<sup>257</sup>.

Les enquêtes d'opinion réalisées à travers le monde confirment notre préférence pour la justice et l'égalité et révèlent toutes une aspiration à des sociétés plus équitables<sup>258</sup>. Selon une étude d'Oxfam menée dans six pays (Espagne, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis), la plupart des gens considèrent que le fossé entre les plus riches et le reste de la société est trop grand. Au Brésil, 80 % des personnes interrogées étaient d'accord avec cette affirmation. De même, une majorité était d'accord avec l'affirmation « Toute réduction des inégalités contribue à bâtir une société/ économie forte ».

Dans les recherches visant à comparer les différentes opinions sur une répartition idéale des richesses, l'énorme majorité exprime sa préférence pour une société plus égalitaire. Aux États-Unis, les personnes interrogées devaient indiquer leur préférence entre deux schémas de répartition. Dans leur immense majorité (92 % contre 8 %), elles ont choisi celui reflétant la répartition observée en Suède contre celle des États-Unis<sup>259</sup>.

Les disparités de revenus et de richesses que l'on connaît actuellement sont contraires à la vision et à l'aspiration des femmes et des hommes pour une société juste et équitable.



Des yachts de luxe amarés à Puerto Adriano, en Espagne (2013).  
Photo : Panos/Samuel Aranda

---

## 1.3

---

# QUELLES SONT LES CAUSES DE L'EXPLOSION DES INÉGALITÉS ?

Il est indéniable que les inégalités économiques sont extrêmes et s'amplifient encore, et que cela a d'énormes implications dans de nombreux domaines de la vie. Mais qu'est-ce qui est à l'origine des niveaux actuels d'inégalités ?

Nombreux sont ceux à penser que les inégalités sont un effet collatéral regrettable mais nécessaire de la mondialisation et des progrès technologiques. Les différentes trajectoires empruntées par chaque pays démentent toutefois cette vision. Le Brésil a réduit les inégalités malgré son appartenance à un monde globalisé, alors que l'Inde a connu une augmentation rapide des inégalités sur la même période. L'Allemagne est parvenue à maintenir l'emploi des classes moyennes, alors que ces types d'emplois ont reculé aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les inégalités économiques croissantes ne sont pas la conséquence inévitable de forces économiques prétendument élémentaires, mais bien le produit de choix politiques et économiques délibérés.

Ce chapitre s'intéresse à deux facteurs économiques et politiques qui expliquent en grande partie les inégalités extrêmes observées aujourd'hui. Le premier est l'avènement d'une variante extrême du capitalisme, appelée « capitalisme sauvage ». Le second est la mainmise des élites économiques, dont les entreprises, sur le pouvoir et l'influence amplifiant à son tour les inégalités, les orientations politiques et le débat public étant biaisés au profit des plus riches plutôt que de bénéficier à la majorité. Ces deux facteurs forment une dangereuse association qui exacerbe les inégalités économiques.

## CAPITALISME SAUVAGE : UNE RECETTE DES INÉGALITÉS ACTUELLES

*« Tout comme n'importe quelle révolution mange ses enfants, le capitalisme sauvage peut dévorer le capital social essentiel au dynamisme à long terme du capitalisme lui-même. Les idéologies tendent naturellement vers les extrêmes. Le capitalisme perd le sens de la modération lorsque le crédit dont jouit le marché se transforme en croyance religieuse. Le capitalisme sauvage (sous la forme de cadres réglementaires allégés, de croyance que les bulles ne peuvent pas être identifiées et que les marchés s'assainissent toujours d'eux-mêmes) a directement contribué à la crise financière et à l'érosion du capital social qui en découle. »*

**Mark Carney**, Gouverneur de la Banque d'Angleterre<sup>260</sup>

À condition d'être régulé, le capitalisme peut être une force puissante pour l'égalité et la prospérité. Ces 300 dernières années, les États ont utilisé l'économie de marché pour permettre à des centaines de millions de personnes de mener une vie digne, d'abord en Europe et en Amérique du Nord, puis au Japon, en République de Corée et dans d'autres pays d'Asie de l'Est.

Néanmoins, livré à lui-même, le capitalisme peut aussi être la cause de niveaux élevés d'inégalités économiques. Comme l'a démontré Thomas Piketty dans son récent ouvrage influent intitulé *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, l'économie de marché a tendance à concentrer la richesse dans les mains d'une petite minorité, ce qui entraîne un accroissement des inégalités. Les États peuvent toutefois agir pour corriger cette faille en établissant des limites aux marchés par le biais de la régulation et des politiques fiscales<sup>261</sup>.

Dans les sociétés prospères, la mobilisation des travailleurs durant une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle a convaincu les élites de mettre en pratique cette vérité manifeste et d'admettre la nécessité de politiques fiscales, de régulations

et de dépenses sociales de l'État pour maintenir les inégalités dans des limites acceptables.

Toutefois, ces dernières décennies, la pensée économique a été dominée par ce que George Soros a été le premier à qualifier de « capitalisme sauvage », qui prétend l'inverse, en d'autres termes qu'une croissance économique soutenue n'est possible qu'en laissant les marchés se réguler d'eux-mêmes. La croyance dans cette approche explique largement l'augmentation rapide des inégalités de revenus et de richesses depuis 1980.

### Lorsque des marchés sains dégénèrent : libéralisation et déréglementation

Le capitalisme sauvage renforce les inégalités de deux façons : il modifie les marchés pour les déréglementer, ce qui contribue à la concentration des richesses, et il étend les mécanismes du marché à toujours plus de domaines de l'activité humaine, entraînant des disparités de richesses pour davantage d'aspects de la vie humaine.

### Une doctrine économique unique dans le monde entier

Pendant les années 1980 et 1990, l'augmentation de la dette des États à travers le monde a conduit les créanciers (principalement le FMI et la Banque mondiale) à imposer une douche froide de dérégulation, de privatisation et de libéralisation du commerce et de la finance, parallèlement à des réductions drastiques dans les dépenses publiques ainsi qu'à l'abandon de la stabilisation des prix et d'autres mesures d'aide publique au secteur rural. De généreuses réductions d'impôts ont été accordées aux entreprises et aux riches particuliers, et un nivellement par le bas a commencé à affaiblir le droit du travail tandis qu'étaient démantelées les dispositions destinées à protéger les employés (telles que le congé maternité et le droit à s'organiser), les lois sur les pratiques anti-concurrentielles (interdisant les positions de monopole) et les règles financières protégeant les consommateurs.

En Asie de l'Est, la dérive vers la libéralisation a commencé au début des années 1990 et s'est amplifiée suite à la crise financière de 1997 qui a ouvert la voie aux réformes du secteur public imposées par le FMI, baptisées « programmes d'ajustement structurel ». Ces programmes ont été déployés dans de nombreux pays tels que la Thaïlande, la République de Corée et l'Indonésie, qui ont tous enregistré par la suite une augmentation de leurs niveaux d'inégalités économiques. En Indonésie, le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour est passé de 100 millions en 1996 à 135 millions en 1999<sup>263</sup>. Depuis 1999, les inégalités ont augmenté de près d'un quart<sup>264</sup>.

En Afrique, la libéralisation rapide des marchés dans le cadre des programmes d'ajustement structurel a aggravé la pauvreté, la faim et les inégalités dans de nombreux pays. Entre 1996 et 2001, la part de la population zambienne vivant sous le seuil de pauvreté est passée de 69 à 86 %. Au Malawi, cette part a augmenté de 60 à 65 % sur la même période<sup>265</sup>. En Tanzanie, les inégalités ont augmenté de 28 %<sup>266</sup>. En 2013, le continent comptait 50 millions de personnes sous-alimentées de plus qu'en 1990-1992<sup>267</sup>.

//

L'un des **défauts du capitalisme sauvage** est qu'il n'accorde aucune attention à la répartition des revenus ou la notion d'une **société bonne ou juste**.

JOSEPH STIGLITZ<sup>262</sup>

//

Dans les pays de l'ex-bloc de l'Est, le capitalisme sauvage mis en place au lendemain de la chute du communisme en 1989–1991 a donné lieu à des réformes économiques axées sur la libéralisation et la déréglementation, et a provoqué une augmentation considérable de la pauvreté et des inégalités. En Russie, le coefficient de Gini a pratiquement doublé dans les 20 années qui ont suivi 1991, et les revenus des 10 % les plus riches de la population sont maintenant 17 fois plus élevés que ceux des 10 % les plus pauvres, soit le quadruple de ce que l'on connaissait dans les années 1980. Dans le même temps, les 1 % les plus riches en Russie (qui ont largement tiré parti du processus opaque de privatisation pendant les années 1990) détiennent désormais 71 % des richesses nationales<sup>268</sup>.

La pauvreté et les inégalités ont moins augmenté dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, tels que la Hongrie et la République tchèque, dont les gouvernements ont joué un rôle majeur dans la régulation du marché et ont réagi face à la hausse des niveaux de pauvreté<sup>269</sup>.

## ÉTUDE DE CAS INÉGALITÉS EN RUSSIE



Vasily devant l'usine de textile désaffectée de Vyshnevolotsky à Vyshny Volochek, là où sa femme et lui travaillaient (2007).  
Photo : Geoff Sayer/Oxfam

Vasily et sa femme travaillaient autrefois à l'usine textile Vyshnevolotsky, dans la ville russe de Vyshny Volochek, mais en 2002, l'usine a fermé et le bâtiment est désormais laissé à l'abandon. Visible depuis chez Vasily, l'usine employait des milliers de travailleurs des environs, mais elle n'a pas survécu à la privatisation.

*« Près de 3 000 personnes ont perdu leur emploi. Ma femme travaillait au troisième étage. » Vasily montre les fenêtres aux vitres cassées. « Cette période a été horrible. Tout le monde a perdu son emploi. Nous étions les victimes de ces changements. Nous pensions que quelqu'un se soucierait de notre situation, mais personne n'a réagi, personne ne nous a aidés. À Moscou, ils s'en mettaient plein les poches, mais le gouvernement n'en avait rien à faire de ce qui se passait ici. Tout le monde a dû essayer de monter sa propre affaire. Il n'y avait plus de travail. »*

*« Lorsque l'usine a fermé, ma femme était huitième sur la liste pour un appartement. Elle avait attendu des années. Tout cela a été balayé. Il n'y a même pas eu la moindre indemnité. Enfin si, 100 roubles par tête. Une véritable insulte. »*

En Amérique latine, une région où richesse et extrême pauvreté se sont toujours côtoyées, les inégalités se sont considérablement aggravées pendant les années 1980, lorsque l'allègement de la dette a été conditionné par l'adoption de programmes d'ajustement structurel de grande ampleur. Ces réformes ont amputé les dépenses publiques pour les réduire aux niveaux les plus bas au monde, autour de 20 % du PIB<sup>270</sup>, tout en décimant le droit du travail, les salaires réels et les services publics.

En 2000, les inégalités en Amérique latine avaient atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré, la plupart des pays accusant une hausse des inégalités de revenus depuis deux décennies<sup>271</sup>. Dans tous les pays de la région, à l'exception de l'Uruguay, la part des revenus des 10 % les plus riches s'est accrue, tandis que celle des 40 % les plus pauvres a soit chuté soit stagné. Cela a eu des répercussions considérables sur les niveaux de vie, plongeant toujours plus de femmes et d'hommes dans la pauvreté<sup>272</sup>. On estime que la moitié de l'augmentation de la pauvreté durant cette période était due à la redistribution de la richesse en faveur des plus riches<sup>273</sup>.

Même si l'Amérique latine reste la région la plus inégalitaire au monde, les inégalités ont commencé à reculer dans la plupart des pays depuis une dizaine d'années<sup>274</sup>. Cela résulte d'un changement concerté des politiques gouvernementales, se démarquant des politiques prônées par le modèle économique des plans d'ajustement structurel (voir plus bas l'encadré « Tordre le cou aux idées reçues sur les inégalités »).

### Les femmes, principales victimes du capitalisme sauvage

Les programmes d'ajustement structurel et les réformes axées sur l'économie de marché ont été étroitement associés à une détérioration de la position des femmes sur le marché du travail, du fait de leur concentration dans un petit nombre de secteurs d'activité économique, de leur mobilité réduite et de leurs rôles dans l'économie non rémunérée de prise en charge de leur entourage<sup>275</sup>. Les discriminations fondées sur le genre, alliées à la faible réglementation prônée par le capitalisme sauvage, restreignent sérieusement la capacité des femmes (en particulier des femmes pauvres) à profiter des fruits de la croissance et de la prospérité et à s'épanouir sur le plan économique. Les femmes occupent la plupart des emplois précaires, sont moins bien rémunérées que les hommes et supportent la majeure partie du travail non rémunéré.

La libéralisation du secteur agricole, notamment la suppression des subventions sur les intrants tels que le crédit et les engrais, a frappé l'ensemble des paysans et paysannes pauvres. Dans de nombreux pays pauvres cependant, les travaux agricoles reviennent surtout aux femmes pauvres. Bon nombre des réglementations sur le droit du travail que le capitalisme sauvage a fragilisées ou purement supprimées, comme le congé maternité payé et les droits aux congés, bénéficient plus largement aux femmes. En cas de suppression de ces réglementations, ce sont les femmes qui sont les plus durement frappées.

Les femmes et les enfants sont aussi les principaux bénéficiaires des services publics comme la santé et l'éducation. Si des frais de scolarité sont appliqués, les filles sont ainsi souvent les premières à être déscolarisées. En cas de suppression des services de santé, ce sont les femmes qui supportent la

charge de prendre soin des membres de la famille, autrefois à la charge des cliniques publiques et des hôpitaux. De même, dans la mesure où les femmes occupent souvent la majorité des postes d'enseignants, d'infirmiers et autres emplois de fonctionnaires, toute réduction des budgets publics pour ces fonctions se traduit par un taux de chômage des femmes supérieur à celui des hommes.

### Une représentation tenace de notre monde

Alors qu'il s'agit en fait d'une version du capitalisme poussée à l'extrême, le capitalisme sauvage imprègne l'architecture des institutions sociales, politiques et économiques à travers le monde. Pour beaucoup, la crise financière mondiale et la récession qui a suivi a révélé les échecs d'un capitalisme sauvage excessif. Pourtant, la dynamique de libéralisation, de déréglementation et d'implication croissante des marchés est de plus en plus forte. L'Europe en offre l'exemple le plus flagrant. La Troïka formée par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI ont ainsi soumis l'aide financière aux pays en difficulté à des conditions préalables de réformes radicales prônées par le capitalisme sauvage. Il a par exemple été proposé de contraindre les travailleurs grecs à travailler six jours par semaine<sup>276</sup>.

La ténacité de cette représentation du monde pourrait bien être le résultat de deux éléments étant eux-mêmes liés aux inégalités : l'idéologie prédominante et les intérêts particuliers des élites.

D'un point de vue idéologique, les élites qui dominent chaque sphère sont beaucoup plus enclines que les citoyens ordinaires à soutenir la représentation d'un monde régi par le capitalisme sauvage. Les économistes, en particulier, sont beaucoup plus susceptibles de défendre fortement cette vision, et une telle approche de l'économie domine l'opinion publique depuis une trentaine d'années. Le capitalisme sauvage, en entraînant la concentration des richesses aux mains des élites, sert aussi leurs intérêts personnels. Les élites emploient donc leur pouvoir et leur influence considérables pour confisquer le débat public et les politiques afin de promouvoir ce capitalisme sauvage, comme le montre la section suivante.

## LA MAINMISE DES ÉLITES SUR LE MONDE POLITIQUE ET LE POUVOIR ALIMENTE LES INÉGALITÉS

Le second facteur majeur expliquant l'augmentation rapide des inégalités économiques est l'influence excessive que parviennent à exercer les élites sur la politique, la législation, les institutions et le débat public afin de s'assurer qu'ils servent leurs intérêts particuliers plutôt que ceux de la société dans son ensemble. Cela a trop souvent conduit à une défaillance des États vis-à-vis de leurs citoyens, que ce soit sur la réglementation financière aux États-Unis ou les taux d'imposition au Pakistan.

Les élites sont les personnes dominant la hiérarchie sociale, économique ou politique en raison de leur richesse, de leur influence politique, de leur sexe,

de leur origine ethnique, de leur caste, de leur appartenance géographique, de leur classe et d'autres aspects de leur identité sociale. Il peut s'agir des membres les plus riches de la société, mais aussi de personnes ou de groupes ayant une influence politique, ou encore d'entreprises.

Les élites économiques utilisent souvent leur richesse et leur pouvoir pour influencer sur les politiques gouvernementales, les décisions politiques et le débat public de sorte à renforcer davantage la concentration des richesses. L'argent est un levier d'influence politique que les plus riches et puissants manœuvrent pour enraciner plus encore leur influence et leurs privilèges injustes.

D'autres élites non économiques, telles que les personnalités politiques ou les hauts fonctionnaires, profitent de leur position de pouvoir et d'influence pour s'enrichir et protéger leurs intérêts. Dans de nombreux pays, il n'est pas rare de voir des femmes et des hommes politiques quitter le gouvernement après avoir constitué une fortune personnelle considérable. Les élites politiques se servent parfois de l'État pour s'enrichir afin de conserver le pouvoir et d'amasser des fortunes colossales pendant qu'elles gouvernent. Elles disposent des budgets nationaux pour s'enrichir à titre personnel, comme s'il s'agissait de leur propre argent. Les élites non économiques s'entendent souvent avec d'autres élites pour s'enrichir mutuellement.

Par exemple, les politiques fiscales biaisées, les régimes réglementaires laxistes et les institutions non représentatives à travers le monde sont le fait de la mainmise de telles élites sur l'élaboration des politiques<sup>277</sup>. Les élites des pays riches et des pays pauvres jouent pareillement de leur influence politique accrue pour que les décisions gouvernementales leur soient favorables (exonérations fiscales, contrats publics favorables, concessions foncières et subventions, notamment), tout en faisant pression sur les administrations pour faire obstacle aux politiques susceptibles de donner plus de poids aux travailleurs et aux petits producteurs alimentaires ou d'augmenter les impôts et les rendre plus progressifs. Dans de nombreux pays, l'accès à la justice se monnaie bien souvent, de manière légale ou non, que ce soit pour s'offrir les services des meilleurs avocats ou pour payer les frais de justice, à la portée de quelques privilégiés seulement.

Au Pakistan, le patrimoine net moyen d'un parlementaire s'élève à 900 000 dollars, mais bien peu d'entre eux paient des impôts. Au lieu de cela, les élites au Parlement profitent de leur position pour renforcer les échappatoires fiscales<sup>278</sup>. La faiblesse des recettes fiscales restreint la capacité d'investissements publics dans des secteurs comme l'éducation et la santé, alors qu'ils pourraient réduire les inégalités. En outre, cela maintient le pays dans un état de dépendance vis-à-vis de l'aide internationale et empêche la croissance d'une économie forte et diversifiée, tout en perpétuant les inégalités économiques et politiques<sup>279</sup>.

Une bonne partie des personnes les plus riches ont fait fortune grâce à des concessions gouvernementales exclusives et des vagues de privatisation ayant accompagné le capitalisme sauvage. En Russie et en Ukraine, après la chute du communisme, plusieurs élites politiques sont devenues milliardaires du jour au lendemain grâce aux privatisations. Le Mexicain Carlos Slim, qui dispute à Bill Gates le rang de personne la plus riche du monde, a amassé ses milliards en accaparant les droits exclusifs sur le secteur des télécoms lors de sa privatisation dans les années 1990<sup>280</sup>. Dans la mesure où son monopole

empêche toute concurrence significative, M. Slim peut appliquer des prix prohibitifs à ses concitoyens mexicains. Le coût des télécommunications dans le pays figure parmi les plus élevés de l'OCDE<sup>281</sup>. Il a ensuite utilisé sa fortune pour contrer les attaques judiciaires menées contre son monopole.

Alors que l'Inde est ravagée par la pauvreté, le nombre de milliardaires dans le pays a explosé pour passer de deux au milieu des années 1990 à plus de 60 aujourd'hui<sup>282</sup>. En Inde, bon nombre de milliardaires ont fait fortune dans des secteurs fortement dépendants de licences et contrats exclusifs accordés par le gouvernement, notamment l'immobilier, la construction, l'exploitation minière, les télécommunications et les médias. Une étude menée en 2012 estime qu'au moins la moitié des milliardaires indiens ont bâti leur fortune dans des activités dites de « rente »<sup>283</sup>. Le patrimoine net des milliardaires indiens suffirait à éradiquer deux fois la pauvreté absolue dans le pays<sup>284</sup>, mais l'État continue de sous-financer les dépenses sociales pour les plus vulnérables. En 2011 par exemple, les dépenses de santé publique par habitant en Inde atteignaient à peine 4 % de la moyenne des pays de l'OCDE<sup>285</sup> et les inégalités se sont par conséquent accrues en Inde.

Certaines entreprises ont également exercé leur mainmise sur les processus d'élaboration des politiques à leur propre avantage. Une récente analyse de l'influence des intérêts des entreprises sur près de 2 000 débats concernant les politiques aux États-Unis ces 20 dernières années a conclu que « les élites économiques et les groupes organisés représentant les intérêts des entreprises ont une influence considérable sur la politique du Gouvernement américain, alors que les groupes d'intérêt populaires et les citoyens lambda n'ont qu'une influence indépendante limitée ou inexistante »<sup>286</sup>. Les institutions financières consacrent chaque année plus de 120 millions d'euros à des activités de lobbying visant à influencer l'Union européenne<sup>287</sup>.

## ÉTUDE DE CAS LES POLITIQUES DE RÉPARTITION FONCIÈRE AU PARAGUAY



Ceferina Guerrero chez elle à Repatriación, dans le département de Caaguazú (2013).  
Photo : Amadeo Velazquez/Oxfam

Ancrées par des décennies de népotisme et de corruption, les inégalités sont depuis longtemps monnaie courante au Paraguay<sup>288</sup>. Les grands propriétaires fonciers contrôlent 80 % des terres agricoles<sup>289</sup>. Chaque année, 9 000 familles rurales sont expulsées de leurs terres pour laisser la place à la production de soja. Bon nombre d'entre elles sont contraintes de s'installer dans des taudis urbains après avoir perdu leurs moyens de subsistance<sup>290</sup>.

En 2008, après des années d'instabilité politique, Fernando Lugo a été élu président en se présentant comme le défenseur des pauvres, promettant une redistribution plus équitable des terres. Mais en juin 2012, après que onze ouvriers agricoles et six officiers de police ont trouvé la mort pendant une opération d'expulsion de squatters sur des terres publiques revendiquées comme une propriété privée par un puissant propriétaire foncier (un opposant de M. Lugo), il a été renversé par un coup d'État et remplacé par l'un des hommes les plus riches du pays, le magnat du tabac Horacio Cartes.

Aujourd'hui, le Paraguay est l'illustration parfaite d'un développement économique faussé et de la mainmise des élites sur le monde politique, menant à d'incroyables niveaux d'inégalités. En 2010, il s'agissait de l'une des économies connaissant la plus forte croissance dans le monde grâce à l'explosion de la demande mondiale en soja pour les agrocarburants et l'alimentation animale dans les pays les plus riches<sup>291</sup>, mais une personne sur trois vit encore en dessous du seuil de pauvreté et les inégalités s'amplifient<sup>292</sup>.

Ceferina est une grand-mère de 63 ans vivant dans le département de Caaguazú dans le centre du Paraguay. Elle possède une parcelle relativement modeste de cinq hectares qu'elle refuse de vendre à une grande société productrice de soja.

**(ÉTUDE DE CAS – SUITE)**

« Je n'ai d'autre choix que de rester ici, même si les affaires deviennent de plus en plus difficiles jour après jour. Dans la région, des villes entières ont été sacrifiées pour la culture du soja. Tout le monde est parti, ce sont des villes fantômes. C'est un mensonge de dire que ces grandes plantations créent des emplois. Elles se dotent de machines agricoles modernes qui font tout. Une personne seule au volant d'un tracteur peut ainsi cultiver 100 hectares. En quoi cela serait-il créateur d'emplois ? De nombreuses personnes ont déménagé dans les banlieues et vivent maintenant dans la misère, dans la rue. Ce sont des agriculteurs, comme nous, qui ont vendu leurs terres et sont partis en espérant trouver une vie meilleure en ville. Vendre notre terre n'est pas une solution. Nous avons besoins de terres, de prix équitables et de ressources suffisantes et de qualité. »

**La mainmise des élites est aussi la mainmise des hommes**

La mainmise des élites sur les processus politiques peut aussi être considérée comme la mainmise des hommes sur les processus. Cela encourage des politiques et des pratiques qui sont néfastes pour les femmes ou qui ne contribuent pas à davantage d'équité entre hommes et femmes. Les femmes sont par conséquent largement exclues de l'élaboration des politiques économiques.

Malgré des avancées significatives depuis 2000, en janvier 2014, on ne comptait que neuf femmes chefs d'État et 15 femmes chefs de gouvernement. À travers le monde, seulement 17 % des ministres étaient des femmes, dont une majorité étaient chargées de la supervision de secteurs sociaux tels que l'éducation et la famille (plutôt que des ministères régaliens comme les finances ou l'économie)<sup>293</sup>. Dans le monde, les femmes n'occupent que 22 % des sièges parlementaires<sup>294</sup>.

Le leadership des femmes est essentiel pour s'assurer que les politiques économiques et sociales promeuvent l'égalité de genre. La concentration de revenus et de richesses dans les mains des riches élites, dont une majorité d'hommes, confère à ceux-ci davantage de pouvoir décisionnel au niveau national et participe à l'élaboration de lois nationales qui ne contribuent pas à davantage d'équité entre hommes et femmes. Dans le monde, la tradition de lois et de pratiques discriminatoires renforcent les discriminations fondées sur le genre. C'est notamment le cas en matière de droits de succession, de pratiques de prêts, d'accès au crédit et à la propriété pour les femmes.

### LES PLUS PAUVRES SONT LES PREMIÈRES VICTIMES DE LA CORRUPTION

Lorsque les élites confisquent les ressources de l'État pour s'enrichir, elles le font aux dépens des plus pauvres. En effet, la corruption à grande échelle prive les États de plusieurs milliards de recettes et plusieurs autres milliards sont perdus du fait du favoritisme dans l'attribution des contrats.

Les personnes pauvres sont aussi les plus durement frappées par la petite corruption, qui agit comme une privatisation de facto des services publics qui devraient être gratuits. Au Pakistan, en zones rurales, une étude a ainsi révélé que les plus pauvres devaient verser des pots-de-vin aux fonctionnaires dans 20 % des cas, contre 4,3 % pour les autres<sup>295</sup>.

### Les élites façonnent les idées dominantes et le débat public

À travers le monde, les élites ont depuis toujours utilisé leur argent, leur pouvoir et leur influence pour façonner les croyances et les perceptions ayant cours dans les sociétés, et usent de ce pouvoir pour s'opposer aux mesures susceptibles de réduire les inégalités.

Les élites se servent de cette influence pour promouvoir des idées et des normes favorables aux intérêts économiques et politiques des privilégiés. Parmi ces idées martelées : « la majorité des personnes riches le sont devenues en travaillant dur » ou encore « un droit du travail fort et une fiscalité élevée sur les bonus des banquiers nuiront irrémédiablement à l'économie ». Le vocabulaire est manipulé de manière orwellienne : les droits de succession sont ainsi renommés « impôt sur la mort » (Death Tax), et les riches deviennent des « créateurs de richesses »<sup>296</sup>. Cela a pour conséquence de fausser considérablement la perception de l'étendue et de la portée des inégalités et de leurs causes. Dans la plupart des pays, les médias sont aussi aux mains d'une élite économique très restreinte et exclusivement masculine.

Une étude portant sur des économistes universitaires aux États-Unis a révélé les liens forts et largement dissimulés que ceux-ci entretiennent avec le secteur financier, et une très forte corrélation entre ces liens et des positions intellectuelles exonérant le secteur financier de toute responsabilité dans la crise financière<sup>297</sup>. Ces économistes apparaissent la plupart du temps dans les grands médias comme des « experts indépendants ». Dans le même temps, la part de la population mondiale ayant accès à une presse libre plafonne à 14 %. Seule une personne sur sept vit dans un pays où la couverture de l'actualité politique est fiable et indépendante et où l'intrusion de l'État dans les médias est limitée<sup>298</sup>.

Par ailleurs, les élites utilisent activement leur pouvoir considérable pour empêcher la diffusion d'idées allant à l'encontre de leurs intérêts. Parmi les récents exemples en ce sens, l'on peut citer les États qui, sous l'impulsion des élites, prennent des mesures drastiques contre l'utilisation des médias sociaux. Le Gouvernement turc a ainsi tenté de bloquer l'accès à Twitter suite à des manifestations populaires, et la Russie a adopté une loi qui assimile les

blogueurs les plus suivis à des acteurs médiatiques, exigeant d'eux qu'ils se plient aux lois sur les médias qui restreignent leurs publications<sup>299</sup>.

## UN SYSTÈME QUI GENÈRE DES LAISSÉS-POUR-COMPTE

La mainmise des élites sur le monde politique nuit à la démocratie en privant de tout leur poids les personnes n'appartenant pas à ces groupes. Cela compromet la capacité de la majorité à exercer ses droits, et empêche les groupes pauvres et marginalisés d'échapper à la pauvreté et à la vulnérabilité<sup>300</sup>. Les inégalités économiques exacerbent les inégalités politiques et génèrent des laissés-pour-compte.

Depuis 2011, le fossé entre les élites et le reste de la société a provoqué des manifestations populaires à travers le monde, des États-Unis au Moyen-Orient, et aussi bien dans les économies émergentes (dont la Russie, le Brésil, la Turquie et la Thaïlande) qu'au sein même de l'Europe (y compris en Suède). La majeure partie des centaines de milliers de manifestants sont des citoyens des classes moyennes qui se sont aperçus que les États n'écoutaient pas leurs revendications et n'agissaient pas dans leur intérêt<sup>301</sup>.

Malheureusement, dans de nombreux endroits, plutôt que de remettre les droits des citoyens au cœur de l'élaboration des politiques et de juguler l'influence de quelques élites, de nombreux États ont réagi par des restrictions légales et extra-légales sur les droits des citoyens ordinaires à demander des comptes à leur État et à leurs institutions. Les gouvernements de pays aussi différents que la Russie, le Nicaragua, l'Iran et le Zimbabwe ont lancé des campagnes de harcèlement à l'encontre des organisations de la société civile, visant à sévir contre les citoyens qui cherchent à exprimer leur indignation face à la mainmise d'une poignée d'élites sur le pouvoir politique et économique<sup>302</sup>.

# TORDRE LE COU AUX IDÉES REÇUES SUR LES INÉGALITÉS

Ceux qui prétendent que les inégalités extrêmes ne sont pas un problème ou qu'elles sont dans l'ordre naturel des choses s'appuient souvent sur un certain nombre d'idées reçues pour étayer leurs affirmations.

---

## IDÉE REÇUE 1

**Les inégalités extrêmes sont vieilles comme le monde, ont toujours existé et existeront toujours.**

---

Les grandes variations dans les niveaux d'inégalités au fil des âges et entre différents pays prouvent bien que les niveaux d'inégalités dépendent de plusieurs facteurs externes, tels que les politiques gouvernementales, et ne sont pas simplement dans l'ordre naturel des choses.

Le XX<sup>e</sup> siècle offre de nombreux exemples de la manière dont les inégalités peuvent être significativement réduites, mais aussi de la manière dont elles peuvent radicalement augmenter en l'espace d'une seule génération. En 1925, les inégalités de revenus en Suède étaient comparables à celles que l'on observe au sein de la Turquie actuelle. Mais grâce à la création de l'état providence suédois, avec notamment l'accès universel gratuit aux soins de santé et le système public de retraite universelle, en 1958, les inégalités en Suède avaient reculé de près de moitié et ont continué de diminuer pendant les 20 années suivantes<sup>303</sup>. L'expérience de la Russie est à l'exact opposé de celle de la Suède. À la fin des années 1980, les niveaux d'inégalités en Russie étaient comparables à ceux de ses voisins scandinaves. Mais après le début de la transition vers une économie de marché en 1991, les inégalités ont pratiquement doublé<sup>304</sup>.

Plus récemment, les inégalités se sont considérablement réduites dans des pays d'Amérique latine. Entre 2002 et 2011, les inégalités de revenus ont diminué dans 14 des 17 pays où des données comparables sont disponibles<sup>305</sup>. Au cours de cette période, environ 50 millions de personnes ont rejoint la classe moyenne émergente. En d'autres termes, pour la première fois dans l'Histoire, il y a plus de personnes appartenant à la classe moyenne que de personnes en situation de pauvreté dans la région<sup>306</sup>. Il s'agit du résultat de plusieurs années de travail de campagne par des mouvements populaires faisant pression en faveur de politiques économiques et sociales plus progressistes. Les gouvernements élus par le peuple ont choisi des politiques progressistes incluant notamment des dépenses accrues pour la santé publique et l'éducation, un élargissement des prestations de

retraite, des systèmes de protection sociale, une fiscalité progressive et des augmentations en matière d'opportunités d'emploi et de salaire minimum. L'expérience de l'Amérique latine prouve que les interventions politiques peuvent avoir un impact significatif sur les inégalités de revenus.

Un important corpus de preuves révèle que les inégalités extrêmes ont augmenté dans toutes les autres régions du monde sur les trois dernières décennies. C'est pourquoi nous devons plus que jamais prendre très au sérieux leurs conséquences négatives<sup>307</sup>.

---

## IDÉE REÇUE 2

**Les personnes riches le sont parce qu'elles le méritent et travaillent plus dur que les autres.**

---

Cette idée reçue part du principe que tout le monde part sur un pied d'égalité et que chacun peut devenir riche à condition de travailler suffisamment dur. Mais en réalité, dans de nombreux pays, la richesse et les revenus futurs d'une personne sont grandement déterminés par ceux de leurs parents. Un tiers des personnes les plus riches du monde doivent leur fortune non pas à leur dur travail, mais à leur héritage<sup>308</sup>.

Cette idée reçue est également erronée en ceci qu'elle considère que la quantité de travail fourni détermine directement la rétribution financière. Certains des emplois les moins bien payés sont pourtant ceux exigeant de travailler le plus dur, alors que parmi les mieux rémunérés, certains emplois n'exigent qu'une quantité de travail très faible. Une grande partie des personnes les plus riches tirent d'énormes profits des rentes générées par leurs actions en bourse, leur parc immobilier et d'autres actifs en leur possession. Lorsque l'on intègre cette donnée, il devient évident que ceux qui sont les moins bien payés travaillent tout aussi dur (sinon plus) que ceux qui occupent le haut de l'échelle des revenus<sup>309</sup>. Les femmes consacrent davantage de leur temps aux responsabilités domestiques et au travail non rémunéré de prise en charge de leur entourage, que les hommes mieux payés, et elles sont plus susceptibles que les hommes de cumuler plusieurs emplois<sup>310</sup>.

---

## IDÉE REÇUE 3

Un certain niveau d'inégalités est inévitable pour rétribuer ceux qui tirent la société vers le haut.

---

Inciter et récompenser financièrement l'innovation et l'entrepreneuriat engendrera toujours un certain niveau d'inégalités, et cela peut être une bonne chose. Toutefois, les inégalités extrêmes et les extrêmes en matière de rétribution potentielle ne sont pas nécessaires pour créer cette incitation. Il serait absurde de croire qu'un PDG d'entreprise gagnant 200 fois plus que l'employé moyen dans l'entreprise est 200 fois plus productif ou apporte 200 fois plus de valeur ajoutée à la société. La réussite de modèles commerciaux alternatifs tels que les coopératives, basées sur une plus grande égalité des revenus, invalide également cette idée reçue.

---

## IDÉE REÇUE 4

Les politiques sur les inégalités ne sont en réalité rien d'autre que des politiques de la jalousie.

---

Les hauts niveaux d'inégalités ont des conséquences négatives pour tout le monde au sein de la société, aussi bien pour les nantis que pour les plus démunis. Comme le démontre ce rapport, les sociétés avec de plus hauts niveaux d'inégalités économiques présentent aussi des taux de criminalité supérieurs, une espérance de vie plus courte, une mortalité infantile plus importante, une situation sanitaire dégradée et des niveaux de confiance plus faibles<sup>311</sup>. De plus, les inégalités extrêmes concentrent le pouvoir dans les mains de quelques-uns, ce qui menace la démocratie<sup>312</sup> et freine la croissance économique et la lutte contre la pauvreté. Ce n'est pas de la jalousie, mais bien une préoccupation pour le bien-être de la société dans son ensemble qui motive ceux qui mènent campagne contre les inégalités.

---

## IDÉE REÇUE 5

La réduction des inégalités exigerait un compromis sur la croissance, en particulier à cause de la redistribution.

---

En économie, l'idée selon laquelle la mise en œuvre de mesures de réduction des inégalités impliquerait un compromis inévitable en matière de croissance à la peau dure, en particulier concernant les politiques fiscales et la redistribution des riches vers les pauvres. Pourtant, un nombre croissant d'études récentes semblent démontrer l'exact opposé. En réalité, les

inégalités élevées et leur accentuation sont mauvaises pour la croissance, tant en termes de taux de croissance que de durabilité. Une récente étude de grande ampleur menée sur plusieurs décennies dans différents pays par des économistes du FMI a révélé qu'un niveau d'inégalités plus faible s'accompagnait d'une croissance plus rapide et plus durable, et que la redistribution n'a pas d'impact négatif sur la croissance à l'exception de cas extrêmes<sup>313</sup>. En atténuant les inégalités, la redistribution est donc en réalité bénéfique pour la croissance.

---

## IDÉE REÇUE 6

**Les inégalités croissantes sont une conséquence inévitable et regrettable des progrès technologiques et de la mondialisation, contre laquelle il n'y a pratiquement rien à faire.**

---

Cette idée reçue découle de la croyance selon laquelle l'association de la mondialisation et des progrès technologiques engendre inévitablement des inégalités accrues. Elle s'appuie aussi sur un ensemble de présupposés n'offrant qu'une vue partielle de la réalité. En particulier : la mondialisation et les nouvelles technologies récompensent les personnes ayant une éducation supérieure et soutiennent les salaires pour les plus qualifiés sur un marché mondial ; les progrès technologiques permettent de remplacer par des machines de nombreux emplois faiblement qualifiés ; et la technologie et un marché de plus en plus mondialisé ont permis aux entreprises de délocaliser une grande partie de leur main-d'œuvre vers des pays en développement, réduisant davantage les salaires des employés les moins qualifiés dans les pays développés. L'idée reçue est que tout cela génère une augmentation continue et inévitable des inégalités.

Cependant, si cette idée reçue était vraie, peu de différences seraient observées dans le développement des marchés du travail de divers pays. En réalité, alors que l'Allemagne a plutôt bien contenu la fuite des emplois et l'explosion de la richesse et des hauts salaires aux plus hauts niveaux, des pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni ont connu une érosion des emplois intermédiaires et une énorme concentration de la richesse. De la même manière, le Brésil a su tirer parti de la mondialisation tout en réduisant les inégalités économiques, alors que d'autres pays, comme l'Inde, ont vu leurs niveaux d'inégalités augmenter.

Si les changements technologiques, l'éducation et la mondialisation sont certes des facteurs importants en matière d'inégalités, la véritable explication est à chercher dans les choix politiques délibérés : réduction du salaire minimum, fiscalité réduite pour les riches et suppression des syndicats. Ceux-ci s'appuient sur une politique économique et une idéologie politique, et non sur des forces économiques inévitables et prétendument élémentaires.

---

## IDÉE REÇUE 7

Le problème n'est pas dans les inégalités économiques extrêmes, mais dans l'extrême pauvreté. Il est inutile de se concentrer sur les inégalités et l'augmentation de la richesse de quelques élites, du moment que la pauvreté est réduite pour ceux qui se trouvent en bas de l'échelle.

---

Il s'agit d'un point de vue largement partagé, selon lequel le développement doit se contenter d'extirper les plus démunis de la pauvreté sans se préoccuper de la richesse grandissante en haut de l'échelle, qui serait une pure distraction.

Non seulement les inégalités économiques extrêmes ralentissent le rythme de la réduction de la pauvreté, mais elles risquent de l'inverser<sup>314</sup>. Il est tout simplement impossible d'éradiquer la pauvreté sans se soucier en premier lieu des inégalités économiques extrêmes et de la redistribution des richesses des plus nantis vers les plus démunis. Sur une planète aux ressources de plus en plus rares, la concentration de tant de richesses dans les mains de si peu de personnes n'est pas durable<sup>315</sup>. Pour le bien du monde entier, nous devons concentrer nos efforts sur le fléau des inégalités économiques extrêmes.

Amir Nasser, 12 ans, camp de réfugiés de Jamam, dans l'État du Nil  
supérieur, au Soudan du Sud (2012).  
Photo : John Ferguson

2

# QUE POUVONS- NOUS FAIRE

Pour mettre un terme  
aux inégalités extrêmes ?

## LA VOIE DE L'OUVERTURE OU LA VOIE DU REPLI ?

Les inégalités ne sont pas une fatalité, mais résultent de choix politiques. Dans cette section, nous allons étudier certains des choix politiques délibérés qui ont été adoptés ou sont en cours d'adoption par les États et qui ont un impact sur les inégalités.

Le choix auquel chaque État est confronté (combattre ou exacerber les inégalités) est tout d'abord illustré par deux articles fictifs relatant l'avenir potentiel du Ghana tel que pourrait le décrire le magazine *The Economist* en 2040.

Le rapport traite ensuite de quatre domaines clés dans lesquels une action politique forte peut contribuer à lutter contre les inégalités : l'emploi et les salaires, la fiscalité, les services publics et les politiques économiques s'attaquant spécifiquement aux inégalités de genre.

La section s'achève sur une analyse du type de changement politique progressiste nécessaire pour s'assurer que les États puissent mettre fin à la mainmise d'intérêts particuliers et agissent en faveur de la majorité des citoyens et de la société dans son ensemble.

Des mesures peuvent être prises pour inverser les tendances qui creusent l'écart béant entre les riches et les pauvres, les puissants et les faibles. Le monde a besoin d'une action concertée pour bâtir un système économique et politique plus juste, valorisant le plus grand nombre et non une élite. Les règles et les systèmes qui ont abouti aux inégalités économiques extrêmes actuelles doivent changer, et des mesures doivent être prises pour uniformiser les règles du jeu en mettant en œuvre des politiques qui redistribuent le pouvoir et les richesses.

//

Sans interventions politiques délibérées, un degré élevé d'inégalités a tendance à **s'autoperpétuer**. Il entraîne le développement d'institutions politiques et économiques qui servent à maintenir les **privilèges politiques, économiques et sociaux des élites**.

UNRISD<sup>316</sup>

//

## 2.1

## DEUX VISIONS DE L'AVENIR

The Economist

1<sup>er</sup> avril 2040

## GHANA : DE LA DÉBÂCLE AU MIRACLE

Les pays les plus égalitaires du monde sont arrivés à Accra cette semaine pour l'inauguration du sommet du P20 (réunissant les 20 pays les plus progressistes). Le Ghana, qui a joué un rôle essentiel dans la création du nouveau groupe, peut s'enorgueillir de ses excellents résultats en matière de redistribution et de développement. De nombreux visiteurs pourront profiter de ces quelques jours pour faire du tourisme dans les rues ghanéennes désormais exemptes de toute criminalité.

Les dirigeants qui se réunissent aujourd'hui reviendront sur la « crise de la malédiction du pétrole » de 2015, lorsqu'un coup de force sur les réserves d'hydrocarbures découvertes à cette époque dans le pays a menacé de déchirer le pays. Ils commémoreront tout d'abord les morts et les blessés des émeutes de 2015 qui ont abouti à la création d'un New Deal dans le pays.

Des centaines de personnes sont mortes durant ce conflit qui a incité responsables politiques et représentants de groupes ethniques, conduits par la célèbre Daavi Akosua Mbawini (considérée par beaucoup comme le pendant ghanéen de Gandhi) pour sortir du gouffre. Les élections de 2016 ont porté au pouvoir l'Alliance multipartite des citoyens progressistes (APC), soutenue par une coalition pluri-ethnique d'organisations citoyennes dynamiques. L'APC s'est rapidement engagée dans ce qui est devenu un cas d'école en matière de développement.

Conseillé par la Norvège et la Bolivie, le nouveau gouvernement a négocié une hausse considérable des redevances sur le pétrole et le gaz et a lancé un appel d'offres ouvert à la concurrence pour l'exploration et le forage. Mais il ne s'est pas arrêté là. Grâce aux enseignements tirés d'autres booms pétroliers, le Ghana

a placé 40 % des revenus issus de l'exploitation du pétrole dans un fonds patrimonial, de sorte que les générations futures se partagent les bénéfices de cette manne financière (la production a entamé son déclin après le pic de 2030). Les recettes engendrées par la victoire historique du gouvernement sur les paradis fiscaux en Suisse devant la Cour de justice internationale sont aussi venue gonfler ces fonds.

L'État a ensuite introduit un système d'imposition progressif direct taxant les plus riches pour préparer l'après-pétrole et redéfinir le « contrat social » entre l'État et les citoyens.

L'APC a utilisé ces nouveaux revenus pour édifier la nation, grâce notamment à une main-d'œuvre ghanéenne très qualifiée revenant massivement des capitales européennes et nord-américaines. En 2017, le pays avait mis en place une couverture santé universelle, ainsi qu'un accès universel à l'enseignement primaire et secondaire. Il a investi dans la formation d'infirmières et de médecins et dans le développement des médicaments génériques, faisant du service de santé public ghanéen un modèle aujourd'hui envié dans le monde entier. Le pays a progressivement amélioré la qualité de son enseignement, menant la voie pour développer certaines des formations techniques et professionnelles les plus prometteuses d'Afrique et créer certaines des meilleures universités du continent.

L'argent du pétrole a financé les routes et les barrages hydroélectriques, ce qui a permis au Ghana d'éviter les partenariats public-privé risqués qui continuent de peser lourd, décennies après décennies, dans les budgets nationaux des autres pays d'Afrique.

Le Ghana est particulièrement fier de sa politique audacieuse de « salaire décent » qui lie le salaire minimum aux salaires moyens : parti de 10 % initialement, le seuil minimum a ensuite été progressivement relevé jusqu'à 50 % du niveau moyen au final, réduisant d'autant les inégalités. Dès lors, cette politique de « salaire décent » est devenue l'un des critères d'adhésion au P20. D'autres

mesures ont été extrêmement positives pour les femmes, à l'instar de la loi sur l'égalité des salaires au Ghana.

L'APC a également hissé la mise en place de bonnes politiques au rang de priorité explicite. Les campagnes de discrimination positive temporaire ont redynamisé le système politique du Ghana en dotant le Parlement et la fonction publique de femmes et de représentants des groupes ethniques minoritaires parmi les plus brillants.

Les citoyens et leurs organisations ont été impliqués depuis le départ (par exemple, dans le cadre de la récente campagne « Contribuables responsables » qui a donné un nouvel élan à l'assiette fiscale du Ghana).

Aujourd'hui retraitée de la fonction publique, Daavi Akosua Mbawini déclare que son pays est passé « de la débâcle au miracle en une génération ». Pour une fois, la rhétorique politicienne est appropriée.

The Economist

1<sup>er</sup> avril 2040

## GHANA : OUVERT AUX ÉCHANGES ?

Les représentants des plus grandes multinationales au monde se rendent au Ghana cette semaine pour le Salon annuel du pays : « Ghana : Ouvert aux échanges ». Au Ghana, le milieu professionnel peut s'attribuer le mérite de créer des conditions favorables pour que les investissements étrangers fleurissent dans le pays, qui a connu un taux de croissance solide ces dernières années. Les entreprises étrangères qui investissent dans le pays bénéficient d'exonération d'impôts et d'un accès à la main-d'œuvre au plus bas coût dans le monde. En l'absence de salaire minimum au Ghana, la plupart des travailleurs sont rémunérés en moyenne 0,50 dollar de l'heure.

Ceux qui en ont les moyens achètent de l'eau potable dans des citernes. Les autres doivent se contenter de l'eau polluée des rivières et des puits. Il n'est pas étonnant que les épidémies de choléra y soient fréquentes et que la mortalité infantile figure parmi les plus élevées de la région.



Les participants au Salon atterriront sur le nouvel aéroport d'affaires dernier cri sur une île sanctuaire au milieu du lac Volta, qui héberge les dix familles détenant 99 % de la richesse du pays. Les eaux infestées de crocodiles qui entourent l'île devraient empêcher toute manifestation de la part des millions d'habitants vivant dans le reste du pays, dans le plus grand dénuement. On a peine à croire que le Ghana était autrefois considéré comme le grand espoir de l'Afrique de l'Ouest, un pays alliant une économie dynamique et durable à un système politique démocratique et très stable. Tout s'est effondré sous l'influence de la « malédiction de la richesse », suite à la découverte de gisements de pétrole et de gaz au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les élites au pouvoir ont su saisir rapidement cette opportunité et ont vendu en un rien de temps toutes ces nouvelles ressources nationales à l'entreprise étrangère la plus offrante, s'octroyant au passage des redevances en contrepartie de leur participation. Lorsque les syndicats et les mouvements sociaux se sont mobilisés pour réclamer une distribution plus équitable des richesses naturelles, l'élite politique a immédiatement interdit les organisations collectives et les manifestations publiques. Des centaines de personnes sont mortes dans les émeutes qui ont suivi, un drame dont le gouvernement s'est prestement emparé pour suspendre la constitution et instaurer une présidence par intérim.

Les Ghanéens déplorent toujours l'assassinat de Daavi Akosua Mbawini (considérée comme le pendant ghanéen de Gandhi) alors qu'elle créait un mouvement multipartite aujourd'hui pratiquement tombé dans l'oubli : l'Alliance des citoyens progressistes.

Pour ceux qui vivent en dehors de cette île, l'électricité n'est disponible au mieux que quelques heures par jour. Les citoyens ont peur de quitter leur foyer même en journée, par crainte d'être agressés. La santé et l'éducation sont désorganisées, désagrégées, privatisées et payantes. Les Ghanéens pauvres y ont de toute façon peu accès. Ceux qui en ont les moyens achètent de l'eau potable dans des citernes. Les autres doivent se contenter de l'eau polluée des rivières et des puits. Il n'est pas étonnant que les épidémies de choléra y soient fréquentes et que la mortalité infantile figure parmi les plus élevées de la région. Dans de nombreuses régions, les agriculteurs sont revenus à l'agriculture de subsistance, car l'accès aux marchés plus lucratifs leur est désormais interdit.

Sans surprise, les investisseurs étrangers qui arrivent à Volta ne devraient pas quitter l'île, et leur présence passera inaperçue pour la grande majorité des Ghanéens.



Des hommes d'affaire doublent un cortège d'agents d'entretien londoniens lors d'une manifestation syndicale officielle contre les bas salaires et leur manque de profits.

Londres, Royaume-Uni (2007).

Photo : Panos/Mark Henley

---

## 2.2

---

# NOUS EMPLOYER À CRÉER UN MONDE PLUS ÉGALITAIRE

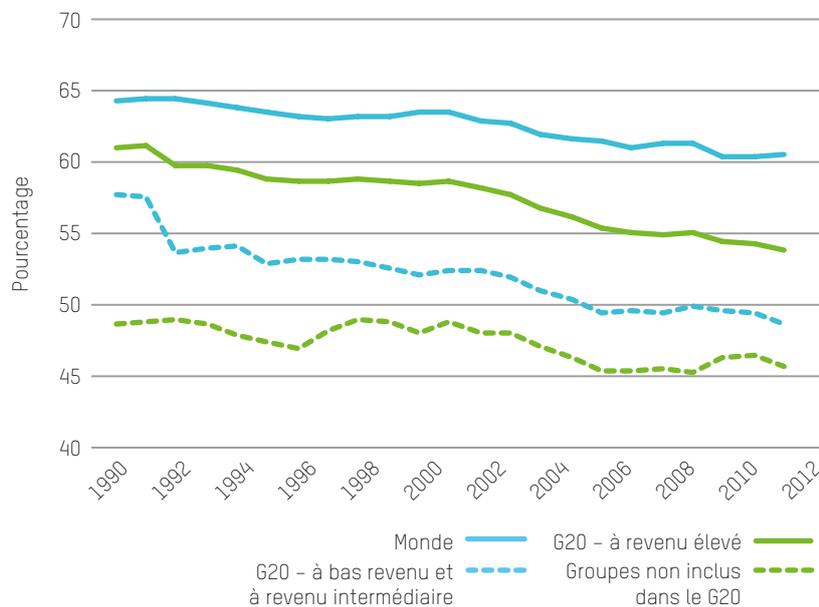
Les revenus du travail déterminent le statut économique de la plupart des personnes<sup>317</sup>. Pour les personnes les plus pauvres au monde, la réalité est que l'ardeur qu'elles montrent à la tâche aura peu d'importance, elles ne pourront jamais échapper à la pauvreté, alors que les riches continuent de s'enrichir à un rythme croissant, exacerbant les inégalités du marché.

En Afrique du Sud, un ouvrier d'une mine de platine devrait travailler pendant 93 ans ne serait-ce que pour gagner le bonus annuel moyen d'un PDG<sup>318</sup>. En 2014, les 100 plus hauts dirigeants d'entreprises du Royaume-Uni gagnaient 131 fois plus que leur employé moyen<sup>319</sup>. Seulement 15 des entreprises concernées se sont engagées à accorder un salaire décent à leurs employés<sup>320</sup>.

La combinaison actuelle de salaires indécemment faibles pour le plus grand nombre et de primes scandaleusement élevées pour les principaux hauts dirigeants et actionnaires constitue la recette idéale pour exacerber les inégalités économiques.

### Déclin de la part des revenus du travail

FIGURE 9 : Part des revenus du travail dans le PIB dans le monde et par groupes de pays<sup>321</sup>



Depuis 1990, les revenus du travail constituent une part décroissante du PIB dans tous les pays (à faible revenu, à revenu intermédiaire et à haut revenu), alors que la part du capital a augmenté, exacerbant encore les inégalités matérielles entre les nantis et les démunis.

D'après l'Organisation internationale du travail (OIT), les politiques qui redistribuent les revenus au bénéfice de la main-d'œuvre (en augmentant notamment le salaire minimum) permettraient de renforcer considérablement la demande globale et la croissance tout en luttant contre la pauvreté et les inégalités<sup>322</sup>.



En Afrique du Sud, un ouvrier de la mine devrait travailler

**93 ans**

pour gagner le bonus annuel moyen de son PDG



## LA VOIE DU REPLI : LE CHOIX DE L'IMMOBILISME

### ÉTUDE DE CAS CUEILLEUSES DE THÉ DU MALAWI : AU TRAVAIL ET POURTANT DANS L'EXTRÊME PAUVRETÉ



Cueillette du thé à Mulanje, au sud du Malawi (2009).  
Photo : Abbie Traylor-Smith

Au Malawi, la culture du thé s'est établie il y a plus d'un siècle sur les flancs du massif Mulanje. Elle emploie plus de 50 000 personnes durant la saison des pluies. Maria, 32 ans, cueille le thé depuis plus de sept ans dans ces collines verdoyantes qui semblent s'étendre à l'infini. À l'instar des autres cueilleuses de thé, elle vit dans l'extrême pauvreté malgré son travail.

Maria a la chance de vivre dans un logement fourni par la plantation et vient de signer un contrat à long terme, mais près des trois quarts des cueilleuses ne bénéficient pas de tous ces avantages<sup>323</sup>. Les difficultés auxquelles sont confrontées les cueilleuses sont exacerbées du fait que la plupart d'entre elles ne possèdent pas de terre et sont dans l'incapacité de compléter leur revenu ou leur alimentation par l'agriculture.

La tâche est ardue et Maria doit cueillir au minimum 44 kg de thé par jour pour assurer sa rémunération quotidienne. Cette rémunération reste inférieure au seuil d'extrême pauvreté établi par la Banque mondiale à 1,25 dollar au sein des foyers<sup>324</sup> et Maria peine à nourrir ses deux enfants qui souffrent tous les deux de malnutrition. D'après une récente estimation sur le salaire décent, Maria devrait gagner environ deux fois plus que son salaire existant juste pour répondre à ses besoins élémentaires ainsi qu'à ceux de sa famille<sup>325</sup>.

Mais les choses commencent à évoluer. En janvier 2014, le Gouvernement malawien a augmenté le salaire minimum d'environ 24 %. Une coalition menée par l'Ethical Tea Partnership et Oxfam cherche de nouveaux moyens pour rendre le travail décent viable sur le long terme<sup>326</sup>.

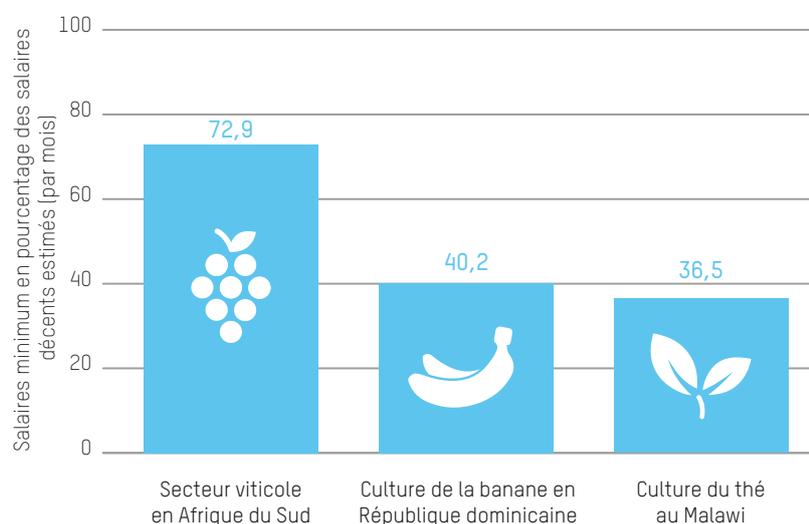
Des réglementations gouvernementales et le droit des travailleurs à négocier collectivement avec les employeurs pourraient contribuer à lutter contre les inégalités et à augmenter les salaires des travailleurs ordinaires. Toutefois, au cours des dernières décennies et dans un contexte de législation du travail vidée de toute substance, de répression des syndicats et de délocalisations vers les pays où les salaires sont bas et la main-d'œuvre docile, les entreprises ont eu carte blanche pour fixer des salaires de misère et des conditions de travail déplorables pour leurs employés.

D'après la Confédération syndicale internationale, plus de 50 % des employés se trouvent dans une situation vulnérable et précaire, et 40 % sont englués dans le secteur informel où ils n'ont aucun droit ni salaire minimum<sup>327</sup>. Dans l'économie mondiale actuelle, de nombreux secteurs sont organisés dans des chaînes de valeur mondiales comme l'industrie manufacturière (textile et électronique) et le commerce des denrées agricoles (sucre et café). Dans ces secteurs, les multinationales contrôlent des réseaux complexes de fournisseurs dans le monde entier. Elles empochent d'énormes profits en recourant à la main-d'œuvre dans les pays en développement, où peu d'employés récoltent les fruits de leur labeur.

La prévalence des emplois sans perspective dans les chaînes d'approvisionnement rentables a été confirmée par trois récentes études d'Oxfam sur les salaires et les conditions de travail. Ces études ont révélé que des salaires de misère et des emplois précaires prévalaient au Vietnam et au Kenya (des pays à revenu intermédiaire), et que les salaires étaient en dessous du seuil de pauvreté en Inde et en dessous du seuil d'extrême pauvreté au Malawi, bien qu'ils soient conformes aux lois nationales en vigueur<sup>328</sup>.

Un ensemble distinct de trois études des salaires dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire en Afrique du Sud, au Malawi et en République dominicaine, mandatées par six membres de l'ISEAL, a révélé que les salaires minimum dans les secteurs correspondants représentaient entre 37 et 73 % du salaire décent estimé, soit bien trop peu pour garantir nourriture, habillement, logement et certaines dépenses discrétionnaires<sup>329</sup>.

**FIGURE 10 :** Salaires minimum en pourcentage des salaires décents estimés (par mois)<sup>330</sup>



Certains prétendent que les bas salaires résultent de la demande des consommateurs pour des prix bas. Mais de nombreuses études ont démontré que même une hausse considérable des salaires pour les ouvriers du textile, par exemple, ne changerait pratiquement pas les prix au détail<sup>331</sup>. L'étude d'Oxfam a révélé que le fait de doubler les salaires des ouvriers dans l'industrie des fleurs au Kenya n'ajouterait que cinq pennies sur un bouquet de £4 (6,50 dollars) dans les boutiques au Royaume-Uni. Au Royaume-Uni, le salaire médian d'un PDG de supermarché (où sont vendues des fleurs en provenance du Kenya) a plus que quadruplé entre 1999 et 2010, passant de 1 million à plus de 4,2 millions de livres sterling<sup>332</sup>. Si un programme de primes des dirigeants peut être intégré dans des modèles commerciaux, pourquoi ne pas proposer un salaire décent aux employés dont dépendent ces primes ?

Sur les questions d'emploi et de salaires, les femmes sont moins bien loties que les hommes. Au Honduras par exemple, les femmes prédominent dans les secteurs où le droit du travail n'est pas appliqué et où il n'y a pas de sécurité sociale. Leurs salaires sont inférieurs à ceux des hommes alors qu'elles travaillent plus longtemps. La rémunération moyenne des femmes couvre seulement un quart du coût d'un panier alimentaire de base en milieu rural. La dépendance économique vis-à-vis de leur conjoint et les discriminations dont elles font l'objet dans la société au sens large peuvent également les exposer à des actes de violence au foyer et au harcèlement sur le lieu de travail.

## ÉTUDE DE CAS DES SALAIRES DE MISÈRE DANS LE PAYS LE PLUS RICHE DU MONDE



Détroit, Michigan (2008).  
Photo : Panos/Christian Burkert

Les bas salaires et les emplois précaires ne sont pas l'apanage des pays en développement. Trois des six postes les plus courants aux États-Unis (caissiers/caissières, préparateurs/préparatrices alimentaires et serveurs/serveuses) s'accompagnent de salaires de misère. Les personnes qui occupent ces emplois ont en moyenne 35 ans et beaucoup d'entre elles ont une famille à charge. 43 % ont fait des études supérieures et certains sont même titulaires d'un master<sup>333</sup>.

Selon une étude récente, la moitié des personnes interrogées ont indiqué à Oxfam avoir dû emprunter de l'argent pour survivre. Un quart seulement a déclaré bénéficier d'arrêts de travail pour maladie, de congés payés, d'une assurance maladie ou d'une retraite. Elles vivent dans l'un des pays les plus riches au monde, mais leur fardeau est aussi lourd que celui des personnes travaillant dans les pays les plus pauvres.

Dwayne travaille dans un fast-food à Chicago. Avec son salaire, il doit subvenir aux besoins de ses deux filles, de ses frères et sœurs, de sa mère et de sa grand-mère. « Je suis le seul à subvenir aux besoins du foyer et je ne m'en sors pas avec un salaire de 8,25 dollars de l'heure... On nous en demande beaucoup au restaurant et nous mériterions une meilleure rémunération<sup>334</sup> ».

Aux États-Unis, le déclin de la valeur réelle du salaire minimum et du nombre de syndiqués s'est accompagné d'une hausse des inégalités<sup>335</sup>. Les revenus de 90 % des employés les plus précaires ont très peu augmenté, tandis que le salaire moyen des 1 % les plus riches s'est envolé<sup>336</sup>.

## L'érosion du pouvoir de négociation

Les syndicats constituent un contre-pouvoir important face aux hauts dirigeants et aux actionnaires dont le principal impératif est d'optimiser les profits. Leur pouvoir de négociation garantit le partage de la prospérité. Les négociations collectives menées par les syndicats aboutissent généralement à une augmentation des salaires de 20 % et tirent les salaires du marché vers le haut<sup>337</sup>. Les syndicats jouent également un rôle crucial dans la protection des services publics. En République de Corée par exemple, les syndicats de la santé dans le secteur public ont manifesté et protesté en juin 2014 après l'annonce par le gouvernement d'une politique de déréglementation et de privatisation des services publics.

De nombreux pays en développement n'ont historiquement aucune expérience forte en matière de syndicalisme. Par ailleurs, le droit des travailleurs à s'organiser est réprimé dans de nombreuses régions, provoquant un recul du nombre de travailleurs syndiqués. Dans l'industrie de la confection au Bangladesh, où 80 % de la main-d'œuvre est composée de femmes, le taux de syndicalisation est de 1 pour 12<sup>338</sup>. D'après une analyse du drame du Rana Plaza, les propriétaires d'usine au Bangladesh ont une influence démesurée sur les responsables politiques dans le pays, entravant ainsi l'établissement et l'application du droit du travail<sup>339</sup>.

En République de Corée, les employés du secteur public sont confrontés à un désistement des syndicats, à des arrestations illégales et à des mesures anti-grève. En 2014, Yeom Ho-seok, employé sud-coréen chez un réparateur de téléphones Samsung et fondateur du syndicat Samsung Service Union, s'est suicidé suite à des difficultés financières. Son employeur lui aurait retiré certaines attributions après la création du Samsung Service Union. Son salaire net moyen a alors chuté à seulement 400 dollars par mois<sup>340</sup>.

Le droit d'organisation est inscrit dans les conventions de l'OIT, mais depuis 2012, le groupe qui représente officiellement les employeurs soutient que cela ne concerne pas le droit de grève. Ce conflit a été signalé en 2014 à l'instance dirigeante de l'OIT. La grève constitue l'ultime recours des employés pour négocier un accord juste avec leurs employeurs. Sa privation constituerait un coup dur pour les droits des travailleurs.

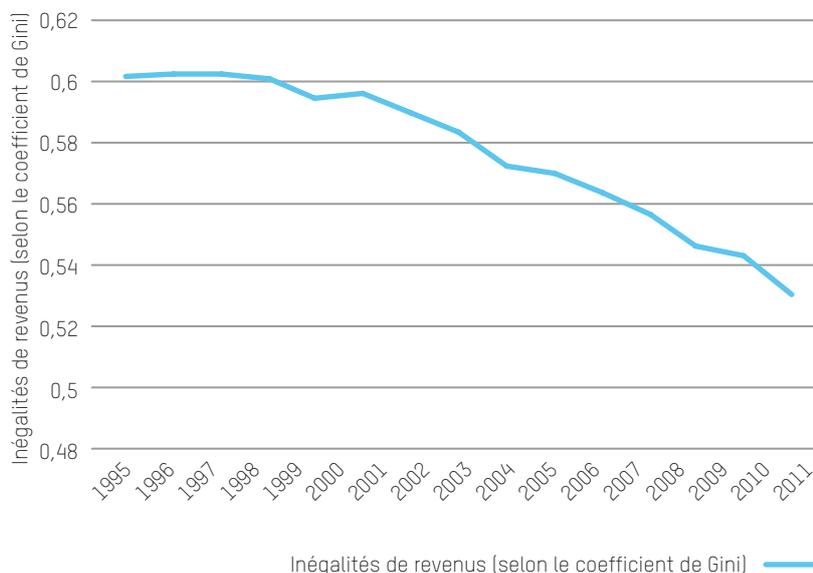
## LA VOIE DE L'OUVERTURE : UN AUTRE CHEMIN EST POSSIBLE

### Inverser la tendance sur les salaires de misère

Certains pays vont à l'encontre de la tendance au nivellement par le bas des salaires, du travail décent et du droit du travail.

Au Brésil, le salaire minimum a augmenté de près de 50 % en valeur absolue entre 1995 et 2011. Dans le même temps, la pauvreté et les inégalités ont reculé (Figure 11).

**FIGURE 11 :** Niveaux d'inégalités au Brésil lors de la période durant laquelle le salaire minimum a augmenté de 50 %<sup>341</sup>



Depuis sa prise de fonction en 2007, le gouvernement équatorien dirigé par Rafael Correa suit une politique consistant à augmenter le salaire minimum national plus rapidement que le coût de la vie<sup>342</sup>. L'Équateur a rejoint le Forum mondial de la banane afin d'améliorer les conditions dans ce secteur d'exportation clé<sup>343</sup>. La loi imposait déjà aux entreprises rentables de partager une part des bénéfices avec leurs employés. Les nouvelles réglementations exigent également qu'elles accordent un salaire décent à leur effectif, à savoir un salaire qui « couvre au moins les besoins de base de l'employé et de sa famille et qui correspond au coût du panier familial de base divisé par le nombre moyen de personnes rémunérées par foyer<sup>344</sup> ». Il y a dix ans, de nombreux travailleurs ne gagnaient même pas la moitié de ce salaire.

En Chine, où le gouvernement suit une stratégie de hausse des salaires depuis la récession de 2008, les dépenses des employés devraient doubler au cours des quatre prochaines années pour atteindre 3 500 milliards de livres sterling, augmentant ainsi la demande en produits locaux et importés<sup>345</sup>.

Certaines multinationales ont délibérément pris des mesures pour améliorer le quotidien de leurs employés. Unilever, International Procurement and Logistics (IPL) et Ethical Tea Partnership ont reconnu les problèmes de main-d'œuvre identifiés par Oxfam lors de récentes études conjointes et mettent en place des actions pour les résoudre<sup>346</sup>. H&M a publié une feuille de route pour un salaire décent en commençant par trois usines au Bangladesh et au Cambodge produisant à 100 % pour l'entreprise<sup>347</sup>. Au Royaume-Uni, 800 entreprises ont été accréditées comme employeurs accordant des salaires décents, dont Nestlé, KPMG et HSBC<sup>348</sup>. Autre signe prometteur : l'accord sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments au Bangladesh regroupe désormais plus de 180 membres professionnels. Il a réuni marques, industries, gouvernement et syndicats autour de la table pour un dialogue constructif sur l'organisation des employés dans les usines et pour s'atteler à la mise en conformité avec les normes de sécurité.

## ÉTUDE DE CAS DES EMPLOYEURS MODÈLES MONTRENT LA VOIE

En République dominicaine, l'entreprise américaine Knights Apparel a mis sur pied une usine qui applique des salaires décents afin d'alimenter le marché étudiant en vêtements éthiques<sup>350</sup>. Maritza Vargas, présidente de la coopérative Alta Gracia, décrit l'impact du salaire décent sur sa vie :

*« J'ai désormais accès à des denrées nutritives et je ne crains plus de ne pas avoir les moyens de nourrir ma famille. J'ai pu envoyer ma fille à l'université et laisser mon fils au lycée. J'en ai toujours rêvé... Nous sommes désormais traités avec respect sur le marché du travail. Rien à voir avec ce que l'on a pu connaître dans l'autre usine. »*

L'augmentation du pouvoir d'achat des employés a eu des effets bénéfiques pour les boutiques et les commerces locaux. Ce changement résulte de la pression des consommateurs et, s'il constitue un exemple encourageant, il fait malheureusement figure d'exception parmi les entreprises implantées en République dominicaine<sup>351</sup>.

Au Kenya, le secteur des fleurs coupées a fait l'objet de campagnes de la part de la société civile dans les années 2000. Depuis cette époque, les ouvriers en charge de ces produits délicats et précieux ont bénéficié de véritables améliorations dans certains domaines. Leurs salaires sont encore loin du niveau décent<sup>352</sup>, mais les ouvriers les plus qualifiés (dont 75 % sont des femmes) ont signalé des améliorations en matière de santé et de sécurité, une réduction des cas de harcèlement sexuel, ainsi que des contrats offrant davantage de garanties par rapport à il y a 10 ans. La majorité des personnes interrogées dans le cadre du présent rapport s'accordent à dire qu'il est aujourd'hui plus simple d'évoluer d'un emploi temporaire à un emploi permanent que lorsqu'elles ont commencé à travailler<sup>353</sup>.

Parmi les facteurs qui entrent en jeu, l'on peut citer la mise en œuvre de codes comme le code de base de l'Ethical Trading Initiative, la certification des produits (Kenya Flower Council, Fairtrade), une gestion plus professionnelle des ressources humaines, la création de comités sur les questions hommes-femmes et une réglementation plus efficace<sup>354</sup>. En Ouganda, pays voisin, les conditions du secteur se sont améliorées encore davantage (en partant toutefois d'un niveau plus bas), notamment grâce à une meilleure organisation des travailleurs<sup>355</sup>.

Contrairement à ce qu'ont pu prétendre certains employeurs, les hausses de salaire minimum n'ont eu que peu ou pas d'effets négatifs au niveau macroéconomique sur l'emploi de travailleurs payés au salaire minimum<sup>356</sup>. D'après les économistes de Goldman Sachs, les hausses de salaire minimum ne devraient pas déboucher sur une vague de licenciements, grâce notamment à la hausse de la demande des consommateurs<sup>357</sup>. L'augmentation des salaires offre également des avantages aux entreprises. Elle permet souvent, par exemple, de réduire le roulement de la main-d'œuvre, qui peut se révéler assez coûteux<sup>358</sup>.

//

Il ne fait aucun doute que les bons emplois aident les familles et la société à évoluer plus rapidement. D'après notre expérience chez Tesco, cela a également du sens sur le plan commercial. Les meilleurs fournisseurs sur le long terme sont ceux qui **investissent dans leur personnel : ils ont tendance à être plus productifs et plus fiables, et à fabriquer des produits de première qualité.**

**GILES BOLTON**  
DIRECTEUR DES ACHATS  
RESPONSABLES, TESCO PLC,  
AOÛT 2014<sup>349</sup>

//

## Mettre fin aux rémunérations excessives des dirigeants

Le déclin de la part de la main-d'œuvre dans les revenus nationaux explique en grande partie l'élargissement du fossé entre les riches et les pauvres. La solution logique serait donc de partager plus équitablement les richesses au sein des entreprises.

L'idée de limiter les revenus au sommet de la pyramide n'est pas nouvelle. Platon avait recommandé de limiter les revenus des Athéniens les plus riches à cinq fois celui des résidents les plus pauvres. Et depuis la crise financière de 2008, les multinationales font l'objet d'une pression publique accrue pour renoncer aux bonus des dirigeants et plafonner les hauts revenus.

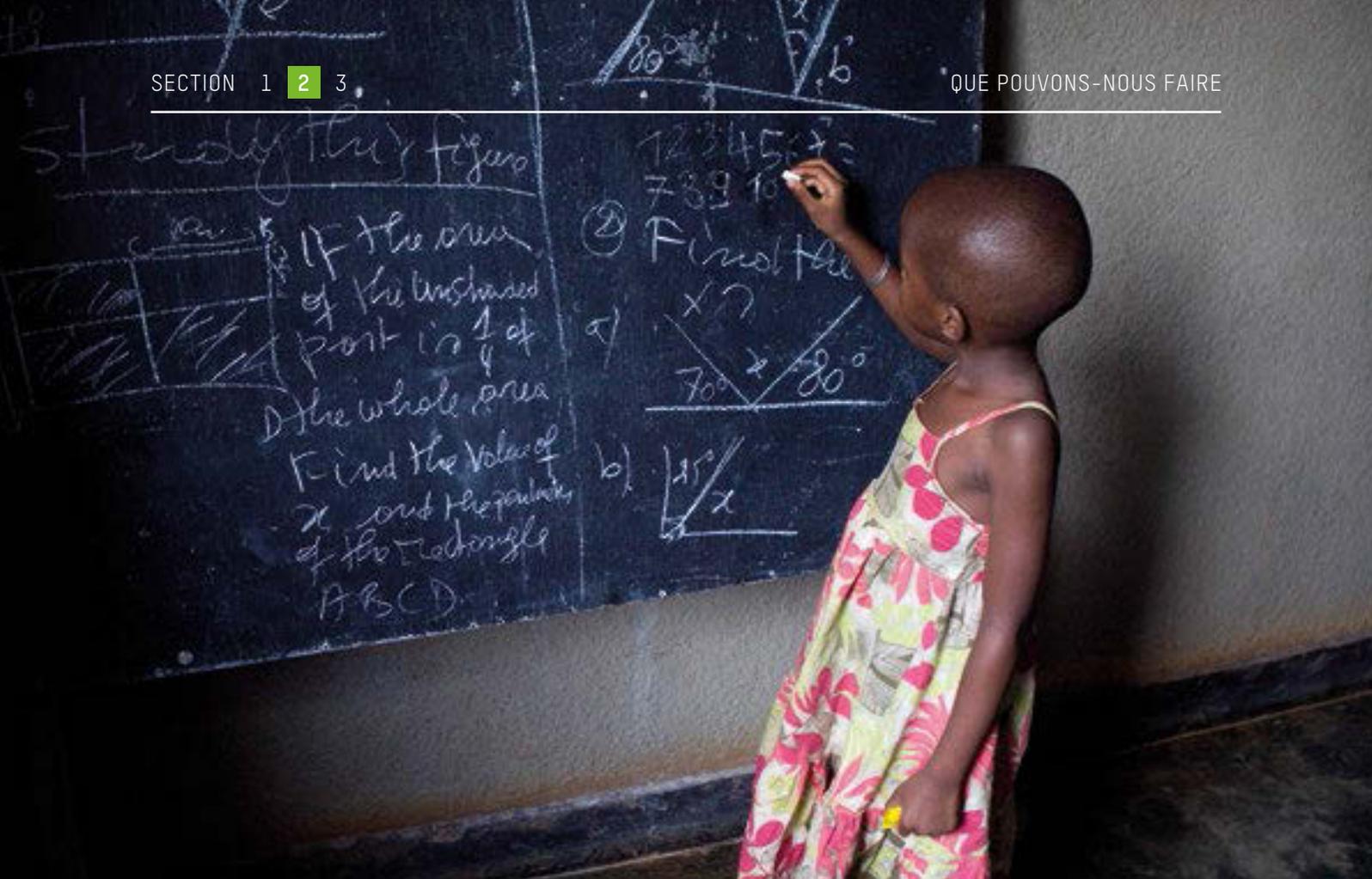
Plusieurs organes de gouvernance, coopératives et entreprises avant-gardistes agissent. Au Brésil, par exemple, SEMCO SA emploie plus de 3 000 personnes dans divers secteurs industriels et applique un coefficient salarial de 10:1<sup>359</sup>. En Allemagne, la commission sur la gouvernance a proposé de plafonner la rémunération des dirigeants de toutes les entreprises publiques allemandes, admettant que l'indignation publique face à la rémunération excessive des dirigeants avait influencé sa proposition. Deux états américains (la Californie et Rhode Island) ont suggéré de lier les taux d'imposition des entreprises publiques au ratio rémunération des PDG/ rémunération des employés : plus l'écart salarial est grand, et plus le taux d'imposition est élevé<sup>360</sup>.

## Un intérêt commun : favoriser la prise de participation des employés

Des éléments de plus en plus nombreux semblent indiquer que les entreprises détenues au moins en partie par les employés ont tendance à perdurer et à être plus performantes. Au Royaume-Uni, elles dépassent régulièrement l'indice FTSE All-Share<sup>361</sup>. Lorsque les employés ont leur mot à dire en matière de gouvernance et qu'ils sont actionnaires, les bénéfices se révèlent encore plus importants<sup>362</sup>.

Les entreprises détenues par leurs employés se révèlent plus productives. Elles font preuve d'une plus grande résilience économique dans les périodes agitées, sont plus innovantes, améliorent le bien-être des employés, ont des taux d'absentéisme réduits, créent des emplois à un rythme plus soutenu, améliorent la fidélisation des employés, et démontrent des niveaux accrus de communication et une implication plus forte des employés<sup>363</sup>. Et contrairement aux changements en matière de politique fiscale (sur lesquels il est possible de revenir), la participation des employés est durable et s'inscrit sur le long terme<sup>364</sup>. C'est une approche pratique et puissante pour tendre vers un capitalisme plus inclusif.

Le travail productif ne pourra endiguer les inégalités, actuellement hors de contrôle, qu'à condition de proposer de bons emplois accordant des salaires décentes, et de faire respecter le droit du travail avec l'appui des États. Une action volontaire des employeurs ne suffit pas.



Hamida Cyimana, 6 ans, effectue des additions sur un tableau, à Kigali au Rwanda (2012).  
Photo : Simon Rawles/Oxfam

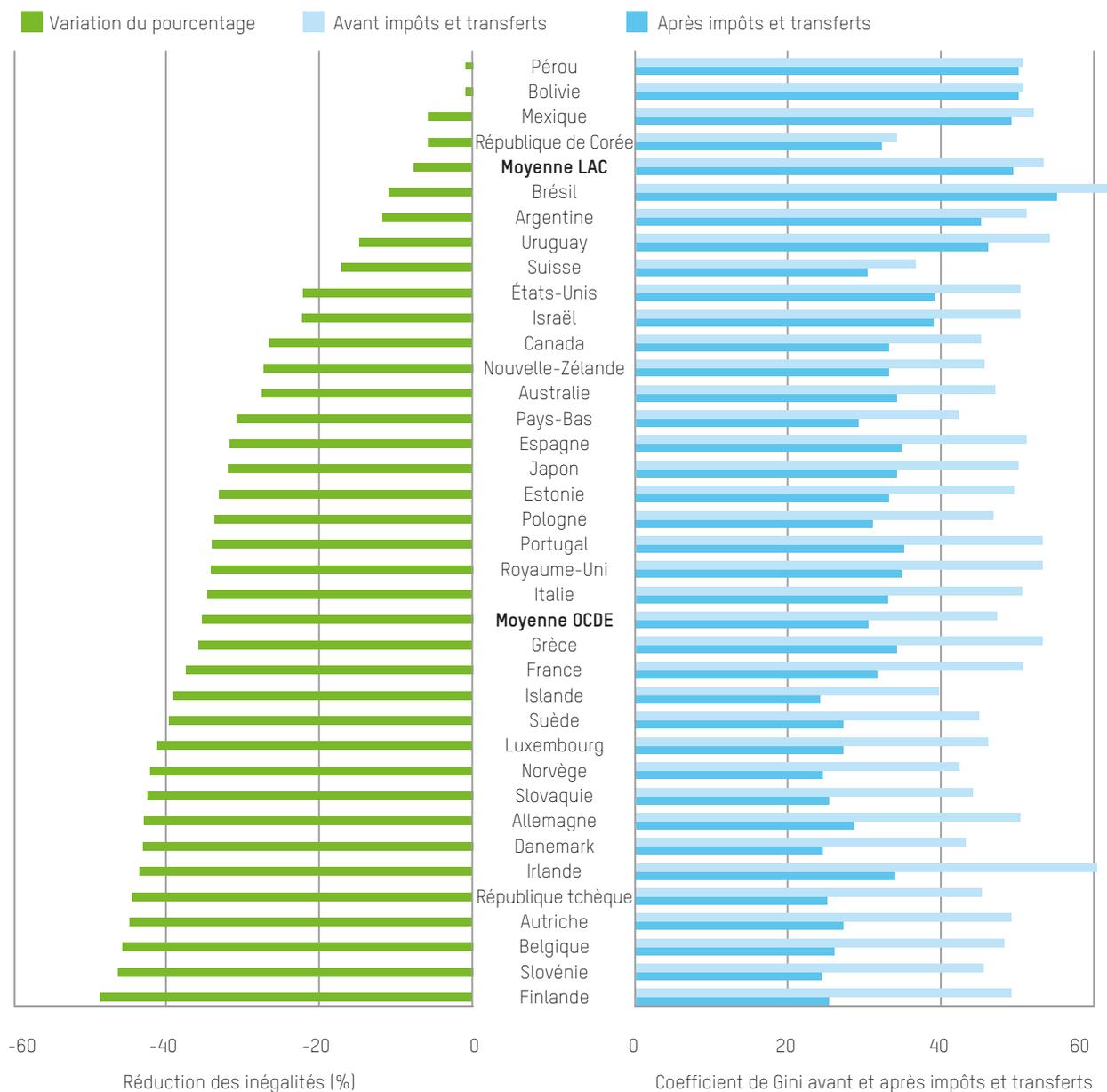
## 2.3

# FISCALITÉ ET INVESTISSEMENTS POUR UNIFORMISER LES RÈGLES DU JEU

Le système fiscal est l'un des outils les plus importants à disposition des États pour lutter contre les inégalités.

Des données compilées dans 40 pays attestent du potentiel de politiques fiscales redistributives bien conçues et des investissements correspondants par les États pour réduire les inégalités de revenus découlant des conditions du marché<sup>365</sup>. La Finlande et l'Autriche ont réduit de moitié les inégalités de revenus grâce à une imposition efficace et progressive et des dépenses sociales judicieuses.

**FIGURE 12 : Coefficient de Gini (revenus) avant et après impôts et transferts dans les pays de l'OCDE, d'Amérique latine et des Caraïbes (LAC) (2010)<sup>366</sup>**



À l'inverse, des systèmes fiscaux mal conçus exacerbent les inégalités. Alors que les nantis bénéficient de taux d'imposition réduits, d'exonérations et profitent des failles dans le système fiscal et alors que les plus riches cachent leur argent dans les paradis fiscaux à l'étranger, on déplore d'importants

déficits dans les budgets nationaux qui doivent être comblés par le reste d'entre nous, ce qui concentre les richesses au sommet de la pyramide.

Les experts fiscaux et organisations internationales de normalisation comme l'OCDE et le FMI reconnaissent les méfaits des exonérations, des incohérences fiscales et des paradis fiscaux<sup>367</sup>, mais leur engagement pour trouver des solutions n'est pas à la hauteur du problème. Des entreprises puissantes et des élites nationales et internationales semblent agir de concert pour rendre les systèmes fiscaux nationaux et internationaux de plus en plus injustes, ce qui aggrave les inégalités.

## LA VOIE DU REPLI : LE GRAND ÉCHEC FISCAL

Tous les pays (riches ou pauvres) ont besoin de recettes fiscales pour financer les services, l'infrastructure et les « biens publics » qui bénéficient à l'ensemble de la société. Mais les systèmes fiscaux des pays en développement, où les dépenses publiques et la redistribution sont essentielles pour sortir les populations de la pauvreté, tendent à être les plus régressifs et à pénaliser les pauvres<sup>368</sup>. Au Nicaragua, les 20 % les plus pauvres de la population consacrent 31 % de leurs revenus aux impôts, alors que les 20 % les plus riches contribuent pour moins de 13 %<sup>369</sup>. Les impôts indirects (comme la taxe sur la valeur ajoutée) qui affectent les pauvres de manière disproportionnée, constituent en moyenne 43 % des revenus fiscaux étatiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et jusqu'à 67 % en Afrique sub-saharienne<sup>370</sup>.

//

**Aucun homme politique ne parle pour nous.** Il ne s'agit plus uniquement du prix des tickets de bus. Nous payons des impôts élevés et nous sommes un pays riche, mais **cette situation ne se reflète pas dans nos écoles, dans nos hôpitaux ni sur nos routes.**

JAMAIME SCHMITT  
MANIFESTANT BRÉSILIEŒN<sup>371</sup>

//

### ÉTUDE DE CAS UNE CHARGE FISCALE INÉGALE EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE



Bernarda Paniagua vend du fromage et d'autres produits à Villa Eloisa de las Cañitas, l'un des endroits les plus pauvres et les moins bien desservis de la République dominicaine. Victor Rojas dirige une entreprise prestigieuse et vit dans l'une des zones les plus aisées du pays. Bernarda consacre une plus grande part de ses revenus en impôts directs que Victor, car le taux d'imposition sur les revenus dans le pays est quasi forfaitaire.

Bernarda Paniagua Santana dans son commerce à Villa Eloisa de las Cañitas, en République dominicaine (2014).  
Photo : Pablo Tosco/Oxfam

**(ÉTUDE DE CAS – SUITE)**

Dans le quartier de Victor, les enfants ne manquent de rien : ils bénéficient de la meilleure éducation possible et un médecin se rend à leur domicile aux premiers signes de fièvre.

En revanche, Karynely, la fille aînée de Bernarda, a quitté le lycée il y a quatre ans et aide désormais sa mère à vendre ses fromages. Elle n'a pas pu continuer ses études ni trouver un bon emploi, car elle n'a pas les compétences nécessaires en informatique, son ancienne école n'étant pas équipée d'ordinateurs.

Les pays en développement ont également les ratios recettes fiscales/PIB les plus faibles. Autrement dit, ils sont loin d'exploiter leur potentiel d'augmentation des recettes. Alors que les impôts perçus dans les pays développés atteignaient en moyenne 34 % du PIB en 2011, cette moyenne était bien inférieure dans les pays en développement, avec seulement 15 à 20 % du PIB<sup>372</sup>. D'après Oxfam, si les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (hors Chine) comblaient la moitié de leur manque à gagner fiscal, ils pourraient récupérer au total près de 1 000 milliards de dollars<sup>373</sup>. Une fiscalité insuffisante empêche de lutter contre les inégalités dans ces pays qui ont grandement besoin d'investissements publics pour se développer et réduire la pauvreté.

Dans les pays en développement, la perception des impôts est également sapée par le manque de moyens des administrations fiscales. Pour atteindre le même ratio agents fiscaux/population totale que la moyenne dans les pays de l'OCDE, les pays d'Afrique sub-saharienne devraient embaucher plus de 650 000 agents administratifs supplémentaires<sup>374</sup>. Malheureusement, seulement 0,1 % du total de l'aide publique au développement (APD) est utilisée pour réformer ou moderniser les administrations fiscales<sup>375</sup>, et les programmes qui renforcent la gestion des finances publiques, la perception des impôts et les organes de contrôle de la société civile ne sont pas toujours considérés comme prioritaires.

**Allègements d'impôts : une multitude de privilèges fiscaux, mais uniquement pour une minorité**

Le nivellement par le bas en matière de perception des impôts sur les sociétés constitue une grande part du problème. Des organisations multilatérales et des institutions financières ont encouragé les pays en développement à proposer des mesures fiscales incitatives (dispenses fiscales, exemptions d'impôts et zones franches) afin d'attirer les investissements directs étrangers. De telles mesures ont fortement sapé leur assiette fiscale.

En 1990, seule une poignée de pays en développement proposaient de telles mesures. En 2001, la plupart de ces pays le faisaient<sup>376</sup>. Le nombre de zones franches proposant des régimes fiscaux préférentiels aux investisseurs a explosé dans les pays les plus pauvres au monde. En 1980, un seul des 48 pays d'Afrique sub-saharienne proposait une zone franche, contre 17 pays en 2005, et leur nombre continue d'augmenter<sup>377</sup>.

En 2012 en Sierra Leone, les mesures d'incitations fiscales accordées à seulement six entreprises représentaient l'équivalent de 59 % du budget total du pays, plus de huit fois son budget santé et plus de sept fois son budget pour l'éducation<sup>378</sup>. En 2008–2009, le montant des exonérations fiscales accordées par le gouvernement rwandais aurait permis de doubler les dépenses de santé et d'éducation<sup>379</sup>.

Ce nivellement vers le bas est aujourd'hui largement perçu comme une catastrophe pour les pays en développement, car il profite plus à ceux possédant déjà beaucoup et réduit les recettes consacrées aux services publics<sup>380</sup>. Les pays en développement dépendent davantage des recettes de l'impôt sur les sociétés et sont moins à même de s'en remettre à d'autres sources comme l'impôt sur le revenu. Toute réduction des impôts sur les sociétés dans ces pays a donc un impact beaucoup plus élevé<sup>381</sup>. De plus, le FMI a récemment démontré que des allègements ou exemptions fiscales prises par un pays peuvent avoir un effet négatif considérable d'entrave à la collection des impôts dans les pays en développement, et ce encore plus que dans les pays de l'OCDE<sup>382</sup>.

### Paradis fiscaux et évasion fiscale : un cocktail explosif

Les failles dans le système fiscal international sont un problème pour tous les pays. Les États bien intentionnés qui cherchent à lutter contre les inégalités par le biais de politiques fiscales progressives sont souvent paralysés par une approche internationale faussée de la coordination fiscale. Aucun État à lui seul ne peut empêcher les grandes entreprises de tirer parti d'une coopération fiscale internationale défaillante.

Les paradis fiscaux se caractérisent notamment par un haut niveau de secret bancaire. Ils exonèrent partiellement ou totalement les sociétés et particuliers non-résidents, n'exigent aucune activité substantielle pour immatriculer une entreprise ou créer un compte bancaire, et n'échangent aucune information fiscale avec d'autres pays. L'évasion fiscale des multinationales et des riches particuliers dérobe aux pays riches et pauvres des recettes qui devraient être utilisées pour résoudre les problèmes économiques et sociaux urgents. Les paradis fiscaux sont délibérément structurés pour faciliter cette évasion.

Ils sont également très utilisés. Les 100 plus grandes entreprises de Grande-Bretagne possèdent environ 30 000 filiales, dont 10 000 sont implantées dans des paradis fiscaux<sup>383</sup>. Dans les îles Caïmans, l'immeuble Ugland House abrite à lui seul 18 857 entreprises. Le bâtiment a été rendu célèbre par Barack Obama, qui l'a appelé « soit le plus grand immeuble du monde, soit la plus grande escroquerie fiscale jamais observée<sup>384</sup> ». De la même façon, les îles Vierges accueillent 830 000 sociétés immatriculées pour une population totale de seulement 27 000 habitants. Au moins 70 % des sociétés du classement Fortune 500 ont une filiale dans un paradis fiscal<sup>385</sup>. La palme revient sans doute aux grandes banques : la Bank of America aurait peut-être besoin d'un nouveau nom, car elle gère 264 filiales étrangères dans les paradis fiscaux, dont 143 rien que dans les îles Caïmans<sup>386</sup>.

Les paradis fiscaux facilitent la pratique dite du « carrousel » (ou round-tripping), qui permet aux sociétés et aux particuliers de placer leur argent à l'étranger, dans un paradis fiscal, sous le coup du secret financier et de le faire à nouveau entrer dans le pays sous la forme d'un investissement

direct étranger (IDE). Ces personnes peuvent ainsi bénéficier des avantages fiscaux réservés aux investissements étrangers. Les sommes en jeu sont exonérées d'impôts ; elles échappent ainsi à la fiscalité sur les gains en capital et à l'impôt sur le revenu, qui s'applique normalement aux investissements domestiques. Par exemple, plus de la moitié des investissements directs étrangers en Inde transite par des paradis fiscaux, dont une grande partie par l'île Maurice<sup>387</sup>. 40 % des IDE mauriciens pour l'Inde (soit au total 55 milliards de dollars) proviennent d'un seul bâtiment au cœur de la capitale, Port Louis<sup>388</sup>.

Les paradis fiscaux facilitent également la manipulation des prix de transfert (la forme la plus courante d'évasion fiscale des sociétés). Cette pratique consiste à surévaluer les importations et à sous-évaluer les exportations de biens et services entre les filiales d'une même société de façon délibérée. La manipulation délibérée des prix de transfert est un exemple frappant d'évasion fiscale, mais il est extrêmement difficile pour les administrations fiscales des pays en développement de surveiller la façon dont les entreprises fixent le prix des biens et services échangés entre leurs filiales, surtout lorsque ces sociétés jonglent avec les marques, les brevets ou les frais de gestion parfois surévalués.

Le Bangladesh perd chaque année 310 millions de dollars en impôts sur les sociétés à cause de la manipulation des prix de transfert. Ce manque à gagner pourrait financer près de 20 % du budget de l'enseignement primaire dans un pays où il n'y a qu'un seul enseignant pour 75 élèves<sup>389</sup>.

Il semble quasiment impossible de déterminer la véritable étendue des pertes financières que tous les pays subissent à cause de l'évasion fiscale organisée par les multinationales. Cependant, selon des estimations prudentes, les sommes perdues seraient suffisantes pour atteindre deux fois les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)<sup>390</sup>.

Cette tendance ne présente hélas aucun signe de ralentissement. Les profits enregistrés par les sociétés dans les paradis fiscaux sont en très forte hausse. Autrement dit, de plus en plus d'impôts sont payés de manière artificielle et délibérée dans ces juridictions opaques et à faible imposition. Aux Bermudes, les profits déclarés des entreprises sont passés de 260 % du PIB en 1999 à plus de 1 000 % en 2008. Au Luxembourg, ils sont passés de 19 à 208 % sur la même période<sup>391</sup>.

Les particuliers les plus riches sont également capables de tirer parti des mêmes échappatoires et du secret fiscal. En 2013, Oxfam a estimé que le monde avait perdu environ 156 milliards de dollars en impôts sur le revenu à cause des actifs placés par les plus riches dans les paradis fiscaux à l'étranger<sup>392</sup>. Cette « maladie » n'affecte pas seulement les pays riches. Au Salvador, où 35 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté<sup>393</sup>, on estime que les nantis dissimulent 11,2 milliards de dollars dans les paradis fiscaux<sup>394</sup>.

Les États n'ont aucun moyen de s'assurer que ces entreprises internationales et riches particuliers payent leur juste part d'impôts tant que les paradis fiscaux sont en activité.

## Pourquoi une révolution fiscale n'a-t-elle pas encore eu lieu ?

Les politiques fiscales sont souvent sujettes à des intérêts personnels, notamment l'influence disproportionnée des lobbies industriels et des élites fortunées qui s'opposent à toute forme d'imposition plus progressive au niveau national et international. Dès 1998, l'OCDE a reconnu que la concurrence fiscale et le recours aux paradis fiscaux étaient nocifs, et qu'ils s'étendaient à un rythme alarmant<sup>395</sup>. Mais face au lobby soutenu de groupes qui représentaient les intérêts des paradis fiscaux (que ce soit ces paradis fiscaux eux-mêmes ou des gouvernements des pays riches), les tentatives de l'OCDE pour coordonner les actions dans le domaine fiscal ont été abandonnées pour la plupart dès 2001<sup>396</sup>.

La réforme du système fiscal international est revenue sur le devant de la scène depuis la crise financière mondiale de 2008. Plusieurs entreprises connues (dont Apple<sup>397</sup> et Starbucks<sup>398</sup>) ont suscité l'indignation de l'opinion publique suite à la révélation de cas d'évasion fiscale et de tricherie. En 2012, les États du G20 ont à nouveau mandaté l'OCDE pour qu'elle propose un plan d'action pour juguler le transfert de bénéfices et d'autres combines exploitées par les multinationales et qui érodent l'assiette fiscale des États (aboutissant au processus « BEPS » de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices). S'il est mené correctement, ce processus pourrait conférer à l'architecture fiscale internationale la cohérence dont elle manque cruellement et réduire les pratiques d'évasion fiscale des entreprises, dans l'intérêt des pays riches comme des pays pauvres.

Ce processus de réforme est toutefois fortement compromis, car il s'attaque aux intérêts des pays riches et est soumis à l'influence des élites de la sphère économique et des affaires. Fin 2013, l'OCDE a entamé des consultations publiques avec toutes les « parties prenantes »<sup>399</sup> pour débattre autour de plusieurs projets de réformes, notamment concernant une déclaration des profits et taxes payées pays par pays. Près de 87 % des contributions obtenues à ce sujet provenaient du secteur privé, et sans surprise celles-ci s'opposaient presque toutes à cette mesure de transparence. Dans l'ensemble, seulement cinq contributions émanaient de pays en développement, et les 130 autres de pays riches<sup>400</sup>.

De puissants intérêts particuliers font encore obstacle à l'établissement d'une vraie réforme.

## LA VOIE DE L'OUVERTURE : L'ESPOIR D'UN AVENIR PLUS JUSTE

Malgré le réseau opaque de paradis fiscaux et une forte résistance à réformer le système, il existe quelques lueurs d'espoir. Certains pays suivent la voie de l'ouverture et adoptent actuellement des politiques fiscales visant à lutter contre les inégalités. Des acteurs crédibles déclarent également que le système fiscal international ne fonctionne pas.

## À contre-courant

Environ neuf mois après l'élection de Macky Sall à la présidence du Sénégal en 2012, le pays a adopté un nouveau code fiscal pour générer des recettes afin de financer les services publics. Cette réforme a simplifié les règles fiscales, augmenté l'impôt sur les sociétés de 25 à 30 %, réduit l'impôt sur le revenu pour les plus pauvres et augmenté ce même impôt de 15 % pour les plus riches. Bien que de plus amples réformes soient requises au Sénégal, l'approche participative suivie (comprenant plusieurs phases de consultation avec les représentants des entreprises et de la société civile) a ouvert la voie pour d'autres réformes progressives susceptibles de combattre les inégalités, notamment une révision du code minier pour réévaluer les faibles redevances payées par les sociétés d'exploitation minière<sup>401</sup>.

En 2005, le gouvernement nouvellement élu en Uruguay et mené par le président José Mujica s'est attaqué à la réforme du système fiscal national, considéré comme régressif. Les taxes sur les biens de consommation ont été réduites, la couverture de l'impôt sur le revenu a été élargie, l'impôt sur les sociétés a été consolidé et certains impôts ont été abandonnés. Au final, la structure fiscale a été grandement simplifiée et les taux d'imposition ont été réduits pour les plus pauvres et la classe moyenne, et augmentés pour les plus riches. Aujourd'hui, les inégalités mesurées sur les revenus après impôt ont considérablement diminué<sup>402</sup>. Malgré ces avancées sur le plan national, l'Uruguay reste un paradis fiscal et participe à l'évasion fiscale d'autres pays, à hauteur de plusieurs milliards de dollars<sup>403</sup>.

Ces réformes démontrent que s'il y a une volonté politique, les mesures prises peuvent aller dans le bon sens et garantir que les nantis (entreprises et riches particuliers) paient plus d'impôt.

## Le consensus international évolue

Face aux coupes budgétaires et à l'indignation publique, le consensus international évolue également. Malgré les limites du processus BEPS (mentionnées plus haut), le fait que le G8, le G20 et l'OCDE aient porté ce point à l'ordre du jour en 2013 révèle que l'impôt des sociétés a besoin d'être réformé en profondeur. L'OCDE elle-même reconnaît également qu'il est nécessaire de redéfinir les règles internationales afin de juguler le transfert des bénéficiaires et de veiller à ce que les entreprises paient des impôts là où elles exercent une activité économique réelle et génèrent véritablement de la valeur<sup>404</sup>.

Le FMI réétudie actuellement la manière dont les multinationales sont imposées et, dans un rapport récent, a reconnu qu'il est nécessaire de transférer la base d'imposition vers les pays en développement<sup>405</sup>. Il a en outre reconnu que les initiatives internationales en cours étaient insuffisantes pour tendre vers une répartition « équitable » des recettes fiscales et du pouvoir.

Les processus menés par l'OCDE, les États-Unis et l'Union européenne améliorent également la transparence fiscale afin de lever le voile sur le secret qui entoure le système fiscal international. Les institutions européennes ont supervisé l'adoption d'un système de reporting pour les banques européennes, s'accordant à rendre publiques des informations comme les lieux où elles ont des filiales, leurs profits et les pays où elles sont imposées, surtout depuis que nombre de ces banques ont été renflouées sur fonds publics. Les pays du G8

ont réalisé des progrès sur la question des bénéficiaires réels d'entreprises, certains pays décidant de mettre en place des registres publics. Enfin, le G20 a approuvé une nouvelle norme internationale pour l'échange automatique d'informations fiscales.

D'autres propositions incitant les institutions internationales et les États à aller plus loin sont également débattues. Le FMI a récemment analysé la pertinence d'un « système de taxation unitaire au niveau mondial », une méthode fiscale alternative soutenue par les universitaires et certaines organisations de la société civile pour s'assurer que les entreprises paient des impôts là où elles exercent une activité économique réelle<sup>406</sup>. Dix pays de l'Union européenne se sont accordés à travailler ensemble à la mise en place d'une taxe sur les transactions financières. Appliquée à un vaste éventail de transactions, cette taxe pourrait réduire les opérations financières spéculatives et générer entre 30 et 35 milliards d'euros de recettes par an<sup>407</sup>.

Le débat entourant l'impôt sur la fortune au niveau national et mondial a été porté à l'attention du public par l'ouvrage de Thomas Piketty intitulé *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, dans lequel il propose un impôt mondial sur la fortune afin de lutter contre les très fortes inégalités de richesse. Thomas Piketty propose une taxation progressive commençant à 0,1 % pour ceux dont la fortune ne dépasse pas un million d'euros, et qui pourrait atteindre 10 % pour ceux qui possèdent plusieurs centaines de millions, voire plusieurs milliards d'euros<sup>408</sup>.

Le concept d'impôt sur la fortune a également été proposé au Congrès brésilien en 2013 par le parti au pouvoir au lendemain d'émeutes populaires<sup>409</sup>. En 2012, le FMI aurait envisagé un impôt sur la fortune ponctuel de 10 % afin que de nombreux pays européens retrouvent leurs ratios dettes publiques/PIB d'avant la crise financière, ce que l'institution a par la suite rapidement démenti<sup>410</sup>. Il ne fait aucun doute que les crises économiques et financières, ainsi que l'ouvrage *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, ont donné lieu à de sérieuses discussions sur le fait de taxer les grosses fortunes afin de lutter contre les inégalités économiques. Oxfam a calculé qu'un impôt de 1,5 % sur la fortune des milliardaires du monde pourrait rapporter 74 milliards de dollars. Cette somme suffirait à combler les déficits annuels de financements nécessaires pour scolariser tous les enfants et fournir une couverture santé universelle dans les 49 pays les plus pauvres<sup>411</sup>.

### Plus que des chiffres : la fiscalité est une question de modèle de société

*« La manière dont les personnes sont imposées, qui est soumis à l'impôt et la nature de ce qui est imposé en dit plus sur une société que quoi que ce soit d'autre. »*

**Charles Adams**<sup>412</sup>

Les impôts sont une source essentielle de revenus pour financer les services, les infrastructures et les biens publics qui profitent à tous, et ils assurent la cohésion entre les citoyens et l'État. Les États doivent restaurer la confiance dans le système fiscal et démontrer que lorsque l'imposition et les dépenses publiques sont bien exécutées, elles peuvent former le tissu d'une société décente et équitable et se révéler plus justes pour l'ensemble de la population.

Les réformes menées dans l'état de Lagos au Nigeria ont démontré que le cercle vicieux de la méfiance envers les États peut être rompu. Depuis son

arrivée au pouvoir en mai 2007, le gouverneur Babatunde Fashola a investi dans des routes et dans l'éducation tout en informant les 15 millions d'habitants que ces services publics ont été financés par leurs impôts. Babatunde Fashola est resté très populaire et a été réélu en 2011 avec une large majorité. En 2011, pas moins de 74 % des Lagosiens étaient satisfaits de la façon dont le gouverneur Fashola avait utilisé l'argent des contribuables jusque là. Cela prouve que même si la population voit généralement les impôts d'un mauvais œil dans de nombreux pays en développement où les gouvernements sont souvent perçus comme dépensiers et corrompus, des réformes fiscales efficaces peuvent rapidement y remédier<sup>413</sup>.

Ces signes représentent un espoir pour l'avenir. Mais comme toujours, passer des paroles aux actes demande une volonté et une mobilisation politiques fortes pour obliger les États à faire preuve de solidarité avec les 99 % et à lutter contre les intérêts particuliers s'opposant aux réformes.

**PHARMACY**  
**FREE FOR CHILDREN UNDER-5**



## 2.4

# SANTÉ ET ÉDUCATION : DES LEVIERS PUISSANTS POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

Les services publics comme l'éducation et les soins de santé sont essentiels pour lutter contre la pauvreté et les inégalités.

Un écriteau au dessus de la fenêtre de la pharmacie de l'hôpital pour enfants Ola Doring Hospital indique « Gratuit pour les enfants de moins de 5 ans », Freetown, Sierra Leone (2011).

Photo : Aubrey Wade/Oxfam

## ÉTUDE DE CAS GHANA : DES SYSTÈMES DE SANTÉ DÉFAILLANTS FATALS POUR LES PLUS PAUVRES

Babena Bawa était agriculteur dans le Wa East District, un quartier isolé et sous-développé au nord-ouest du Ghana qui compte sept centres de santé pour près de 80 000 personnes. Il n'y a pas d'hôpital, aucun médecin qualifié et seulement une infirmière pour 10 000 habitants. En mai 2014, Babena a succombé à la morsure d'un serpent qui aurait pu être traitée facilement si l'un des centres de santé du district avait eu l'antivenin en stock. Au lieu de cela, il a passé les dernières heures de sa vie dans une course fatale contre la montre pour rejoindre l'hôpital régional le plus proche... à 120 km de là. La piste menant au centre régional était défoncée et le voyage trop long : il est décédé avant d'arriver à l'hôpital.

L'histoire de Babena contraste fortement avec celle de Nana Akufo-Addo, candidat à la présidentielle. Lorsqu'il a connu des problèmes cardiaques en 2013, il a pu se rendre à Londres en avion pour y recevoir un traitement spécial.

Les services publics ont le pouvoir de transformer les sociétés en permettant aux populations de revendiquer leurs droits et de demander des comptes à leurs gouvernements. Ils leur permettent de dénoncer les règles injustes qui perpétuent les inégalités économiques, et d'améliorer leurs perspectives d'avenir.

On estime que si toutes les femmes avaient reçu un enseignement primaire, le mariage des enfants et la mortalité infantile pourraient être réduits d'un sixième et la mortalité maternelle de deux tiers<sup>414</sup>. De plus, il a été démontré que les services publics peuvent être d'importants vecteurs de stabilisation sur le plan économique et qu'ils peuvent atténuer l'impact de la répartition actuellement inégale des richesses et des revenus. Les pays de l'OCDE qui ont augmenté leurs dépenses dans les services publics tout au long des années 2000 ont affiché un taux de succès croissant en ce qui concerne la réduction des inégalités de revenus<sup>415</sup>. Entre 2000 et 2007, les « revenus virtuels » que représentent les services publics ont réduit les inégalités de revenus de 20 % en moyenne au sein de l'OCDE<sup>416</sup>.

Dans les pays plus pauvres, les tendances à long terme reflètent ces conclusions. Des études démontrent que les « revenus virtuels » que représentent les soins de santé et l'éducation réduisent également les inégalités de revenus réelles de 10 à 20 % dans cinq pays d'Amérique latine : Argentine, Bolivie, Brésil, Mexique et Uruguay<sup>417</sup>. Dans 11 des 12 pays asiatiques étudiés, les dépenses de santé de l'État ont permis de réduire les inégalités<sup>418</sup>. L'éducation a joué un rôle essentiel dans la réduction des inégalités au Brésil<sup>419</sup> et a contribué au maintien de faibles niveaux d'inégalités de revenus en République de Corée<sup>420</sup>.

Cependant, la capacité des services publics à réaliser leur plein potentiel de lutte contre les inégalités dépend de la manière dont ils sont conçus, financés et fournis. Malheureusement, à l'heure actuelle et dans de trop nombreux cas,

les choix politiques pénalisent les populations pauvres, privilégient les élites et aggravent encore les inégalités économiques préexistantes.

## LA VOIE DU REPLI : COUPES BUDGÉTAIRES, FRAIS, PRIVATISATION ET MÉDICAMENTS POUR UNE POIGNÉE DE PRIVILÉGIÉS

Des services publics universels constituent un outil puissant pour lutter contre les inégalités. Mais l'emprise des intérêts particuliers et de mauvais choix politiques (coupes budgétaires, frais à la charge du patient et privatisation) peut renforcer les inégalités.

### Coupes budgétaires et faibles niveaux de dépenses publiques

Dans de nombreux pays, les gouvernements se dérobent considérablement face à leurs responsabilités. En Inde, le budget militaire est environ deux fois supérieur à celui de la santé<sup>422</sup>. En Afrique, seulement six pays ont atteint l'objectif d'Abuja qui consiste à allouer 15 % des dépenses du gouvernement à la santé. Entre 2008 et 2012, plus de la moitié des pays en développement ont réduit leurs dépenses d'éducation, tandis que deux-tiers d'entre eux ont diminué leurs dépenses de santé<sup>423</sup>.

Il existe également un déséquilibre qui détourne les dépenses publiques consacrées à la santé et à l'éducation en faveur des milieux urbains déjà favorisés, au détriment des investissements réalisés dans les écoles et les centres de santé dans les zones rurales plus pauvres. Les services de meilleure qualité ont tendance à se concentrer dans les mégapoles et dans les villes. Au Malawi, où le niveau de dépenses publiques par enfant scolarisé dans le primaire figure parmi les plus bas au monde, 73 % des fonds publics affectés à l'éducation bénéficient aux 10 % les plus instruits de la population<sup>424</sup>, un chiffre indécemment.

Lorsque les services publics ne sont pas gratuits au point d'utilisation, des millions de citoyens ordinaires sont exclus de tout accès à l'éducation et aux soins de santé. Chaque année, 100 millions de personnes dans le monde tombent dans la pauvreté, car elles doivent payer de leur poche leurs soins de santé<sup>425</sup>. Une urgence sanitaire peut plonger une famille dans la pauvreté et provoquer une faillite pour plusieurs générations. Le coût des soins de santé exacerbe également les inégalités économiques dans les pays riches : aux États-Unis, les dettes liées aux soins médicaux étaient à l'origine de 62 % des faillites personnelles en 2007<sup>426</sup>.

### Des frais prohibitifs toujours appliqués aux dépens d'une partie de la population

Les frais de scolarité peuvent dissuader certaines familles d'inscrire leurs enfants à l'école, surtout au niveau de l'enseignement secondaire où ces frais sont plus répandus. Les plus pauvres n'ont tout simplement pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans des écoles payantes, même lorsque les frais d'inscription sont jugés « bas ».

//

Les frais à la charge des patients, aussi modestes soient-ils, peuvent décourager [les personnes pauvres] de faire appel aux services dont ils ont besoin. C'est à la fois **injuste et inutile**.

**JIM YONG KIM**  
PRÉSIDENT DE LA  
BANQUE MONDIALE<sup>421</sup>

//

Les femmes et les filles sont les plus touchées par la facturation des services publics aux usagers. Dans de nombreuses sociétés, leur statut inférieur et l'absence de contrôle sur les finances du foyer signifient qu'elles sont les dernières à recevoir une éducation ou à bénéficier de soins médicaux. Même le Groupe de la Banque mondiale, un défenseur de longue date des frais à la charge du patient, a révisé sa position. Ces frais subsistent toutefois dans un grand nombre des pays les plus pauvres au monde.

### ÉTUDE DE CAS LES FRAIS DE SANTÉ RUINENT LES PLUS DÉFAVORISÉS EN ARMÉNIE



La famille Hovhannisyan dans la communauté rurale de Verin Getak, en Arménie (2013).

Photo : Oxfam en Arménie

En 2010, les dépenses totales de santé représentaient 1,62 % du budget de l'État arménien. Ce sous-investissement n'a laissé d'autre choix aux patients que de sortir des sommes importantes de leur poche pour couvrir leurs besoins en matière de santé.

En Arménie, le coût élevé des soins de santé a plongé Karo et sa femme Anahit dans une situation financière désastreuse. Anahit souffre d'hypertension artérielle et d'un prolapsus de l'utérus nécessitant une intervention chirurgicale, tandis que Karo a survécu à un infarctus du myocarde et continue de souffrir des complications de son diabète. Ils ne remplissent pas les critères pour bénéficier de soins subventionnés, et en raison de leurs problèmes de santé, ils ont dû contracter des prêts coûteux et vendre leur bétail et leurs objets précieux. La famille s'est enfoncée progressivement dans les dettes et la pauvreté au fil des problèmes de santé.

### Des distractions à haut risque

D'importantes sommes d'argent sont détournées du trésor public au profit du secteur privé à but lucratif, via des subventions directes ou des exonérations d'impôts. En Inde, de nombreux hôpitaux privés qui ont un passé un contrat avec l'État et sont subventionnés par celui-ci pour prendre en charge gratuitement des patients pauvres, n'honorent pas leurs engagements<sup>427</sup>. Au Maroc, l'augmentation récente et rapide des frais dans les écoles privées soutenues par des fonds publics et des exonérations fiscales s'est accompagnée d'une plus grande disparité des résultats scolaires. En 2011,

//

J'y suis allée pour être opérée de la cataracte. On m'a dit que cela me coûterait 7 000 livres égyptiennes. Je n'en avais que 7, j'ai donc décidé de devenir aveugle.

**UNE FEMME DE 60 ANS, VIVANT  
DANS UN VILLAGE RECLÉ  
EN ÉGYPTE**

//

les enfants les plus défavorisés vivant en milieu rural étaient 2,7 fois moins susceptibles d'acquérir des compétences élémentaires en lecture que les enfants les plus riches vivant en milieu urbain. Depuis 2006, cet écart s'est accru de 20 %<sup>428</sup>.

Les gouvernements des pays en développement recourent également de plus en plus à des partenariats public-privé coûteux et risqués. Le Lesotho illustre parfaitement la façon dont cette stratégie risque de détourner les rares ressources publiques des domaines où les besoins sont les plus pressants, renforçant ainsi les inégalités dans un pays parmi les plus inégalitaires au monde<sup>429</sup>.

### ÉTUDE DE CAS UN PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ EN SANTÉ MENACE DE METTRE EN FAILLITE LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ DU LESOTHO

L'hôpital Queen Mamohato Memorial à Maseru, capitale du Lesotho, a été conçu, construit, financé et fonctionne désormais dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) qui englobe la prestation de tous les services cliniques. Le PPP a été développé sous les conseils de la Société financière internationale (SFI), l'antenne d'investissement dans le secteur privé de la Banque mondiale. Le PPP devait fournir des services de soins de santé améliorés et de grande qualité pour le même coût annuel que l'ancien hôpital public.

Trois ans plus tard, l'hôpital en PPP et ses trois cliniques annexes :

- coûtent 67 millions de dollars par an, au moins trois fois ce que l'ancien hôpital public aurait coûté aujourd'hui, et engloutissent 51 % du budget total de la santé du gouvernement ;
- détournent des ressources indispensables des services de santé dans les zones rurales où vivent les trois-quarts de la population et où le taux de mortalité s'envole ;
- devraient générer un taux de rendement des capitaux propres de 25 % pour les actionnaires et un revenu total 7,6 fois plus important que leur placement initial. Dans le même temps, le Gouvernement du Lesotho est lié par un contrat sur 18 ans.

La hausse des coûts a nécessité une augmentation de 64 % des dépenses de santé du gouvernement sur les trois années suivantes. 83 % de cette augmentation est imputable à la ligne budgétaire qui couvre le PPP. Il s'agit là d'un détournement dangereux des rares fonds publics qui pourraient servir à financer les infirmières, les centres de santé ruraux et d'autres services afin d'offrir des soins de santé aux populations les plus pauvres, susceptibles de réduire les inégalités.

Pour plus d'informations, voir : A. Marriott (2014), « Une dangereuse diversion : Le partenariat public-privé phare de la SFI en matière de santé va-t-il entraîner la faillite du ministère de la Santé du Lesotho ? », Oxfam, <http://oxf.am/5QA>

Les gouvernements des pays riches et les bailleurs de fonds internationaux (y compris le Groupe de la Banque mondiale, USAID, le Département du

développement international du Royaume-Uni et l'Union européenne) promeuvent également une plus forte implication du secteur privé dans la prestation de services<sup>430</sup>. Cela ne peut aboutir qu'à un renforcement des inégalités économiques.

En réalité, une implication importante du secteur privé dans le secteur de la santé s'est accompagnée d'une recrudescence des taux d'exclusion des populations pauvres des traitements et des soins. Dans trois pays asiatiques parmi les plus performants et qui ont atteint ou presque atteint l'objectif de couverture santé universelle (Sri Lanka, Malaisie et Hong Kong), le secteur privé revêt une valeur négligeable pour le quintile le plus pauvre de la population<sup>431</sup>. Selon des données récentes et détaillées, la majorité des femmes indiennes appartenant aux 60 % les plus pauvres se tournent vers les services publics pour accoucher, tandis que la majorité de celles qui font partie des 40 % les plus riches choisissent de le faire dans une clinique privée<sup>432</sup>. C'est aux riches que les services privés profitent le plus, et non aux plus nécessiteux. Ils ont donc pour effet d'accroître encore les inégalités économiques.

En matière d'éducation, les écoles privées à bas coût font l'objet d'un engouement croissant. Ces écoles restent toutefois largement inabordables pour les familles les plus pauvres et creusent l'écart entre les riches et les pauvres. Au Ghana, l'inscription d'un enfant dans une école privée à bas coût du réseau Omega représente 40 % du revenu du ménage pour les familles les plus pauvres<sup>433</sup>. Pour les 20 % des familles les plus pauvres du Pakistan, envoyer leurs enfants dans des écoles privées à bas coût représenterait environ 127 % des revenus du ménage<sup>434</sup>. On observe la même tendance au Malawi<sup>435</sup> et dans les zones rurales en Inde<sup>436</sup>. Les familles pauvres choisissent souvent de privilégier un ou deux enfants<sup>437</sup>, et ce sont généralement les filles qui en pâtissent. D'après une étude réalisée en Inde, les écoles privées à bas coût sont fréquentées par 51 % des garçons, contre seulement 34 % des filles<sup>438</sup>.

Les plus riches peuvent choisir de recourir à des services de santé et d'éducation en dehors du système public. Cette situation sape le contrat social entre l'État et ses citoyens et met la démocratie en péril. Lorsque seuls les plus pauvres utilisent les systèmes publics, la classe moyenne supérieure principalement urbaine (c'est-à-dire les personnes ayant une influence politique et économique plus forte) n'a aucun intérêt particulier à défendre des dépenses dédiées aux services publics et est moins incitée à payer ses impôts. Cela crée un cercle vicieux qui détériore la qualité des services et risque d'aggraver les inégalités structurelles, puisque les riches se désintéressent de plus en plus de la réalité d'une « sous-classe » en souffrance<sup>439</sup>.

L'histoire du système éducatif argentin doit servir de mise en garde contre cet avenir à deux vitesses. L'augmentation progressive des inégalités de revenus s'est accompagnée d'une ségrégation accrue en matière d'éducation<sup>440</sup>. Au Chili, il a été démontré que la possibilité de ne pas utiliser le système public nuisait à l'efficacité et à l'équité de l'ensemble du système de santé<sup>441</sup>.

### Les règles internationales menacent les services publics

À l'instar de la fiscalité, les règles internationales peuvent entraver les politiques nationales. Les entreprises internationales qui proposent des services de santé et d'éducation font pression depuis longtemps sur

L'Organisation mondiale du commerce pour imposer des règles internationales obligeant les pays à ouvrir les secteurs de la santé et de l'éducation aux intérêts commerciaux privés. Wikileaks a récemment révélé que 50 pays prévoyaient d'introduire un accord sur le commerce des services, ce qui entérinerait la privatisation des services publics<sup>442</sup>.

De manière plus immédiate, les clauses relatives à la propriété intellectuelle dans les accords de commerce et d'investissement, qui obligent les États à prolonger les brevets sur des médicaments vitaux, pèsent lourdement sur les budgets de la santé des pays en développement. De ce fait, ceux-ci ne sont plus en mesure de fournir de nombreux traitements dont leur population a tant besoin. Par exemple, la majorité des 180 millions de personnes infectées par l'hépatite C ne peuvent pas bénéficier de nouveaux traitements efficaces car elles vivent dans l'hémisphère sud où ni les patients ni les États n'ont les moyens de payer des frais médicaux qui s'élèvent à 1 000 dollars par jour<sup>443</sup>. En Asie, les médicaments représentent jusqu'à 80 % des sommes déboursées par les patients pour leurs soins de santé<sup>444</sup>. Bien que les pays pauvres souffrent le plus du prix élevé des médicaments, les pays riches ne sont pas épargnés pour autant. En Europe, les dépenses pharmaceutiques des États ont augmenté de 76 % entre 2000 et 2009<sup>445</sup>. Certains pays refusent désormais de proposer de nouveaux traitements anticancéreux à des patients en raison de leurs coûts élevés.

Une protection excessive de la propriété intellectuelle étouffe également la concurrence des médicaments génériques qui constitue le moyen le plus efficace et durable de faire baisser les prix. Ce n'est qu'après que les entreprises de médicaments génériques indiennes soient entrées sur le marché des traitements contre le VIH que les prix sont passés de 10 000 dollars annuels par patient à environ 100 dollars. Cela a permis aux bailleurs de fonds et aux gouvernements de financer le traitement de plus de 12 millions de personnes<sup>446</sup>. Pourtant, les pays en développement sont incités à signer de nouveaux accords commerciaux et d'investissement, comme l'accord de partenariat transpacifique. Ces accords renforcent la protection de la propriété intellectuelle, mettant des vies humaines en jeu et creusant encore le fossé entre les riches et les pauvres.

### L'intérêt public négligé au profit d'intérêts privés

De puissantes coalitions d'intérêts fixent les règles et dictent les termes du débat sur le plan national et international. Les gouvernements des pays riches et les multinationales utilisent les accords commerciaux et d'investissement pour promouvoir leurs intérêts en créant des monopoles qui augmentent les prix des médicaments et contraignent les pays en développement à ouvrir les secteurs de la santé et de l'éducation aux intérêts commerciaux privés.

En Afrique du Sud, les compagnies d'assurance privée ont été accusées d'exercer des pressions contre le nouveau régime national d'assurance maladie qui prévoit l'accès aux soins de santé essentiels pour tous<sup>447</sup>. En 2013, l'entreprise pharmaceutique américaine Eli Lilly a intenté une action en justice contre le Canada, lui réclamant 500 millions de dollars pour compenser l'invalidation des brevets pour deux de ses médicaments par le gouvernement canadien<sup>448</sup>.

Le fait que seulement 10 % des dépenses en R&D pharmaceutique soient dévolus aux maladies frappant majoritairement les 90 % les plus pauvres de la population mondiale<sup>449</sup> rappelle non sans amertume que les grandes entreprises pharmaceutiques dictent les priorités de recherche en fonction de leurs intérêts commerciaux aux dépens des besoins en matière de santé publique. L'absence de traitement efficace contre Ebola n'est pas surprenante : il n'y a eu pratiquement aucun investissement pour trouver un remède à cette maladie touchant principalement les populations pauvres en Afrique<sup>450</sup>. En Europe, l'industrie pharmaceutique dépense chaque année plus de 40 millions d'euros pour influencer les décisions prises au sein de l'UE, avec le concours de quelque 220 lobbyistes<sup>451</sup>. Leur action est souvent facilitée par les liens étroits que ces lobbyistes entretiennent avec les personnes au pouvoir. On sait par exemple qu'il existe des liens entre le bureau du Représentant américain au commerce (qui définit les règles et les politiques commerciales) et le puissant lobby PhRMA (Pharmaceutical Research and Manufacturers of America)<sup>452</sup>.

Comme l'a très justement formulé Margaret Chan, directrice générale de l'OMS, en 2014 : « Il y a quelque chose de fondamentalement faussé dans le monde si une entreprise peut contester des politiques publiques introduites pour protéger la population contre un produit qui tue [à propos du tabac]. Si de tels accords commerciaux entravent l'accès à des médicaments abordables, nous devons nous demander : est-ce vraiment là un progrès, surtout si l'on tient compte de l'augmentation en flèche des coûts de la santé partout dans le monde ?<sup>453</sup> »

Dans les pays, les décisions concernant le budget que les États consacrent aux services publics, ainsi que l'identification des bénéficiaires finaux, sont façonnées par des luttes de pouvoir entre des groupes aux intérêts divergents. Trop souvent, les besoins des élites fortunées passent en premier et les réformes progressistes du service public sont contrecarrées. Dans de nombreux pays d'Amérique latine, une fois que les travailleurs du secteur formel ont obtenu la mise en place d'une assurance maladie, ils se sont opposés à toute extension de la couverture car ils ne souhaitaient pas voir leurs avantages « dilués ».



**... SONT DÉVOLUS AUX MALADIES FRAPPANT MAJORITAIREMENT LES 90 % LES PLUS PAUVRES DE LA POPULATION MONDIALE**

---

## LA VOIE DE L'OUVERTURE : RECONQUÉRIR L'INTÉRÊT PUBLIC

Les États doivent reprendre le contrôle de la politique publique et s'assurer que la conception, le financement et la prestation des services publics s'effectuent dans l'intérêt de la population, afin d'optimiser la lutte contre les inégalités. Certains pays offrent de bons exemples et laissent espérer qu'une voie de l'ouverture est possible. Pour que les États s'engagent sur cette voie, il faut que des citoyens mobilisés pèsent sur les choix politiques qui ont été dominés par les intérêts particuliers jusqu'à présent.

### Couverture santé universelle

L'engouement croissant autour de la couverture santé universelle (CSU), permettant à tous d'accéder aux soins de santé nécessaires sans s'exposer à des difficultés financières, pourrait améliorer considérablement l'accès aux soins de santé et faire reculer les inégalités.

En 2013, Margaret Chan décrivait la CSU comme étant « le concept le plus efficace que la santé publique puisse offrir »<sup>454</sup>. Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, a clairement expliqué que la CSU est cruciale pour lutter

contre les inégalités, en déclarant qu'elle est « l'élément indispensable à la réalisation des objectifs mondiaux [de la Banque mondiale] visant à éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et à stimuler une prospérité partagée »<sup>455</sup>.

Certains États prennent déjà des mesures. La Chine, la Thaïlande, l'Afrique du Sud et le Mexique comptent parmi les pays émergents qui renforcent rapidement l'investissement public dans les soins de santé. De nombreux pays à faible revenu ont également adopté des politiques de gratuité des soins de santé pour une partie ou la totalité de leurs citoyens en guise de première étape vers la CSU, en supprimant par exemple les frais de santé maternels et pédiatriques. Les pays ayant réalisé les progrès les plus remarquables vers la CSU sont ceux qui privilégient le financement public des soins de santé à partir des recettes fiscales générales, plutôt que de compter sur les primes d'assurance ou les paiements directs par les patients. Chaque étape sur cette voie peut réduire considérablement les inégalités économiques, en offrant à chacun un accès aux soins de santé.

Avant l'introduction du programme de couverture universelle en Thaïlande en 2002, près d'un tiers de la population n'avait aucune couverture maladie<sup>456</sup>. La plupart de ces personnes travaillaient dans le secteur informel et étaient trop pauvres pour payer des primes d'assurance. L'État thaï a décidé de financer la couverture à partir des recettes fiscales générales. En seulement 10 ans, la part de la population sans couverture maladie est passée sous la barre des 4 %<sup>457</sup>. Ce fut une réforme progressive : la première année, le montant à déboursier chaque mois par les plus pauvres pour leurs soins de santé a diminué de plus de la moitié<sup>458</sup>. Le pourcentage de foyers maintenus dans la pauvreté à cause des frais de santé excessifs a chuté de 7,1 % en 2000 à 2,9 % en 2009<sup>459</sup>. Les taux de mortalité maternelle et infantile ont également chuté.

## ÉTUDE DE CAS GRATUITÉ DES SOINS DE SANTÉ AU NÉPAL



Un groupe de jeunes mères attendent avec leurs enfants pour un bilan de santé dans une petite clinique rurale publique de Makwanpur, au Népal (2010).  
Photo : Mads Nissen/Berlingske

Depuis 2005, l'État népalais a considérablement amélioré l'accès aux soins de santé en supprimant les frais pour les services de santé primaires (notamment les médicaments essentiels) et en proposant des mesures incitatives en espèces pour que les femmes accouchent dans des centres de santé. Dans les districts les plus pauvres du Népal, la part de femmes qui accouchent dans un centre de santé a plus que triplé passant de 6 à 20 % en seulement quatre ans<sup>460</sup>. Avant les réformes, les 20 % de femmes les plus riches étaient six fois plus susceptibles d'accoucher dans un centre de santé que les 20 % de femmes les plus pauvres. Ce taux a été divisé par deux lorsque les frais d'accouchement ont été supprimés<sup>461</sup>.

*« Je travaille dans la santé depuis 18 ans. Le nombre de patientes a considérablement augmenté suite à l'introduction de la gratuité des soins de santé maternelle. Nous ne recevions que quatre ou cinq femmes sur le point d'accoucher par mois, alors que nous en voyons actuellement plus d'une vingtaine. Auparavant, se rendre à la clinique s'avérait très coûteux. Dorénavant, les femmes peuvent accoucher ici gratuitement, en toute sécurité, et n'ont plus besoin d'attendre que leur mari leur donne l'argent nécessaire. »*

**Sage-femme, Surkhet, Népal**

Par ailleurs, certaines tentatives de grandes entreprises pharmaceutiques pour bloquer l'accès à des médicaments abordables ont été déjouées. En 2013, la Cour Suprême indienne a rejeté un brevet sur Glivec®/Gleevec®, un traitement contre le cancer développé par Novartis. Les patients souffrant de leucémie myéloïde chronique peuvent désormais prendre des versions génériques du Glivec pour seulement 175 dollars par mois, soit près de quinze fois moins que les 2 600 dollars facturés par Novartis. À ce prix, l'État devrait pouvoir prendre en charge le traitement des patients<sup>462</sup>.

## Des avancées prometteuses dans l'éducation

Depuis le mouvement Éducation pour tous et l'adoption des OMD en 2000, le monde a connu des avancées impressionnantes quant au nombre d'enfants bénéficiant d'un enseignement primaire. Grâce à un soutien accru des bailleurs de fonds, aux dépenses domestiques et à l'allègement de la dette, plusieurs pays sont parvenus à éliminer les frais de scolarité, accélérant ainsi l'accès à l'éducation pour les enfants les plus pauvres. En Ouganda par exemple, les inscriptions ont augmenté de 73 % en une seule année (passant de 3,1 millions à 5,3 millions) suite à la suppression des frais de scolarité<sup>463</sup>. La suppression des frais de scolarité est essentielle pour lutter contre les inégalités et renforcer les opportunités pour les plus pauvres.

Néanmoins, la qualité de l'enseignement proposé s'est dégradée dans les pays qui n'ont pas suffisamment investi dans des enseignants qualifiés, des locaux et des équipements appropriés pour faire face à l'augmentation des inscriptions. Cette situation s'est encore aggravée lorsque des bailleurs n'ont pas tenu leurs engagements et les budgets des États ont fondu à cause de la crise économique mondiale. Cela risque d'aggraver les inégalités en matière de qualité de l'enseignement entre les secteurs public et privé, ainsi qu'entre les enfants les plus pauvres et les plus riches.

Outre la suppression des frais de scolarité, des investissements ciblés supplémentaires sont nécessaires pour offrir aux enfants les plus marginalisés un enseignement de qualité. Cela inclut l'augmentation des financements pour les écoles en zones rurales et sous-desservies, des politiques destinées à surmonter d'autres obstacles financiers empêchant l'accès des enfants pauvres à l'éducation (comme l'achat d'uniformes et de matériel scolaire, ou encore le transport), et plus de redevabilité en matière de qualité de l'enseignement grâce à l'implication active de la communauté dans la gestion des écoles.

Certains pays sont à l'avant-garde dans ce domaine. Le Brésil a par exemple adopté des réformes qui soutiennent l'accès à un enseignement de qualité et consacrent davantage de dépenses à l'éducation des enfants pauvres, notamment au sein des communautés indigènes et noires<sup>464</sup>. Ces réformes ont contribué à réduire les inégalités d'accès depuis le milieu des années 1990 : le nombre moyen d'années passées à l'école par les 20 % d'enfants les plus pauvres a doublé pour passer de quatre à huit ans<sup>465</sup>. L'investissement dans l'éducation et les soins de santé a joué un rôle essentiel dans les récentes victoires du Brésil pour faire reculer les inégalités.

Plusieurs pays d'Asie de l'Est, dont la République de Corée, le Japon et Singapour, ont mis en place des programmes conçus spécifiquement pour promouvoir un apprentissage équitable, notamment en investissant dans des enseignants de grande qualité. Même les élèves les plus pauvres bénéficient maintenant d'un enseignement supérieur au seuil minimum<sup>466</sup>. Cela est clairement prouvé : le fait que l'équité soit un objectif explicite des politiques éducatives améliore l'ensemble des résultats de l'enseignement.

L'investissement public dans les soins de santé et l'éducation pour tous les citoyens est un outil efficace pour lutter contre les inégalités, et ces exemples démontrent qu'un changement est possible, même face à des intérêts particuliers très puissants.

## L'aide peut lutter contre les inégalités et la mainmise des élites sur le pouvoir politique

Les impôts et la mobilisation des ressources domestiques jouent un rôle central pour renforcer les dépenses publiques. Pour certains pays, tirer le meilleur parti de l'aide et l'investir de manière judicieuse, (par exemple dans des services publics de bonne qualité dont les citoyens ont besoin et qu'ils réclament), a également contribué à réduire la pauvreté et les inégalités en soutenant les plans nationaux de services publics et en augmentant les dépenses publiques.

En 2004, un peu plus d'un quart de l'aide reçue par le Rwanda (un pays qui a passé 10 ans à reconstruire les institutions nationales et la stabilité économique suite au génocide de 1994) a pris la forme d'un appui budgétaire : une aide à long terme capable de soutenir les systèmes de santé et d'éducation et de renforcer les institutions. L'augmentation constante de l'appui budgétaire jusqu'à 2004 a permis au gouvernement de supprimer les frais de scolarité dans le primaire et le secondaire inférieur, d'augmenter les dépenses pour les traitements des personnes atteintes du VIH/Sida et d'offrir aux producteurs des garanties sur les prêts agricoles<sup>467</sup>.

Dans de nombreux pays en développement, l'aide a aussi beaucoup influé sur l'économie et la politique. Ainsi, lorsque les bailleurs de fonds cherchent activement à investir dans une gouvernance responsable et un réel engagement citoyen, l'aide peut aussi contribuer à empêcher la mainmise des élites sur le pouvoir politique.

Par exemple, les États-Unis cherchent à cibler les investissements agricoles dans le nord du Ghana (une région historiquement pauvre) via les conseils de district locaux afin de rendre ceux-ci plus réceptifs aux contributions des agriculteurs locaux. Parallèlement, les États-Unis soutiennent aussi des associations d'agriculteurs pour exiger davantage de réactivité des conseils de district. À leur tour, les conseils de district réclament désormais davantage de soutien de la part du gouvernement central.

Ce type d'aide est primordial, mais depuis 2009, l'aide aux organisations de la société civile a stagné aux alentours de 14 % du total des flux d'aide alloués par les membres du CAD de l'OCDE<sup>468</sup>. Dans le même temps, la tendance à plus long terme est à l'augmentation de l'aide des bailleurs de fonds destinée au secteur privé. À elle seule, l'aide multilatérale pour le secteur privé a décuplé depuis le début des années 1990<sup>469</sup>. Il s'agit d'une tendance inquiétante qui détourne les priorités au détriment du soutien des dépenses publiques pour une bonne gouvernance, pour des services publics de qualité et pour l'agriculture à l'échelle locale, ainsi que pour d'autres biens publics susceptibles de faire reculer les inégalités.



---

## 2.5

---

# BRISER LES CHAÎNES DE LA PEUR

Ces dernières décennies, les avancées en matière de développement ont prolongé l'espérance de vie et réduit les taux de natalité dans beaucoup de pays en développement. Cependant, cela met aussi à mal les systèmes de soutien informels et plonge des millions de personnes dans une grande détresse. Les personnes âgées, les femmes en particulier, sont confrontées à des conditions difficiles, de même que les enfants et les personnes incapables de travailler à cause de handicaps ou de l'absence d'offres d'emplois.

Ensanche Luperon, un vendeur de bonbons, part tous les après-midis vendre des bonbons à la noix de coco, malgré son handicap affectant sa mobilité et lui causant des troubles du langage, République dominicaine (2014).  
Photo : Pablo Tosco/Oxfam

## ÉTUDE DE CAS ZAMBIE, LE POUVOIR DES RETRAITES

Tiziwenji Tembo a 75 ans. Elle vit dans le district de Katete en Zambie. Onze de ses 15 enfants sont morts et elle s'occupe désormais de quatre petits-enfants. Jusqu'à récemment, elle n'avait pas de revenus réguliers ; elle et ses petits-enfants manquaient souvent de nourriture. Ses enfants refusaient souvent d'aller à l'école, car ils n'avaient pas d'uniformes ou de livres, et étaient la risée des autres élèves. Mais leur vie a changé lorsqu'elle a commencé à recevoir une retraite régulière de 12 dollars par mois. Grâce à cet argent, la famille a pu manger plus régulièrement, acheter des uniformes pour l'école et réparer la maison<sup>470</sup>.

La protection sociale implique souvent que les États versent de l'argent ou fournissent des avantages en nature (allocations familiales, retraites et protection chômage, par exemple). Ces avantages sociaux constituent comme les soins de santé et l'éducation un « revenu virtuel » pour ceux qui en ont le plus besoin, atténuant ainsi les inégalités dans la répartition des revenus. Cela est indispensable non seulement pour réduire les inégalités économiques, mais aussi pour rendre la société plus solidaire et égalitaire, et moins régie par l'individualisme.

Après la Seconde Guerre mondiale, la majorité des pays riches ont introduit des systèmes de protection sociale à grande échelle, souvent universels, garantissant un revenu de base à tous les citoyens et une assurance en cas de chômage ou de handicap, sans oublier le système de retraite. Toutes ces mesures se relaient « du berceau à la tombe ». Aux États-Unis, l'introduction de la sécurité sociale et des retraites dans les années 1930 a fortement réduit les niveaux de pauvreté parmi les personnes âgées.

La crise financière de 2008 a donné lieu à la création de l'Initiative pour un socle de protection sociale, menée par l'OIT et l'OMS. Cette initiative encourage les pays à fournir une sécurité de revenus de base pour les personnes sans emploi, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées ou incapables de gagner un salaire suffisant. Toutefois, les données récentes révèlent que plus de 70 % de la population mondiale n'est pas couverte correctement par une protection sociale<sup>471</sup>.

## VERS UNE COUVERTURE UNIVERSELLE

La plupart des pays riches ambitionnaient de mettre en place une couverture universelle, plutôt que d'offrir des prestations ciblées aux personnes dans le besoin. Les raisons derrière cette volonté sont souvent politiques : octroyer des avantages sociaux à tout le monde renforce la cohésion nationale et la solidarité. Cela garantit également le soutien des classes moyennes et évite la stigmatisation liée à l'examen des ressources.

Le choix des bénéficiaires est un exercice complexe, variable et souvent source de divisions, avec ses propres coûts et ses risques de fraude. Une étude a démontré que cibler les bénéficiaires est moins efficace dans les pays

//

La véritable valeur d'une société se mesure à la manière dont elle traite les plus vulnérables de ses membres.

MAHATMA GANDHI

//

à faible revenu à cause des détournements importants, de la couverture insuffisante et des coûts administratifs : 25 % des programmes ciblés se révèlent régressifs et, en Afrique, les programmes ciblés transfèrent aux personnes pauvres 8 % de revenus en moins que les programmes universels<sup>472</sup>. De plus, les programmes ciblés visent généralement les foyers, ce qui signifie que les femmes et les groupes vulnérables comme les personnes âgées risquent d'être exclus du processus.

Malgré cela, les prestations ciblées, restreintes et soumises à conditions de ressources pour les bénéficiaires sont de plus en plus privilégiées depuis quelques dizaines d'années, en particulier par la Banque mondiale et le FMI. Cette vision se base sur la conception du rôle limité de l'État promu par le capitalisme sauvage et sur la croyance que les prestations universelles sont tout simplement inabordables pour de nombreux pays. Cette vision cadre aussi avec l'idée reçue encore plus répandue selon laquelle les prestations sociales « freinent le travail » et qu'il faudrait pousser les individus à s'en sortir par eux-mêmes plutôt que de les étouffer avec un État-providence<sup>473</sup>.

Conditionner les prestations à des critères ou des comportements particuliers, comme la vaccination des enfants ou leur scolarisation est de plus en plus fréquent. Rien ne prouve toutefois que cela soit efficace. À l'instar du ciblage de la pauvreté, cela implique de mettre en place une administration lourde et un système de sanctions<sup>474</sup>. Cette approche suppose implicitement que, d'une part, les personnes pauvres sont incapables de faire des choix judicieux et, d'autre part, que de l'argent peut les pousser à modifier leurs comportements.

Tous les pays doivent œuvrer en faveur de systèmes universels et permanents de protection sociale qui réduisent la vulnérabilité et augmentent la résilience aux chocs. Il faut aussi continuer de développer des systèmes pouvant être déployés à grande échelle en cas de crise, lorsque la protection de base est insuffisante. Une option intérimaire serait de garantir la protection sociale à des catégories de personnes, en offrant par exemple certaines prestations à toutes les mères ou à toutes les personnes au-delà d'un certain âge. Cela apaiserait les débats et réduirait la stigmatisation qui accompagne l'examen des ressources pour identifier les personnes qui sont le plus dans le besoin.

De nombreux pays en développement ont maintenant des revenus équivalents à ceux qu'avait l'Europe au moment de l'introduction des programmes universels, infirmant l'idée selon laquelle de telles prestations seraient aujourd'hui inabordables. Plusieurs études ont aussi démontré qu'une protection sociale de base était abordable dans tous les pays en développement<sup>475</sup>.

Les choses sont déjà en train de changer. Depuis une vingtaine d'années, les pays à revenu intermédiaire renforcent massivement les systèmes de sécurité sociale. La Chine est pratiquement parvenue à une couverture universelle pour les retraites. L'Inde a quant à elle mis en place une garantie d'emploi pour la population rurale, qui bénéficient à des centaines de millions de personnes<sup>476</sup>. Selon une étude, la protection sociale est à l'origine d'un quart de la réduction du coefficient de Gini du Brésil<sup>477</sup>.

Le moment est certainement venu pour tous les pays d'élargir la protection sociale comme outil essentiel pour réduire les inégalités et s'assurer que les plus vulnérables ne sont pas laissés pour compte.



---

## 2.6

---

# ATTEINDRE L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE POUR LES FEMMES

Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, les femmes assurent la majeure partie des travaux non rémunérés, sont sur-représentées dans les emplois à temps partiel et précaires, et sont souvent moins payées que les hommes pour le même travail. Même dans les sociétés considérées comme ayant atteint de hauts niveaux d'égalité entre les femmes et les hommes, les femmes sont confrontées à d'énormes différences de revenus et d'influence<sup>478</sup>. C'est par un ensemble de politiques appropriées que l'on pourra faire tomber les barrières à l'égalité économique des femmes. Pourtant, trop souvent, les responsables politiques ne tiennent pas compte de l'impact potentiel que les mesures politiques auront sur les femmes.

Bin Deshwari et Girijar présentent leur ONG Samarpan Jan Kalayan Samiti à Konch, dans l'Uttar Pradesh, en Inde (2007).  
Photo : Rajendra Shaw/Oxfam

## LA VOIE DU REPLI : DES POLITIQUES INSENSIBLES AUX QUESTIONS HOMMES-FEMMES

S'ils ne tiennent pas compte de la situation particulière des femmes et des filles, les États risquent de renforcer involontairement les inégalités de genre ou de se retrouver à donner d'une main pour reprendre de l'autre. En Chine, les politiques probantes de création d'emplois pour les femmes se sont accompagnées d'un recul du soutien de l'État et des employeurs pour la garde d'enfants et la prise en charge des personnes âgées, ce qui a eu pour effet d'augmenter la charge de travail non rémunéré des femmes<sup>479</sup>.

La politique fiscale peut aussi avoir des conséquences négatives inattendues pour les femmes et les filles. Les réductions d'impôts conçues pour stimuler la croissance économique, qu'elles concernent les impôts sur le revenu ou les impôts sur les sociétés, bénéficient bien plus aux hommes qu'aux femmes. Elles profitent en premier lieu aux personnes ayant les plus hauts revenus et détenant le plus de parts dans les entreprises. Une récente étude menée au Ghana révèle qu'un impôt indirect sur le kérosène, utilisé comme combustible de cuisine dans les foyers ruraux et urbains à faible revenu, est surtout supporté par les femmes<sup>480</sup>.

En revanche, les impôts directs sur ceux qui en ont le plus les moyens sont une composante essentielle. En effet, les pays qui taxent moins les revenus sont moins à même de faire face aux crises économiques, et finissent par devoir appliquer des mesures d'austérité pour équilibrer leur budget. Lorsque les mesures d'austérité exigent une réduction des emplois dans le secteur public, les licenciements frappent surtout les femmes, car elles sont fortement représentées dans ce secteur. Lorsque les coupes budgétaires frappent les services publics, cela crée un fardeau injuste pour les femmes, et rend leur recherche d'emploi encore plus difficile. Selon des recherches sur l'impact de l'austérité en Europe<sup>481</sup>, au lendemain de la crise financière, les mères de jeunes enfants avaient encore moins de chances de trouver un emploi qu'avant, et elles étaient plus susceptibles d'attribuer la pénurie d'emploi à la réduction des services de garde<sup>482</sup>.

Les États se réunissent régulièrement pour s'engager à éradiquer les inégalités de genre. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes oblige les États à éliminer les discriminations et les différences de traitement entre les femmes et les hommes « par tous les moyens appropriés ». En outre, la Plateforme d'Action de Pékin (1995) recommande des approches en matière de politiques macroéconomique et de développement qui répondent aux besoins et aux efforts des femmes vivant dans la pauvreté, et qui promeuvent une « distribution plus équitable des biens productifs, des richesses, des opportunités, des revenus et des services »<sup>483</sup>. Le moment est venu de passer des paroles aux actes.

## LA VOIE DE L'OUVERTURE : LES BONNES POLITIQUES PEUVENT PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES

De nombreuses politiques réduisant les inégalités économiques ont aussi un énorme impact sur la réduction de l'inégalité de genre. La gratuité de l'éducation primaire et des soins de santé bénéficie de manière disproportionnée aux femmes et aux filles. Les femmes recourent davantage que les hommes aux services publics, par lesquels l'État décharge les femmes d'une partie de leur charge, qu'il s'agisse des soins de santé ou de la garde d'enfants. Les avantages sociaux fournis par la protection sociale telles que les allocations universelles pour les enfants ont aussi un impact fort sur l'inégalité de genre. Les réglementations sur les salaires minimum et la sécurité au travail, de même que celles garantissant des congés payés, les congés maladie et les congés maternité contribuent à combler le fossé entre les femmes et les hommes. Là encore, les femmes sont les principales bénéficiaires de ces mesures, car elles sont les plus susceptibles d'occuper des emplois précaires ou à faible revenu. La fiscalité progressive présente aussi plus d'avantages pour les femmes, car le poids de la fiscalité est ainsi porté par les hommes riches, tandis que les services publics financés par les impôts bénéficient le plus souvent aux femmes plus pauvres.

Il est indispensable d'appréhender les impacts spécifiques qu'ont les politiques publiques et les décisions concernant les dépenses publiques sur les femmes et sur les hommes pour optimiser l'efficacité des politiques visant à réduire l'inégalité entre les genres et à lutter contre les inégalités économiques. Les États doivent mener des analyses d'impact sur le genre grâce à des données ventilées par genre. C'est ce que l'Afrique du Sud a fait, avant de lancer une allocation de soutien destinée aux personnes en charge de jeunes enfants dans les foyers pauvres. Ces allocations bénéficient davantage aux femmes noires pauvres vivant en milieu rural que les précédentes mesures<sup>484</sup>.

En Inde, le ministère de l'Agriculture a lancé un programme budgétaire pour les femmes en milieu rural (les principales productrices de denrées alimentaires) auquel ces femmes ont massivement participé. En 2000, la Politique agricole nationale a encouragé les gouvernements des différents états à consacrer au moins 30 % de leurs allocations budgétaires agricoles à des femmes agricultrices, et à fixer des normes minimales pour leur accès aux subventions pour l'irrigation, à la formation, au crédit et aux structures de gouvernance agricole. Le renforcement du rôle des femmes dans les programmes agricoles et au sein des communautés a augmenté la sécurité alimentaire et économique de leurs familles<sup>485</sup>.

La République de Corée a introduit plusieurs mesures pour les employées, notamment l'allongement des congés maternité et paternité pré et post-natal, devenant ainsi le premier pays d'Asie de l'Est à prendre une telle initiative. Des centres de « retour au travail » proposent aux femmes des informations sur le marché du travail, des formations professionnelles et des services de garde d'enfants. Par ailleurs, de généreuses subventions encouragent les employeurs à embaucher et à garder dans leurs effectifs des femmes avant, pendant et après une grossesse<sup>486</sup>. Cependant, l'écart salarial entre les femmes et les hommes reste très important et a moins diminué que prévu ces 40 dernières années, ce qui prouve bien que beaucoup reste à faire<sup>487</sup>.

La croissance économique rapide de la République de Corée depuis les années 1960 a été soutenue par les exportations de produits mobilisant beaucoup de main-d'œuvre, principalement féminine. En théorie, la demande soutenue en main-d'œuvre féminine, alliée à une diminution du fossé entre les femmes et les hommes en matière d'éducation, aurait dû aboutir à des progrès plus spectaculaires en matière de parité salariale que ce que l'on a observé ces 40 dernières années. Mais les progrès sont très lents en République de Corée (à l'instar d'autres pays d'Asie de l'Est comme le Japon, Hong Kong, la Chine et Singapour).

### ÉTUDE DE CAS GARDE D'ENFANTS À BAS COÛT AU QUÉBEC

En 1997, la province canadienne du Québec a créé un programme de garde d'enfants à bas coût (ne coûtant que 7 dollars canadiens par enfant par jour) afin d'améliorer le statut des femmes et des familles pauvres, mais aussi pour contribuer à la constitution d'une main-d'œuvre plus efficace. Pendant les années qui ont suivi, la part d'enfants québécois de moins de quatre ans confiés aux services de garde est montée en flèche, passant de 18 % en 1998 à 53 % en 2011. Dans les autres provinces canadiennes, les taux sont restés stables autour de 20 % pour les enfants jusqu'à cinq ans.

L'impact le plus significatif a concerné l'emploi des femmes et leur potentiel de revenus. Entre 1996 et 2011, le taux d'emploi des femmes a augmenté plus rapidement au Québec que dans le reste du Canada. Au Québec, le nombre de mères ayant un emploi a augmenté plus rapidement que celui des employées sans enfant, contrairement au reste du Canada. Qui plus est, le taux de pauvreté relative des familles composées de mères célibataires a reculé de 36 % à 22 %, et leur revenu réel médian après impôts a augmenté de 81 %.

Une étude estime qu'en 2008, l'accès universel à un service de garde d'enfants à bas coût a permis à près de 70 000 mères supplémentaires d'avoir un emploi (soit une augmentation de 3,8 % de l'emploi des femmes). La même étude a montré que le PIB du Québec a ainsi progressé de 1,7 % (5 milliards de dollars canadiens) et que les recettes fiscales perçues par le Québec et les gouvernements fédéraux grâce à cette main-d'œuvre supplémentaire ont largement dépassé le coût du programme<sup>488</sup>. Cette réforme a été bénéfique pour les femmes, a renforcé l'économie et a promu l'égalité économique pour les femmes.

Un changement radical de la conception et de la mise en œuvre des politiques est indispensable pour supprimer les obstacles à l'égalité économique des femmes. L'État doit prendre des mesures par rapport aux responsabilités de soin de l'entourage pesant principalement sur les femmes, garantir des emplois équitables et décents avec des salaires égaux pour tous, remédier à l'accès inégal des femmes aux actifs et à la finance, réformer les lois discriminatoires en matière de succession et de droits fonciers, et mettre fin à la violence faite aux femmes à la maison et sur le lieu de travail.



Des femmes manifestent devant l'Assemblée constituante tunisienne, et réclament la parité dans la loi électorale, Tunisie (2014).  
Photo : Serena Tramont/Oxfam

---

## 2.7

---

### LE POUVOIR DU PEUPLE : À L'ASSAUT DES 1 %

Dans ce rapport, nous avons montré comment la concentration massive des ressources économiques dans les mains de quelques personnes peut avoir des conséquences néfastes pour l'ensemble de la société, notamment en menaçant la gouvernance responsable. Ceux qui ont de l'argent peuvent l'utiliser pour acheter le pouvoir et influencer les règles, la législation et les politiques en leur faveur, créant ainsi un cycle d'inégalités économiques croissantes. Les institutions, de même que les femmes et les hommes politiques supposés représenter les citoyens et réduire les inégalités sont influencés par les riches et les puissants. Il en résulte des politiques et des actions qui creusent davantage le fossé entre les riches et les pauvres.

L'Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne CIVICIUS a signalé une augmentation des menaces à l'encontre de l'espace consacré à la société civile ces dernières années<sup>489</sup>, une tendance qu'Oxfam a pu constater dans son travail avec des organisations de la société civile à travers le monde. Cela peut prendre des formes différentes, y compris la répression directe, l'introduction de restrictions légales sur les actions légitimes de la société civile, la restriction des financements et, dans certains cas, des mesures répressives sur les technologies de communication<sup>490</sup>.

Malgré cela, de plus en plus de personnes à travers le monde s'unissent pour reprendre le pouvoir. En témoignent le grand nombre de manifestations populaires ayant éclaté dans le monde entier ces dernières années<sup>491</sup>, qui rassemblent des centaines de milliers de personnes battant le pavé pour exprimer leur colère face au manque de services et à l'impossibilité de faire entendre leur voix<sup>492</sup>. Ce mécontentement se retrouve dans les sondages d'opinion réalisés par Oxfam et par d'autres, reflétant clairement l'inquiétude des femmes et des hommes du monde entier face à la tendance de leurs États à agir non pas dans leur intérêt, mais au nom d'élites nationales et internationales<sup>493</sup>.

Heureusement, la mainmise des élites sur le pouvoir et les inégalités économiques ne sont toutefois pas des fatalités. L'Histoire regorge d'exemples démontrant que le remède à la mainmise des élites sur le pouvoir est la mobilisation de citoyens actifs informés et responsables<sup>494</sup>. C'est une composante essentielle de la lutte contre les inégalités. Il existe de nombreux exemples de citoyens et d'organisations de la société civile de par le monde qui demandent des comptes à leur État et exigent un processus décisionnel politique plus inclusif et représentatif. Ci-dessous, nous étudions trois cas de ce type au Chili, en Hongrie et en Islande.

### Chili : Les manifestations ont débouché sur une réforme de l'éducation et un nouveau gouvernement

Le Chili a connu en 2011 ses plus grandes manifestations publiques depuis le retour à la démocratie en 1990. Déclenchées à l'origine par le mécontentement face au coût de l'éducation, les manifestations se sont étendues pour englober également les thèmes des écarts de richesse (le Chili est le pays le plus inégalitaire de l'OCDE<sup>496</sup>) et du contrôle de l'État par des intérêts commerciaux<sup>497</sup>. Une coalition d'étudiants et de syndicats a mobilisé 600 000 personnes lors d'une grève de deux jours pour exiger des réformes. Les élections de fin 2013 ont installé un nouveau gouvernement incluant des membres clés du mouvement protestataire, formant ainsi un socle pour lutter contre les inégalités et réformer l'enseignement public<sup>498</sup>.

### Les Hongrois ont bloqué les frais de santé à la charge du patient et la privatisation

En 2006, l'État hongrois a proposé des réformes des services de santé, prévoyant la fermeture de certains hôpitaux, l'introduction de frais à la charge du patient et la création de fonds régionaux d'assurance partiellement privés. Après l'adoption par le Parlement d'une première loi pour introduire des frais à la charge des patients et des frais pour d'autres services publics, y compris l'enseignement universitaire, des militants ont recueilli suffisamment de

//

La population ne tolère pas la manière dont un petit nombre de groupes économiques tirent parti du système. **Économie de marché et société de marché sont deux choses bien distinctes.**

Ce que nous demandons, par le biais d'une réforme de l'éducation, c'est que l'État assume un rôle différent.

CAMILA VALLEJO

VICE-PRÉSIDENTE DE LA  
FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS DE  
L'UNIVERSITÉ DU CHILI<sup>495</sup>

//

signatures pour organiser deux référendums en 2008, poussant finalement l'État à renoncer à ces projets de réforme<sup>499</sup>.

### Islande : Participation de la population dans l'évolution politique du pays

Début 2010, une série de manifestations populaires contre la proposition de renflouement massif des trois principales banques commerciales d'Islande a contraint le gouvernement nouvellement élu (qui s'était engagé à préserver les groupes à faible revenu et à revenu intermédiaire des pires répercussions de la crise financière) à organiser un référendum sur la question. 93 % des Islandais ont rejeté la proposition de faire payer le prix de la banqueroute au peuple plutôt qu'aux banques.

Des mesures formelles garantissant la participation publique dans les processus politiques ont été introduites et ont amené le gouvernement à élaborer une nouvelle Constitution sur la base de la contribution citoyenne. Des citoyens ont d'abord été sélectionnés de manière aléatoire pour former un forum préliminaire. Des élections ont été organisées pour mettre en place un conseil constitutionnel. Le projet de Constitution a ensuite été publié en ligne et partagé sur les réseaux sociaux pour permettre à chacun de le commenter. La nouvelle Constitution qui intègre de nouvelles dispositions relatives à l'égalité, à la liberté d'information, au droit d'organiser des référendums, à l'environnement et à la propriété foncière publique, a été approuvée par référendum en 2012<sup>501</sup>.

//

Le gouvernement **n'a pas tenu ses promesses faites au citoyen islandais moyen**. Il protège en fait les intérêts des institutions financières, mais ne se soucie pas le moins du monde des citoyens ordinaires, sans emploi, sans revenus et **incapables de subvenir aux besoins de leur famille**.

**BALDUR JONSSON**  
MANIFESTANT EN ISLANDE<sup>500</sup>

//

## ÉTUDE DE CAS COMMENT LA BOLIVIE EST PARVENUE À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS



Des groupes autochtones boliviens affluent vers La Paz depuis El Alto, afin de réclamer une assemblée constituante pour réécrire la Constitution bolivienne (2004).  
Photo : Noah Friedman Rudovsky

Jusqu'à récemment, la Bolivie était un pays où la pauvreté et les inégalités côtoyaient les discriminations à l'encontre des populations principalement autochtones du pays, largement exclues du processus de décision politique<sup>502</sup>. Suite à des dizaines d'années de lutte par les mouvements sociaux et les organisations de la société civile en Bolivie, le premier président issu des populations autochtones, Evo Morales, a pris ses fonctions en 2006.

Des mouvements sociaux ont réclamé l'élaboration d'une nouvelle constitution radicale, qui entérine un ensemble de droits politiques, économiques et sociaux, notamment l'extension de mesures favorisant une gouvernance participative et basée sur la communauté. Ces évolutions se sont accompagnées d'une série de programmes sociaux progressistes financés grâce à la renégociation des contrats nationaux pétroliers et miniers, à une époque où les prix mondiaux des matières premières étaient élevés<sup>503</sup>. L'exploitation des ressources naturelles du pays bénéficie désormais à un bien plus grand nombre de personnes.

**(ÉTUDE DE CAS – SUITE)**

Répondant aux revendications du peuple, l'État a utilisé les recettes exceptionnelles tirées des ressources naturelles pour investir dans les infrastructures, les programmes sociaux ciblés et l'augmentation des montants de retraite universelle<sup>504</sup>. Il a aussi augmenté le salaire minimum et les dépenses publiques destinées aux soins de santé et à l'éducation. Même s'il faut encore augmenter le financement de ces services, la pauvreté<sup>505</sup> et les inégalités<sup>506</sup> n'ont cessé de reculer dans le pays depuis 10 ans.

Il subsiste cependant des défis de taille. Jusqu'à présent, la manne financière du pétrole et du gaz a permis à l'État d'éviter la question de la réforme fiscale, qui a pourtant un énorme potentiel de redistribution et de durabilité<sup>507</sup>. Cela signifie que le modèle économique du pays repose pour le moment presque exclusivement sur les recettes des industries extractives, une situation susceptible de menacer sur le long terme un développement durable et favorable aux pauvres.

Des femmes se rendent au travail dans des rizières dans le comté de River Gee, au Libéria (2012).  
Photo : Ruby Wright/Oxfam

3

# IL EST TEMPS D'AGIR

Pour mettre fin aux  
inégalités extrêmes

À l'heure actuelle, les inégalités extrêmes nuisent à tous. Elles empêchent les personnes les plus pauvres, qu'elles vivent en Afrique sub-saharienne ou dans le pays le plus riche du monde, de sortir de la pauvreté extrême et de vivre dans la dignité.

Oxfam appelle à une action concertée pour bâtir un modèle économique et politique plus juste. Ce modèle doit valoriser le plus grand nombre en changeant les règles et les systèmes créés par une élite, qui ont débouché sur la crise des inégalités que nous connaissons actuellement. Il doit aussi redéfinir les règles du jeu, de manière équitable, par le biais de politiques qui redistribuent l'argent et le pouvoir.

Comme indiqué dans la Section 2, les États et les institutions peuvent prendre des mesures concrètes pour commencer à combler l'écart entre les nantis et les démunis. Il ne s'agit pas d'un programme d'action exhaustif, mais ces mesures sont un premier pas pour réduire les inégalités économiques.

Les États, les institutions, les multinationales et les organisations de la société civile doivent unir leurs forces derrière les changements proposés ci-après, avant que l'humanité ne bascule irrévocablement dans un monde qui ne pourvoit qu'aux besoins d'une minorité de privilégiés et qui relègue des millions de personnes dans la pauvreté extrême.

## 1) FAIRE TRAVAILLER LES ÉTATS POUR LES CITOYENS ET LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS EXTRÊMES

L'intérêt public et la lutte contre les inégalités extrêmes doivent s'imposer comme les principes directeurs de l'ensemble des accords internationaux, ainsi que des politiques et stratégies nationales. Une gouvernance efficace et inclusive est essentielle pour veiller à ce que les États et les institutions représentent les citoyens plutôt que des intérêts commerciaux organisés. Cela signifie que l'élaboration des décisions politiques ne doit plus être aussi facilement influencée par de puissantes entreprises, des intérêts commerciaux et des riches individus.

### Les États et les institutions internationales doivent :

- S'accorder pour que l'éradication des inégalités économiques extrêmes d'ici 2030 figure comme un des objectifs du développement pour l'après-2015 afin de s'engager à réduire les inégalités de revenus dans tous les pays, de sorte que les revenus nets des 10 % les plus riches ne dépassent pas les revenus après transferts sociaux des 40 % les moins fortunés.
- Évaluer l'impact des interventions politiques sur les inégalités :
  - Les États doivent créer des commissions publiques nationales sur les inégalités pour évaluer annuellement les choix politiques (réglementation, fiscalité et dépenses publiques, privatisation) et leur impact pour améliorer les revenus, les richesses et les libertés des 40 % les moins fortunés ;

- Les institutions internationales doivent inclure des indicateurs sur les inégalités économiques dans toutes les évaluations politiques, à l'instar du FMI et de ses consultations au titre de l'Article IV ;
- Publier les données sur le coefficient de Gini avant et après impôts (sur les revenus, les richesses et la consommation), ainsi que des données sur les revenus, les richesses et la consommation, pour chaque décile et pour chacune des tranches de 1% pour le décile supérieur, afin que les citoyens et les États puissent identifier les domaines dans lesquels les inégalités économiques sont intolérables et prendre des mesures pour y remédier ;
- Adopter des lois qui obligent les États à informer le public sur les réglementations et politiques nationales, ainsi que les accords bilatéraux et multilatéraux avant leur adoption ;
- Assurer des mécanismes de représentation des citoyens et de contrôle en matière de processus budgétaires et d'élaboration des règles, et assurer un accès égal de la société civile (y compris des syndicats et des groupes de défense des droits des femmes) aux représentants élus et responsables de l'élaboration des politiques ;
- Imposer la divulgation publique de toutes les activités de lobbying et de toutes les ressources dépensées pour influencer sur des élections ou sur l'élaboration des politiques ;
- Garantir le droit à l'information pour tous et toutes, à la liberté d'expression et à l'accès aux données gouvernementales ;
- Assurer la liberté de la presse et soutenir l'abrogation de toutes les lois qui limitent la diffusion des informations de la presse et ciblent les journalistes.

### Les entreprises doivent :

- Cesser de tirer profit de leur influence et de leur pouvoir politique pour promouvoir des politiques qui exacerbent les inégalités. Elles doivent au contraire promouvoir une bonne gouvernance et inciter les autres groupes à en faire de même ;
- Faire preuve de transparence concernant les activités de lobbying et les ressources dépensées pour influencer sur des élections ou sur l'élaboration des politiques ;
- Soutenir les conditions qui permettent à la société civile d'agir librement et en toute indépendance, et encourager les citoyens à s'engager activement dans le processus politique.

## 2) PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE POUR TOUTES ET LES DROITS DES FEMMES

Les politiques économiques ne créent pas seulement des inégalités extrêmes, elles exacerbent également les discriminations contre les femmes et entravent

leur autonomisation économique. Ces politiques doivent s'attaquer à la fois aux inégalités économiques et aux inégalités de genre.

### Les États et les institutions internationales doivent :

- Mettre en œuvre des lois et politiques économiques pour atténuer les inégalités auxquelles les femmes sont sujettes, notamment des mesures promouvant des salaires égaux, un travail décent, l'accès au crédit, des droits fonciers et de succession égaux, et qui reconnaissent, réduisent et redistribuent la charge du travail non rémunéré ;
- Analyser systématiquement les politiques économiques proposées en fonction de leur impact sur les femmes et les filles, et affiner les données dans les systèmes nationaux et comptables (afin d'avoir des données plus précises qu'au niveau du foyer seulement) pour suivre et évaluer ces impacts (par exemple sur la répartition du travail non rémunéré) ;
- Privilégier des budgets genrés (prenant en compte les besoins des femmes) afin d'évaluer l'impact des décisions en matière de dépenses pour les filles et les femmes, et affecter les budgets de sorte à promouvoir l'égalité entre les genres ;
- Mettre en œuvre des mesures pour encourager la participation politique des femmes, éradiquer les violences faites aux femmes et lutter contre les effets néfastes des discriminations fondées sur le genre ;
- Inclure les groupes de défense des droits des femmes dans les processus d'élaboration des politiques.

### Les entreprises doivent :

- Mettre fin aux écarts salariaux entre hommes et femmes et inciter les autres entreprises à faire de même ;
- Garantir un accès à des offres d'emploi sûres et décentes pour les femmes, lutter contre la discrimination sur le lieu de travail et respecter le droit des femmes à s'organiser ;
- Reconnaître le rôle du travail non rémunéré, et contribuer à réduire la charge du travail non rémunéré de prise en charge de l'entourage qui affecte les femmes de manière disproportionnée en proposant des services de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées, des congés médicaux et familiaux payés, des heures de travail souples et un congé parental payé ;
- Soutenir le leadership des femmes, par exemple en faisant appel aux associations de producteurs dirigées par des femmes, en encourageant les femmes à endosser de nouveaux rôles et en veillant à ce que des femmes occupent des postes à responsabilité ;
- Analyser et publier les performances en matière d'égalité hommes-femmes, en suivant par exemple les lignes directrices de la Global Reporting Initiative et les Principes de l'ONU sur l'autonomisation des femmes.

### 3) VERSER AUX TRAVAILLEURS UN SALAIRE DÉCENT ET COMBLER LE FOSSÉ AVEC LES PRIMES VERTIGINEUSES DES DIRIGEANTS

Tout homme ou femme qui travaille mérite un salaire décent. De grandes entreprises enregistrent des bénéfiques records dans le monde et les systèmes de primes pour leurs dirigeants sont démesurés. Pourtant, un grand nombre de ceux qui fabriquent leurs produits, cultivent leurs denrées alimentaires, travaillent dans leurs mines ou assurent leurs services gagnent des salaires de misère et connaissent des conditions de travail effroyables. Des normes internationales, des réglementations nationales et une action urgente des entreprises sont requises pour donner plus de pouvoir aux travailleurs.

#### Les États et les institutions internationales doivent :

- Passer du concept de salaires minimum à celui de salaire décent pour tous les travailleurs ;
- Inclure des mesures pour combler l'écart entre salaires minimum et salaires décents dans tous les nouveaux accords nationaux et internationaux ;
- Octroyer des contrats de marchés publics uniquement aux entreprises qui respectent un ratio maximum de un à vingt entre le plus haut salaire et le salaire médian ;
- Accroître la participation des représentants des employés dans les processus de décisions de leurs entreprises, petites comme multinationales en respectant une représentation égale des femmes et des hommes ;
- Développer des plans d'action pour lutter contre le travail forcé au travail dans leurs juridictions respectives ;
- Définir des normes juridiques qui protègent les droits de tous les travailleurs à se rassembler et à faire grève, et abroger toutes les lois qui vont à l'encontre de ces droits.

#### Les entreprises doivent :

- Accorder à leurs employés un salaire décent et veiller à ce que tous les travailleurs dans leur chaîne d'approvisionnement touchent un salaire décent ;
- Publier les salaires des employés pour toute la chaîne d'approvisionnement ainsi que le nombre d'employés qui reçoivent un salaire décent ;
- Publier leurs données sur le ratio salaire maximum/salaire médian et tendre vers un ratio maximum de un à vingt dans chaque pays où elles sont installées ;
- Intégrer la liberté d'association et les négociations collectives dans leurs obligations en matière des droits de l'homme ;

- Cesser de tirer parti de leur influence politique pour éroder les salaires minimums et la protection sociale des travailleurs, faire respecter les droits des employés sur le lieu de travail, et valoriser les employés en tant que parties prenantes essentielles dans le processus décisionnel des entreprises ;
- Analyser et publier le rôle joué par les femmes dans leurs activités et tout au long de leur chaîne d'approvisionnement ;
- Approuver un plan d'action pour lutter contre les discriminations d'ancienneté et d'indemnisation envers les femmes.

## 4) PARTAGER ÉQUITABLEMENT LA CHARGE FISCALE POUR UNIFORMISER LES RÈGLES DU JEU

Le système économique injuste actuel a permis la concentration de richesses aux mains d'une minorité. Les plus pauvres sont soumis à une pression fiscale trop forte, tandis que les particuliers et les entreprises les plus riches ne payent pas assez. Si les États n'interviennent pas pour rétablir l'équilibre, il n'y a aucun espoir de créer un avenir plus juste pour le plus grand nombre. Chacun, particuliers comme entreprises, doit être imposé à hauteur de ses véritables moyens, et personne ne devrait pouvoir échapper à l'impôt.

### Les États et les institutions internationales doivent :

- Augmenter le ratio national impôts/PIB en le rapprochant de la capacité fiscale maximale des pays, de façon à mobiliser davantage de recettes fiscales domestiques ;
- Rééquilibrer la balance entre les impôts directs et indirects, afin de transférer la charge fiscale du travail et de la consommation vers la richesse, le capital et les revenus tirés de ces actifs, par le biais d'impôts tels que ceux sur les transactions financières, les successions et les gains en capital. Les institutions internationales doivent promouvoir et soutenir les pays lors de telles réformes progressives ;
- S'engager à une transparence absolue lorsque des incitations fiscales sont accordées au niveau national et interdire les privilèges fiscaux accordés aux multinationales si une analyse préalable entre le coût de l'exonération et le bénéfice anticipé ne se révèle pas favorable au pays ;
- Voter un impôt sur la fortune au niveau national et envisager un impôt sur la fortune aux niveaux régional ou international pour les individus les plus riches, et s'engager à utiliser ces recettes pour lutter contre la pauvreté dans le monde ;
- Évaluer l'impact des politiques fiscales sur les inégalités hommes-femmes.

## 5) FERMER LES ÉCHAPPATOIRES FISCALES INTERNATIONALES ET COMBLER LES LACUNES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE FISCALE

Le système économique actuel est conçu pour faciliter l'évasion fiscale des multinationales et des riches particuliers. Les paradis fiscaux détruisent le contrat social en permettant à ceux qui ont le plus les moyens de contribuer de ne pas s'acquitter de leur juste part d'impôts. Jusqu'à ce que les règles internationales changent, cette situation continuera d'épuiser les budgets publics et de saper la capacité des États à lutter contre les inégalités. Cependant, toute réforme globale doit générer des changements positifs pour les pays les plus pauvres. Il est temps d'adopter un cadre institutionnel multilatéral pour superviser et réformer les réglementations fiscales internationales.

### Les États et les institutions internationales doivent :

- Garantir la participation des pays en développement dans tous les processus de réforme, sur un pied d'égalité ;
- S'engager à privilégier l'éradication de l'optimisation et de l'évasion fiscales dans le cadre d'un programme plus global de lutte contre les systèmes économiques injustes qui perpétuent les inégalités ;
- Soutenir les efforts déployés au niveau national, régional et international pour promouvoir la transparence fiscale, y compris en contraignant les multinationales à publier pour chaque pays où elles se trouvent les bénéfices qu'elles font et les impôts qu'elles paient (par le biais d'un système obligatoire de reporting pays par pays, disponible publiquement), ainsi qu'à publier l'identité des véritables bénéficiaires des sociétés, trusts et fondations (dans des registres centralisés publics) ;
- Échanger des informations fiscales de manière automatique dans le cadre d'un processus multilatéral qui inclurait dès le départ les pays en développement, même si ceux-ci sont incapables de fournir eux-mêmes de telles informations au début ;
- Combattre le recours aux paradis fiscaux et accroître la transparence en adoptant une définition commune, ambitieuse et contraignante de ce qu'est un paradis fiscal, ainsi qu'en dressant une liste noire de ces pays et en prévoyant des sanctions automatiques à l'encontre des pays, des entreprises et des personnes tirant parti de tels paradis fiscaux ;
- S'assurer que les impôts sont payés par les entreprises dans les pays où les profits sont véritablement générés ; adopter un système alternatif au principe actuel et défaillant de pleine concurrence pour déterminer l'impôt des sociétés ;
- Accorder des exonérations d'impôts uniquement si une évaluation préalable d'impact de la valeur ajoutée est conduite pour le pays et obligatoirement publier toutes les incitations fiscales accordées aux entreprises ;

- Promouvoir l'établissement d'un organisme international pour les questions fiscales en charge de s'assurer que les systèmes fiscaux et l'architecture fiscale internationale agissent dans l'intérêt de tous les pays et chargé de garantir une coopération efficace pour supprimer les échappatoires fiscales.

### Les entreprises doivent :

- Cesser de recourir à des paradis fiscaux ;
- Soutenir les efforts déployés au niveau national, régional et international pour promouvoir la transparence fiscale, notamment en publiant pour tous les pays où elles ont une filiale les profits réalisés et les impôts payés (par le biais d'un système obligatoire de reporting pays par pays, disponible publiquement).

## 6) RENDRE LES SERVICES PUBLICS GRATUITS ET UNIVERSELS D'ICI 2020

Le coût élevé des soins de santé et des médicaments précipite quelque cent millions de personnes dans la pauvreté chaque année. Lorsque des frais de scolarité sont appliqués, cela veut souvent dire que quelques enfants ont accès à une éducation privée de qualité tandis que la majorité doit se contenter d'un enseignement public médiocre, créant ainsi un système à deux vitesses. Les privatisations exacerbent encore les disparités entre les plus pauvres et les plus riches et ne permettent pas à l'État de pourvoir aux besoins de tous.

### Les États et les institutions internationales doivent :

- Garantir des soins de santé et une éducation de qualité pour tous les citoyens en supprimant les frais à la charge des usagers ;
- Financer les soins de santé et l'éducation en consacrant au moins 15 % des budgets de l'État à la santé et 20 % à l'éducation. Les bailleurs de fonds doivent refléter ces affectations dans leur aide bilatérale et les institutions internationales doivent promouvoir des minima sociaux équivalents ;
- Mettre en place des systèmes de mutualisation des risques financiers afin de financer les soins de santé par le biais des impôts et éviter les programmes d'assurance santé s'appuyant sur des cotisations volontaires ;
- Arrêter d'introduire de nouvelles incitations publiques et autres subventions pour la prestation de soins de santé et d'éducation par des sociétés privées à but lucratif, et réviser les mesures de ce type qui existent actuellement ;
- Appliquer des réglementations strictes sur les établissements de santé et d'enseignement du secteur privé afin d'en garantir la sécurité et la qualité, ainsi que pour s'assurer qu'ils n'interdisent pas aux plus démunis l'accès à leurs services ;

- Exclure les soins de santé, les médicaments, les technologies médicales, les connaissances et l'éducation de tout accord commercial ou d'investissement bilatéral, régional ou international, y compris les accords susceptibles d'enfermer les États dans un modèle de prestation privée en matière de soins de santé et d'éducation ;
- Veiller à mettre l'accent sur les besoins des femmes en matière de santé, garantir le respect des droits sexuels et reproductifs, et s'assurer que l'aide bilatérale ne restreint pas l'accès des femmes aux services de santé reproductive.

### Les entreprises doivent :

- Arrêter de faire pression pour obtenir la privatisation des services publics vitaux comme les soins de santé et l'éducation ;
- Œuvrer aux côtés de l'État pour réglementer les prestataires privés de soins de santé afin de garantir leur contribution positive à la couverture santé universelle.

## 7) MODIFIER LE SYSTÈME INTERNATIONAL DE R&D ET LA TARIFICATION DES MÉDICAMENTS, DE MANIÈRE À CE QUE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION AIT ACCÈS À DES MÉDICAMENTS ADAPTÉS ET ABORDABLES

Le fait de s'appuyer sur la propriété intellectuelle comme unique stimulus pour la R&D fait perdurer la situation de monopole des grandes industries pharmaceutiques en matière de fabrication et de tarification des médicaments. Cela met des vies en danger et creuse encore le fossé entre les riches et les pauvres.

### Les États et les institutions internationales doivent :

- S'entendre sur un traité international relatif à la R&D faisant de la santé publique (plutôt que des intérêts commerciaux) le facteur décisif pour le financement de la R&D ;
- Allouer un pourcentage de leurs revenus nationaux à la recherche scientifique, notamment la R&D sur les médicaments ;
- Exclure les règles de propriété intellectuelle dans le secteur de la santé des accords commerciaux et ne pas restreindre la marge de manœuvre politique des États pour adopter des mesures de santé publique et accroître l'accès aux médicaments, aux technologies médicales, aux connaissances et aux services de santé et d'éducation ;
- Mettre un terme aux monopoles des laboratoires et encourager une tarification abordable des médicaments grâce à la concurrence des génériques ;

- Renforcer l'investissement dans le développement de politiques nationales sur les médicaments et améliorer la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique.

#### Les entreprises pharmaceutiques doivent :

- Faire preuve de transparence concernant le coût de la R&D, et explorer de nouveaux modes de financement de la R&D, au-delà de la simple propriété intellectuelle ;
- Faire cesser le lobbying national et international privilégiant les gains commerciaux aux dépens de la santé publique.

## 8) METTRE EN PLACE UN SOCLE DE PROTECTION SOCIALE UNIVERSELLE

La protection sociale est essentielle non seulement pour réduire les inégalités économiques, mais aussi comme outil pour rendre la société plus solidaire et égalitaire, ainsi que pour lutter contre les inégalités horizontales. Un filet de sécurité universel et permanent doit être mis en place pour soutenir les plus pauvres et les plus vulnérables dans les moments les plus difficiles.

#### Les États et les institutions internationales doivent :

- Proposer des services universels de garde d'enfant et de soin des personnes âgées afin de réduire la charge du travail de soin non rémunéré pesant disproportionnellement sur les femmes et d'améliorer les systèmes de protection sociale ;
- Garantir des allocations pour les enfants et un revenu de base pour les personnes âgées et les personnes sans emploi ou incapables de gagner un salaire suffisant, par le biais d'allocations universelles pour les enfants, d'allocations chômage et autres retraites ;
- Garantir des mécanismes de protection sociale prenant en compte les besoins spécifiques des femmes afin de leur constituer un filet de sécurité et leur donner des moyens supplémentaires de contrôler les dépenses du foyer.

## 9) CIBLER LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT AFIN DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET LA PAUVRETÉ ET DE RENFORCER LES RELATIONS ENTRE LES CITOYENS ET LEUR GOUVERNEMENT

Le financement du développement peut contribuer à réduire les inégalités à condition d'être correctement ciblé s'il vient compléter les dépenses des États pour des services publics comme les soins de santé, l'éducation et la protection sociale. Il peut aussi contribuer à renforcer la cohésion entre un

État et ses citoyens, améliorer la redevabilité publique et soutenir les efforts des citoyens pour demander des comptes à leur gouvernement.

### **Les bailleurs de fonds et les institutions internationales doivent :**

- Renforcer les investissements pour un financement prévisible et à long terme du développement, en aidant les États à fournir des services publics universels et gratuits à tous les citoyens ;
- Investir dans le renforcement des administrations fiscales pour augmenter les recettes domestiques par le biais d'une fiscalité progressive et de dépenses redistributives ;
- Évaluer les programmes d'aide au développement d'après leur capacité à renforcer la participation démocratique et la possibilité pour la population à questionner les inégalités sociales et économiques (telles que celles fondées sur le genre ou l'origine ethnique).

# NOTES

1. D'après « Figure 4.4: Levels of infant mortality rate in 2007 by province », dans PNUD et Statistics South Africa, « MDG 4: Reduce Child Mortality », [http://statssa.gov.za/nss/Goal\\_Reports/GOAL%204-REDUCE%20CHILD%20MORTALITY.pdf](http://statssa.gov.za/nss/Goal_Reports/GOAL%204-REDUCE%20CHILD%20MORTALITY.pdf)
2. National Planning Commission, « Divisive effects of institutionalised racism » et Banque mondiale (2006), « World Development Report 2006: Equity and Development », Groupe de la Banque mondiale, [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2005/09/20/000112742\\_20050920110826/Rendered/PDF/322040World0Development0Report02006.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2005/09/20/000112742_20050920110826/Rendered/PDF/322040World0Development0Report02006.pdf)
3. Statistics South Africa (2012), « Census 2011 », <http://statssa.gov.za/publications/P03014/P030142011.pdf>
4. B. Harris et al. (2011), « Inequities in access to health care in South Africa », *Journal of Public Health Policy* (2011) 32, S102–23, <http://palgrave-journals.com/jphp/journal/v32/n1s/full/jphp201135a.html>
5. P. Piraino (2014), « Intergenerational earnings mobility and equality of opportunity in South Africa », Southern Africa Labour and Development Research Unit, Université du Cap, [http://opensaldru.uct.ac.za/bitstream/handle/11090/696/2014\\_131\\_Saldruw.pdf?sequence=1](http://opensaldru.uct.ac.za/bitstream/handle/11090/696/2014_131_Saldruw.pdf?sequence=1)
6. Banque mondiale (2006), op. cit.
7. Données Gini de la base de données de la Banque mondiale. Le coefficient de Gini pour l'Afrique du Sud était de 0,56 en 1995 et 0,63 en 2009, <http://data.worldbank.org/indicator/SI.P0V.GINI>
8. Warren Buffett, dans une interview pour CNN, septembre 2011.
9. B. Milanovic (2009), « Global Inequality and the Global Inequality Extraction Ratio: The Story of the Past Two Centuries », document de travail de recherche sur les politiques 5044, Washington, D.C. : Banque mondiale, <http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/1813-9450-5044>
10. Calculé d'après B. Milanovic (2013), « All the Ginis Dataset (Updated June 2013) », <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/0,,contentMDK:22301380-pagePK:64214825-piPK:64214943-theSitePK:469382,00.html>
11. F. Alvaredo, A. B. Atkinson, T. Piketty et E. Saez (2013), « The World Top Incomes Database », <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu>
12. Crédit Suisse (2013), « Global Wealth Report 2013 », Zurich : Crédit Suisse. <https://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/?fileID=BCDB1364-A105-0560-1332EC9100FF5C83> et Forbes, « The World's Billionaires », <http://forbes.com/billionaires/list> (dernière visite le 16 décembre 2013). Lorsque Forbes a mis ces données à jour quelques mois plus tard, les riches étaient déjà devenus plus riches et seules les 66 plus grandes fortunes suffisaient à égaler la richesse des plus pauvres. Les disparités entre les riches et les pauvres se font de plus en plus évidentes. <http://forbes.com/sites/forbesinsights/2014/03/25/the-67-people-as-wealthy-as-the-worlds-poorest-3-5-billion>
13. Forbes (2014), « The World's Billionaires », op. cit. (dernières visites en mars 2013, mars 2014 et août 2014).
14. Forbes (2014), « The World's Billionaires: #2 Bill Gates », <http://forbes.com/profile/bill-gates> (dernière visite en août 2014).
15. Forbes (2014) « The World's Billionaires », <http://forbes.com/billionaires>
16. M. Nsehe (2014), « The African Billionaires 2014 », <http://forbes.com/sites/mfonobongnsehe/2014/03/04/the-african-billionaires-2014>; Calculs par Laurence Chandy et Homi Kharas, Brookings Institution. D'après des calculs PPA révisés datant du début de cette année, ce chiffre estime un seuil de pauvreté mondial à 1,55 dollar par jour (au cours du dollar en vigueur en 2005). <http://brookings.edu/blogs/up-front/posts/2014/05/05-data-extreme-poverty-chandy-kharas>
17. L'OMS a calculé que 224,5 milliards de dollars supplémentaires auraient permis à 49 pays à faible revenu d'accélérer significativement leurs progrès pour atteindre les OMD en matière de santé et que cela aurait pu sauver 22,8 millions de vies dans ces pays. 39 de ces 49 pays auraient pu atteindre la cible OMD 4 relative à la survie des enfants, et au moins 22 pays auraient pu atteindre leur cible OMD 5a relative à la mortalité maternelle. OMS (2010), « Constraints to Scaling Up the Health Millennium Development Goals: Costing and Financial Gap Analysis », Genève : Organisation mondiale de la Santé, [http://who.int/choice/publications/d\\_ScalingUp\\_MDGs\\_WHO\\_finalreport.pdf](http://who.int/choice/publications/d_ScalingUp_MDGs_WHO_finalreport.pdf) Un impôt de 1,5 % sur la richesse des milliardaires du monde (appliqué à toutes les fortunes supérieures à 1 milliard de dollars) entre 2009 et 2014 aurait engendré 252 milliards de dollars de recettes. Calculs d'Oxfam basés sur les données Forbes (toutes les valeurs sont données au cours du dollar en vigueur en 2005).
18. Un impôt de 1,5 % sur la fortune des milliardaires en 2014 dégagerait 74 milliards de dollars de recettes, d'après les données sur les fortunes dans le monde compilées par Forbes (le 4 août 2014). L'UNESCO estime à 26 milliards de dollars le déficit annuel de financement d'une éducation de base universelle. Selon l'OMS, le déficit annuel de financement nécessaire à la fourniture de services de santé essentiels en 2015 (dont des interventions spécifiques telles que la santé maternelle, l'immunisation, pour des infections majeures telles que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, et le renforcement significatif des systèmes de santé pour que ces services et autres interventions puissent avoir lieu) est de 37 milliards de dollars. Voir UNESCO (2014), « Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous » <http://unesco.org/new/en/education/themes/leading-the-international-agenda/efareport/reports/2013/2013-summary-epub-fr/#2> et OMS (2010), Op.cit.
19. Rapport 2012 sur les progrès en Afrique, « Emploi, Justice et Équité. Les opportunités à saisir en période de bouleversements économiques, politiques et sociaux », Suisse : Africa Progress Panel, p. 6, [http://africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2013/08/2012\\_APR\\_Emploio\\_Justice\\_EquitA%CC%83%C2%A9\\_FR\\_LR.pdf](http://africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2013/08/2012_APR_Emploio_Justice_EquitA%CC%83%C2%A9_FR_LR.pdf)

20. Pour obtenir les coefficients de Gini, les auteurs ont étudié le nombre de personnes pauvres recensées et les moyennes de revenus/consommation pour 2010. Ils ont alors déterminé quel coefficient de Gini est compatible avec ces deux chiffres si les revenus/la consommation sont répartis selon une loi log-normale dans le pays (c.-à-d. si log revenus/consommation suit une courbe en cloche). Coefficients de Gini obtenus : Inde (0,34), Indonésie (0,34) et Kenya (0,42). Pour les projections de PIB par habitant, les auteurs ont utilisé les chiffres PPA en dollars courants issus des Perspectives de l'économie mondiale (World Economic Outlook) du FMI datant d'avril 2014, ajustés pour les taux d'inflation américains de l'IPC en 2010-12. Pour les projections sur la pauvreté, les auteurs ont utilisé celles réalisées par la Brookings Institution, d'après la feuille de calcul Brookings « Country HC & HCR revisions – 05.14 », reçue le 21 juillet 2014 ; à l'exception du décompte pour la Chine, l'Inde et l'Indonésie, tiré du courriel de L. Chandy du 22 juillet 2014 ; moyenne 2010 issue de la feuille de calcul Brookings « Poverty means\_2010 », reçue le 22 juillet 2014 ; facteurs de conversion issus de la croissance du PIB/habitant par rapport à la croissance moyenne de la consommation/des revenus tirée de L. Chandy, N. Ledlie et V. Penciakova (2013), op. cit., p. 17. Pour ces projections, les auteurs ont utilisé le seuil d'extrême pauvreté dans le monde fixé à 1,79 dollars en dollars de 2011 (1,55 dollars en dollars de 2005), étant donné l'ajustement prévu du seuil d'extrême pauvreté dans le monde (au-dessus de 1,25 dollars). La Brookings Institution est parvenue au chiffre de 1,79 dollars d'après les nouvelles données du Programmes de comparaison internationale des prix et la méthodologie de la Banque mondiale sur le seuil d'extrême pauvreté. Pour plus d'informations, voir : <http://brookings.edu/blogs/up-front/posts/2014/05/05-data-extreme-poverty-chandy-kharas>
21. Ibid.
22. D'après les calculs non publiés de L. Chandy, méthodologie identique à celle utilisée pour L. Chandy, N. Ledlie et V. Penciakova (2013), « The Final Countdown: Prospects for Ending Extreme Poverty By 2030 », Washington, D.C. : The Brookings Institution, [http://brookings.edu/~media/Research/Files/Reports/2013/04/ending%20extreme%20poverty%20chandy/The\\_Final\\_Countdown.pdf](http://brookings.edu/~media/Research/Files/Reports/2013/04/ending%20extreme%20poverty%20chandy/The_Final_Countdown.pdf)
23. Africa Progress Panel (2013), « Rapport 2013 sur les progrès en Afrique : Équité et Industries Extractives en Afrique, Pour une gestion au service de tous », Genève : Africa Progress Panel, [http://africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2014/01/2013\\_APR\\_Equit%C3%A9\\_et\\_Industries\\_Extractives\\_en\\_Afrique\\_25062013\\_FR\\_HR.pdf](http://africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2014/01/2013_APR_Equit%C3%A9_et_Industries_Extractives_en_Afrique_25062013_FR_HR.pdf)
24. K. Deininger et L. Squire (1998), « New ways of looking at old issues: inequality and growth », *Journal of Development Economics*, 57(2):259-287 ; A. Alesina et D. Rodrik (1994), « Distributive Politics and Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics* 109(2):465-90 ; R. Benabou (1996), « Inequality and Growth », document de travail 96-22, C.V. Starr Center for Applied Economics, New York : New York University, <http://econ.as.nyu.edu/docs/10/9383/RR96-22.PDF> ; A. Banerjee et E. Dufo (2003), « Inequality and Growth: What can the data say? », documents de travail du NBER, Cambridge : National Bureau of Economic Research, <http://nber.org/papers/w7793> ; J. Ostry, A. Berg et C. Tsangarides (2014), « Redistribution, Inequality and Growth », IMF staff discussion note, FMI, <http://imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf> ; Banque asiatique de développement (2014), « ADB's support for inclusive growth », Thematic Evaluation Study, ADB, <http://adb.org/documents/adbs-support-inclusive-growth>
25. Voir, par exemple, A. Berg et D. Ostry (2011), « Warning! Inequality May Be Hazardous to Your Growth », <http://blog-imfdirect.imf.org/2011/04/08/inequality-and-growth> ; T. Persson et G. Tabellini (1994), « Is Inequality Harmful for Growth? », *American Economic Review* 84(3): 600-621 ; A. Alesina et D. Rodrik (1994), « Distributive Politics and Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics* (1994) 109 (2): 465-90.
26. M. Kumhof et R. Rancière (2010); « Inequality, Leverage and Crises », Document de travail du FMI, FMI, <http://imf.org/external/pubs/ft/wp/2010/wp10268.pdf>
27. F. Ferreira et M. Ravallion (2008), « Global Poverty and Inequality: A review of the evidence », document de travail de recherche sur les politiques 4623, Washington, D. C. : Banque mondiale, Groupe de recherche sur le développement, Équipe pauvreté, <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-4623>
28. Données de la Banque mondiale, « Les indicateurs du développement dans le monde », <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>
29. E. Stuart (2011), « Making Growth Inclusive », Oxford : Oxfam International, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/making-growth-inclusive-some-lessons-from-countries-and-the-literature-128736> ; R. Gower, C. Pearce et K. Raworth (2012), « Les laissés-pour-compte du G20 ? Comment l'inégalité et la dégradation de l'environnement menacent d'exclure les pauvres des avantages de la croissance économique », Oxford : Oxfam International [http://oxfam.org/sites/oxfam.org/files/file\\_attachments/bp157-left-behind-by-the-g20-190112-en\\_4.pdf](http://oxfam.org/sites/oxfam.org/files/file_attachments/bp157-left-behind-by-the-g20-190112-en_4.pdf)
30. F. Ferreira et M. Ravallion (2008), *Op.cit.*
31. Ibid.
32. R. Wilkinson et K. Pickett (2010), « The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone », Londres : Penguin, p.59.
33. E. Godoy (2010), « Millennium Goals Far Off for Mexico's Indigenous Population », Inter Press Service, 18 octobre, <http://ipsnews.net/2010/10/millennium-goals-far-off-for-mexicos-indigenous-population>
34. Programme d'enquêtes démographiques et sanitaires (EDS), <http://dhsprogram.com/Data>
35. Programme d'Enquêtes démographiques et sanitaires (2011), « Ethiopia: Standard DHS, 2011 », <http://dhsprogram.com/what-we-do/survey/survey-display-359.cfm>
36. R. Wilkinson (2011), « How economic inequality harms societies », conférence TED, [http://ted.com/talks/richard\\_wilkinson](http://ted.com/talks/richard_wilkinson)
37. N. Hanauer (2014), « The Pitchforks are Coming... For Us Plutocrats », [http://politico.com/magazine/story/2014/06/the-pitchforks-are-coming-for-us-plutocrats-108014.html#.U\\_S56MdvfY](http://politico.com/magazine/story/2014/06/the-pitchforks-are-coming-for-us-plutocrats-108014.html#.U_S56MdvfY)
38. M. Corak (2012), « Inequality from Generation to Generation: The United States in Comparison », <http://milesorak.files.wordpress.com/2012/01/inequality-from-generation-to-generation-the-united-states-in-comparison-v3.pdf>
39. S. A. Javed et M. Irfan (2012), « Intergenerational Mobility: Evidence from Pakistan Panel Household Survey », Islamabad : Institut pakistanais de l'économie du développement, p.13-14 <http://pide.org.pk/pdf/PSDPS/PSDPS%20Paper-5.pdf>
40. J. Stiglitz (2012), *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future*, Penguin, p.23.

41. Forum économique mondial (2014), « Global Risks 2013 », Suisse : Forum économique mondial, p. 9, [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GlobalRisks\\_Report\\_2014.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalRisks_Report_2014.pdf)
42. S. V. Subramanian et I. Kawachi (2006), « Whose health is affected by income inequality? A multilevel interaction analysis of contemporaneous and lagged effects of state income inequality on individual self-rated health in the United States », *Health Place*, juin 2006 ;12(2):141–56.
43. R. Wilkinson et K. Pickett (2010), op. cit., p. 25. Les recherches de Wilkinson et Pickett se sont concentrées sur les pays de l'OCDE (qui regroupe des pays riches), mais la corrélation négative entre inégalités et bien-être social est la même dans les pays plus pauvres.
44. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) (2011), « Étude mondiale sur l'homicide », Vienne : ONUDD, [http://unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/Homicide/B00K\\_Etude\\_mondiale\\_sur\\_lhomicide\\_2011\\_ebook.pdf](http://unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/Homicide/B00K_Etude_mondiale_sur_lhomicide_2011_ebook.pdf)
45. PNUD (2013), « Human Development Report for Latin America 2013–2014 », New York : PNUD, <http://latinamerica.undp.org/content/rblac/en/home/idh-regional>
46. J. Stiglitz (2012), op. cit., p. 105.
47. P. Engel, C. Sterbenz et G. Lubin (2013), « The 50 Most Violent Cities in the World », *Business Insider*, 27 novembre, <http://businessinsider.com/the-most-violent-cities-in-the-world-2013-11?op=1>
48. PNUD (2013), op. cit.
49. T. Dodge (2012), « After the Arab Spring: Power Shift in the Middle East? », LSE Ideas, <http://lse.ac.uk/IDEAS/publications/reports/SR011.aspx>
50. Latinobarometro (2013), « Latinobarómetro Report 2013 », <http://latinobarometro.org/latContents.jsp>
51. J. Stiglitz (2012), op. cit., p. 160.
52. Discours d'inauguration du 27e congrès international du CIRIEC à Séville, 22 au 24 septembre 2008, <https://sipa.columbia.edu/sites/default/files/j.1467-8292.2009.00389.x.pdf>
53. Pour en savoir plus à ce sujet, consulter : T. Piketty (2014), *Le Capital au XXIe siècle*, Paris : Le Seuil.
54. M. Carney (2014), « Inclusive Capitalism: Creating a sense of the systemic », discours prononcé par Mark Carney, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, lors de la Conférence sur le capitalisme inclusif, Londres, le 27 mai.
55. CNUCED (2012), « Rapport sur le commerce et le développement, 2012 », Genève : Organisation des Nations unies, p. V, [http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/tdr2012\\_fr.pdf](http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/tdr2012_fr.pdf)
56. K. Watkins (1998), « Economic Growth with Equity: Lessons from East Asia », Oxford : Oxfam, p. 75, <http://oxf.am/RHx>
57. D. Ukhova (2014), « After Equality: Inequality trends and policy responses in contemporary Russia », Oxford : Oxfam, <http://oxf.am/gML>
58. M. F. Davis (2012), « Occupy Wall Street and international human rights », School of Law Faculty Publications, document 191, <http://hdl.handle.net/2047/d20002577>
59. S. Tavernise (2010), « Pakistan's Elite Pay Few Taxes, Widening Gap », *New York Times*, [http://nytimes.com/2010/07/19/world/asia/19taxes.html?pagewanted=all&\\_r=0](http://nytimes.com/2010/07/19/world/asia/19taxes.html?pagewanted=all&_r=0)
60. M. Wolf, K. Haar et O. Hoedeman (2014), « The Fire Power of the Financial Lobby: A Survey of the Size of the Financial Lobby at the EU level », Observatoire européen des entreprises, Chambre fédérale autrichienne du travail et Fédération syndicale autrichienne, [http://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/financial\\_lobby\\_report.pdf](http://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/financial_lobby_report.pdf)
61. Le quasi-monopole de Carlos Slim sur les services téléphoniques et Internet applique les tarifs parmi les plus élevés de l'OCDE, hors de portée des plus pauvres. OCDE (2012), « OECD Review of Telecommunication Policy and Regulation in Mexico », publication de l'OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264060111-en>
62. UNRISD (2010), « Combattre la pauvreté et l'inégalité », Genève : Publications de l'UNRISD/des Nations Unies, <http://unrisd.org/publications/cpi>
63. IDH (2014), « Raising wages for tea industry workers », étude de cas, [www.idhsustainabletrade.com/site/getfile.php?id=497](http://www.idhsustainabletrade.com/site/getfile.php?id=497)
64. En plus des millions d'hommes et de femmes dont les moyens de subsistance sont liés à un salaire, environ 1,5 milliard de foyers dépendent d'une petite exploitation agricole ou d'une exploitation familiale (bergers, pêcheurs et autres petits producteurs de denrées alimentaires). Bien qu'Oxfam soutienne énormément les petits producteurs (voir par exemple : Oxfam (2011), « Cultiver un avenir meilleur : La justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées », Oxfam, <http://oxfam.org/sites/oxfam.org/files/cr-growing-better-future-170611-fr.pdf>), le présent rapport traite des problèmes auxquels les personnes ayant un emploi rémunéré, mais touchant de faibles revenus sont confrontées.
65. J. Ghosh (2013), « A Brief Empirical Note of the Recent Behaviour of Factor Shares in National Income », *Global & Local Economic Review*, vol. 17(1), p. 146, [http://gler.it/archivio/ISSUE/gler\\_17\\_1.pdf](http://gler.it/archivio/ISSUE/gler_17_1.pdf)
66. High Pay Centre, <http://highpaycentre.org> (dernière visite en août 2014).
67. Living Wage Foundation, « Living Wage Employers », <http://livingwage.org.uk/employers>
68. P. De Wet (2014), « Mining strike: The bosses eat, but we are starving », *Mail & Guardian*, <http://mg.co.za/article/2014-05-15-mining-strike-the-bosses-eat-but-we-are-starving>
69. Confédération syndicale internationale (2014), « Frontlines Report », CSI, <http://ituc-csi.org/frontlines-report-february-2014-14549?lang=fr>
70. R. Wilshaw et al. (2013), « Labour Rights in Unilever's Supply Chain: From compliance to good practice », Oxford, Oxfam, <http://oxfam.org/en/research/labor-rights-unilevers-supply-chain> ; R. Wilshaw (2013), « Exploring the Links between International Business and Poverty Reduction: Bouquets and beans from Kenya », Oxford, Oxfam et IPL, <http://oxfam.org/sites/oxfam.org/files/rr-exploring-links-ipl-poverty-footprint-090513-en.pdf> ; IDH (2013), « Comprendre les questions salariales dans l'industrie du thé, Oxford, Oxfam et Ethical Tea Partnership », Oxfam, <http://oxfam.org/fr/cultivons/rapports/comprendre-les-questions-salariales-dans-lindustrie-du>
71. OIT (2011), « A new era of social justice, Report of the Director-General, Report I(A) », Conférence internationale du Travail, 100e session, Genève, 2011.
72. L. Mishel et M. Walters (2003), « How Unions Help all Workers », EPI, [http://epi.org/publication/briefingpapers\\_bp143](http://epi.org/publication/briefingpapers_bp143)

73. Source : Instituto de Pesquisa Economica Aplicada et Departamento Intersindical de Estatistica e Estudos Socioeconomicas, Brésil, <http://ipeadata.gov.br>. Ensemble de données en ligne compilé par l'IPEA, voir également <http://dieese.org.br>
74. Economist Intelligence Unit (2013), « Ecuador: Quick View – Minimum wage rise in the pipeline », *The Economist*, <http://country.eiu.com/ArticleIndustry.aspx?articleid=1101039494&Country=Ecuador&topic=Industry&subtopic=Consumer%20goods>
75. S. Butler (2014), « Chinese shoppers' spend could double to €3.5tn in four years », *The Guardian*, <http://theguardian.com/business/2014/jun/03/chinese-shoppers-spend-double-four-years-clothing-western-retailers>
76. Wagemark, « A brief history of wage ratios », <https://wagemark.org/about/history>
77. CEPALC (2014), « Compacts for Equality: Towards a Sustainable Future », trente-cinquième session de la CEPALC, <http://periododesesiones.cepal.org/sites/default/files/presentation/files/ppt-pactos-para-la-igualdad-ingles.pdf> Le coefficient de Gini mesure les inégalités : une note de 0 représente l'égalité parfaite (situation où tous possèdent la même chose) et une note de 1 signifie qu'une seule personne possède tout.
78. J. Watts (2013), « Brazil protests: president to hold emergency meeting », *the Guardian*, <http://theguardian.com/world/2013/jun/21/brazil-protests-president-emergency-meeting>
79. D. Itriago (2011), « Décider de son développement La fiscalité pour combattre la pauvreté », Oxford : Oxfam, <http://oxf.am/wN4> ; FMI (2014), « Fiscal Policy and Income Inequality », document politique du FMI, figure 8, Washington, D.C. : FMI, <http://imf.org/external/np/pp/eng/2014/012314.pdf>
80. Nouveaux calculs d'Oxfam, fondés sur ceux du FMI concernant l'effort fiscal et la capacité d'imposition Une simulation a été réalisée afin d'estimer les sommes qui seraient perçues si le manque à gagner fiscal était divisé par deux d'ici 2020. En supposant que le PIB (en dollar aux prix courants) croisse au même rythme annuel moyen que celui enregistré en 2011–2012 et que la capacité d'imposition reste constante, au niveau présenté dans les chiffres du FMI.
81. Institute of Policy Analysis and Research–Rwanda (2011), « East African Taxation Project: Rwanda Country Case Study », IPAR–Rwanda, [http://actionaidusa.org/sites/files/actionaid/rwanda\\_case\\_study\\_report.pdf](http://actionaidusa.org/sites/files/actionaid/rwanda_case_study_report.pdf)
82. Voir U.S. Senate Committee on Homeland Security & Governmental Affairs (2013), « Permanent Sub-Committee on Investigations, May 2013 Hearing Report, 15 October 2013 », <http://hsgac.senate.gov/subcommittees/investigations/media/levin-mccain-statement-on-irelands-decision-to-reform-its-tax-rules>
83. Voir Parlement du Royaume-Uni, enquête de la Cour des comptes, « HM Revenue and Customs Annual Report and Accounts, Inquiry Tax Avoidance by Multinational Companies », novembre 2012 <http://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmselect/cmpublic/716/71605.htm>
84. Pour plus de détails sur les calculs et la méthodologie d'Oxfam, voir : Oxfam (2013), « La moitié des milliards «privés» cachés dans les paradis fiscaux pourrait permettre d'éradiquer l'extrême pauvreté », 22 mai, <http://oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2013-05-22/la-moitie-des-milliards-privés-cacheés-dans-les-paradis>
85. Barack Obama, commentaires du Président sur la réforme de la politique fiscale internationale, 4 mai 2009, [http://whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Remarks-By-The-President-On-International-Tax-Policy-Reform](http://whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-By-The-President-On-International-Tax-Policy-Reform)
86. EquityBD (2014), « Who Will Bell the Cat? Revenue Mobilization, Capital Flight and MNC's Tax Evasion in Bangladesh », document de position, Dhaka : Equity and Justice Working Group, <http://equitybd.org/online/records/mnutaxjustice> ; voir également : C. Godfrey (2014), « Petits arrangements entre amis Pourquoi la réforme fiscale internationale n'inquiète pas encore les entreprises championnes de l'évasion fiscale », Oxford : Oxfam, <http://oxf.am/chP>
87. Analyse du Forum Civil, partenaire d'Oxfam au Sénégal qui œuvre pour une fiscalité équitable : <http://forumcivil.net/programme-craft>
88. C. Adams (1993), *For Good and Evil: The Impact of Taxes on the Course of Civilization*, Lanham : Madison Books.
89. Pour en savoir plus, consulter : C. Godfrey (2014), op. cit.
90. FMI (2014), « Spillovers in International Corporate Taxation », document politique du FMI, <http://imf.org/external/np/pp/eng/2014/050914.pdf>
91. S. Picciotto, « Towards Unitary Taxation of Transnational Corporations », Tax Justice Network (décembre 2012), [http://taxjustice.net/cms/upload/pdf/Towards\\_Unitary\\_Taxation\\_1-1.pdf](http://taxjustice.net/cms/upload/pdf/Towards_Unitary_Taxation_1-1.pdf)
92. La Commission européenne a proposé une taxe de 0,1 % sur les actions et obligations et de 0,01 % sur les produits dérivés. Voir : [http://ec.europa.eu/taxation\\_customs/taxation/other\\_taxes/financial\\_sector/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/taxation_customs/taxation/other_taxes/financial_sector/index_fr.htm) ; D'après les calculs de l'Institut allemand pour la recherche économique (DIW), ces impôts mobiliseraient 37,4 milliards d'euros. [http://diw.de/documents/publikationen/73/diw\\_01.c.405812.de/diwkompakt\\_2012-064.pdf](http://diw.de/documents/publikationen/73/diw_01.c.405812.de/diwkompakt_2012-064.pdf)
93. Un impôt de 1,5 % sur la fortune des milliardaires en 2014 dégagerait 74 milliards de dollars de recettes, d'après les données sur les fortunes dans le monde compilées par Forbes (le 4 août 2014). L'UNESCO estime à 26 milliards de dollars le déficit annuel de financement d'une éducation de base universelle. Selon l'OMS, le déficit annuel de financement nécessaire à la fourniture de services de santé essentiels en 2015 (dont des interventions spécifiques telles que la santé maternelle, l'immunisation, pour des infections majeures telles que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, et le renforcement significatif des systèmes de santé pour que ces services et autres interventions puissent avoir lieu) est de 37 milliards de dollars. Voir UNESCO, 2014. *op.cit* et OMS (2010), *op.cit*.
94. G. Verbist, M. F. Förster et M. Vaalavuo (2012), « The Impact of Publicly Provided Services on the Distribution of Resources: Review of New Results and Methods », documents de travail de l'OCDE sur les questions sociales, l'emploi et les migrations, no 130, publication de l'OCDE, p. 60, [http://oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/the-impact-of-publicly-provided-services-on-the-distribution-of-resources\\_5k9h363c5szq-en](http://oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/the-impact-of-publicly-provided-services-on-the-distribution-of-resources_5k9h363c5szq-en)
95. N. Lustig (2012), « Taxes, Transfers, and Income Redistribution in Latin America », *Inequality in Focus* 1(2) : juillet 2012, Banque mondiale, <http://siteresources.worldbank.org/EXTPOVERTY/Resources/InequalityInFocusJuly2012FINAL.pdf>

96. Secrétariat de l'OCDE (2010), « Growth, Employment and Inequality in Brazil, China, India and South Africa: An Overview », OCDE, <http://oecd.org/employment/emp/45282661.pdf> Ramos a également démontré qu'entre 1995 et 2005, l'éducation était le principal facteur expliquant le déclin des inégalités salariales au Brésil. Voir : Ramos (2006), « Desigualdade de rendimentos do trabalho no Brasil, de 1995 a 2005 » dans R. Barros, M. Foguel et G. Ulyssea (eds.) *Sobre a recente queda da desigualdade de renda no Brasil*, Brasília : IPEA.
97. H. Lee, M. Lee et D. Park (2012), « Growth Policy and Inequality in Developing Asia: Lesson from Korea », série de documents de travail de l'ERIA, <http://eria.org/ERIA-DP-2012-12.pdf>
98. K. Xu et al (2007), « Protecting households from catastrophic health expenditures », *Health Affairs*, 26(4) : 972–83.
99. C. Riep (2014), « Omega Schools Franchise in Ghana: "affordable" private education for the poor or for-profitteering? » in I. Macpherson, S. Robertson et G. Walford (éd.) (2014) *Education, Privatisation and Social Justice: case studies from Africa, South Asia and South east Asia*, Oxford : Symposium Books, <http://symposium-books.co.uk/books/bookdetails.asp?bid=88>
100. Suite à ses recherches, le juge Qureshi a conclu que les groupes hospitaliers privés indiens étaient de véritables « planches à billets ». Dans Qureshi, A. S. (2001), « High Level Committee for Hospitals in Delhi », New Delhi : rapport non publié du gouvernement de Delhi.
101. A. Marriott (2014), « UNE DANGEREUSE DIVERSION Le partenariat public-privé phare de la SFI en matière de santé va-t-il entraîner la faillite du ministère de la Santé du Lesotho ? », Oxfam, <http://oxf.am/5QA>
102. A. Marriott (2009), « Optimisme aveugle : Une remise en question des mythes concernant les soins de santé privés dans les pays pauvres », Oxford : Oxfam. [http://oxfamfrance.org/sites/default/files/file\\_attachments/sante-privé\\_optimisme-aveugle.pdf](http://oxfamfrance.org/sites/default/files/file_attachments/sante-privé_optimisme-aveugle.pdf) ; Banque mondiale (2008), « The Business of Health in Africa : Partnering with the Private Sector to Improve People's Lives », Société financière mondiale, Washington, D.C. : Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2008/01/9526453/business-health-africa-partnering-private-sector-improve-peoples-lives>
103. R. Rannan-Eliya et A. Somantnan (2005), « Access of the Very Poor to Health Services in Asia: Evidence on the role of health systems from Equitap », Royaume-Uni : DFID Health Systems Resource Centre, <http://eldis.org/go/home&id=19917&type=Document#.VBBtVsJdVfY>
104. A. Cha et A. Budovich (2012), « Sofosbuvir: A New Oral Once-Daily Agent for The Treatment of Hepatitis C Virus Infection », *Pharmacy & Therapeutics* 39(5): 345–352, <http://ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4029125>
105. Allocution du Président du Groupe de la Banque mondiale Jim Yong Kim lors de la conférence conjointe du gouvernement japonais et de la Banque mondiale sur la couverture universelle en matière de santé, Tokyo, 6 décembre 2013, <http://banquemondiale.org/fr/news/speech/2013/12/06/speech-world-bank-group-president-jim-yong-kim-government-japan-conference-universal-health-coverage>
106. S. Limwattananon et al. (2011), « The equity impact of Universal Coverage: health care finance, catastrophic health expenditure, utilization and government subsidies in Thailand K, Consortium for Research on Equitable Health Systems, Ministère britannique de la Santé publique, <http://r4d.dfid.gov.uk/Output/188980>
107. Voir BBC News, Business (2013), « Novartis: India rejects patent plea for cancer drug Glivec », 1er avril 2013, <http://bbc.co.uk/news/business-21991179>
108. L. Bategeka et N. Okurut (2005), « Universal Primary Education: Uganda », document d'orientation politique 10, Londres : Overseas Development Institute, <http://odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/4072.pdf>
109. B. Bruns, D. Evans et J. Luque (2012), « Achieving World Class Education in Brazil: The Next Agenda », Washington D.C. : Banque mondiale, [http://siteresources.worldbank.org/BRAZILINPOREXTN/Resources/3817166-1293020543041/FReport\\_Achieving\\_World\\_Class\\_Education\\_Brazil\\_Dec2010.pdf](http://siteresources.worldbank.org/BRAZILINPOREXTN/Resources/3817166-1293020543041/FReport_Achieving_World_Class_Education_Brazil_Dec2010.pdf)
110. K. Watkins et W. Alemayehu (2012), « Financing for a Fairer, More Prosperous Kenya: A review of the public spending challenges and options for selected Arid and Semi-Arid countries », The Brookings Institution, <http://brookings.edu/research/reports/2012/08/financing-kenya-watkins>
111. G. Ahobamuteze, C. Dom et R. Purcell (2006), « Rwanda Country Report: A Joint Evaluation of General Budget Support 1994–2004 », [https://gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/67830/gbs-rwanda.pdf](https://gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67830/gbs-rwanda.pdf)
112. Z. Chande (2009), « The Katete Social Pension », rapport non publié préparé pour HelpAge International, cité par S. Kidd (2009), « Equal pensions, Equal rights: Achieving universal pension coverage for older women and men in developing countries », *Gender & Development*, 17: 3, 377–88 <http://dx.doi.org/10.1080/13552070903298337>
113. OIT (2014), « Rapport sur la protection sociale dans le monde 2014/15 : Vers la reprise économique, le développement inclusif et la justice sociale », Genève : OIT, [http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_245201.pdf](http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_245201.pdf)
114. OIT (2008), « Can low-income countries afford basic social security? », document d'orientation politique sur la sécurité sociale, Genève, OIT, [http://ilo.org/public/libdoc/ilo/2008/108B09\\_73\\_engl.pdf](http://ilo.org/public/libdoc/ilo/2008/108B09_73_engl.pdf)
115. S. Wakefield (2014), « Le G20 et l'égalité des sexes : Comment le G20 peut promouvoir les droits des femmes en matière d'emploi, de protection sociale et de fiscalité », Oxford : Oxfam International et la fondation Heinrich Böll, p. 7, <http://oxf.am/m69>
116. Voir : A. Elomäki (2012), « Le prix de l'austérité – Son impact sur les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes en Europe », Lobby européen des femmes, [http://womenlobby.org/spip.php?action=accéder\\_document&arg=2053&cle=71883f01c9eac4e73e839bb512c87e564b5dc735&file=pdf%2Fthe\\_price\\_of\\_austerity\\_-\\_web\\_edition.pdf](http://womenlobby.org/spip.php?action=accéder_document&arg=2053&cle=71883f01c9eac4e73e839bb512c87e564b5dc735&file=pdf%2Fthe_price_of_austerity_-_web_edition.pdf)
117. A. Elomäki (2012), op. cit. En 2010, le taux d'emploi des femmes avec de jeunes enfants était inférieur de 12,7 % à celui des femmes sans enfant, contre 11,5 % en 2008. En 2010, 28,3 % de l'inactivité économique et du temps de travail partiel des femmes s'expliquaient par le manque de services de garde, contre 27,9 % en 2009. Dans certains pays, les répercussions du manque de services de garde ont considérablement augmenté. En Bulgarie, ce taux a explosé de 20,8 % en 2008 à 31,3 % en 2010 ; en République tchèque, il est passé de 13,3 % à 16,7 %.

118. I. Osei-Akoto, R. Darko Osei et E. Aryeetey (2009), « Gender and Indirect tax incidence in Ghana », Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER), Université du Ghana, référencé dans J. Leithbridge (2012), « How women are being affected by the Global Economic Crisis and austerity measures », Public Services International Research Unit, Université de Greenwich, [http://congress.world-psi.org/sites/default/files/upload/event/EN\\_PSI\\_Crisis\\_Impact\\_Austerity\\_on\\_Women.pdf](http://congress.world-psi.org/sites/default/files/upload/event/EN_PSI_Crisis_Impact_Austerity_on_Women.pdf)
119. W. Wilson (2012), « Just Don't Call Her Che », *The New York Times*, <http://nytimes.com/2012/01/29/opinion/sunday/student-protests-rile-chile.html?pagewanted=all&r=0>
120. D. Elson et R. Sharp (2010), « Gender-responsive budgeting and women's poverty » In : S. Chant (éd.) (2010), « International Handbook of Gender and Poverty: Concepts, Research, Policy » Cheltenham : 2010, 524–525).
121. P. Fortin, L. Godbout et S. St-Cerny (2012), « L'impact des services de garde à contribution réduite du Québec sur le taux d'activité féminin, le revenu intérieur et les budgets gouvernementaux », Université de Sherbrooke, Document de travail 2012/02, [http://usherbrooke.ca/chaire-fiscalite/fileadmin/sites/chaire-fiscalite/documents/Cahiers-de-recherche/Etude\\_femmes\\_travail.pdf](http://usherbrooke.ca/chaire-fiscalite/fileadmin/sites/chaire-fiscalite/documents/Cahiers-de-recherche/Etude_femmes_travail.pdf)
122. CIVICUS (2014), « State of Civil Society Report 2014: Reimagining Global Governance » [http://socs.civicus.org/wp-content/uploads/2013/04/2013StateofCivilSocietyReport\\_full.pdf](http://socs.civicus.org/wp-content/uploads/2013/04/2013StateofCivilSocietyReport_full.pdf)
123. Les sondages réalisés par Oxfam à travers le monde relatent l'idée largement répandue selon laquelle les lois et les réglementations sont conçues pour bénéficier aux riches. Une enquête menée dans six pays (Espagne, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis) a révélé que la majorité de la population pensait que les lois étaient biaisées en faveur des riches (en Espagne, 8 personnes sur 10 étaient d'accord avec cette affirmation). Voir également Latinobarometro 2013 : <http://latinobarometro.org/latNewsShow.jsp>
124. OCDE (2014), « Society at a Glance: OECD Social Indicators », <http://oecd.org/berlin/47570121.pdf>
125. CIVICUS, « Civil Society Profile: Chili », <http://socs.civicus.org/CountryCivilSocietyProfiles/Chile.pdf>
126. G. Long (2014), « Chile's student leaders come of age », BBC News, <http://bbc.co.uk/news/world-latin-america-26525140>
127. CIVICUS (2014), « Citizens in Action 2011: Protest as Process in The Year of Dissent », p. 53 <http://civicus.org/cdn/2011SOCsreport/Participation.pdf>
128. Africa Progress Panel (2012), op. cit.
129. D'après « Figure 4.4: Levels of infant mortality rate in 2007 by province », dans PNUD et Statistics South Africa, « MDG 4: Reduce Child Mortality », [http://statssa.gov.za/nss/Goal\\_Reports/GOAL%204-REDUCE%20CHILD%20MORTALITY.pdf](http://statssa.gov.za/nss/Goal_Reports/GOAL%204-REDUCE%20CHILD%20MORTALITY.pdf)
130. Commission de planification nationale, op. cit. ; Banque mondiale (2006), op. cit.
131. Statistics South Africa (2012), op. cit.
132. B. Harris et al (2011), « Inequities in access to health care in South Africa », *Journal of Public Health Policy* (2011) 32, S102–23, <http://palgrave-journals.com/jphp/journal/v32/n1s/full/jphp201135a.html>
133. P. Piraino (2014), op. cit.
134. Banque mondiale (2006), op. cit.
135. Warren Buffett, dans un entretien accordé à CNN, septembre 2011.
136. Calculé d'après B. Milanovic (2013), op. cit.
137. Indice de Gini d'après la base de données de la Banque mondiale : le coefficient de Gini pour l'Afrique du Sud était de 0,56 en 1995 et de 0,63 en 2009 ; <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI>
138. Pour une discussion approfondie sur les avantages respectifs de ces mesures, voir A. Sumner et A. Cobham (2013), « On inequality, let's do the Palma, (because the Gini is so last century) », <http://oxfamlogs.org/fp2p/on-inequality-lets-do-the-palma-because-the-gini-is-so-last-century>
139. B. Milanovic (2009), op. cit.
140. M. Cummins et I. Ortiz (2011), « Global Inequality: Beyond the Bottom Billion », document de travail social et économique, New York : Unicef, [http://unicef.org/socialpolicy/files/Global\\_Inequality.pdf](http://unicef.org/socialpolicy/files/Global_Inequality.pdf)
141. Ibid. Les données sur la population concernent 2007 ou les données les plus récentes disponibles, en dollars PPA internationaux constants de 2005 selon le modèle comptable international.
142. Calculé d'après B. Milanovic (2013), op. cit.
143. F. Alvaredo, A. B. Atkinson, T. Piketty et E. Saez (2013), « The World Top Incomes Database », <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu>
144. Calculé d'après les données de la Banque mondiale (dernière visite le 2 juillet 2014) et F. Alvaredo, A. B. Atkinson, T. Piketty et E. Saez (2013), op. cit. Le total combiné des 40 % inférieurs pour le Nigeria, l'Inde et la Chine est de 1 102 720 000.
145. Ibid.
146. Merrill Lynch et CapGemini (2013), *Capgemini Lorenz Curve Analysis*, 2013, New York : CapGemini, [http://worldwealthreport.com/reports/hnwi\\_population](http://worldwealthreport.com/reports/hnwi_population)
147. Forbes (2014), « The World's Billionaires », <http://forbes.com/billionaires>
148. A. Gandhi et M. Walton (2012), « Where do Indian Billionaires Get Their Wealth », *Economic and Political Weekly*, Vol XLVII, No 40, Mumbai : EPW Research Foundation, <http://michaelwalton.info/wp-content/uploads/2012/10/Where-Do-Indias-Billionaires-Get-Their-Wealth-Aditi-Walton.pdf>
149. Forbes (2013), « India's Richest List », <http://forbes.com/india-billionaires/list>
150. M. Nsehe (2014), « The African Billionaires 2014 », <http://forbes.com/sites/mfonobongnsehe/2014/03/04/the-african-billionaires-2014>
151. Calculs par Laurence Chandy et Homi Kharas, Brookings Institution. D'après des calculs PPA révisés datant du début de cette année, ce chiffre estime un seuil de pauvreté mondial à 1,55 dollar par jour (au cours du dollar en vigueur en 2005). L. Chandy et H. Kharas (2014), « What Do New Price Data Mean for the Goal of Ending Extreme Poverty? », <http://brookings.edu/blogs/up-front/posts/2014/05/05-data-extreme-poverty-chandy-kharas>
152. N. Hanauer (2014), « The Pitchforks are Coming ... For Us Plutocrats », [http://politico.com/magazine/story/2014/06/the-pitchforks-are-coming-for-us-plutocrats-108014.html#.U\\_S56MvVfY](http://politico.com/magazine/story/2014/06/the-pitchforks-are-coming-for-us-plutocrats-108014.html#.U_S56MvVfY)

153. Crédit Suisse (2013), « Global Wealth Report 2013 », Zurich : Crédit Suisse. <https://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/?fileID=BCDB1364-A105-0560-1332EC9100FF5C83> ; et Forbes, « The World's Billionaires », <http://forbes.com/billionaires/list> (dernière visite le 16 décembre 2013).
154. Forbes (2014), « The World's Billionaires », op. cit. (dernières visites en mars 2013, mars 2014 et août 2014).
155. Forbes (2014), « The World's Billionaires: #2 Bill Gates », <http://forbes.com/profile/bill-gates> (dernière visite en août 2014).
156. Wealth-X et UBS (2013), « Wealth-X and UBS Billionaire Census 2013 », <http://billionairecensus.com>
157. Forbes (2014), « The World's Billionaires: #2 Bill Gates », <http://forbes.com/profile/bill-gates> (correct en août 2014).
158. Données sur les richesses de Forbes (<http://forbes.com/billionaires/list/#tab:overall>) au 4 août 2014. Calculs par Oxfam. Les taux de rendement en fourchette basse reflètent ce que pourrait rapporter un placement modeste à taux fixe peu risqué. Les 5,35 % correspondent au rendement moyen obtenus par ces investisseurs plus éclairés sur une année entre juillet 2012 et juin 2013. Voir le recensement Wealth-X et UBS (2013), op. cit.
159. Voir : <http://patrioticmillionaires.org>
160. Calculs Oxfam d'après les données sur les richesses de Forbes, téléchargées le 4 août 2014. Le PIB de la France en 2013 était de 2 700 milliards de dollars d'après les Perspectives de l'économie mondiale (World Economic Outlook) du FMI.
161. Une taxe de 1,5 % sur la richesse des milliardaires dans le monde (appliquée à toutes les fortunes supérieures à 1 milliard de dollars) entre 2009 et 2014 aurait engendré 252 milliards de dollars de recettes. Calculs Oxfam basés sur les données Forbes (toutes les valeurs sont données au cours du dollar en vigueur en 2005). L'OMS a calculé que 224,5 milliards de dollars supplémentaires auraient permis à 49 pays à faible revenu d'accélérer considérablement leurs progrès pour atteindre les OMD en matière de santé et que cela aurait pu sauver 22,8 millions de vies dans ces pays. 39 de ces 49 pays auraient pu atteindre la cible OMD 4 relative à la survie des enfants, et au moins 22 pays auraient pu atteindre leur cible OMD 5a relative à la mortalité maternelle. OMS (2010), op. cit.
162. Un impôt de 1,5 % sur la fortune des milliardaires en 2014 dégagerait 74 milliards de dollars de recettes, d'après les données sur les fortunes dans le monde compilées par Forbes (le 4 août 2014). L'UNESCO estime à 26 milliards de dollars le déficit annuel de financement d'une éducation de base universelle. Selon l'OMS, le déficit annuel de financement nécessaire à la fourniture de services de santé essentiels en 2015 (dont des interventions spécifiques telles que la santé maternelle, l'immunisation, pour des infections majeures telles que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, et le renforcement significatif des systèmes de santé pour que ces services et autres interventions puissent avoir lieu) est de 37 milliards de dollars. Voir UNESCO, 2014. *op.cit* et OMS (2010), op. cit.
163. Sur les 1,1 milliard de personnes pauvres dans le monde, environ un quart n'a pas de terres. Fonds international de développement agricole (FIDA), « Empowering the rural poor through access to land », Rome : FIDA, [http://ifad.org/events/icarrd/factsheet\\_eng.pdf](http://ifad.org/events/icarrd/factsheet_eng.pdf).
164. L. Ravon (à paraître en 2014), « Resilience in the Face of Food Insecurity: Reflecting on the experiences of women's organizations », Oxfam Canada.
165. Banque mondiale (2008), « World Bank Development Report 2008: Agriculture for Development », Washington, D. C. : Banque mondiale, [http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR\\_00\\_book.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf)
166. Russia Today (2013), « Sugar producer tops Russia's largest landowner list », 17 mai, <http://rt.com/business/russia-largest-land-sugar--428>
167. Au-delà de 100 hectares.
168. Transnational Institute (TNI) pour la Coordination européenne Via Campesina et le réseau Hands Off the Land (2013), « Land Concentration, land-grabbing and people's struggles in Europe », [http://eurovia.org/IMG/pdf/Land\\_in\\_Europe.pdf](http://eurovia.org/IMG/pdf/Land_in_Europe.pdf)
169. FAO (2013), « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013 : Les multiples dimensions de la sécurité alimentaire », Rome : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, <http://fao.org/publications/sofi/2013/fr>
170. Pour obtenir les coefficients de Gini de la Figure 3, les auteurs ont étudié le nombre de personnes pauvres recensées et les moyennes de revenus/consommation pour 2010. Ils ont alors déterminé quel coefficient de Gini est compatible avec ces deux chiffres si les revenus/la consommation sont répartis selon une loi log-normale dans le pays (c.-à-d. si log revenus/consommation suit une courbe en cloche). Coefficients de Gini obtenus : Brésil (0,54), Chine (0,35), Inde (0,34), Indonésie (0,34), Mexique (0,42), Afrique du Sud (0,59) et Kenya (0,42). Pour les projections de PIB par habitant, les auteurs ont utilisé les chiffres PPA en dollars courants issus des Perspectives de l'économie mondiale (World Economic Outlook) du FMI datant d'avril 2014, ajustés pour les taux d'inflation américains de l'IPC en 2010-12. Pour les projections sur la pauvreté, les auteurs ont utilisé celles réalisées par la Brookings Institution, d'après la feuille de calcul Brookings « Country HC & HCR revisions - 05.14 », reçue le 21 juillet 2014 ; à l'exception du décompte pour la Chine, l'Inde et l'Indonésie, tiré du courriel de L. Chandy du 22 juillet 2014 ; moyenne 2010 issue de la feuille de calcul Brookings « Poverty means\_2010 », reçue le 22 juillet 2014 ; facteurs de conversion issus de la croissance du PIB/habitant par rapport à la croissance moyenne de la consommation/des revenus tirée de L. Chandy, N. Ledlie et V. Penciakova (2013), op. cit., p. 17. Pour ces projections, les auteurs ont utilisé le seuil d'extrême pauvreté dans le monde fixé à 1,79 dollars en dollars de 2011 (1,55 dollar en dollars de 2005), étant donné l'ajustement prévu du seuil d'extrême pauvreté dans le monde (au-dessus de 1,25 dollar). La Brookings Institution est parvenue au chiffre de 1,79 dollar d'après les nouvelles données du Programme de comparaison internationale des prix et la méthodologie de la Banque mondiale sur le seuil d'extrême pauvreté. Pour plus d'informations, voir : <http://brookings.edu/blogs/up-front/posts/2014/05/05-data-extreme-poverty-chandy-kharas>
171. L. Chandy, N. Ledlie et V. Penciakova (2013), op. cit.
172. Calculs non publiés, basés sur la méthodologie et le modèle développés dans L. Chandy, N. Ledlie et V. Penciakova (2013), op. cit.
173. Comparaison de la richesse de la moitié inférieure de la population selon l'annuaire du Crédit Suisse avec les données Forbes, téléchargées en mars 2014.
174. Voir la base de données mondiale de la Banque mondiale, <http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>
175. Calculs d'Oxfam. Voir la note 72.

176. Africa Progress Panel (2013), « Africa Progress Report 2013: Equity in Extractives – Stewarding Africa’s natural resources for all », Genève : Africa Progress Panel, [http://africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2013/08/2013\\_APR\\_Equity\\_in\\_Extractives\\_25062013\\_ENG\\_HR.pdf](http://africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2013/08/2013_APR_Equity_in_Extractives_25062013_ENG_HR.pdf)
177. Ibid.
178. Ibid.
179. Organisation mondiale de la santé, Base de données sanitaires mondiale, <http://apps.who.int/gho/data/node.main.HE-1546?lang=en>
180. Ibid.
181. Cela rejoint la théorie derrière la fameuse « courbe de Kuznets », du Prix Nobel d’économie Simon Kuznets. Selon cette théorie, il serait inutile et inefficace de s’inquiéter de l’augmentation des inégalités dans les pays en développement, car elles devraient s’estomper d’elles-mêmes.
182. K. Deininger et L. Squire (1998), op. cit. ; A. Alesina et D. Rodrik (1994), op. cit. ; R. Benabou (1996), op. cit. ; A. Banerjee et E. Duflo (2003), op. cit. ; J. Ostry, A. Berg et C. Tsangarides (2014), op. cit. ; Banque asiatique de développement (ADB) (2014), op. cit.
183. A. Berg et J. Ostry (2011), « Inequality and Unstable Growth: Two Sides of the Same Coin? », Note de discussion du personnel du FMI, FMI, <http://imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf> ; J. Ostry, A. Berg et C. Tsangarides (2014), op. cit.
184. A. Berg et J. Ostry (2011), op. cit.
185. M. Kumhof et R. Rancière (2010); « Inequality, Leverage and Crises », Document de travail du FMI, FMI, <http://imf.org/external/pubs/ft/wp/2010/wp10268.pdf>
186. Voir par exemple A. Berg et D. Ostry (2011), op. cit. ; T. Persson et G. Tabellini (1994), « Is Inequality Harmful for Growth? », *American Economic Review* 84(3): 600–621 ; Alesina et Rodrik (1994), op. cit.
187. E. Stuart (2011), « Making Growth Inclusive », Oxford : Oxfam International, <http://oxf.am/RHG>
188. Banque asiatique de développement (ADB) (2011), op. cit.
189. F. Ferreira et M. Ravallion (2008), op. cit.
190. Données de la Banque mondiale, « World Development Indicators », <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>
191. Africa Progress Panel (2013), « Africa Progress Report 2013. Equity in Extractives: Stewarding Africa’s natural resources for all », Africa Progress Panel, p. 28, <http://africaprogresspanel.org/publications/policy-papers/africa-progress-report-2013>
192. Ibid.
193. E. Stuart (2011), op. cit. ; R. Gower, C. Pearce et K. Raworth (2012), « Les laissés-pour-compte du G20 ? Comment l’inégalité et la dégradation de l’environnement menacent d’exclure les pauvres des avantages de la croissance économique », Oxford : Oxfam, <http://oxf.am/oQa>
194. Représenté par un coefficient de Gini de 0,2, un niveau auquel se trouvaient de nombreux pays d’Europe de l’Est dans les années 1980, et actuellement les pays nordiques. F. Ferreira et M. Ravallion (2008), op. cit.
195. Représenté par un coefficient de Gini de 0,6, soit environ le niveau de l’Angola.
196. Représenté par un coefficient de Gini de 0,4, soit environ le niveau de l’Ouganda ou de Singapour.
197. F. Ferreira and M. Ravallion (2008), op. cit.
198. K. Raworth (2012), « Un espace sûr et juste pour l’humanité : le concept du «donut» », Document de discussion d’Oxfam, Oxford : Oxfam, <http://oxfam.org/sites/oxfam.org/files/dp-a-safe-and-just-space-for-humanity-130212-fr.pdf>
199. Voir par exemple : D. Hillier et G. Castillo (2013), « Pas de hasard : Résilience et inégalités face au risque », Oxfam, <http://oxf.am/UNG>
200. Ces 30 % consomment en moyenne 6,5 hectares d’espace productif par personne. N. Kakar, observateur permanent de l’Union internationale pour la conservation de la nature auprès des Nations unies, cité dans Royal Government of Bhutan (2012), *The Report of the High-Level Meeting on Wellbeing and Happiness: Defining a New Economic Paradigm*, New York : The Permanent Mission of the Kingdom of Bhutan to the United Nations, p. 52.
201. F. Pearce (2009), « Consumption dwarfs population as main environmental threat », 15 avril, the Guardian, <http://theguardian.com/environment/2009/apr/15/consumption-versus-population-environmental-impact>
202. I. Gough (2011), « The distribution of total embodied greenhouse gas emissions by households in the UK, and some implications for social policy », CASE Paper 152, London School of Economics and Political Science, <http://sticerd.lse.ac.uk/dps/case/cp/CASEpaper152.pdf>
203. Elle est en outre susceptible de représenter une part encore plus élevée dans la contribution historique. D. Satterthwaite (2009), « The implications of population growth and urbanization for climate change », *Environment and Urbanization*, Vol. 21(2), [http://cstpr.colorado.edu/students/envs\\_5720/satterthwaite\\_2009.pdf](http://cstpr.colorado.edu/students/envs_5720/satterthwaite_2009.pdf)
204. N. Kakar, dans Royal Government of Bhutan (2012), op. cit.
205. J. Martinson et A. Gani (2014), « Women at Davos: What’s happening to the numbers? », the *Guardian*, 17 janvier, <http://theguardian.com/lifeandstyle/womens-blog/interactive/2014/jan/17/women-davos-numbers-world-economic-forum>
206. ONU Femmes (2012), op. cit.
207. OIT (2011), « Rapport du Directeur général Rapport II(A) – Une nouvelle ère de justice sociale », Conférence internationale du Travail, 100e session, Genève, 2011.
208. ONU Femmes (2012), op. cit. Le progrès des femmes dans le monde 2011/2012. <http://progress.unwomen.org/wp-content/uploads/2011/06/EN-Factsheet-Global-Progress-of-the-Worlds-Women.pdf>
209. P. Telles (2013), « Brazil: Poverty and Inequality. Where to next? », Oxfam, <http://csnbridsam.org/brazil-poverty-and-inequality-where-to-next>
210. PNUD (2013), « L’humanité divisée : combattre les inégalités dans les pays en développement », New York : PNUD, chapitre 5 [http://undp.org/content/dam/undp/library/Poverty%20Reduction/Inclusive%20development/Humanity%20Divided/HumanityDivided\\_Ch5\\_low.pdf](http://undp.org/content/dam/undp/library/Poverty%20Reduction/Inclusive%20development/Humanity%20Divided/HumanityDivided_Ch5_low.pdf)
211. S. Wakefield (2014), op. cit.
212. P. Telles (2013), op. cit.

213. P. Das (2012), « Wage Inequality in India: Decomposition by Sector, Gender and Activity Status », *Economic & Political Weekly*, Vol XLVII, N° 50, [http://epw.in/system/files/pdf/2012\\_47/50/Wage\\_Inequality\\_in\\_India.pdf](http://epw.in/system/files/pdf/2012_47/50/Wage_Inequality_in_India.pdf)
214. Banque mondiale (2012), « Rapport sur le développement dans le monde 2012 : Égalité des genres et développement », Washington, D. C. : Banque mondiale, pp. 85–87, <http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/7778105-1299699968583/7786210-1315936222006/Complete-Report.pdf>
215. J. Bingham (2014), « Rich will live life to the full 20 years longer than poor, official figures show », *the Telegraph*, 15 mars, <http://telegraph.co.uk/news/politics/10699077/Rich-will-live-life-to-the-full-20-years-longer-than-poor-official-figures-show.html>
216. Programme d'enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) (2011), « Ethiopia: Standard DHS, 2011 », <http://dhsprogram.com/what-we-do/survey/survey-display-359.cfm>
217. E. Godoy (2010), op. cit.
218. T. M. Smeeding, R. Erikson et M. Janitt (eds.) (2011), *Persistence, Privilege and Parenting: The Comparative Study of Intergenerational Mobility*, New York : Russell Sage Foundation.
219. R. Wilkinson (2011), op. cit.
220. J. Stiglitz (2012), *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future*, Londres : Penguin.
221. M. Corak (2012), op. cit.
222. J. Stiglitz (2012), op. cit.
223. M. Corak (2012), op. cit.
224. Les données sur la mobilité sociale ne concernent que les pères et leurs fils.
225. S. A. Javed et M. Irfan (2012), « Intergenerational Mobility: Evidence from Pakistan Panel Household Survey », Islamabad : Pakistan Institute of Development Economics, pp. 13–14, <http://pide.org.pk/pdf/PSDPS/PSDPS%20Paper-5.pdf>
226. R. Wilkinson et K. Pickett (2010), *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*, Londres : Penguin.
227. R. Wilkinson et K. Pickett (2010), op. cit., p.59.
228. Les recherches de Wilkinson et Pickett se sont concentrées sur les pays de l'OCDE (qui regroupe des pays riches), mais la corrélation négative entre inégalités et bien-être social est la même dans les pays plus pauvres.
229. S. V. Subramanian et I. Kawachi (2006), « Whose health is affected by income inequality? A multilevel interaction analysis of contemporaneous and lagged effects of state income inequality on individual self-rated health in the United States », *Health Place*, juin 2006 ;12(2):141–56, <http://ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/16338630>
230. R. Wilkinson et K. Pickett (2010), op. cit.
231. Ibid, p. 25.
232. Ibid.
233. Données fournies par Equality Trust, <http://equalitytrust.org.uk>
234. E. Anderson (2009), « What Should Egalitarians Want? », <http://cato-unbound.org/2009/10/19/elizabeth-anderson/what-should-egalitarians-want>
235. Ibid.
236. World Values Survey, <http://worldvaluessurvey.org/wvs.jsp>
237. UNAH-IUDPAS, <http://iudpas.org>
238. Le taux d'homicide en Espagne est de 0,7 pour 100 000, OECD Better Life Index, <http://oecdbetterlifeindex.org/fr/countries/espagne-fr>
239. Freedom House (2012), « Freedom in the World: Honduras Overview », <http://freedomhouse.org/report/freedom-world/2012/honduras#.U-jP9eNdWgo>
240. J. Johnston et S. Lefebvre (2013), « Honduras Since the Coup: Economic and Social Outcomes », Washington, D. C. : Centre for Economic and Policy Research, <http://cepr.net/publications/reports/honduras-since-the-coup-economic-and-social-outcomes>
241. I. Ali et J. Zhuang (2007), « Inclusive Growth Toward a Prosperous Asia: Policy Implications », Document de travail de la DAU N° 97, Manille : ADB, <http://adb.org/publications/inclusive-growth-toward-prosperous-asia-policy-implications>
242. R. Wilkinson et K. Pickett (2010), op. cit. pp. 234–235 ; Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity (2010), « Horizontal inequalities as a cause of conflict: a review of CRISE findings », p. 1, <http://qeh.ox.ac.uk/pdf/pdf-research/crise-ib1> ; Institute for Economics and Peace (2011), « Structures of Peace: identifying what leads to peaceful societies », Figure 5, p. 16, <http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2011/09/Structures-of-Peace.pdf>
243. Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) (2011), op. cit.
244. J. Stiglitz (2012), op. cit., p. 105.
245. PNUD (2013), op. cit.
246. P. Engel, C. Sterbenz et G. Lubin (2013), op. cit.
247. PNUD (2013), op. cit.
248. A. Smith (1776), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* (1904 5e édition), Livre I Chapitre VIII, Londres : Methuen & Co., Ltd., <http://econlib.org/library/Smith/smWN3.html>
249. Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity (2010), op. cit.
250. T. Dodge (2012), op. cit.
251. D. Hillier et G. Castillo (2013), op. cit., p. 16
252. PNUD (2013), « Human Development Report for Latin America 2013–2014 Executive Summary », New York : PNUD, p. 16, <http://latinamerica.undp.org/content/dam/rblac/docs/Research%20and%20Publications/IDH/IDH-AL-ExecutiveSummary.pdf>
253. C. Provost (2014), « Gated communities fuel Blade Runner dystopia and "profound unhappiness" », *the Guardian*, 2 mai, <http://theguardian.com/global-development/2014/may/02/gated-communities-blade-runner-dystopia-unhappiness-un-joan-clos>
254. D. Hillier et G. Castillo (2013), op. cit.
255. PNUD, Unicef, Oxfam et GFDRR, « Disaster risk reduction makes development sustainable », [http://undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/UNDP\\_CPR\\_CTA\\_20140901.pdf](http://undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/UNDP_CPR_CTA_20140901.pdf)

256. Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) (2014), « New pact must integrate DRR and national development », <http://unisdr.org/archive/37652>
257. J. Rawls (1971), *A Theory of Justice*, chapitres 2 et 13, Cambridge : Harvard University Press.
258. Latinobarometro (2013), « Latinobarómetro Report 2013 », <http://latinobarometro.org/latContents.jsp>
259. J. Stiglitz (2012), op. cit., p. 160.
260. M. Carney (2014), « Inclusive Capitalism: Creating a sense of the systemic », discours prononcé par Mark Carney, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, lors de la Conférence sur le capitalisme inclusif, Londres, 27 mai, <http://bankofengland.co.uk/publications/Documents/speeches/2014/speech731.pdf>
261. Pour plus d'informations sur le sujet, voir T. Piketty (2014), *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris : Le Seuil.
262. Discours lors de la session d'ouverture du 27<sup>e</sup> congrès international du CIRIEC, Séville, 22–24 septembre 2008, <https://sipa.columbia.edu/sites/default/files/j.1467-8292.2009.00389.x.pdf>
263. T. Caverro et K. Poinasamy (2013), « Le piège de l'austérité : L'Europe s'enlise dans les inégalités », Oxford : Oxfam International, <http://oxf.am/UEb>
264. Base de données mondiale de la Banque mondiale, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI> ; le coefficient de Gini est passé de 0,29 à 0,38.
265. M. Lawson (2002), « La Mort qui rôde aux portes du Sommet », Oxford : Oxfam International, <http://oxf.am/RHN>
266. M.L. Ferreira (1999), « Poverty and Inequality During Structural Adjustment in Rural Tanzania », Document de travail de la Banque mondiale sur la recherche sur les politiques 1641, Washington, D. C. : Département de recherche sur les politiques de la Banque mondiale, division Économies en transition, <http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/1813-9450-1641>
267. FAO (2013), op. cit.
268. D. Ukhova (2014), op. cit.
269. A. Izyumov (2010), « Human Costs of Post-communist Transition: Public Policies and Private Response », *Review of Social Economy*, 68(1): 93–125, <http://tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/00346760902968421#.U-Y1eBbORpk>
270. A. Franco-Giraldo, M. Palma et C. Álvarez-Dardet (2006), « Efecto del ajuste estructural sobre la situación de salud en América Latina y el Caribe, 1980–2000 » [Impact de l'ajustement structurel sur la situation de santé en Amérique latine et dans les Caraïbes, 1980–2000], *Revista e Salud* 2(7), pp. 291–9, [http://scielosp.org/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S1020-49892006000500001](http://scielosp.org/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1020-49892006000500001)
271. CNUCED (2012), op. cit.
272. CEPALC (1999), « Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe » [Évaluation préliminaire des économies d'Amérique latine et des Caraïbes], Santiago du Chili : CEPALC, <http://eclac.org/publicaciones/xml/2/9042/lcg2153e.pdf>
273. K. Watkins (1998), op. cit.
274. N. Lustig, L. Lopez-Calva, E. Ortiz-Juarez (2013), « Deconstructing the Decline of Inequality in Latin America », série de documents de travail de l'université de Tulane 1314, <http://econ.tulane.edu/RePEc/pdf/tul1314.pdf>
275. R. Assaad et M. Arntz (2005), « Constrained Geographical Mobility and Gendered Labor Market Outcomes Under Structural Adjustment: Evidence from Egypt », *World Development*, 33 (2005):3, pp. 431–454.
276. I. Traynor (2012), « Eurozone demands six-day week for Greece », *the Guardian*, 4 septembre, <http://theguardian.com/business/2012/sep/04/eurozone-six-day-week-greece>
277. M. F. Davis (2012), op. cit. [http://iris.lib.neu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1191&context=slaw\\_fac\\_pubs](http://iris.lib.neu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1191&context=slaw_fac_pubs)
278. S. Tavernise (2010), « Pakistan's Elite Pay Few Taxes, Widening Gap », *New York Times*, 18 juillet, [http://nytimes.com/2010/07/19/world/asia/19taxes.html?pagewanted=all&\\_r=0](http://nytimes.com/2010/07/19/world/asia/19taxes.html?pagewanted=all&_r=0)
279. U. Cheema (2012), « Representation without Taxation! An analysis of MPs' income tax returns for 2011 », Islamabad : Centre for Peace and Development Initiatives/Centre for Investigative Reporting in Pakistan, <http://cirp.pk/Electronic%20Copy.pdf> ; AFP (2012), « Report unmasks tax evasion among Pakistan leaders », *The Tribune*, 12 décembre, <http://tribune.com.pk/story/478812/report-unmasks-tax-evasion-among-pakistan-leaders>
280. Le quasi-monopole de Carlos Slim sur les services téléphoniques et Internet applique les tarifs parmi les plus élevés de l'OCDE, hors de portée des plus pauvres. OCDE (2012), « OECD Review of Telecommunication Policy and Regulation in Mexico », publication de l'OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264060111-en>
281. Ibid.
282. Liste Forbes des milliardaires (2014), « India Richest », <http://forbes.com/india-billionaires/list>
283. A. Gandhi et M. Walton (2012), « Where Do India's Billionaires Get Their Wealth? », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLVII, N° 40, <http://epw.in/commentary/where-do-indias-billionaires-get-their-wealth.html>
284. Tiré d'un discours de Christine Lagarde lors de la conférence Richard Dimbleby à Londres en février 2014, <https://imf.org/external/french/np/speeches/2014/020314f.htm>
285. OCDE (2014), « Society at a Glance 2014: OECD Social Indicators », publication de l'OCDE, <http://oecd.org/els/soc/OECD2014-SocietyAtAGlance2014.pdf>
286. M. Gilens et B. I. Page (2014), « Testing Theories of American Politics: Elites, Interest Groups, and Average Citizens », *Perspectives on Politics*, <http://polisci.northwestern.edu/people/documents/TestingTheoriesOfAmericanPoliticsFINALforProduction6March2014.pdf>
287. M. Wolf, K. Haar et O. Hoedeman (2014), op. cit.
288. J. Hobbs (2012), « Paraguay's Destructive Soy Boom », *The New York Times*, The Opinion Pages, [http://nytimes.com/2012/07/03/opinion/paraguays-destructive-soy-boom.html?\\_r=0](http://nytimes.com/2012/07/03/opinion/paraguays-destructive-soy-boom.html?_r=0)
289. Oxfam, 'With no land to cultivate, young people in Curuguaty, Paraguay, have no future', <http://oxf.am/pDY>
290. J. Hobbs (2012), op. cit. ; E. Abramson (2009), « Soy: A Hunger for Land », *NACLA*, <http://nacla.org/soyparaguay>
291. Juste derrière Singapour et le Qatar. Source : Base de données de la Banque mondiale, <http://donnees.banquemondiale.org>

292. FMI (2014), « IMF Executive Board Concludes 2013 Article IV Consultation with Paraguay », Communiqué de presse, <http://imf.org/external/np/sec/pr/2014/pr1462.htm>
293. Union interparlementaire et ONU Femmes (2014), « Des avancées pour les femmes en politique, mais le plafond de verre reste bien présent », ONU Femmes, <http://unwomen.org/fr/news/stories/2014/3/progress-for-women-in-politics-but-glass-ceiling-remains-firm>
294. Banque mondiale (2014), « Voice Agency and Empowering women and girls for shared prosperity », Groupe de la Banque mondiale, [http://worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Gender/Voice\\_and\\_agency\\_LOWRES.pdf](http://worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Gender/Voice_and_agency_LOWRES.pdf)
295. A. Hussain (2003), « Pakistan Human Development Report », PNUD, <http://hdr.undp.org/en/content/pakistan-national-human-development-report-2003>
296. Voir par exemple, F. Luntz (2007), *The Words that Work: It's Not What You Say, it's What People Hear*, New York : Hyperion. Retrouvez davantage d'exemples sur : <http://nodeathtax.org/deathtax>
297. J. Carrick-Hagenbarth et G. Epstein (2012), « Dangerous Interconnectedness: Economists' conflicts of interest, ideology and financial crisis », *Cambridge Journal of Economics* 36 (2012) : 43–63.
298. K. Deutsch Karlekar et J. Dunham (2014), « Freedom of the Press 2014: Press Freedom at the Lowest Level in a Decade », Freedom House, [http://freedomhouse.org/sites/default/files/FOTP2014\\_Overview\\_Essay.pdf](http://freedomhouse.org/sites/default/files/FOTP2014_Overview_Essay.pdf)
299. N. MacFarquhar (2014), « Russia Quietly Tightens Reins on Web With "Bloggers Law" », *The New York Times*, [http://nytimes.com/2014/05/07/world/europe/russia-quietly-tightens-reins-on-web-with-bloggers-law.html?\\_r=0](http://nytimes.com/2014/05/07/world/europe/russia-quietly-tightens-reins-on-web-with-bloggers-law.html?_r=0)
300. M. F. Davis (2012), op. cit.
301. Civicus (2013), « State of Civil Society 2013: Creating an enabling environment », Civicus, [http://socs.civicus.org/wp-content/uploads/2013/04/2013StateofCivilSocietyReport\\_full.pdf](http://socs.civicus.org/wp-content/uploads/2013/04/2013StateofCivilSocietyReport_full.pdf)
302. Ibid.
303. S. Gärtner and S. Prado (2012) *Inequality, trust and the welfare state: the Scandinavian model in the Swedish mirror*, Department of Economic History, Université de Göteborg [http://ekonomisk-historia.handels.gu.se/digitalAssets/1389/1389332\\_g--rtner\\_prado-2012-hs.pdf](http://ekonomisk-historia.handels.gu.se/digitalAssets/1389/1389332_g--rtner_prado-2012-hs.pdf)
304. D. Ukhova (2014) *After Equality: Inequality trends and policy responses in contemporary Russia*, Oxford : Oxfam, <http://oxf.am/gML>
305. N. Lustig, L. Lopez-Calva, E. Ortiz-Juarez (2013), op. cit.
306. Banque mondiale (2012), « Shifting gears to accelerate prosperity in Latin America and the Caribbean », Washington, D. C. : Banque mondiale, <http://worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/LAC/PLB%20Shared%20Prosperity%20FINAL.pdf>
307. T. Piketty (2014) op. cit.
308. Forbes (2014) *Forbes Releases 28th Annual World's Billionaires Issue*, <http://forbes.com/sites/forbespr/2014/03/03/forbes-releases-28th-annual-worldsbillionaires-issue>
309. S. Steed and H. Kersley (2009) 'A Bit Rich', New Economics Foundation, <http://neweconomics.org/publications/entry/a-bit-rich>
310. Dans le monde, les femmes consacrent 2 à 5 heures de plus que les hommes au travail non rémunéré par jour (OIT (2014) op. cit.)
311. R. Wilkinson and K. Pickett (2010) op. cit.
312. R. Fuentes-Nieva and N. Galasso (2014) *En finir avec les inégalités extrêmes*, Oxford: Oxfam, <http://oxf.am/wgi>
313. Ibid.
314. Africa Progress Panel (2012) *Jobs, Justice and Equity: Seizing Opportunities In Times of Global Change*, Switzerland: Africa Progress Panel, p.6, <http://africaprogresspanel.org/publications/policy-papers/africa-progress-report-2012>
315. J. M. Baland, P. Bardan and S. Bowles (eds.) (2007) *Inequality, cooperation, and environmental sustainability*, Princeton: Princeton University Press.
316. UNRISD (2010), « Combating Poverty and Inequality », Genève : Publication de l'UNRISD/des Nations unies, <http://unrisd.org/publications/cpi>
317. En plus des millions d'hommes et de femmes dont les moyens de subsistance sont liés à un salaire, environ 1,5 milliard de foyers dépendent d'une petite exploitation agricole ou d'une exploitation familiale (bergers, pêcheurs et autres petits producteurs de denrées alimentaires). Bien qu'Oxfam soutienne énormément les petits producteurs (voir par exemple : Oxfam (2011), « Cultiver un avenir meilleur : La justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées », Oxfam, <http://oxfam.org/sites/oxfam.org/files/cr-growing-better-future-170611-fr.pdf>), le présent rapport traite des problèmes auxquels sont confrontées les personnes ayant un emploi rémunéré, mais touchant de faibles revenus.
318. P. De Wet (2014), « Mining strike: The bosses eat, but we are starving », *Mail & Guardian*, <http://mg.co.za/article/2014-05-15-mining-strike-the-bosses-eat-but-we-are-starving>
319. High Pay Centre, <http://highpaycentre.org/> (dernière visite en août 2014)
320. Living Wage Foundation, « Living Wage Employers », <http://livingwage.org.uk/employers>
321. J. Ghosh (2013), op. cit. ; élaboration à partir des données générées par le modèle mondial de politique des Nations unies (2013).
322. M. Lavoie et E. Stockhammer (eds.) (2014), « Une croissance tirée par les salaires : Une stratégie équitable pour le redressement économique », OIT, [http://ilo.org/global/publications/books/forthcoming-publications/WCMS\\_234600/lang--fr/index.htm](http://ilo.org/global/publications/books/forthcoming-publications/WCMS_234600/lang--fr/index.htm)
323. E. Chirwa et P. Mvula (rapport non publié, 2012), « Understanding wages in the tea industry in Malawi », Wadonda Consultant.
324. Oxfam et Ethical Tea Partnership (2013), « Comprendre les questions salariales dans l'industrie du thé », Oxfam : Oxfam, [http://oxfam.org/sites/oxfam.org/files/file\\_attachments/tea\\_wages\\_french\\_0.pdf](http://oxfam.org/sites/oxfam.org/files/file_attachments/tea_wages_french_0.pdf). Cela tient compte des hausses de salaire depuis que la recherche a été menée par Ergon Associates en 2011.
325. R. Anker et M. Anker (2014), « Living Wage for rural Malawi with Focus on Tea Growing area of Southern Malawi », Fairtrade International (Western Cape, Afrique du Sud), Fairtrade and Social Accountability International (République dominicaine) et Fairtrade, Sustainable Agriculture Network/ Rainforest Alliance et UTZ Certified (Malawi), [http://fairtrade.net/fileadmin/user\\_upload/content/2009/resources/LivingWageReport\\_Malawi.pdf](http://fairtrade.net/fileadmin/user_upload/content/2009/resources/LivingWageReport_Malawi.pdf)

326. IDH (2014), « Raising wages for tea industry workers », étude de cas, [www.idhsustainabletrade.com/site/getfile.php?id=497](http://www.idhsustainabletrade.com/site/getfile.php?id=497)
327. Congrès de la Confédération syndicale internationale (2014), op. cit.
328. R. Wilshaw et al (2013), op. cit. ; R. Wilshaw (2013) op. cit. ; IDH (2013), op. cit.
329. Fairtrade International (2013), « Living Wage Reports », <http://fairtrade.net/workers-rights.html#c9571>
330. Cette recherche a été menée par Richard et Martha Anker. Ils ont également évalué la valeur des avantages en nature et d'autres facteurs influant sur le salaire des employés. Leurs rapports sont disponibles à l'adresse <http://fairtrade.net/workers-rights.html#c9571>
331. R. Pollin, J. Burns et J. Heinz (2002), « Global Apparel Production and Sweatshop Labor: Can Raising Retail Prices Finance Living Wages? », *Cambridge Journal of Economics*, [http://scholarworks.umass.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1012&context=peri\\_workingpapers](http://scholarworks.umass.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1012&context=peri_workingpapers) ; Workers Rights Consortium (2005), « The Impact of Substantial Labor Cost Increases on Apparel Retail Prices » [http://senate.columbia.edu/committees\\_dan/external/wrc1105.pdf](http://senate.columbia.edu/committees_dan/external/wrc1105.pdf), [http://senate.columbia.edu/committees\\_dan/external/wrc1105.pdf](http://senate.columbia.edu/committees_dan/external/wrc1105.pdf)
332. A. Osborne (2012), « CEOs and their salaries: because they're worth it...? », *The Telegraph*, <http://telegraph.co.uk/finance/newsbysector/banksandfinance/9002561/CEOs-and-their-salaries-because-theyre-worth-it...html>
333. J. Schmitt et J. Jones (2012), « Low-wage Workers are Older and Better Educated Than Ever », Center for Economic and Policy Research, <http://cepr.net/documents/publications/min-wage3-2012-04.pdf> ; et données collectées par Oxfam Amérique.
334. Citation extraite de Fight for 15, <http://fightfor15.org/en/dwaynemitchell>. La campagne souligne qu'il en coûte près de 7 milliards de dollars par an aux contribuables américains si les employés de fast-food doivent solliciter l'assistance publique. <http://fightfor15.org/en/the-facts-2>
335. Economic Policy Institute (EPI) (2014), « As union membership declines, inequality rises », <http://epi.org/news/union-membership-declines-inequality-rises>
336. Oxfam Amérique (2014), « Working Poor in America », Oxfam, <http://oxfamamerica.org/explore/research-publications/working-poor-in-america>
337. L. Mishel et M. Walters (2003), op. cit.
338. R. Wilshaw (2010), « Better Jobs in Better Supply Chains », Oxfam, <http://oxf.am/aFg>
339. S. Labowitz et D. Baumann-Pauly (2014), « Business as usual is not an option: Supply chains sourcing after Rana Plaza », Stern Center for Business and Human Rights, [http://stern.nyu.edu/sites/default/files/assets/documents/con\\_047408.pdf](http://stern.nyu.edu/sites/default/files/assets/documents/con_047408.pdf)
340. Good Electronics (2014), « Samsung's no union policy claims another life », <http://goodelectronics.org/news-en/samsung2019s-no-union-policy-claims-another-life>
341. Source : Instituto de Pesquisa Economica Aplicada et Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconomicos, Brésil, <http://ipeadata.gov.br/>. Ensemble de données en ligne compilé par l'IPEA, voir également <http://dieese.org.br>
342. Economist Intelligence Unit (2013), op. cit.
343. FAO, Groupe de Travail sur la répartition de la valeur, <http://fao.org/economic/worldbananaforum/working-groups/wg02/fr>
344. Camera de Comercio de Guayaquil, « Boletín Económico », <http://lacamara.org/ccg/2013%20Feb%20BE%20CCG%20Salario%20Digno%20y%20las%20PYMES.pdf>
345. S. Butler (2014), « Chinese shoppers' spend could double to £3.5tn in four years », *The Guardian*, <http://theguardian.com/business/2014/jun/03/chinese-shoppers-spend-double-four-years-clothing-western-retailers>
346. Voir : « Unilever Response and Commitments », [http://unilever.com/images/rr-unilever-supply-chain-labour-rights-vietnam-310113-en\\_tcm13-387325.pdf](http://unilever.com/images/rr-unilever-supply-chain-labour-rights-vietnam-310113-en_tcm13-387325.pdf), pp 94-95 ; engagements d'IPL dans R. Wilshaw (2013), « Exploring the Links between International Business and Poverty Reduction: Bouquets and beans from Kenya », op. cit. ; communiqué de presse d'Ethical Tea Partnership pour « Understanding Wage Issues in the Tea Industry », <http://oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2013-05-02/une-nouvelle-coalition-contre-les-bas-salaires-dans>
347. Voir : H&M, « Un salaire de subsistance décent pour les travailleurs de l'industrie du textile », <http://about.hm.com/fr/About/sustainability/commitments/responsible-partners/fair-living-wage.html>
348. Living Wage Foundation, <http://livingwage.org.uk> employers. Le nombre d'entreprises du FTSE 100 accréditées employeurs accordant des salaires décents est passé de 6 en décembre 2013 à 15 en août 2014.
349. Correspondance électronique avec Oxfam, 4 août 2014.
350. Alta Garcia, « What is a Living Wage? » <http://altagraciaapparel.com/living-wage.html>
351. S. Maher (2013), « The Living Wage: Winning the Fight for Social Justice », War on Want, <http://waronwant.org/overseas-work/sweatshops-and-plantations/free-trade-zones-in-sri-lanka/17978-report-the-living-wage>
352. R. Wilshaw (2013), « Exploring the Links between International Business and Poverty Reduction: Bouquets and beans from Kenya », op. cit.
353. L. Riisgaard et P. Gibbon (2014), « Labour Management on Contemporary Kenyan Cut Flower Farms: Foundations of an Industrial-Civic Compromise », *Journal of Agrarian Change*, Vol. 14(2), pp. 260-285.
354. S. Barrientos (à paraître en 2014), « Gender and Global Value Chains: Economic and Social Upgrading in Agri-Food ».
355. B. Evers, F. Amoding et A. Krishnan (2014), « Social and economic upgrading in floriculture global value chains: flowers and cuttings GVCs in Uganda », document de travail 2014/42 de Capturing the Gains, [http://capturingthegains.org/publications/workingpapers/wp\\_201442.htm](http://capturingthegains.org/publications/workingpapers/wp_201442.htm)
356. D. Card et A. Krueger (1993), « Minimum Wages and Employment: A Case Study of the Fast Food Industry in New Jersey and Pennsylvania », *American Economic Review*, Vol. 84(4), pp. 772-793, <http://nber.org/papers/w4509> ; Dube, Lester & Reich (2010), « Minimum Wage Effects Across State Borders: Estimates Using Contiguous Counties » <http://irle.berkeley.edu/workingpapers/157-07.pdf>, Document de travail de l'IRLE N° 157-07, <http://irle.berkeley.edu/workingpapers/157-07.pdf>
357. Huffington Post (2014), « Even Goldman Sachs Analysts Say A Minimum Wage Hike Wouldn't Be A Big Job Killer », [http://huffingtonpost.com/2014/04/02/goldman-sachs-minimum-wage\\_n\\_5077677.html](http://huffingtonpost.com/2014/04/02/goldman-sachs-minimum-wage_n_5077677.html)

358. Voir par exemple M. Reich, P. Hall et K. Jacobs (2003), « Living wages and economic performance: The San Francisco Airport model », Institut des relations industrielles, [http://irle.berkeley.edu/research/livingwage/sfo\\_mar03.pdf](http://irle.berkeley.edu/research/livingwage/sfo_mar03.pdf) ; W. Cascio (2006), « The High Cost of Low Wages », Harvard Business Review, <http://hbr.org/2006/12/the-high-cost-of-low-wages/ar/pr>
359. Wagemark, « A brief history of wage ratios », <https://wagemark.org/about/history>
360. P. Hodgson (2014), « Rhode Island tries to legislate sky-high CEO pay away », *Fortune Magazine*, <http://fortune.com/2014/06/24/rhode-island-ceo-pay>
361. Données de l'Employee Ownership Association, <http://employeeownership.co.uk/news/whitehall-update/employee-ownership-index>
362. National Center for Employee Ownership (2004), « Employee ownership and corporate performance: A comprehensive review of the evidence », *Journal of employee ownership law and finance*, Vol. 14(1) ; Employer Ownership Association (2010), « The employee ownership effect: review of the evidence », Matrix Evidence.
363. J. Lampel, A. Bhalla et P. Jha (2010), « Do Employee-Owned Businesses Deliver Sustainable Performance? », Londres : Cass Business School ; Matrix (2010), « The Employee Ownership Effect: a Review of the Evidence », Londres : Matrix Evidence ; R. McQuaid et al (2013), « The Growth of Employee Owned Businesses in Scotland », rapport au Scottish Enterprise.
364. Richard Wilkinson, co-auteur de *The Spirit Level*, dans un entretien avec le personnel d'Oxfam, juillet 2014.
365. ECLAC (2014), op. cit.
366. ECLAC (2014), « Compacts for Equality: Towards a Sustainable Future », trente-cinquième session de l'ECLAC, <http://periododesesiones.cepal.org/sites/default/files/presentation/files/ppt-pactos-para-la-igualdad-ingles.pdf>
367. Voir : FMI (2014), « Spillovers in International Corporate Taxation », document d'orientation du FMI, <http://imf.org/external/np/pp/eng/2014/050914.pdf> ; OCDE (2013b), « Lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires », [http://oecd-ilibrary.org/fr/taxation/lutter-contre-l-erosion-de-la-base-d-imposition-et-le-transfert-de-benefices\\_9789264192904-fr](http://oecd-ilibrary.org/fr/taxation/lutter-contre-l-erosion-de-la-base-d-imposition-et-le-transfert-de-benefices_9789264192904-fr)
368. D. Itriago (2011), op. cit.
369. Coordinadora Civil, « Nicaragua based on living conditions survey », INIDE (Instituto Nacional de Formación de Desarrollo) <http://inide.gob.ni/bibliovirtual/publicacion/Informe%20EMNV%202009.pdf> ; combiné à J. C. Gómez Sabaini (2003), « Nicaragua: Desafíos Para La Modernización Del Sistema Tributario », Banco Interamericano Desarrollo, <http://iadb.org/regions/re2/EstudioNI.pdf>
370. FMI (2014), « Fiscal Policy and Income Inequality », document d'orientation du FMI, Figure 8, Washington, D. C. : FMI, <http://imf.org/external/np/pp/eng/2014/012314.pdf>
371. J. Watts (2013), « Brazil protests: president to hold emergency meeting », the *Guardian*, <http://theguardian.com/world/2013/jun/21/brazil-protests-president-emergency-meeting>
372. Voir les statistiques de l'OCDE pour connaître le ratio recettes fiscales/PIB dans les pays de l'OCDE, <http://oecd.org/ctp/tax-policy/revenue-statistics-ratio-change-previous-year.htm> ; et FMI (2014), op. cit. pour le ratio recettes fiscales/PIB dans les pays en développement.
373. Nouveaux calculs d'Oxfam, fondés sur ceux du FMI concernant l'effort fiscal et la capacité d'imposition Une simulation a été réalisée afin d'estimer les sommes qui seraient perçues si le manque à gagner fiscal était divisé par deux d'ici 2020. En supposant que le PIB (en dollar aux prix courants) croisse au même rythme annuel moyen que celui enregistré en 2011-2012 et que la capacité d'imposition reste constante, au niveau présenté dans les chiffres du FMI.
374. Christian Aid et Tax Justice Network – Africa (2014), « Africa Rising? Inequalities and the essential role of fair taxation », [www.christianaid.org.uk/images/Africa-tax-and-inequality-report-Feb2014.pdf](http://www.christianaid.org.uk/images/Africa-tax-and-inequality-report-Feb2014.pdf)
375. FMI, OCDE, Nations unies et Banque mondiale (2011), « Supporting the Development of More Effective Tax Systems: A report to the G-20 development working group by the IMF, OECD, UN and World Bank », p. 21, <http://oecd.org/ctp/48993634.pdf>
376. N. Shaxson (2012), « Treasure Islands: Tax Havens and the Men Who Stole the World », Londres : Vintage Books
377. M. Keen et M. Mansour (2009), « Revenue Mobilization in Sub-Saharan Africa: Challenges from Globalization », Document de travail du FMI, p. 21, <http://imf.org/external/pubs/ft/wp/2009/wp09157.pdf>
378. M. Curtis (2014), « Losing Out: Sierra Leone's massive revenue loses from tax incentives », Christian Aid, <http://christianaid.org.uk/images/Sierra-Leone-Report-tax-incentives-080414.pdf>
379. Institute of Policy Analysis and Research-Rwanda (2011), « East African Taxation Project: Rwanda Country Case Study », IPAR-Rwanda, [http://actionaidusa.org/sites/files/actionaid/rwanda\\_case\\_study\\_report.pdf](http://actionaidusa.org/sites/files/actionaid/rwanda_case_study_report.pdf)
380. V. Tanzi et H. Zee (2001), « Une politique fiscale pour les pays en développement », Dossiers économiques du FMI N° 27, <http://imf.org/external/pubs/ft/issues/issues27/fra/issue27f.pdf>
381. C. Godfrey (2014), op. cit.
382. FMI (2014), op. cit.
383. Voir : A. Prats, K. Teague et J. Stead (2014), « FTSEcrecy: the culture of concealment through the FTSE », Londres : Christian Aid, <http://christianaid.org.uk/images/FTSEcrecy-report.pdf>
384. Barack Obama, commentaires du Président sur la réforme de la politique fiscale internationale, 4 mai 2009, [http://whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Remarks-By-The-President-On-International-Tax-Policy-Reform](http://whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-By-The-President-On-International-Tax-Policy-Reform)
385. R. Phillips, S. Wamhoff et D. Smith (2014), « Offshore Shell Games 2014: The Use of Offshore Tax Havens by Fortune 500 Companies », Citizens for Tax Justice et U.S. PIRG Education Fund, <http://ctj.org/pdf/offshoreshell2014.pdf>
386. Ibid.
387. FMI (2014), op. cit.
388. A. Sasi (2012), « 40% of India's FDI comes from this bldg », *The Indian Express*, 21 août, <http://archive.indianexpress.com/news/40--of-indias-fdi-comes-from-this-bldg/990943>
389. EquityBD (2014), op. cit.

390. Dans C. Godfrey (2014), op. cit., Oxfam a estimé le manque à gagner fiscal des pays en développement à 104 milliards de dollars par an et les exonérations sur l'impôt des sociétés à 138 milliards de dollars par an. Combinées, ces pertes pourraient financer deux fois les 120 milliards de dollars requis pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sur les thèmes de la pauvreté, de l'éducation et de la santé, d'après les calculs de l'OCDE (2012), « Achieving the Millennium Development Goals: More money or better policies (or both)? », document de discussion de l'OCDE, <http://oecd.org/social/poverty/50463407.pdf>
391. M.P. Keightley (2013), « An Analysis of Where American Companies Report Profits: Indications of Profit Shifting », rapport du CRS pour le Congrès, Congressional Research Service, <http://fas.org/sgp/crs/misc/R42927.pdf>
392. Pour plus de détails sur les calculs et la méthodologie d'Oxfam, voir : Oxfam (2013), « La moitié des milliards «privés» cachés dans les paradis fiscaux pourrait permettre d'éradiquer l'extrême pauvreté », 22 mai, <http://oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2013-05-22/la-moitie-des-milliards-privés-cachés-dans-les-paradis>
393. Données issues de la base de données mondiale de la Banque mondiale, <http://donnees.banquemondiale.org/pays/el-salvador>
394. M. Cea et F. Kiste (2014), « El Salvador "oculta" \$11,200 millones en paraísos fiscales », *El Mundo*, <http://elmundo.com/sv/el-salvador-oculta-11200-millones-en-paraisos-fiscales>, d'après les calculs de James Henry dans J. S. Henry (2012), « The Price of Offshore Revisited », Tax Justice Network, [http://taxjustice.net/cms/upload/pdf/Price\\_of\\_Offshore\\_Revisited\\_120722.pdf](http://taxjustice.net/cms/upload/pdf/Price_of_Offshore_Revisited_120722.pdf)
395. OCDE (1998), op. cit.
396. J. Sharman (2006), *Havens in a Storm: The Struggle for Global Tax Regulation*, Ithaca et Londres : Cornell University Press.
397. Voir U.S. Senate Committee on Homeland Security & Governmental Affairs (2013), « Permanent Sub-Committee on Investigations, May 2013 Hearing Report, 15 October 2013 », <http://hsgac.senate.gov/subcommittees/investigations/media/levin-mccain-statement-on-irelands-decision-to-reform-its-tax-rules>
398. Voir Parlement du Royaume-Uni (2012), Cour des comptes – Dix-neuvième rapport, « HM Revenue and Customs: Annual Report and Accounts, Tax Avoidance by Multinational Companies », <http://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmselect/cmpubacc/716/71605.htm>
399. Les consultations sont ouvertes à tous les membres hors OCDE/G20.
400. C. Godfrey (2014), op. cit.
401. Analyse du Forum Civil, partenaire d'Oxfam au Sénégal qui œuvre pour une fiscalité équitable : <http://forumcivil.net/programme-craft>
402. L'Uruguay présente à l'heure actuelle la plus grande différence de la région LAC entre les inégalités avant et après impôts, ce qui atteste que sa politique fiscale progressive est efficace dans la lutte contre les inégalités. N. Lustig et al (2013), 'The Impact of Taxes and Social Spending on Inequality and Poverty in Argentina, Bolivia, Brazil, Mexico, Peru and Uruguay: An Overview », document de travail N° 13 du Commitment to Equity, [http://commitmenttoequity.org/publications\\_files/Latin%20America/CEQWPNo13%20Overview%20Aug%2022%202013.pdf](http://commitmenttoequity.org/publications_files/Latin%20America/CEQWPNo13%20Overview%20Aug%2022%202013.pdf). En 2013, son coefficient de Gini a baissé de neuf points de base, passant de 0,49 à 0,40.
403. L'Uruguay figurait initialement sur la liste noire du G20 sur les paradis fiscaux en tant que centre financier engagé en faveur des normes fiscales internationales mais ne les mettant pas encore complètement en œuvre. Le pays a été retiré de la liste cinq jours seulement après s'être pleinement engagé à communiquer des informations conformément aux normes de l'OCDE. Le pays obéit toutefois à des lois rigoureuses en matière de secret financier, et même à l'une des législations les plus strictes au monde sur le secret bancaire, qui interdit aux banques tout partage d'informations, excepté dans de très rares cas. Voir Tax Justice Network (2013), « Financial Secrecy Index: Narrative Report on Uruguay », <http://financialsecrecyindex.com/PDF/Uruguay.pdf>
404. OCDE (2013b), op. cit.
405. FMI (2014), op. cit.
406. S. Picciotto (2012), op. cit.
407. La Commission européenne a proposé une taxe de 0,1 % sur les actions et obligations et de 0,01 % sur les produits dérivés. Voir : [http://ec.europa.eu/taxation\\_customs/taxation/other\\_taxes/financial\\_sector/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/taxation_customs/taxation/other_taxes/financial_sector/index_fr.htm)
408. T. Piketty (2014), op. cit., p. 572.
409. Reuters (2013), « Brazil's ruling party to propose tax on large fortunes », 26 juin, <http://reuters.wcom/article/2013/06/26/economy-brazil-wealth-idUSL2N0F21P220130626>
410. Voir K. Rogoff (2013), « Why Wealth Taxes are Not Enough », <http://project-syndicate.org/commentary/kenneth-rogoft-on-the-shortcomings-of-a-one-time-wealth-tax#FpTcXurUs6odiU2.9> et FMI (2013), « Déclaration du FMI sur la taxation », Communiqué de presse N° 13/427, <http://imf.org/external/french/np/sec/pr/2013/pr13427f.htm>
411. Un impôt de 1,5 % sur la fortune des milliardaires en 2014 dégagerait 74 milliards de dollars de recettes, d'après les données sur les fortunes dans le monde compilées par Forbes (le 4 août 2014). L'UNESCO estime à 26 milliards de dollars le déficit annuel de financement d'une éducation de base universelle. Selon l'OMS, le déficit annuel de financement nécessaire à la fourniture de services de santé essentiels en 2015 (dont des interventions spécifiques telles que la santé maternelle, l'immunisation, pour des infections majeures telles que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, et le renforcement significatif des systèmes de santé pour que ces services et autres interventions puissent avoir lieu) est de 37 milliards de dollars. Voir UNESCO, 2014. *op.cit* et OMS (2010), *op.cit*.
412. C. Adams (1993), *For Good and Evil: The Impact of Taxes on the Course of Civilization*, Lanham : Madison Books.
413. iig (2011), « Raising revenue to reduce poverty », Document d'information n° 16, Oxford : iig, <http://iig.ox.ac.uk/output/briefingpapers/pdfs/iig-briefingpaper-16-raising-revenue-to-reduce-poverty.pdf>
414. UNESCO (2013), « De nouvelles données de l'UNESCO démontrent que l'éducation transforme le développement », Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, Paris. OCDE, <http://unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/GMR/excel/dme/Press-Release-Fr.pdf>
415. G. Verbist, M. F. Förster et M. Vaalavuo (2012), op. cit.
416. Ibid.
417. N. Lustig (2012), op. cit.

418. R. Rannan-Eliya et A. Somantnan (2005), « Access of the Very Poor to Health Services in Asia: Evidence on the role of health systems from Equitap », Centre de ressources du DFID pour les systèmes de santé.
419. Secrétariat de l'OCDE (2010), op. cit. Ramos a également démontré qu'entre 1995 et 2005, l'éducation était le principal facteur expliquant le déclin des inégalités salariales au Brésil. Voir : Ramos (2006), « Desigualdade de rendimentos do trabalho no Brasil, de 1995 a 2005 » dans R. Barros, M. Foguel et G. Ulyssea (eds.) *Sobre a recente queda da desigualdade de renda no Brasil*, Brasília : IPEA.
420. H. Lee, M. Lee et D. Park (2012), op. cit.
421. Allocution du Président du Groupe de la Banque mondiale Jim Yong Kim à l'Assemblée mondiale de la Santé, Genève, 21 mai 2013, « Pauvreté, santé et avenir de l'humanité », <http://banquemoniale.org/fr/news/speech/2013/05/21/world-bank-group-president-jim-yong-kim-speech-at-world-health-assembly>
422. Le gouvernement indien consacre 1,3 % de son budget à la santé et 2,4 % à son armée. Base de données de la Banque mondiale <http://donnees.banquemoniale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.GD.ZS>, <http://donnees.banquemoniale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.GD.ZS>
423. M. Martin et R. Watts (2013), « Les progrès en danger ? Les dépenses consacrées aux OMD dans les pays en développement », Development Finance International (DFI) et Oxfam International, p. 28, <http://oxf.am/Upm>
424. UNESCO (2014), « Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous », Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4, <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002256/225654f.pdf>
425. K. Xu et al (2007), op. cit.
426. D. U. Himmelstein et al. (2009), « Medical Bankruptcy in the United States, 2007: Results of a National Study », *The American Journal of Medicine*, 122:741–6, [http://amjmeD.Com/article/S0002-9343\(09\)00404-5/abstract](http://amjmeD.Com/article/S0002-9343(09)00404-5/abstract)
427. Suite à ses recherches, le juge Qureshi a conclu que les groupes hospitaliers privés indiens étaient de véritables « planches à billets ». Extrait de A. S. Qureshi (2001), « High Level Committee for Hospitals in Delhi », New Delhi : rapport non publié par le gouvernement de Delhi.
428. The Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights, « Privatization of education in Morocco breaches human rights: new report », <http://globalinitiative-escr.org/privatization-of-education-in-morocco-breaches-human-rights-new-report-2>
429. Banque mondiale (2010), « Lesotho – Sharing growth by reducing inequality and vulnerability: choices for change – a poverty, gender, and social assessment », rapport n° 46297-LS, Washington DC : Banque mondiale, <http://documents.banquemoniale.org/curated/fr/2010/06/12619007/lesotho-sharing-growth-reducing-inequality-vulnerability-choices-change-poverty-gender-social-assessment>
430. A. Marriott (2009), op. cit. ; Banque mondiale (2008), op. cit.
431. R. Rannan-Eliya et A. Somantnan (2005), op. cit.
432. L. Chakraborty, Y. Singh et J. F. Jacob (2013), « Analyzing Public Expenditure Benefit Incidence in Health Care: Evidence from India », Levy Economics Institute, Working Papers Series No. 748, <http://levyinstitute.org/publications/analyzing-public-expenditure-benefit-incidence-in-health-care>
433. C. Riep (2014), op. cit.
434. B. R. Jamil, K. Javaid, B. Rangaraju (2012), « Investigating Dimensions of the Privatisation of Public Education in South Asia », ESP Working Paper Series 43, Open Society Foundations, p. 22, [http://periglobal.org/sites/periglobal.org/files/WP43\\_Jamil\\_Javaid&Rangaraju.pdf](http://periglobal.org/sites/periglobal.org/files/WP43_Jamil_Javaid&Rangaraju.pdf)
435. UNESCO (2009), « Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2009 : Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance », Paris : UNESCO, p. 166, <http://unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-international-agenda/efareport/reports/2009-governance>
436. Ibid.
437. Les ménages à faible revenu ont tendance à avoir des familles plus nombreuses et il leur est financièrement impossible d'envoyer tous leurs enfants dans des écoles privés à bas coût.
438. J. Härmä et P. Rose (2012), « Low-fee private primary schooling affordable for the poor? Evidence from rural India » dans S. L. Robertson et al (eds.) (2012), *Public Private Partnerships in Education: New Actors and Modes of Governance in a Globalizing World*, Cheltenham : Edward Elgar Publishing.
439. T. Smeeding (2005), « Public Policy, Economic Inequality, and Poverty: The United States in Comparative Perspective », *Social Science Quarterly*, Vol. 86 (suppl) : 955–83.
440. UNESCO (2014), op. cit.
441. E. Missoni et G. Solimano (2010), « Towards Universal Health Coverage: the Chilean experience », Rapport sur la santé dans le monde 2010 : Document d'appui 4, Genève : Organisation mondiale de la Santé, <http://who.int/healthsystems/topics/financing/healthreport/4Chile.pdf>
442. Internationale des Services Publics (2014), « Wikileaks confirms TISA alarm raised by PSI », <http://world-psi.org/fr/document-de-wikileaks-confirme-la-mise-en-garde-formulee-par-lisp>
443. A. Cha et A. Budovich (2012), op. cit.
444. Y. Lu et al (2011), « World Medicines Situation 2011: Medicines Expenditures », Genève : Organisation mondiale de la Santé, p. 6, [http://who.int/health-accounts/documentation/world\\_medicine\\_situation.pdf](http://who.int/health-accounts/documentation/world_medicine_situation.pdf); E. Van Doorslaer, O. O'Donnell et R. Rannan-Eliya (2005), « Paying out-of-pocket for health care in Asia: Catastrophic and poverty impact », projet Equitap : document de travail n° 2, <http://equitap.org/publications/publication.html?id=502>
445. S. Vogler et al (2011), « Pharmaceutical policies in European countries in response to the global financial crisis », *Southern Med Review* 4(2) : 69–79.
446. OMS, avec l'UNICEF et l'UNAIDS (2013), « Le point 2013 de l'OMS sur le traitement de l'infection à VIH dans le monde : Résultats, impact et opportunités », Genève : Organisation mondiale de la Santé, [http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/85328/1/WHO\\_HIV\\_2013.9\\_fre.pdf?ua=1](http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/85328/1/WHO_HIV_2013.9_fre.pdf?ua=1)
447. M. Mackay (2012), « Private sector obstructed plans for NHI scheme – claim », *Sowetan Live*, <http://sowetanlive.co.za/news/2012/03/08/private-sector-obstructed-plans-for-nhi-scheme---claim>

448. Public Citizen (2013), « U.S. Pharmaceutical Corporation Uses NAFTA Foreign Investor Privileges Regime to Attack Canada's Patent Policy, Demand \$100 Million for invalidation of Patent », <https://citizen.org/eli-lilly-investor-state-factsheet> ; HAI, Oxfam, MSF (2011), « The Investment Chapter of the EU-India FTA: Implications for Health », HAI Europe, <http://haieurope.org/wp-content/uploads/2011/09/11-June-2011-Fact-Sheet-The-Investment-Chapter-of-the-EU-India-FTA-Implications-for-Health.pdf>
449. P. Stevens (2004), « Diseases of poverty and the 10/90 gap », International Policy Network, <http://who.int/intellectualproperty/submissions/InternationalPolicyNetwork.pdf>
450. Voir par exemple, <http://rt.com/news/177656-ebola-vaccine-treatment-africa>
451. Health Action International Europe et Corporate Europe Observatory (2012), « Divide and Conquer: A look behind the scenes of the EU pharmaceutical industry lobby », Health Action International Europe et Corporate Europe Observatory, [http://corporateeurope.org/sites/default/files/28\\_march\\_2012\\_divideconquer.pdf](http://corporateeurope.org/sites/default/files/28_march_2012_divideconquer.pdf)
452. Z. Carter (2011), « Bill Daley's Big Pharma History: Drugs, Profits And Trade Deals », *Huffington Post*, [http://huffingtonpost.com/2011/09/28/bill-daley-big-pharma-trans-pacific-partnership\\_n\\_981973.html](http://huffingtonpost.com/2011/09/28/bill-daley-big-pharma-trans-pacific-partnership_n_981973.html) ; G. Greenwald (2012), « Obamacare architect leaves White House for pharmaceutical industry job », *The Guardian*, <http://theguardian.com/commentisfree/2012/dec/05/obamacare-fowler-lobbyist-industry1>
453. Allocution du Dr Margaret Chan, Directeur général, à la Soixante-Septième Assemblée mondiale de la Santé, Genève, 19 mai 2014, [http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf\\_files/WHA67/A67\\_3-fr.pdf](http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA67/A67_3-fr.pdf)
454. Allocution du Dr Margaret Chan, Directeur général de l'OMS, à la Soixante-Cinquième Assemblée mondiale de la Santé, Genève, 21 mai 2012, [http://who.int/dg/speeches/2012/wha\\_20120521/fr](http://who.int/dg/speeches/2012/wha_20120521/fr)
455. Allocution du Président du Groupe de la Banque mondiale Jim Yong Kim lors de la conférence conjointe du gouvernement japonais et de la Banque mondiale sur la couverture santé universelle, Tokyo, 6 décembre 2013, <http://banquemonde.org/fr/news/speech/2013/12/06/speech-world-bank-group-president-jim-yong-kim-government-japan-conference-universal-health-coverage>
456. V. Tangcharoensathien et al (2007), « Achieving universal coverage in Thailand: what lessons do we learn? A case study commissioned by the Health Systems Knowledge Network », Genève : Organisation mondiale de la Santé, [http://who.int/social\\_determinants/resources/csdh\\_media/universal\\_coverage\\_thailand\\_2007\\_en.pdf](http://who.int/social_determinants/resources/csdh_media/universal_coverage_thailand_2007_en.pdf)
457. D. B. Evans, R. Elovainio et G. Humphreys (2010), « World Health Report: Health systems financing, the path to universal coverage », Genève : Organisation mondiale de la Santé, p. 49, [http://whqlibdoc.who.int/whr/2010/9789241564021\\_eng.pdf](http://whqlibdoc.who.int/whr/2010/9789241564021_eng.pdf)
458. S. Limwattananon et al (2011), op. cit.
459. Health Insurance System Research Office (2012), « Thailand Universal Coverage Scheme: Achievements and Challenges. An independent assessment of the first 10 years (2001–2010) », Rapport de synthèse, p. 79, <http://gurn.info/en/topics/health-politics-and-trade-unions/development-and-health-determinants/development-and-health-determinants/thailand2019s-universal-coverage-scheme-achievements-and-challenges>
460. T. Powell-Jackson et al (2010), « An early evaluation of the Aama 'Free Delivery Care' Programme ». Rapport non publié soumis au DfID, Katmandou.
461. Ibid.
462. Voir BBC News, Business (2013), « Novartis: India rejects patent plea for cancer drug Glivec », 1er avril 2013, <http://bbc.co.uk/news/business-21991179>
463. L. Bategeka et N. Okurut (2005), op. cit.
464. B. Bruns, D. Evans et J. Luque (2012), op. cit.
465. K. Watkins et W. Alemayehu (2012), op. cit.
466. OCDE (2012), « PISA 2012 Results: Excellence through Equity: Giving Every Student a Chance to Succeed Volume II », <http://oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results-volume-ii.htm>
467. G. Ahobamuteze, C. Dom et R. Purcell (2006), op. cit.
468. Les chiffres se rapportent à la part de l'APD totale destinée à et acheminée via des organisations de la société civile entre 2009 et 2011. O. Bouret, S. Lee et I. McDonnell (2013), « Aid for CSOs. Aid at a Glance – Flows of official development assistance to and through civil society organisations in 2011 », Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE, <http://oecd.org/dac/peer-reviews/Aid%20for%20CSOs%20Final%20for%20WEB.pdf>
469. P. Davies (2011), « The Role of the Private Sector in the Context of Aid Effectiveness », OCDE, p. 17, <http://oecd.org/dac/effectiveness/47088121.pdf>
470. Z. Chande (2009), op. cit.
471. OIT (2014), « Rapport sur la protection sociale dans le monde 2014/15 : Vers la reprise économique, le développement inclusif et la justice sociale », Genève : OIT, [http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_245201.pdf](http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_245201.pdf)
472. D. Coady, M. Gosh et J. Hoddinott (2004), « Targeting Outcomes Redux », *The World Bank Research Observer*, Vol. 19, N° 1, pp. 61–85, <http://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1093/wbro/lkh016?journalCode=wbro>
473. Voir par exemple BBC News Magazine, « A Point of View: In defence of the nanny state », 4 février 2011, <http://bbc.co.uk/news/magazine-12360045>
474. C. Arnold avec T. Conway et M. Greenslade (2011), « Cash Transfers: Evidence Paper », Département du développement international du Royaume-Uni, <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+http://dfid.gov.uk/Documents/publications1/cash-transfers-evidence-paper.pdf> <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+http://dfid.gov.uk/Documents/publications1/cash-transfers-evidence-paper.pdf>
475. OIT (2008), op. cit.
476. A. de Haan (2013), « The Social Policies of Emerging Economies: Growth and welfare in China and India », Document de travail 110, International Policy Centre for Inclusive Growth, PNUD, <http://ipc-undp.org/pub/IPCWorkingPaper110.pdf>
477. N. Lustig et al (2013), op. cit.
478. Rapport sur le développement humain, « L'indice d'inégalités de genre (IIG) », <http://hdr.undp.org/fr/content/lindice-din%C3%A9galit%C3%A9s-de-genre-iig> ; Forum économique mondial, *The Global Gender Gap Report*, <http://weforum.org/issues/global-gender-gap>

479. S. Wakefield (2014), op. cit.
480. Institut de recherches statistiques, sociales et économiques, Université du Ghana (2009), *Gender and Indirect Tax incidence in Ghana*, évoqué dans J. Leithbridge (2012), op. cit.
481. A. Elomäki (2012), op. cit.
482. A. Elomäki (2012), op. cit. En 2010, le taux d'emploi des femmes avec de jeunes enfants était inférieur de 12,7 % à celui des femmes sans enfant, contre 11,5 % en 2008. En 2010, 28,3 % de l'inactivité économique et du travail à temps partiel des femmes s'expliquaient par le manque de services de garde, contre 27,9 % en 2009. Dans certains pays, les répercussions du manque de services de garde ont considérablement augmenté. En Bulgarie, ce taux a explosé de 20,8 % en 2008 à 31,3 % en 2010. En République tchèque, il est passé de 13,3 % à 16,7 %.
483. Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995), « Beijing Declaration and Platform for Action », Paragraphe 58, <http://un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/>
484. D. Elson et R. Sharp (2010), « Gender-responsive budgeting and women's poverty », dans : S. Chant (ed.) (2010), *International Handbook of Gender and Poverty: Concepts, Research, Policy*, Cheltenham : Edward Elgar, pp. 524–525.
485. Ministère du Développement des femmes et des enfants (2007), « Gender Budgeting Hand Book for Government of India Ministries and Departments », Gouvernement indien, pp. 55–56, <http://wcd.nic.in/gb/material/Resource%20Material/GB%20Handbook%20and%20Manual/Hand%20Book.pdf>
486. K. Goulding (2013), « Gender dimensions of national employment policies: A 24 country study », Genève : OIT, [http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_229929.pdf](http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_229929.pdf)
487. On soulignera notamment l'écart toujours aussi large en Corée du Sud, à 38,9 %. La croissance économique rapide de la Corée du Sud depuis les années 1960 a été soutenue par les exportations de produits mobilisant beaucoup de main-d'œuvre, principalement composée de femmes. Voir : PNUD (2013), « L'humanité divisée : combattre les inégalités dans les pays en développement », Programme des Nations unies pour le développement, [http://undp.org/content/dam/undp/library/Poverty%20Reduction/Inclusive%20development/Humanity%20Divided/HumanityDivided\\_Full-Report.pdf](http://undp.org/content/dam/undp/library/Poverty%20Reduction/Inclusive%20development/Humanity%20Divided/HumanityDivided_Full-Report.pdf)
488. P. Fortin, L. Godbout et S. St-Cerny (2012), « L'impact des services de garde à contribution réduite du Québec sur le taux d'activité féminin, le revenu intérieur et les budgets gouvernementaux », Université de Sherbrooke, Document de travail 2012/02, [http://usherbrooke.ca/chaire-fiscalite/fileadmin/sites/chaire-fiscalite/documents/Cahiers-de-recherche/Etude\\_femmes\\_travail.pdf](http://usherbrooke.ca/chaire-fiscalite/fileadmin/sites/chaire-fiscalite/documents/Cahiers-de-recherche/Etude_femmes_travail.pdf)
489. CIVICUS (2014), « State of Civil Society Report 2014: Reimagining Global Governance », [http://socs.civicus.org/wp-content/uploads/2013/04/2013StateofCivilSocietyReport\\_full.pdf](http://socs.civicus.org/wp-content/uploads/2013/04/2013StateofCivilSocietyReport_full.pdf)
490. Ibid.
491. Ibid.
492. Ibid.
493. Les sondages réalisés par Oxfam à travers le monde relatent l'idée largement répandue selon laquelle les lois et les réglementations sont conçues pour bénéficier aux riches. Une enquête menée dans six pays (Espagne, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis) a révélé que la majorité de la population pensait que les lois étaient biaisées en faveur des riches (en Espagne, 8 personnes sur 10 étaient d'accord avec cette affirmation). Voir également : Latinobarometro (2013), <http://latinobarometro.org/latNewsShow.jsp>
494. CIVICUS (2014), op. cit.
495. W. Wilson (2012), op. cit.
496. OCDE (2014), « Society at a Glance: OECD Social Indicators », <http://oecd.org/berlin/47570121.pdf>
497. CIVICUS, « Civil Society Profile: Chili », <http://socs.civicus.org/CountryCivilSocietyProfiles/Chile.pdf>
498. G. Long (2014), « Chile's student leaders come of age », BBC News, <http://bbc.co.uk/news/world-latin-america-26525140>
499. D. Hall (2010), « Why we Need Public Spending », Greenwich : PSIRU, p. 59, <http://psiru.org/reports/2010-10-QPS-pubspend.pdf>
500. O. Valdimarsson (2010), « Icelanders Hurl Eggs at Parliament in Mass Protests », Bloomberg, <http://bloomberg.com/news/2010-10-04/icelanders-hurl-eggs-red-paint-at-parliament-walls-as-thousands-protest.html>
501. CIVICUS (2014), « Citizens in Action 2011: Protest as Process in The Year of Dissent », p. 53, <http://civicus.org/cdn/2011SOCReport/Participation.pdf>
502. J. Crabtree et A. Chaplin (2013), *Bolivia: Processes of Change*, Londres : Zed books.
503. La répartition de la propriété des plus grands gisements de gaz du pays a été entièrement renversée, 82 % revenant à l'État et 18 % aux entreprises. [http://oxfamfrance.org/sites/default/files/file\\_attachments/policy\\_paper/fd\\_industrie-extractive\\_note-malediction-ressources-naturelles-pauvres.pdf](http://oxfamfrance.org/sites/default/files/file_attachments/policy_paper/fd_industrie-extractive_note-malediction-ressources-naturelles-pauvres.pdf)
504. J. Crabtree et A. Chaplin (2013), op. cit.
505. Banque mondiale, <http://donnees.banquemondiale.org/pays/bolivie>
506. ECLAC (2013), « Social Panorama of Latin America », <http://cepal.org/publicaciones/xml/8/51768/SocialPanorama2013.pdf>
507. N. Lustig (2012), op. cit.

Le décalage qui se creuse entre les riches et les pauvres a atteint un point de non-retour. Nous pouvons le laisser s'enraciner davantage, compromettant ainsi les efforts que nous déployons pour réduire la pauvreté, ou nous pouvons impulser dès maintenant des changements concrets pour inverser la tendance. Ce précieux rapport d'Oxfam explore les problèmes engendrés par les inégalités extrêmes et les choix politiques qui s'offrent aux gouvernements pour construire un monde plus juste, avec des opportunités égales pour nous tous. Ce rapport est un appel à l'action pour l'intérêt commun. Nous devons y répondre.

### KOFI ANNAN

Président de l'Africa Progress Panel, ancien Secrétaire général des Nations unies et lauréat du prix Nobel de la paix

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau en plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique [www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)  
Oxfam Australie [www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au)  
Oxfam-en-Belgique [www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)  
Oxfam Canada [www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)  
Oxfam France [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)  
Oxfam Allemagne [www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)  
Oxfam Grande-Bretagne [www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)  
Oxfam Hong Kong [www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)  
Oxfam Inde [www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org)  
Oxfam Intermón Espagne [www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org)  
Oxfam Irlande [www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)  
Oxfam Italie [www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org)  
Oxfam Japon [www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp)  
Oxfam Mexique [www.oxfamexico.org](http://www.oxfamexico.org)  
Oxfam Nouvelle-Zélande [www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)  
Novib Oxfam Pays-Bas [www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl)  
Oxfam Québec [www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)  
Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

© Oxfam International octobre 2014

Ce rapport ainsi que plus d'informations sur la campagne À égalité ! sont disponibles sur [www.oxfam.org/even-it-up](http://www.oxfam.org/even-it-up)

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk)

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

**À ÉGALITÉ!**



Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-723-8 en octobre 2014.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni

Oxfam GB est enregistré comme un organisme de charité en Angleterre et au pays de Galles (202918) et en Écosse (SC0 039042) et est un membre d'Oxfam International.